LE SEMEUR DU KASAÏ
Revue pluridisciplinaire
Numéro 1, premier semestre 2025

Le courage d'un chef et le combat pour le rétablissement de la paix durable et de l'ordre étatique et pour la revalorisation du pouvoir coutumier en RD Congo

Numéro thématique sous la direction de
Théodore MWAMBA BAKATUBENGA
Professeur

Le Semeur du Kasaï (LSK) est une revue scientifique pluridisciplinaire. C'est un des résultats durables du projet « Leadership en développement coopératif ». Ce dernier a été financé, de 2003 à 2008, par l'Agence canadienne de développement international, dans le cadre du programme de partenariat des Collèges canadiens (PPCC). Le Collège Boréal en était le maître d'oeuvre.

Les textes publiés dans cette revue expriment librement les opinions de leurs auteurs. Ils n'engagent pas la responsabilité des éditeurs institutionnels que sont l'Institut supérieur de développement rural (ISDR-Tshibashi) et l'Institut supérieur de développement intégral (ISDI). Un comité d'appui scientifique constitué de Kasaïens de la Diaspora collabore à la réalisation de la revue.

Pour toute correspondance concernant les droits d'auteur et le contenu de la revue (articles, comptes rendus, notes et remarques) et toute demande concernant la rédaction, prière de s'adresser à : Le Semeur du Kasaï, ISDR-TSHIBASHI, B. P. 70 Kananga, Kasaï Central, République démocratique du Congo. isdr_tshibashi@yahoo.ca ou Comité scientifique appui akbululu@hotmail.com.

© 2025 Le Semeur du Kasaï et les auteurs
Dépôt légal – Premier semestre 2025
Bibliothèque nationale de la RD Congo
KK 3.0704 – 57 057 ISSN 1913-9608 (en ligne : www.kuetu.com)
ISSN 1913-9594 (imprimé)

Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur au Canada. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Rédacteur responsable : Professeur Laurent Kadiebwe Tshidika (kadielaurent@gmail.com)
Directeur de rédaction : Professeur Eddie Kabasele Munyoka (edkabas@yahoo.com)
Directeur de rédaction adjoint : Professeur Jean-Pierre Kapongo (jptkapongo@yahoo.co.uk)
Secrétaire de rédaction : C.T (poste à combler)

Comité scientifique de sélection
Crispin Maalu-Bungi Lungenyi Lumwe, Modeste Bukasa Tubadikukub, Jean-Claude Tshilumbayi Masau, Frédéric Nyoka Mupangila, Félicien Mulamba Mubyabu, Sylvain Mulowayi Dibaya, Timothée Kazadi Kimbu Musopua, Diambile Luboya, Bien-Aimé Kabemba Tubelangane, Grégoire Ngalamulume Tshiebue, Philipe Kanku Tubenzele, Bululu Kabatakaka, Stéphane Tubene, Thomas Bakajika, Lambert Museka Ntumba, Etienne Mutshipayi, Ntumba Mwena Mwanza, Paulin Ntumba Ngandu, Tshijiuke Kabongo, Jean-Pierrre Tshikuna Matamba, Mpampa Mpampa, Sylvain Kalamba Nsapo, Albert Bakalowe, Tshilembi Mbowa, Katalayi Jean-Pierre Kanku, José Tshisungu wa Tshisungu.

SOMMAIRE

Préface
Boniface BEYA NGINDU Page 5

Mot d'ouverture
Théodore MWAMBA BAKATUBENGA Page 7

Kamuena Nsapu et le pouvoir coutumier dans les communautés bena lulua
KABUE MUELA Page 9

La responsabilité de l'État dans la gestion et la protection de l'autorité traditionnelle
Théodore MWAMBA BAKATUBENGA Page 21

Les causes et les facteurs de l'insurrection du chef coutumier Kamuina Nsapu contre le pouvoir central de Kinshasa
Bruno NTUMBA Page 33

Les milices « Kamwena Nsapu » : origine, mode opératoire et organisation de la guerilla urbaine et rurale au centre de la RD Congo
Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE Page 43

Stratégies de réinsertion et rétablissement de la dignité de la femme et de la jeune fille huit ans après les violences Kamuina Nsapu. Expérience de FMMDI
Nathalie KAMBALA LUSE Page 67

Les mécanismes d'activation du P-DDRCS pour la région du Kasaï
Anaclet TSHIMBALANGA Page 81

Histoire de l'amplification du phénomène Kamwina Nsapu dans la commune de Nganza en 2017
Albert BALOWE MUANZA Page 89

La place et le rôle de l'autorité coutumière traditionnelle dans l'appareil institutionnel de l'État-Nation. Cas de la RDC
Bertin BEYA Page 111

Interprétation du phénomène Kamwena Nsapu et intervention par les ONG. L'expérience de la Kadima foundation
Elie MULOMBA Page 127

Phénomène de révolte du chef Kamuena Nsapu : huit ans après (genèse et causes d'une tragédie sans nom)
Boniface BEYA NGINDU Page 137

Conclusion générale
Théodore MWAMBA BAKATUBENGA Page 165

Rapport synthèse Page 167

PRÉFACE

Sur l'initiative du Professeur Théodore Mwamba Bakatubenga, des journées scientifiques mémorables ont été organisées du 12 au13 août 2024 à la Paroisse Universitaire Saint Marc de Kananga autour du thème général « Le courage d'un Chef et le combat pour le rétablissement de la paix durable et de l'ordre étatique pour la revalorisation du pouvoir coutumier en République Démocratique du Congo ».

Plusieurs intervenants ont scruté cette thématique en allant à l'origine de cette crise et surtout en apportant des solutions pour assurer le vivre ensemble.

Je remercie et félicite les organisateurs de cette journée scientifique pour l'initiative qui nous amène à réfléchir sur ce que nous avons vécu avec grande douleur. Pareille initiative nous aide à condamner la tyrannie pour que plus jamais pareille situation ne se répète sur les terres de nos ancêtres. Pour ma part, les communications ici réunies sont des efforts conjugués pour une démarche scientifique qui se nomme **Histoire immédiate**.

Alors, *j'écris comme les autres, pour la mémoire des générations à venir parce que je suis le témoin de l'histoire que je raconte à ma manière*. Tels sont les propos que je me fais le devoir de dire en liminaire de cette préface parce que huit ans déjà, la région du Grand Kasayi, longtemps oasis de paix, est devenue le théâtre macabre d'affrontements armés et des conflits dont les conséquences ont déstructuré tous les domaines de la vie. Voici que ce havre de paix est devenu un environnement en proie à des atrocités et des privations incessantes, tentaculaires et multiformes.

La révolte du chef Kamuena Nsapu est un déclic qui a permis en actes, des frustrations enfuies dans les moments d'attente des réponses à des appels multiples. Nous avons été témoins des événements comme acteurs, victimes dans l'espace d'un théâtre où chacun a joué sa partition comme acteurs à divers degrés et spectateurs selon notre position. Le feu, on l'allume dans la brousse pour attraper les souris, mais il ravage jusqu'à détruire la terre, dit-on.

Nous savons quand cette désagrégation a commencé et non pas quand et comment elle va finir :

- Comment expliquer que Ntenda, ancien Kapita de Kamuena Nsapu a pu être chef coutumier sans que la procédure soit respectée ?
- Quand le chef Kamuena Nsapu Mpandi venait demander audience auprès des autorités politico-administratives et se mettant en dessous des manguiers du Gouvernorat, qui ne voyait pas ou ne savait pas parmi les membres du Cabinet politique et administratif du Gouverneur de Province ?
- La suite des événements n'a été qu'un cortège d'accompagnement d'un décor ordinaire aux multiples conséquences pour la cohésion.
- Mais aujourd'hui, que faire pour le développement durable ?

L'ensemble des textes ici réunis contribue à la connaissance de la société administrative et politique de la RDC, hier et aujourd'hui, sur base des informations recueillies auprès des

concernés et de la documentation disponible. On se penche sur l'analyse des faits pour en comprendre le sens. Les auteurs ont eu de la chance de vivre les événements de la révolte du chef Kamuena Nsapu et mobilisé leurs énergies pour expliquer et approfondir la problématique de la gouvernance dans notre pays. Ces textes examinent différents problèmes sociaux tels que vécus dans les villages oubliés face au diktat imposé par les villes cruelles. Exercice pédagogique d'écriture sur les réalités quotidiennes à documenter pour nous aider à passer de l'oralité à l'écriture avec des archives pour assurer l'avenir. Il y a là un déclic : ***Tuyaya kunyi bana betu ?*** et Mabika Kalanda de répondre ***Tabalayi bana betu.***

Boniface BEYA NGINDU
Inspecteur Général Adjoint de l'Enseignement

MOT D'OUVERTURE

Théodore MWAMBA BAKATUBENGA
Professeur

Distingués invités,

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Voilà déjà huit ans depuis que le chef Traditionnel KAMUENA NSAPU a quitté la terre des mortels. Ce grand chef est une figure controversée, admirée par les uns qui saluent sa bravoure et la justesse de ses revendications et redoutée par d'autres qui voient en lui un sanguinaire qui a répandu la désolation et le chaos dans l'espace Kasaï et même ailleurs.

Oui, huit ans après les événements qui ont secoué le grand Kasaï ; le Groupe Intelligentsia Sociologique a voulu jeter un regard croisé sur le personnage qui a été à la base de ce qu'on appelle désormais « le phénomène Kamuena Nsapu ». Il cherche à comprendre comment ce qui était au départ une simple revendication d'une autorité coutumière réclamant la reconnaissance de l'État Congolais son pouvoir a pu dégénérer pour prendre l'allure d'une insurrection populaire dont les séquelles se font encore sentir de nos jours. Comment ce mouvement a pu sortir de la zone contrôlée par le Grand Chef Kamuena Nsapu pour s'étendre au-delà de son fief ? Comment a-t-il pu monter une milice armée sans appui extérieur dans une entité située au centre du pays et comment a-t-il pu réussir à obtenir l'adhésion des jeunes au point de tenir tête aux Forces Armées de la République en s'attaquant aux symboles de l'État ? comment la frustration d'un individu a pu trouver le soutien populaire ? Aujourd'hui, huit ans après, quel bilan dresser du phénomène Kamuena Nsapu dont le spectacle hante encore bien des esprits ?

Le moins qu'on puisse dire est que de nombreux défis sont encore à relever sur le plan sécuritaire, sur le plan du respect des droits humains, plus précisément de ceux des personnes vulnérables qui attendent encore la réparation. Est-ce que les infrastructures affectées par ce phénomène ont-elles été reconstruites ou réhabilitées ? Que faire pour protéger et/ou encadrer le pouvoir coutumier et surtout comment éviter que pareil phénomène ne se reproduise dans une zone réputée jadis havre de paix ?

La préoccupation pour une réflexion collective sur le phénomène dit Kamuena Nsapu tourne autour d'un objectif principal : mettre en exergue la figure du Grand Chef traditionnel Kamuena Nsapu en clarifiant la symbolique du pouvoir coutumier qu'il a incarné ainsi que le rôle de ce pouvoir au sein de l'État républicain.

À cet objectif principal s'associent quelques objectifs particuliers, que nous pouvons ramener à cinq. La tenue de cette journée de réflexion vise, en effet, de (d') :

1. S'interroger sur les mécanismes traditionnels et étatiques de revalorisation du statut et de la légitimité du pouvoir coutumier dans les sociétés congolaises.

2. Dégager les mécanismes d'une participation non conflictuelle des chefs traditionnels à la gestion de l'État à travers des cadres bien définis de collaboration entre État et pouvoir coutumier.

3. Identifier des procédures justes d'accession non conflitogène au pouvoir coutumier et des résolutions des conflits en cas de violations de mécanismes classiques, et cela hors de toute politisation.

4. Proposer les activités de résilience et de la réinsertion sociale des victimes et vulnérables par une approche participative.

5. Ressortir les mécanismes du vivre-ensemble communautaire pour le développement durable.

Voilà autant de préoccupations et objectifs qui trouveront, j'en suis sûr, des réponses de différents chercheurs triés pour leur savoir-faire et surtout pour leur décryptage sans complaisance de ce phénomène qui a affecté l'espace Kasaï et l'a même débordé. Je les félicite d'ores et déjà pour la qualité de leurs contributions et aussi pour leur disponibilité qui les honore. J'espère que nous pourrons toujours compter sur vous.

Je m'en voudrais aussi de ne pas remercier grandement tous ceux qui se sont déplacés nombreux pour prendre part activement à ces échanges que je souhaite fructueux.

Je vous remercie.

KAMUENA NSAPU ET LE POUVOIR COUTUMIER DANS LES COMMUNAUTÉS BENA LULUA[1]

KABUE MUELA
Professeur

Un tout premier numéro (spécial) de la revue *Études d'Histoire du Kasaï* du département des sciences historiques de l'Université Pédagogique de Kananga porte sur « Phénomènes Kamuena Nsapu au Grand Kasaï : Mythes ou réalités. Sept ans après ». En effet, certaines études y sont consacrées à la recherche des origines de Bajila Kasanga et des origines lointaines de ce phénomène. Pour le premier aspect, par exemple, Samuel Tshijuke Kabongo[2] rappelle que les Bajila Kasanga, tribu d'origine de Kamuena Nsapu, constituent l'une de grandes communautés coutumières de Bena Lulua. On les retrouve sur plusieurs régions de la RDC et au-delà, notamment en Angola. Ils font partie des descendants de Mutombo-a-Nkole, au point qu'il est courant de les appeler « Kasanga ka Mutombo ». Et le pangolin est leur totem.

En ce qui concerne les origines lointaines du phénomène Kamuena Nsapu, Clément Cipamba Ntumba[3] pointe du doigt la recherche de l'hégémonie qui, depuis la seconde moitié du XIXe siècle, a été le facteur des conflits sociopolitiques entre les Bajila Kasanga eux-mêmes. Et selon l'auteur, Kamuena Nsapu est historiquement connu comme un chef qui a réussi à s'imposer sur tous les Bajila Kasanga, grâce à la détention des armes à feu. Et depuis lors couvaient et couvent encore les conflits de pouvoir politique dans le secteur de Dibataie ou région de Bajila Kasanga.

Dans le même volume, Albert Balowe Muanza[4] s'intéresse à l'amplification du phénomène Kamuena Nsapu dans la commune de Nganza, laquelle, selon lui, a mis en évidence les profondes contradictions d'une société en crise structurelle, ses fissures internes et externes, ainsi que la fragilité des rapports fondés sur l'hypocrisie entre les gouvernants et les gouvernés. À titre de solution, Balowe propose des réformes allant dans le sens de la refondation de l'autorité de l'État en vue de proscrire les violences, les injustices, les inégalités sociales et la mauvaise gouvernance.

[1] Par Albert Aimé KABWE MUELA, Professeur à l'Université Pédagogique de Kananga et dans d'autres institutions d'enseignements supérieur et universitaire ; Docteur en Théologie ; ancien Secrétaire Général Académique de l'Institut Supérieur Technique de Kananga (ISTKA) ; ancien Recteur du Collège Universitaire Libre au Congo (CULC) ; actuellement Secrétaire Général Académique de l'Institut Supérieur d'Études Sociales de Kananga ; auteur de plusieurs ouvrages et articles scientifiques notamment sur le conflit Kamuena Nsapu ; domaine de recherche : Ethique et éducation, Epistémologie ; il est Pasteur au sein de la 31e Communauté Presbytérienne au Congo.

[2] S. TSHIJUKE KABONGO, « Origine des Bajila Kasanga et leur dispersion historique dans l'espace du Kasaï (en RDC) et en Angola, dans *Études d'histoire du Kasaï*, numéro spécial, février 2024, p. 25.

[3] C. CIPAMBA NTUMBA, « Les origines lointaines du phénomène Kamuena Nsapu dans le Kasayi Central (RD Congo), dans *Études d'histoire du Kasaï*, numéro spécial, février 2024, pp. 21-22.

[4] A. BALOWE MUANZA, « Histoire de l'amplification du phénomène Kamuena Nsapu dans la commune de Nganza en 2017, dans *Études d'histoire du Kasaï*, numéro spécial, février 2024, pp. 69-105.

Une autre étude contenue dans ce document essaye d'aborder ledit phénomène à la lumière de la théorie de la privation relative,[5] laquelle théorie explique étiologiquement les mouvements insurrectionnels ou rébellions par le sentiment d'être privé d'un objet convoité, ou le sentiment d'être injustement traité, comparativement à d'autres individus dans la même situation. À l'issue de ladite analyse, il se constate que cette théorie se confirme donc dans le cas de l'insurrection du chef Jean-Pierre Kamuena vécu dans le Kasaï. De fait, on sent à travers le discours de ce dernier le sentiment d'être privé de la dignité et des avantages reconnus à ses autres homologues chefs coutumiers. Sa colère et sa réaction défensive se justifient notamment par le refus de lui octroyer l'acte de reconnaissance comme chef coutumier de Bajila Kasanga, la désacralisation des symboles de son pouvoir par les émissaires de l'État, ainsi que la tentative de violer sa femme.

Cependant, aucun de ces travaux passés en revue et d'autres, publiés dans le document précité, ne va dans la direction de la présente étude. Son but est d'aider à mieux comprendre Kamuena Nsapu, sa perception du pouvoir coutumier en contexte des communautés Bena Lulua, ainsi que les sacrilèges à réparer, découlant du conflit qui l'a opposé au pouvoir politique.

I. Pouvoir coutumier dans les communautés Bena Lulua

Il importe, avant d'aller plus loin, de fixer l'entendement sur les Bena Lulua et sur la notion du pouvoir coutumier. En effet, « Bena Lulua » réfère à une population de l'Afrique centrale, en République Démocratique du Congo (RDC), dans le sud-centre de la province du Kasaï central, entre la rivière Kasaï et la frontière du Kasaï oriental à l'est. Quelques-uns vivent en Angola voisin. À propos de la notion du pouvoir coutumier, en RDC, aux termes de la loi fixant le statut des chefs coutumiers, « est chef coutumier, toute personne désignée conformément à la coutume locale, reconnue par les pouvoirs publics et chargée de diriger une entité coutumière ».[6] Cette loi définit, dans la même logique, le pouvoir coutumier comme un « ensemble des mécanismes d'administration d'une communauté fondée sur les us et coutumes » ; et l'autorité coutumière est entendue comme un « pouvoir reconnu au chef coutumier et fonctionnant conformément à la coutume locale ou la personne revêtue de ce pouvoir ».[7] La loi précitée reconnaît au chef coutumier le droit à des égards et au respect dus à sa dignité et son rang (art. 18), à une rémunération décente, aux frais de représentation et autres dus aux animateurs des entités territoriales (art. 19). Elle lui garantit aussi les nombreux avantages, notamment les frais à l'occasion des cérémonies officielles ou de son installation par l'administration, les soins de santé et les frais funéraires pour lui, son conjoint et ses enfants à charge, ainsi que le transfèrement par les pouvoirs publics, en cas de décès en dehors de sa juridiction, de sa dépouille mortelle au chef-lieu de son entité (art. 21). En outre, selon la même loi, lors de son investiture, tout chef coutumier doit recevoir un brevet, un drapeau et un insigne comportant les armoiries de la République (art. 22).

Malgré ces droits et avantages promis aux chefs traditionnels, cette loi est jugée par plusieurs analystes comme préjudiciable à ceux-ci, avec intention d'avoir une mainmise sur eux, de

[5] A. A. KABWE MUELA, « Insurrection de Jean-Pierre Kamuena Nsapu Pandi à la lumière de la théorie de la privation relative : analyse de discours du Grand chef », dans *Études d'histoire du Kasaï*, numéro spécial, février 2024, pp. 125-172.

[6] RDC, Loi n°15/015 du 25 août fixant le statut des chefs coutumiers, art. 1.

[7] Idem, art. 2.

réduire leur ampleur.[8] Pour s'en rendre compte, il faut remonter à la période coloniale qui semble lui servir de racines.

1. Avant et pendant la colonisation

Comme renseigne Claude Kangudie dans un article numérique bien apprécié, dans les communautés de Bena Lulua et chez les autres peuples du Kasaï, avant l'arrivée de l'homme blanc, le pouvoir, de nature monolithique, était assuré par les chefs traditionnels, « communément appelés aujourd'hui 'chefs coutumiers' », et dont l'autorité ne fut nullement contestée.[9] Ces chefs qui présidaient à la tête des communautés étaient à la fois forts et rigoureux sans être autoritaires. Quelles que soient leur puissance et leur rigueur, ils tiraient leur légitimité de l'appui et de la complicité avec leurs sujets. Notables et sages avaient un mot à dire sur les affaires et la vie de la communauté.[10] C'est justement dans ce sens qu'il faut entendre les adages luba du genre « Mukelenge wa bantu, bantu wa Mukelenge », ce qui, au fond, évoque un bon rapport entre le chef et son peuple ; « Bukalenge nkele ka lokodi, katambe kutua, kakatambi kutua », ce qui sous-entend une autorité ni très faible ni très puissante. En outre, le chef « était le dernier à se servir » ;[11] il se considérait et/ou se voulait toujours au service de son peuple. La chanson devenue célèbre du modèle offert par le Grand chef de Bena Lulua Kalamba en dit long : « *Kalamba wakapidia fualanga, wakasungila bantu* »,[12] Kalamba préféra le bonheur du peuple à l'argent.

Toutefois, Luntumbue Muenamuabo wa Mafuala[13] fait remarquer qu'avant l'arrivée du colonisateur il existait deux sortes de pouvoirs : le 'Bukalenge' ou 'Bumfumu bua kabubukulu', le pouvoir de la tradition, appelé aussi le 'bukalenge ou bumfumu bua batatu', le pouvoir ancestral, le pouvoir du léopard, ou le 'bukalenge ou bumfumu bua lupemba', le pouvoir de la terre. Selon l'auteur, « le pouvoir ancestral était seul authentique, héréditaire par succession patrilinéaire », suivant la logique de « famille régnante ».

Cependant, en dehors de « Bukalenge bua kabukulu », il y a aussi « le 'bukalenge ou bumfumu bua Baciokue', le pouvoir des Baciokue », lequel est acquis par la richesse reçue des Baciokue, richesse faite de fusils, de poudre, de vaches, de tissus et autres objets importés d'Europe ».[14] Toujours selon la même source, le colonisateur a introduit à son arrivée le 'bukalenge ou bumfumu bua batoke', le 'pouvoir blanc', dont le détenteur sera un homme imposé par l'administration coloniale. Il ne lui est pas reconnu le droit de s'asseoir sur la peau de Léopard ni celui de d'enduire de terre blanche ».[15]

Dans le même chapitre, selon Claude Kangudie, outre le fait de maintenir le pouvoir des chefs coutumiers par le colonisateur, il y a lieu de signaler leur inféodation. Les chefs coutumiers

[8] Lire à propos S. ROLLEY, RDC : Violence au Kasaï. Kamwina Nsapu : La mort d'un Chef, RFI, en ligne sur webdoc.fri.fr/rdc-kasai-violences/

[9] C. KANGUDIE, « Gestion du pouvoir coutumier au Kasaï », article numérique publié le 30/10/2012, consulté sur https://www.mbokamosika.com/article-gestion-du-pouvoir-coutumier-au-kasai-111911739.html.

[10] C. KANGUDIE, « Gestion du pouvoir coutumier au Kasaï », article numérique publié le 30/10/2012, consulté sur https://www.mbokamosika.com/article-gestion-du-pouvoir-coutumier-au-kasai-111911739.html.

[11] Idem.

[12] Ibid.

[13] LUNTUMBUA MUENAMUABO wa MAFUALA, *Histoire de la Luluwa. De la résistance (1881) aux années soixante en Afrique Centrale*, Kinshasa, Les éditions jeune Afrique/Edition Conseil, 1973, p. 28.

[14] LUNTUMBUA MUENAMUABO wa MAFUALA, *op.cit.*, p. 29.

[15] Idem.

furent donc relégués au rang de simples exécutants de la volonté coloniale. Ce fut ainsi la génération des capitas médaillés. Certains ayant osé maintenir la splendeur de leurs ancêtres refusèrent ce nouvel ordre ; et ils furent brisés nets… D'autres, par contre, s'en raccommodèrent par divers subterfuges.

Ainsi, la politique de « diviser pour régner » fut mise en place pour réduire la force et la résistance des « chefs têtus » ou insubordonnés. On dirait que de cette mauvaise façon de faire du colonisateur datent les conflits de pouvoirs coutumiers qui minent l'espace kasaïen jusqu'à nos jours.[16] Tel est notamment l'un des facteurs justificatifs du conflit Kamuena Nsapu.

Du reste, pour Jean Battory et Thierry Vircoulon,[17] loin d'être un archaïsme précolonial, les chefs coutumiers sont une des premières manifestations de la modernité politique. La généralisation de la chefferie, dans le cadre territorial du Congo, est en grande partie l'œuvre du colonisateur belge. Depuis l'époque coloniale, les chefs coutumiers sont parvenus à préserver leurs prérogatives et à rester les gestionnaires du foncier et les pourvoyeurs de justice locale. Différents régimes, de Mobutu à Tshisekedi, ont reconnu leur utilité institutionnelle et politique. Cependant, bien que les chefs coutumiers soient apolitiques, selon la loi, leur politisation insidieuse est aujourd'hui une réalité acceptée. On peut même parler de « chefs politico-coutumiers ». Par voie de conséquence, ils occupent une place dans les dynamiques de conflits qui fluctuent en RDC, à la fois comme auteurs et victimes.

Faut-il aussi signaler que le pouvoir colonial belge mit en place un système de gouvernance du territoire basé sur la généralisation des chefferies, encore en vigueur selon le principe « un territoire, une coutume, un chef ». Les chefs coutumiers étaient donc des intermédiaires privilégiés de l'administration coloniale, pour interagir avec les populations. Mais il n'était pas du tout aisé d'identifier ceux considérés comme légitimes aussi bien par la population que par l'autorité coloniale. À cause d'une certaine méfiance, cette dernière préférait les désigner parmi les clercs et les gradés de la Force publique quelque peu occidentalisés et redevables. Ainsi, certains utilisèrent leurs relations avec le pouvoir colonial pour se faire nommer chefs traditionnels au détriment de ceux reconnus légitimes par la coutume. Et ceux désignés par l'administration coloniale bénéficièrent d'une « protection » prenant plus ou moins la forme d'immunité.

De fait, depuis la période coloniale, comme le rappelle l'auteur susmentionné, le pouvoir coutumier était tenu comme sacré et respectable vis-à-vis du pouvoir public. C'est dans ce contexte qu'il faut situer la révolte de Jean-Pierre Kamuena Nsapu Pandi qui, s'inspirant des faits historiques, voulut réhabiliter la primauté du pouvoir coutumier et sur le pouvoir public, c'est-à-dire sur le législatif, le judiciaire et l'exécutif.[18]

2. De l'indépendance à nos jours

À l'avènement de l'indépendance, certaines familles régnantes, longtemps privées de leur droit légitime au trône des ancêtres, pensèrent que les choses seraient rétablies dans la situation d'avant, bien au contraire. On assista de plus en plus à l'ingérence et à la mainmise du pouvoir politique sur le pouvoir coutumier, bien que ce dernier ait été toutes les fois résilient. C'est autant dire concrètement qu'après l'indépendance, le pouvoir politique tenta toujours de créer

[16] C. KANGUDIE, article cité.

[17] J. BATTORY et T. VIRCOULON, « Les pouvoirs coutumiers en RDC : institutionnalisation, politisation et résilience », Notes de l'Ifri, Ifri, mars 2020.

[18] A. A. KABWE MUELA, art.cit., p. 166.

des doublures dans certains groupements ; certains chefs coutumiers furent même limogés au nom de calculs politiciens. Aux autres fut refusée la reconnaissance officielle du statut de chef de telle ou de telle entité coutumière, alors qu'ils en avaient le plein droit.

De plus, les chefs coutumiers furent associés lors de grands rendez-vous de la vie politique du pays. Lors de la Conférence Nationale Souveraine organisée aux derniers moments du régime Mobutu, par exemple, Kamuena Nsapu de la zone de Dibaya fut parmi les représentants de la province du Kasaï Occidental, à côté de Nyimi Lukengu, chef coutumier de Bakuba, Mweka, et de Kamba Katshiongo, chef coutumier de la zone de Tshikapa.[19] Et depuis les années 1980, quelques chefs coutumiers, considérés ou se considérant comme de « grands chefs », se sont constamment retrouvés au sein du parlement par un mandat national. La situation du parlement de transition des années 1990 à 2006 en est révélatrice. Les chançards chefs sont notamment le Nyimi des Bakuba, le N'siri ou Mwami de Bayeke, le Mwant Yav, le roi de Lunda, le chef Kabongo, les Baami du Kivu et les Byamvu du Kwango.[20] Parmi les absents sur cette liste, Kamuena Nsapu, le chef de Bajila Kasanga, alors qu'il fut déjà signalé parmi les participants à la CNS. Lorsqu'il se comparait à ses homologues comme Lukengu, il se considérait, lui et sa communauté, victimes d'une injustice qui ne dit pas son nom.[21]

La constitution adoptée par référendum en 2006 et les lois subséquentes ont marqué un recul significatif du statut des chefferies, bien qu'elles aient confirmé certaines dispositions datant des années 1960. Aujourd'hui, on trouve des chefs coutumiers dans les institutions politiques comme le parlement, et les assemblées provinciales et ce, à la faveur de la loi électorale de 2006 qui a entériné le principe de leur cooptation à hauteur de 10 %.

Il faut souligner que de 1960 à nos jours, la dynamique des relations entre les chefferies et le pouvoir politique a été un mouvement de balancier : à leurs débuts, les nouvelles élites politiques ont tenté de contrôler les chefferies, puis l'exercice du pouvoir leur a fait comprendre les risques qu'elles prenaient en se les aliénant. De leur côté, les chefs coutumiers ont très tôt compris l'intérêt qu'ils pouvaient retirer de leur participation aux jeux de pouvoir de l'État indépendant.

Depuis cette époque se tissée une relation de dépendance mutuelle entre les élites politiques et les chefs coutumiers qui, relation qui, jusqu'aujourd'hui, constitue pour les uns comme pour les autres une garantie de survie. Cependant, cette intégration du pouvoir coutumier dans le champ institutionnel et politique, faut-il le rappeler, va contribuer à la conflictualité dont souffre le pays jusqu'à ce jour.

3. Pouvoir coutumier et conflictualité

Du fait de leur rôle dans la gestion des terres et de leur politisation, les chefs coutumiers sont toujours présents dans le paysage conflictuel congolais. Ainsi, dans l'espace kasaïen à titre illustratif, plus d'un millier de conflits ont été dénombrés de 2002 à 2015. Ils portent généralement sur l'accès à des ressources essentielles (foncières et autres) pour les communautés concernées. Et ils sont de diverses natures : conflits internes au pouvoir

[19] H. MABI TUNGA-BAU, *Pouvoir traditionnel et pouvoir d'État en République Démocratique du Congo. Esquisse d'une théorie d'hybridation des pouvoirs politiques*, Kinshasa, Médiaspaul, 2010, p. 115.
[20] Idem, p. 160.#
[21] A. A. KABWE MUELA, art.cit., pp. 166, 169.

coutumier, comme celui ayant opposé Kamuena Nsapu à Ntenda,[22] Kamenga à Kankulu,[23] etc. ; conflits issus de l'ingérence ou de la manipulation du pouvoir politique, du fait de doublures des chefs, de groupements… ; conflit d'antagonisme entre le pouvoir traditionnel et le pouvoir politique moderne, comme celui de Kamuena Nsapu.

De fait, la conflictualité entre pouvoir traditionnel et pouvoir politique semble se nourrir des faits suivants : la considération selon laquelle le pouvoir traditionnel ou coutumier a existé avant le pouvoir politique ou le pouvoir blanc ; la vocation, pour le pouvoir traditionnel, de toujours être au service du peuple, de travailler pour son bien-être, pour la promotion des communautés rurales ; la lutte pour libération du pouvoir coutumier de l'inféodation du pouvoir politique ; ainsi que la revalorisation du chef coutumier, le respect de son statut et de sa dignité.

L'exemple le plus récent de cette conflictualité est la révolte Kamuena Nsapu dans les provinces du Kasaï en 2016 et 2018.[24] Comme le dit Kabata Kabamba,[25] ce conflit fut la conséquence de combinaison d'un malaise social latent avec des faiblesses de gouvernance territoriale nourries par la fragilité de l'État. C'est de la non-reconnaissance par les autorités politico-administratives du pouvoir coutumier de J.-P. Pandi Mpumbulula intronisé Chef du groupement Kamuena Nsapu qu'est née sa contestation du pouvoir légalement établi.

II. Kamuena Nsapu et sa perception du pouvoir coutumier

2.1 Note identitaire

De son vrai nom Jean-Pierre Pandi Mpumbulula, affectueusement appelé « Prince », il est né le sixième jour du mois d'avril de l'année 1966 à la maternité de la Mission catholique St Gabriel de Tshikula.[26] Cet homme étrange fut fils de Kayembe wa Nsapu et de Kapinga wa Kabala Mapa. Il fut troisième dans une famille de sept enfants, quatre filles et trois garçons. Son père mourut pendant que Jean-Pierre Pandi est encore à l'école primaire.

Il faut noter que Jean-Pierre Pandi procéda de la lignée de Dikonde Mpumbulula ; et il fut classé 6e chef dans la dynastie Kamuena Nsapu. Dans l'ordre chronologique ascendant, ses prédécesseurs furent : Anaclet Ntumba Mupala (2000-2012), Victor Kabeya (1994-2000), Matthieu Pandi, Tshibangu Kasuku et Nsapu wa Tshibanga. Son successeur est Jacques Kabeya Ntumba (2017).

2.2 Caractéristiques de Jean-Pierre Pandi

Il s'agit de ce qui est distinctif ou de traits dominants de Jean-Pierre Pandi. En effet, ce dernier s'afficha comme un homme à multiples facettes : homme mystique, stoïque, révolutionnaire…

2.2.1 Jean-Pierre Pandi, un homme mystique

D'après une source familiale, c'est dès la naissance qu'il fut préparé à devenir chef. Un récit renseigne que quelques jours seulement après sa venue au monde, son grand-père, Matthieu

[22] A. A. KABWE MUELA, *op.cit.,* pp. 42-44.

[23] G. BULA BULA, « Contrôle du pouvoir coutumier au Kasaï Occidental », consulté le 9 août 2014, sur https://www.irenees.net/bdf_fiche-/

[24] Idem.

[25] KABATA KABAMBA, « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasaï (République Démocratique du Congo) », dans *Belgeo. Revue belge de géographie,* n°2, 2018, pp. 24-25. https://doi.org/10.4000/belco.26916

[26] B. BEYA NGINDU, *op.cit.*, p. 15.

Kamuena Nsapu Pandi – dont il hérita le nom – le porta dans ses bras, cracha dans sa bouche, avant de le remettre à sa mère en disant : « *Angata Mukelenge* » (prends le chef). Cet acte sort de l'ordinaire. Il traduit la volonté et la manière d'intégrer déjà l'enfant Pandi dans la lignée de la dynastie Kamuena Nsapu. Surtout, il lui communiqua mystérieusement la bravoure qui caractérisa son grand-père. À cela s'ajoute le fait que Jean-Pierre Pandi grandit dans un espace culturel historiquement marqué par l'esprit de la révolte et le fétichisme. Et les réalités politiques et socio-économiques lui servirent de déclic pour déclencher son mouvement insurrectionnel.

2.2.2 Jean-Pierre Pandi, un homme au courage remarquable

Jean-Pierre Kamuena Nsapu Pandi fut armé d'une bravoure inouïe. Il se montra vaillant homme, courageux et guerrier. Il réfuta trahison et humiliation, en acceptant d'affronter résolument la mort qu'il senta de plus en plus s'approcher.

2.2.3 Jean-Pierre Kamuena Nsapu Pandi, un chef révolté

Il fut intronisé comme successeur du trône de Kamuena Nsapu le vendredi 20 septembre 2013. Ce fut pour lui l'occasion de présenter une autre vision de pouvoir coutumier voulu comme symbole du développement des communautés souvent abandonnées par le pouvoir public. Vers les années 2015 sera davantage allumée la flamme de la révolte. Jean-Pierre Pandi finit par créer un mouvement politico-coutumier. Il s'inspira du sobriquet de son grand-père et homonyme Kamuena Nsapu Matthieu Pandi, nommé « *Mbukula Diulu* » (agitateur du ciel). Ce sobriquet apparaissait à ses yeux comme tout un projet social et politico-coutumier malheureusement abandonné par ses prédécesseurs, et qu'il s'engagea à réaliser à tout prix.

2.2.4 Jean-Pierre Pandi, un politicien ?

L'idée de créer un mouvement insurrectionnel aurait animé Jean-Pierre Pandi depuis les années 2013. Bien que nul ne lui connut d'affiliation politique, on lui prêta cependant des accointances avec l'Afrique du Sud où vivait sa famille, mais aussi avec les milieux contestataires comme les « combattants » de l'UDPS, ou même avec Kabila, le « frère » autoproclamé de Joseph Kabila.[27] Mais Pandi aurait dit lui-même avoir eu plusieurs contacts avec feu Etienne Tshisekedi, Président de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), et qu'il n'aurait pas caché son intention de quitter cette formation politique pour créer son propre parti, reprochant à Tshisekedi la non-violence par lui jugée incapable de changer rapidement les choses. Une certaine opinion renseigne qu'il aurait tenté de créer un parti politique, « Santé Verte… ».[28]

2.2.5 Jean-Pierre Kamuena Nsapu Pandi, un humaniste

Jean-Pierre Pandi fut considéré comme un homme social, au cœur préoccupé par la souffrance humaine, surtout des laissés pour compte. Ceux qui l'ont côtoyé soutiennent qu'il n'aimait pas voir une personne souffrir. Pragmatique, il nourrissait les malades qui fréquentaient ses centres de médecine naturelle.

[27] S. ROLLEY, doc.cit.

[28] Lire à propos « Grand Kasaï/le phénomène Kamuena Nsapu – Mythe ou réalité », sur https://fr.allafrica.com.stories/

2.3 Perception du pouvoir chez Kamuena Nsapu

Jean-Pierre Pandi estimait que le pouvoir traditionnel possède une force ahurissante que l'on ne trouve nulle part au monde. L'allusion est faite à ce pouvoir jugé susceptible de rendre invulnérable aux coups de machette et au fusil, qui offre la capacité de muter en un arbre ou un animal, disparaitre ou devenir invisible, s'envoler devant une quelconque menace… Cette force, qui fait partie de sa tradition, est en effet expérimentée depuis longtemps dans la société traditionnelle de *Bashila Kasanga* et ailleurs. Jean-Pierre Pandi en a eu une grande vision ; il pensa procéder à sa transformation en vue de la rendre plus agissante. Il voulut moderniser, par exemple, ce pouvoir capable de changer une ficelle (*Tshipia*) en serpent. Il préféra toujours être en parfaite communion avec ses ancêtres, desquels lui découlait pareille force.

Ainsi, d'un meeting tenu aux premières heures de son mouvement insurrectionnel intitulé « Kamuena Nsapu. Discours contre les occupants rwandais »[29] et dont extrait reproduit dans un récent article,[30] il lâcha les propos suivants : *« Kamuena Nsapu musue kupingaja kabukulu pa muaba waku. Kamuina Nsapu kakuitabuja ba mfumu ba majanyi ne ba mfumu badi bangata kabukulu batekelamu yabu vie bua kukengesha balume, bakaji ne bana, traduits par :* « Kamuena Nsapu voudrait restaurer la coutume. Il ne supportera plus jamais des chefs traitres et qui utilisent le pouvoir coutumier comme moyen de leur survie pour faire souffrir les hommes, les femmes et les enfants ».

Dans ce meeting de même que dans une interview accordée à Simon Mulowatuseku,[31] dont extrait reproduit aussi dans le récent article déjà évoqué,[32] transparait ce qui peut être considéré comme sa perception du pouvoir coutumier, et peut être résumé comme suit :

1) Le Chef coutumier doit être distant du pouvoir politique. Lui-même Jean-Pierre Kamuena Nsapu Pandi veut en être modèle lorsqu'il dit lors du meeting susmentionné : « Je ne fais pas partie du pouvoir public, je ne suis jamais allé quémander 2000 FC chez Kande. Je ne prends pas part à leurs réunions".
2) Un chef coutumier revalorisé, respecté par le pouvoir politique ;
3) Un chef coutumier libéré de la cupidité et de la mendicité ;
4) Un chef coutumier doit être le véritable gardien de la tradition, des terres des ancêtres ;
5) Un chef coutumier stable dans son entité coutumière plutôt que celui qui abandonner de temps en temps ses sujets pour sillonner les bureaux des politiciens en ville ;
6) Un chef coutumier décidément au service de sa communauté ; etc.

Dans l'enterrement de Jean-Pierre Kamuena Nsapu, toucher au chef coutumier, aux oripeaux qui incarnent son pouvoir…, cela constitue donc un sacrilège difficilement réparable et aux lourdes conséquences.

[29] Discours posté le 19 avril sur m.youtube.com/watch, consulté le 04 juin 2023 à 13h05.

[30] A. A. KABWE MUELA, art.cit., pp. 140-148.

[31] L'interview suivante fut accordée à Monsieur Simon Mulowatuseku, journaliste et fondateur de Full Contact Radio, l'une des chaînes de radio communautaires du Kasaï Central. Elle a eu lieu aux premières heures de la crise, entre mai-juin 2016, à l'occasion d'une mission de bons offices diligentée par une délégation du gouvernement provinciale composée de l'Honorable Daniel Mbayi Bakatuyila et du ministre provincial responsable de l'Intérieur, Faustin Kambala Ilunga.

[32] A. A. KABWE MUELA, art.cit., pp. 151-169.

III. Quelques irréparés

Il y aurait, selon les coutumes lulua, plusieurs choses connues ou vécues lors du conflit Kamuena Nsapu qui demeurent non réparées. Les lignes qui suivent se limitent à deux.

3.1 Le sacrilège jusque-là non réparé

Un fait d'ordre spirituel, dont on ne parle presque pas, concerne l'irréparation, jusque-là, des conséquences de la désacralisation des oripeaux ou symboles incarnant le pouvoir de Kamuena Nsapu par ceux, étrangers selon lui, qui avaient fait incursion dans son domicile. Lui-même dit à propos :

> La question concernant comment procéder à la réparation semble difficile. Qui pourra préparer ce qu'ont fait les étrangers ? […] Je vous donne un exemple : si un membre de la famille régnante venait à toucher les effets que ces militaires-là ont désacralisés, il perdra sa vie au cas où il ne l'avouera pas le plus vite possible. Nous disons en termes coutumiers qu'il restera un bois mort au feu du pouvoir de Kamuena Nsapu. Même un fils ne peut pas les contempler ou les toucher. Maintenant, ils sont venus saccager mes symboles et les ont désacralisés avec plus d'audace.[33]

Comment alors réparer se sacrilège sans lui, en son absence ? Question difficile ! Toutefois, suivant la logique de continuité de choses, le successeur de Jean-Pierre Kamuena Nsapu Pandi semble être en mesure de s'y prendre.

3.2 Le cri du sang jusque-là non réparé

Selon la spiritualité biblique, le sang des innocents versé sur la terre la souille et crie à la vengeance.[34] Dans le cas du conflit Kamuena Nsapu, le sang a coulé abondamment : le sang de lui-même, en tant que grand chef et le sang des autres chefs coutumiers décapités ; le sang de plusieurs militaires et policiers tués comme de cochonnets (*tungulube)* ; le sang des plusieurs miliciens tombés sous les balles des forces régulières ; le sang des paisibles citoyens victimes innocentes à Nganza,[35] Mulombodi, Tshisuku, Kafuba, etc. La célèbre chanson de Simon Muwaya « *Mashi ne ele mubila* » a eu entre autres mérites, de prévenir que ce sang criera, à l'instar de celui d'Abel. On y est !

Certains habitants du village Tshimpidinga situé à plus ou moins 10 km de Kananga semblent lier l'improductivité agricole dans leur contrée, les éboulements et les érosions qui se déclarent sur leurs terres aux effets du sang et des détonations des armes lors du conflit sous examen. Selon plusieurs témoignages, la situation serait similaire dans plusieurs autres coins de la région. Les maîtres du monde des esprits, notamment les pasteurs et les chefs coutumiers, peuvent être sollicités pour envisager la réparation des divers sacrilèges ou tabous liés à ce conflit.

[33] A. A. KABWE MUELA, art.cit., p. 160.

[34] Pour s'en rendre compte, il suffit de lire les textes tels que Genèse 4 : 10 ; Nombres 35 :33 ; Ezéchiel 37 :17 ; Psaumes 106 :38.

[35] A. BALOWE MUANZA, art.cit.

CONCLUSION

Comme le souligne Claude Kangudie,[36] « de nos jours, la plupart des chefs coutumiers vivent dans […] [les grandes villes]. Ils ont abandonné l'arrière-pays et leur cour. Nous pensons que c'est à eux de repenser l'exercice de leur pouvoir pour ranimer la souveraineté reçue de leurs ancêtres ». Et pour la non-répétition du drame qu'on a vécu avec le conflit Kamuena Nsapo, il serait utile que le pouvoir politique arrête de se mêler des choses coutumières qui ne le concerne pas et qu'il ne sait pas gérer parce n'y comprenant rien. Il faudrait instaurer une autre cohabitation et un *modus vivendi* nouveau entre les deux pouvoirs. Hier le Belge et les différents régimes avaient imposé leur impérium, aujourd'hui et demain, il faut jeter de nouvelles bases d'existence entre les deux systèmes ».[37]

Bibliographie

1. BALOWE MUANZA, A. « Histoire de l'amplification du phénomène Kamwina Nsapu dans la commune de Nganza en 2017, dans *Études d'histoire du Kasaï*, numéro spécial, février 2024, pp. 69-109.
2. BATTORY, J. et VIRCOULON, T., « Les pouvoirs coutumiers en RDC : institutionnalisation, politisation et résilience », Notes de l'Ifri, Ifri, mars 2020.
3. BULA BULA, G., « Contrôle du pouvoir coutumier au Kasaï Occidental », consulté le 9 août 2014, sur https://www.irenees.net/bdf_fiche-/
4. CIPAMBA NTUMBA, C., « Les origines lointaines du phénomène Kamwena Nsapu dans le Kasayi Central (RD Congo), dans *Études d'histoire du Kasaï*, numéro spécial, février 2024, pp. 8-24.
5. Discours posté le 19 avril sur m.youtube.com/watch, consulté le 04 juin 2023 à 13h05.
6. « Grand Kasaï/le phénomène Kamwina Nsapu – Mythe ou réalité », sur https://fr.allafrica.com.stories/
7. KABATA KABAMBA, « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasaï (République Démocratique du Congo) », dans *Belgeo. Revue belge de géographie,* n°2, 2018, pp. 24-25. https://doi.org/10.4000/belco.26916
8. KABWE MUELA, A. A., « Insurrection de Jean-Pierre Kamuena Nsapu Pandi à la lumière de la théorie de la privation relative : analyse de discours du Grand chef », dans *Études d'histoire du Kasaï*, numéro spécial, février 2024, pp. 125-172.
9. KABWE MUELA, A. A., *Le conflit Kamuena Nsapo dans le Kasaï en République Démocratique du Congo. Dynamique, acteurs, enjeux, pédagogie et perspectives*, Tome 1, Bruxelles, Arno, 2011.
10. KANGUDIE, C. « Gestion du pouvoir coutumier au Kasaï », article numérique publié le 30/10/2012, consulté sur https://www.mbokamosika.com/article-gestion-du-pouvoir-coutumier-au-kasai-111911739.html.
11. LUNTUMBUA MUENAMUABO wa MAFUALA, *Histoire de la Luluwa. De la résistance (1881)…aux années soixante en Afrique Centrale*, Kinshasa, Les éditions jeune Afrique/Edition Conseil, 1973.
12. MABI TUNGA-BAU, H., *Pouvoir traditionnel et pouvoir d'État en République Démocratique du Congo. Esquisse d'une théorie d'hybridation des pouvoirs politiques*, Kinshasa, Médiaspaul, 2010.
13. RDC, Loi n°15/015 du 25 août fixant le statut des chefs coutumiers, 2015.

[36] C. KANGUDIE, art.cit.

[37] C. KANGUDIE, art.cit.

14. ROLLEY, S., RDC : Violence au Kasaï. Kamwina Nsapu : La mort d'un Chef, RFI, en ligne sur webdoc.fri.fr/rdc-kasai-violences/
15. TSHIJUKE KABONGO, S., « Origine des Bajila Kasanga et leur dispersion historique dans l'espace du Kasaï (en RDC) et en Angola, dans *Études d'histoire du Kasaï*, numéro spécial, février 2024, pp. 25-68.

LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT DANS LA GESTION ET LA PROTECTION DE L'AUTORITÉ TRADITIONNELLE

Théodore MWAMBA BAKATUBENGA
Professeur

Cette recherche scientifique est l'achèvement d'une analyse critique de la situation dramatique traversée dans la région du Kasaï du fait d'un rapport des forces entre les pouvoirs politique et traditionnel suite à un soulèvement du Chef coutumier Kamuena Nsapu dans le Territoire de Dibaya au Kasaï Central en République Démocratique du Congo.

Depuis huit ans, l'espace kasaïen connaît une grave crise humanitaire ayant occasionné déplacements de populations, pénurie de nourriture et manque d'accès aux soins de santé. Au fil des ans, les conflits armés et les violences intercommunautaires multiples ont entraîné une forte vulnérabilité des populations. La problématique des mouvements de population représente plus de la moitié des besoins humanitaires, avec notamment plus de 2.1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le contexte humanitaire actuel est aggravé par la volatilité du contexte politique, le ralentissement économique et l'augmentation des violences intercommunautaires[38].

Durant deux ans, entre 2016 et 2017, la Province du Kasaï Central en République Démocratique du Congo a traversé un drame consécutif à un mouvement insurrectionnel[39] né d'une gestion hasardeuse d'un conflit du pouvoir ayant opposé le chef Kamuena Nsapu à l'une des entités coutumières du Territoire de Dibaya. Il s'agit du groupement de Ntenda dont le pouvoir de son chef coutumier a été reconnu par l'autorité politico-administrative alors que cette entité dépendait de Kamuena Nsapu. Ce conflit a traversé les limites de la Province du Kasaï Central, pour atteindre certaines parties des Provinces voisines comme la Province du Kasaï et celle du Kasaï Oriental. Il a occasionné massivement des déplacés internes voire, des déplacés vers l'Angola. Dans ces effets proches et lointains, cette crise qui, au départ, était d'origine politico-coutumière a entraîné les conséquences d'une crise d'affaiblissement de légitimité de l'autorité traditionnelle dans toutes les couches des populations locales[40]. Le pouvoir coutumier en R.D.Congo a été touché dans son ensemble et une méfiance totale était observée vis-à-vis du pouvoir politique.

Dans cette recherche, nous comptons établir le rapport de collaboration, d'influence et d'inféodation entre les pouvoirs politique et traditionnel pour relever les facteurs et les conséquences de la contradiction observée dans la gestion irrationnelle du conflit coutumier au Kasaï Central.

[38] Organisation Internationale du Travail, *Programme de promotion du travail décent (PPTD) pour la RD.Congo*, Kinshasa, Novembre 2021.

[39] Bruno Ntumba Muipatayi, *Kasaï : guerre contre les terroristes de Kamuina Nsapu ou massacre d'un peuple,* Amazon, USA,2023.

[40]Grégoire Ngalamulume Tshiebue, *Reconstruire après la crise. Regard sur le conflit Kamuina Nsapu et la dynamique de relèvement du Kasaï post-conflit*, Louvain-la-Neuve, Académia, 2021.

Quatre axes méritent d'être relevés dans cette étude :

- La gestion du pouvoir traditionnel
- Les rapports entre les pouvoirs traditionnel et politique
  La responsabilité de l'État dans la gestion du pouvoir traditionnel Kamuena Nsapu
- L'insurrection Kamuena Nsapu et la lutte de libération du pouvoir traditionnel en RD. Congo

I. La gestion du pouvoir traditionnel

1.1. Notion du pouvoir traditionnel

Le pouvoir est considéré comme la capacité d'un individu ou d'un groupe d'hommes d'agir, d'imposer ce qu'il veut ou sa volonté à quelqu'un, à un groupe d'individus, à une communauté en vue d'atteindre un objectif[41].

C'est donc cette conception que la plupart des détenteurs du pouvoir intériorisent pour agir au détriment de la volonté des populations dirigées. En principe, il s'agit de la capacité de prendre des orientations et décisions en rapport avec les objectifs à atteindre dans l'exercice du pouvoir, objectifs qui peuvent coïncider avec les attentes sociales des dirigés. Mais dans certains cas, ils concernent les intérêts des détenteurs du pouvoir.

À la différence du pouvoir politique, le pouvoir traditionnel ou coutumier est géré en rapport avec les croyances et pratiques qui confèrent à un individu, une famille ou un clan l'autorité nécessaire pour commander un groupe d'individus plus ou moins homogène et obtenir d'eux l'obéissance[42]. Il est géré en fonction de la tradition comme source de légitimité et ceux qui sont dirigés l'acceptent comme émanation des ancêtres. Les détenteurs du pouvoir sont désignés en fonction de la coutume qui trace le processus à suivre. Les pratiques ancestrales ou coutumières qui déterminent le mode d'accession au pouvoir, de son exercice, de sa conservation et de la succession se transmettent de génération en génération. Elles ne sont pas codifiées et se transmettent oralement. Elles se rapportent aux mœurs, usages, habitudes, et sont perçues comme des règles établies qui demeurent.

Selon son héritier Mambi Tunga-Bau, le pouvoir politique est caractérisé par le binôme commandement-obéissance qui appelle sanction. Celle-ci peut être positive ou négative. La sanction positive se traduit par des récompenses (promotion, nomination …), tandis que la sanction négative renvoie bien souvent à la coercition[43]. C'est dans cette conception de la sanction négative que le pouvoir politique provincial du Kasaï Central a agi sans mesurer les conséquences.

Dans sa gestion, le pouvoir traditionnel ou coutumier se heurte souvent avec le pouvoir public, lequel décide en dernière instance. Le pouvoir public, caractérisé par la contrainte, la coercition et la domination avec l'appui des forces de l'ordre est le seul qui a le monopole est la suprématie sur les autres pouvoirs.

---

[41] Bernard Obotela Lingule, *Le concept de pouvoir en sociologie politique*, Lubumbashi, Presses Universitaires de Lubumbashi, 2009, p. 21.

[42] Héritier Mambi Tunga-Bau, *Pouvoir traditionnel et pouvoir d'État en RD. Congo contemporaine. Esquisse d'une théorie d'hybridation des pouvoirs politiques,* Kinshasa, MEDIASPAUL, 2010, p. 21.

[43] Ibidem.

Les chefs coutumiers sont les gardiens de la terre. Cette dernière appartient aux ancêtres dont ceux-ci sont les lieutenants ou les représentants. Selon Boniface Beya Ngindu, l'autorité traditionnelle est une réalité sociale et demeure importante dans la vie des populations congolaises [44].

Il existe en sociologie politique trois types de domination :

- La domination charismatique qui relève des dons ou capacités que détiennent certaines personnes,
- La domination légale rationnelle qui découle de la loi pour certaines personnes élues ou nommées qui dirigent conformément aux règles établies dans la constitution,
- La domination traditionnelle qui tire sa légitimité dans la coutume.

À cet effet, le pouvoir traditionnel renvoie à ce que Max Weber qualifie de domination traditionnelle dans la mesure où « sa légitimité s'appuie, et elle est ainsi admise, sur le caractère sacré de dispositions (Ordgnungen) transmises par le temps (« existant depuis toujours » et des pouvoirs du chef. Le détenteur du pouvoir (ou divers détenteurs du pouvoir) est déterminé en vertu d'une règle transmise. On lui obéit en vertu de la dignité personnelle qui lui est conférée par la tradition »[45].

Il est de la sagacité sociologique de comprendre que le pouvoir traditionnel est géré sur base des us et coutumes qui dépendent d'une société à une autre.

1.2. Organisation du pouvoir traditionnel en RD. Congo

1.2.1. Cadre juridique du pouvoir coutumier

En RD. Congo, la Constitution du 18 avril 2006 reconnaît, en son article 207, l'autorité coutumière comme socle des valeurs traditionnelles[46].

En 2015, le pays est doté d'une nouvelle loi : « Loi fixant le statut des chefs coutumiers » qui prévoit la reconnaissance de leur statut par la publication d'un acte ministériel ainsi que leur rémunération.

Il existe plusieurs textes légaux qui organisent le pouvoir coutumier en RD. Congo :

- La Constitution du 18 février 2006 telle que révisée à ces jours ;
- La loi n° 15/014 du 25 août 2015 fixant le statut des chefs coutumiers ;
- La loi n° 10/011 du 18 mars 2010 portant fixation des subdivisions territoriales à l'intérieur des provinces ;
- La loi n° 19/037 du 29 septembre 2018 modifiant la loi organique portant fixation des subdivisions territoriales à l'intérieur des provinces ;
- L'arrêté ministériel n° 006/CAB/MIN.AFF.COUT 2017 du 18 juillet 2017 modifiant et complétant l'arrêté ministériel n° 004/CAB/MIN.AFF.COUT 2017 du 11 mars 2017

[44] Boniface Beya Ngindu, *Perception du phénomène social de crise. Cas de la révolte du Chef Kamuena Nsapu*, Kananga, Centre de Recherche sur le Kasaï, 2016, p.14.
[45] Max Weber, *Économie et société. Les catégories de la sociologie*, Tome1, Paris, Pocket, 1995, p. 301.
[46] République Démocratique du Congo, *Loi n° 15/015 du 25 Août 2015 fixant le statut des Chefs coutumiers*, Août 2015, p.1.

portant création, composition, organisation et fonctionnement des commissions consultatives de règlement des conflits coutumiers.

Abordant l'organisation de l'autorité coutumière, l'article 8 stipule que :

- L'autorité coutumière est exercée par le chef coutumier. Celui-ci est assisté, le cas échéant, par des structures de consultation ou de concertation selon la coutume locale.
- Les chefs coutumiers peuvent créer des organisations civiles les regroupant dans le respect de la législation en vigueur[47].

1.2.2. Définitions du Chef coutumier et concepts connexes

Nous tirons toutes ces définitions de la Loi fixant le statut des Chefs coutumiers.

a. **Chef coutumier :** toute personne désignée conformément à la coutume locale, reconnue par les pouvoirs publics et chargée de diriger une entité coutumière.
b. **Autorité coutumière :** pouvoir reconnu au chef coutumier et fonctionnant conformément à la coutume locale ou la personne revêtue de ce pouvoir.
c. **Coutume locale :** ensemble des usages, des pratiques et des valeurs qui, par l'effet de la répétition et revêtus d'une publicité, s'imposent, à un moment donné, dans une communauté, comme règles obligatoires.
d. **Pouvoir coutumier :** ensemble des mécanismes d'administration d'une communauté fondés sur les us et coutumes.

1.2.3. Conditions de désignation et missions de chef coutumier

Le chef coutumier est désigné par la famille régnante conformément à la coutume locale et reconnu par le ministre des Affaires intérieures et coutumières (Art.28 de la loi organique de 2017) pour le chef de groupement ou de chefferie et par l'administrateur de territoire pour le chef de village, mais aussi le Bourgmestre, s'agissant d'un village incorporé (Art. 31 de la loi précitée).

Pour devenir chef coutumier, il existe quelques conditions légales, à savoir :

- Être de nationalité congolaise ;
- Être âgé d'au moins 18 ans ;
- Être ayant droit à la succession ;
- Être de bonne moralité ;
- N'avoir pas fait l'objet d'une condamnation irrévocable à une peine privative de liberté pour infraction intentionnelle ;
- Avoir un niveau minimum de formation scolaire.

Le chef coutumier est le gestionnaire des terres ancestrales et de l'entité territoriale locale. Il assure la pérennité des coutumes et la bonne marche de sa juridiction. Il remplit les missions suivantes :

[47] Ibidem, p.6.

- Veiller à la cohésion, à la solidarité et à la justice sociale dans sa juridiction ;
- Sauvegarder et faire respecter les valeurs traditionnelles et morales, le patrimoine culturel, les vestiges ancestraux dont les sites et lieux coutumiers sacrés ;
- Veiller, conformément à la loi, à la protection des espaces fonciers qui relèvent des terres des communautés locales ;
- Promouvoir les relations de bon voisinage avec les entités voisines.

1.2.4. Modes de succession au pouvoir coutumier

Il existe deux modes de succession au pouvoir coutumier qui sont :

- Succession par mode horizontal, c'est-à-dire le pouvoir passe de frère à frère soit, de clan à clan ;
- Succession par mode vertical, c'est-à-dire du père au fils.

Pour devenir chef coutumier, il existe deux étapes à respecter, à savoir :

- Désignation selon la coutume (famille régnante) conférant la légitimité ;
- Reconnaissance par le pouvoir public conférant la légalité.

Abordant la question de la reconnaissance constitutionnelle du pouvoir politique traditionnel, Héritier Mambi Tunga-Bau note que le pouvoir traditionnel est un pouvoir légal en RD. Congo. Cela remonte à 1891. À certaines périodes, le pouvoir traditionnel a été consacré par des constitutions[48].

L'organisation du pouvoir coutumier telle que décrite ci-haut ne montre nulle part là où les autorités provinciales interviennent dans la gestion du pouvoir coutumier.

II. Les rapports entre les pouvoirs traditionnel et politique

Les pouvoirs politique (public) et traditionnel collaborent dans la protection et la sécurisation du territoire national. Le chef coutumier est le représentant de l'État dans son entité et par conséquent, il doit assurer la bonne marche de son entité dans la franche collaboration avec les autorités politiques, judiciaires, sécuritaires et administratives établies.

Comme nous l'avons soutenu ci-haut, les chefs coutumiers sont des gardiens de la terre qui appartient aux ancêtres. L'État, à travers ses lois, a voulu que le sol et le sous-sol lui appartiennent, mais les gardiens continuent à être les chefs coutumiers.

Selon la Constitution du18 février 2006 à son article 9, l'État congolais exerce une souveraineté permanente sur le sol, le sous-sol, les eaux et les forêts, sur les espaces aériens, fluviaux, lacustres et maritimes congolais.

2.1. Rapport d'inféodation du pouvoir coutumier en RD. Congo

Selon Sonia Rolley, relié par Kabwe Muela, en République Démocratique du Congo, le pouvoir coutumier est clairement reconnu par la Constitution du 18 février 2006. Et dès les années 2015,

[48] Héritier Mambi Tunga-Bau, Op.Cit., p.89.

le pays est doté d'une nouvelle loi portant statut des chefs coutumiers. Elle prévoit la reconnaissance de leur statut par la publication d'un arrêté ministériel ainsi que leur rémunération. Ces deux actes traduisent une mainmise du pouvoir exécutif sur le coutumier. Certains esprits critiques accusent le régime de Kinshasa « d'avoir utilisé cette nouvelle loi à des fins politiques pour asseoir son contrôle sur ce secteur[49].

La gestion du pouvoir coutumier est sujette à plusieurs facteurs qui ne laissent pas les mains libres aux chefs coutumiers de gérer rationnellement leurs communautés. L'on observe une certaine désarticulation entre le pouvoir public et le pouvoir traditionnel qui occasionnent régulièrement les conflits de pouvoir coutumier.

Ngalamulume Tshiebue qui a analysé le conflit de pouvoir coutumier au Kasaï Central dégage trois causes principales, à savoir :

- Le non-respect des normes en matière de succession au pouvoir dans des familles régnantes ;
- L'ingérence des autorités politico-administratives ;
- Et enfin, la problématique d'affranchissement ou d'autonomisation de certaines localités par les chefs coutumiers eux-mêmes[50]

S'agissant du non-respect des normes en matière de succession, l'on épingle souvent l'absence de consensus au niveau de la famille régnante sur le successeur, en cas d'absence de testament opposable à tous. Comme les prétendants au trône sont nombreux, certains qui estiment avoir le soutien des hommes politiques profitent de cette situation qui conduit généralement au dédoublement du groupement. Il est donc mis en cause la mauvaise gestion du conflit de succession et du contrôle de pouvoir coutumier, note Ngalamulume Tshiebue.

C'est à ce niveau qu'il faut signaler le non-respect du mode de succession qu'il soit vertical ou horizontal. L'on observe dans la plupart des cas, que les personnes ne faisant pas partie des familles régnantes récupérer le pouvoir coutumier. Même si le mode de succession est observé, les ayants droit sont parfois écartés à cause du manque de soutien politique.

Argumentant la deuxième cause de la difficile articulation entre le pouvoir d'État et le pouvoir traditionnel, Ngalamulume Tshiebue souligne que les interférences politiques dans la gestion coutumière sont nombreuses et sont souvent le fait des hommes politiques à la recherche des bases électorales. Ils arrivent ainsi à attiser le feu en refusant l'arrêté de reconnaissance au chef désigné et/ ou en soutenant les candidats qui leur sont favorables, juste pour punir l'infidélité du candidat légitime. Ainsi, les autorités politico-administratives (chef de secteur, administrateur de territoire, chef de division des affaires coutumières, ministre provincial de l'Intérieur, Gouverneur de province, Secrétaire général aux affaires coutumières et ministre de l'Intérieur) s'ingèrent dans les affaires coutumières en refusant volontairement de reconnaître le chef désigné par la famille régnante ou en reconnaissant le pouvoir coutumier à des personnes non désignées par les familles régnantes, ce qui est à la base de plusieurs conflits dans la région[51].

[49] Kabwe Muela, *Le conflit Kamuena Nsapu dans le Kasaï en République Démocratique du Congo Tome I,* Belgique, 2020, p. 38.

[50] Grégoire Ngalamulume Tshiebue, Op.Cit., pp. 38-39.

[51] Ibidem, p.39.

Cette gestion non rationnelle du pouvoir traditionnel par le pouvoir politique occasionne ainsi l'irrégularité de la détention du pouvoir coutumier. L'on rencontre dans plusieurs villages, voire groupements, le dédoublement des chefs. Dans un village, par exemple, l'on observe deux chefs en conflit de gestion, l'un avec l'arrêté sans être désigné par la famille régnante, et l'autre désigné par sa famille régnante, mais sans arrêté de reconnaissance légale. Ceci qui occasionne les tueries à répétition.

La cause profonde de la recherche de l'arrêté de reconnaissance légale à tout prix est liée à la politisation et la rémunération du pouvoir coutumier au niveau des groupements.

Enfin, certains chefs coutumiers ont une part de responsabilité dans la prolifération des conflits coutumiers, à travers le phénomène d'affranchissement de certains Kapitas (chefs de localités) et d'émergence de groupements de faits, à la suite de dons et autres biens qu'on leur offre dans le contexte de pauvreté ambiante. Ils accordent à ces derniers des documents d'affranchissement et donc, de création de nouveaux groupements qui, dans certains cas, sont remis en cause par leurs successeurs. Cette pratique ne peut se justifier que dans le contexte de croissance importante de la population du groupement ; dans ce cas, le groupement peut se scinder avec l'appui des autorités politico-administratives en confiant le pouvoir au Kapita disposant d'une population suffisante pouvant former un groupement. Toutefois, cela ne respecte pas souvent les procédures et se fait de manière anarchique, ce qui est à la base des problèmes. Comme on le voit, les pouvoirs publics portent une grande responsabilité dans la situation que l'on vit sur le terrain. Dans ce contexte, la méfiance croissante du pouvoir traditionnel envers le pouvoir d'État devient préoccupante[52].

Au Kasaï Central, il existe plusieurs sortes des conflits qui hypothèquent le vivre-ensemble. Il s'agit spécifiquement des conflits fonciers ; des conflits intercommunautaires, des conflits de limite entre le Kasaï Central et les provinces voisines tels que le Kasaï Oriental, le Kasaï et le Lualaba, des conflits de limite entre les villages et les groupements, des conflits du pouvoir coutumier, des conflits des terres arables, des conflits de leadership, de conflit entre les partis politiques ; des conflits entre des associations de la société civile, des conflits ethniques ; etc.

Certains auteurs considèrent que les conflits dans cette contrée sont causés par la fragilité de l'État congolais et ses élites incapables d'apporter des solutions durables et qui recourent dans la plupart des cas à l'ethnicité et au discours séparatiste.

Cet argument est soutenu par Kabamba Kabata lorsqu'il note que les enjeux de pouvoir et d'appropriation territoriale handicapent le développement. Ainsi pour lui, c'est la fragilité de l'État, le clientélisme politique et l'utilisation par les élites de l'ethnicité aux moments de crise contribuent à une difficile coexistence du légal et du légitime et opposant le pouvoir coutumier au pouvoir d'État[53].

III. La responsabilité de l'État dans la gestion du pouvoir traditionnel Kamuena Nsapu

L'État congolais est responsable de la crise due au soulèvement du Grand chef coutumier Kamuena Nsapu.

Désigné et élevé aux hautes fonctions de l'autorité coutumière de sa tribu par la famille régnante, le pouvoir public a refusé catégoriquement d'octroyer l'arrêté ministériel à Jean-

[52] Ibidem, p.40.

[53] KABAMBA KABATA, cité par Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE, Op.cit., p.40.

Pierre Kamuena Nsapu Pandi, alors qu'il a réclamé ce document auprès du Gouverneur du Kasaï Central et du ministre des Affaires coutumières. Le refus volontaire du pouvoir public a engendré des frustrations entre le pouvoir coutumier et le pouvoir public.

Les signes précurseurs ont démontré bel et bien que la responsabilité de l'État dans la crise qui a secoué la Province du Kasaï Central est établie et prouvée :

- La non-reconnaissance officielle du pouvoir coutumier de Kamuena Nsapu par le Vice-Premier Ministre responsable de l'intérieur et de la sécurité ;
- Le refus d'accorder les audiences tant sollicitées par Kamuena Nsapu de la part du Gouverneur du Kasaï Occidental démembré et de la part du Vice-Premier Ministre responsable de l'intérieur et de la sécurité ;
- Le refus du Chef Kamuena Nsapu à d'adhérer au parti politique du Gouverneur ou du pouvoir central comme l'a révélé Kasonga Ndunga Mule : « c'est pour avoir refusé au nom de la loi, qui interdit aux chefs coutumiers d'être affiliés à un parti politique, que Jean-Pierre Pandi Nsapu, devenu Kamuena Nsapu V, à la mort de son oncle, en 2012, ne se verra pas reconnaître ce statut durant plus de quatre ans par les autorités »[54].
- L'octroi de l'arrêté ministériel du groupement Ntenda, jadis une entité coutumière sous le pouvoir de Kamuena Nsapu. Cet acte engendrera une forte rivalité entre le groupement Kamuena Nsapu et le village Ntenda, et la reconnaissance du pouvoir de Monsieur Jacques Ntenda Tshiambi (chef du groupement voisin, mais issu de la même famille régnante) par l'État fut un geste de dédoublement des chefferies coutumières ;
- La considération du chef Kamuena Nsapu de proche de l'opposition « UPDS » par le pouvoir politique comme stratégie de justification du refus de reconnaissance officielle de son autorité coutumière ;
- Le recours à la Loi n° 15/015 du 25 août 2015 fixant le statut des chefs traditionnels, qui dépouille les chefs coutumiers d'une partie de leur pouvoir en les soumettant aux ordres des autorités politico-administratives par le phénomène de salarisation en leur conférant le statut de fonctionnaire de l'État ;
- La perquisition du siège du chef Jean-Prince Mpandi par les éléments des Forces Armées de la RDC (FARDC), de la Police Nationale Congolaise (PNC) et de l'Agence Nationale des renseignements (ANR) sur ordre du Gouvernement provincial alors que le chef se trouvait à l'extérieur de la province, prétendant qu'il organiserait une cache d'armes à sa résidence et entretiendrait une milice pour attaquer les forces de l'ordre et renverser le pouvoir politique en place.

IV. L'insurrection Kamuena Nsapu et la lutte de libération du pouvoir traditionnel en RD. Congo

L'insurrection Kamuena Nsapu est due à plusieurs facteurs et quelques-uns sont déjà signalés ci-haut.

Pour Kamuena Nsapu, il s'agit du refus de la reconnaissance officielle de son autorité traditionnelle par le pouvoir politique et la non-prise en compte du développement des communautés locales, l'instauration du système politique totalitaire par le régime Kabila et la

[54] KASONGA NDUNGA MULE, cité par KABWE MUELA, Op.cit., p.40.

prolongation de son deuxième mandat politique, la perquisition de sa résidence avec effets néfastes tels que le viol de son épouse, la profanation des objets sacrés de son pouvoir coutumier et le pillage des biens du village par les forces de l'ordre.

En revanche aux actes posés par les forces de l'ordre lors de la perquisition, le chef Kamuena Nsapu va considérer cette violation de son domicile comme une provocation et sa réaction va entraîner une crise qui va embraser toute la province et ses environs.

Considérés ainsi comme de véritables affronts pour le Roi des Bajila Kasanga (Kamuena Nsapu) ulcéré et au summum de la colère, il va passer à l'offensive en organisant des actions punitives et de vengeance dans son retour à son fief de Kamuena Nsapu le 23 avril 2016. La marmite commence à bouillir et le conflit Kamuena Nsapu éclate au cœur du Congo. Très vite, il ravive un « Tshiota » (foyer initiatique) dans sa cour et réunit les jeunes et quelques enfants de son groupement pour procéder à une initiation. Cette initiation couramment connue sous le nom de « baptême » consiste en des rituels et sacrifices faits aux ancêtres autour du « Tshiota » et en la consommation d'une potion magique « Tshizaba » dans un pot d'argile sacré au cours des cérémonies spéciales. Ces tshizaba, sorte de fétiches, comprenaient souvent l'alcool traditionnel « Tshitshiampa », du chanvre et autres stupéfiants ainsi que certains insectes comme « mankenene a moyo », et autres ingrédients. Ce baptême a pour objectifs de conditionner les « initiés » dans la conduite à tenir et de les protéger lors des batailles et combats par des moyens occultes les rendant invulnérables aux balles, baïonnettes et autres. Ne peut devenir milicien que celui qui a été baptisé autour du Tshiota et qui y a pris le Tshizaba[55].

En plus, le chef Kamuena Nsapu prendra des initiatives d'ériger des barrières sur tous les axes routiers de son groupement pour empêcher l'entrée des forces de l'ordre et les autorités politico-administratives. Il va avec ses disciples attaquer le village Ntenda et la ville de Tshimbulu. Il va tenir des discours incendiaires appelant à l'insurrection des populations contre le gouvernement en prônant la désobéissance civile.

Le pouvoir politique ne va pas laisser un citoyen s'attaquer à ses symboles et s'en prendre aux forces de l'ordre. Il ne va pas non plus accepter la voie politique pacifique de résolution des conflits par le dialogue et de négociation. Il va privilégier le recours à la force militaire, peu importe les conséquences. C'est ainsi qu'un contingent des forces militaires sera déployé dans la région pour en finir une fois pour toutes avec Kamuena Nsapu et ses disciples considérés comme miliciens, donc terroristes. En même temps, plusieurs délégations composées de hauts responsables de la sécurité ainsi que des députés nationaux du Kasaï Central sans oublier le Vice-Premier Ministre et ministre de l'Intérieur vont faire leur descente à Kananga, Chef-lieu de la province du Kasaï Central. Par ailleurs, une importante délégation des chefs coutumiers, membres de l'Alliance Nationale des Autorités Traditionnelles du Congo, ANATC en sigle vont également descendre à Kananga en faisant croire que l'issue pacifique sera trouvée.

Malgré l'ultimatum de 24h lancé par le Vice-Premier Ministre et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab au chef Kamuena Nsapu pour se rendre à Kananga ou en cas de refus de se faire tuer, Jean-Prince Mpandi va refuser cette option de se rendre malgré les supplications des députés nationaux et chefs coutumiers qui ne garantissaient pas sa sécurité, connaissant bien le mode opératoire du pouvoir en place. Il va conditionner sa reddition à la présence et avec l'intervention de la MONUSCO.

[55] NGALAMULUME TSHIEBUE Grégoire, Op.cit., pp. 32-33.

À en croire les experts et les analystes, un mot d'ordre était déjà donné pour l'exécution de Jean-Prince Mpandi en dépit des manœuvres diffamatoires du pouvoir politique parce que pendant tous ces échanges, son village et son domicile étaient déjà entourés par les forces loyalistes qui vont procéder à son élimination physique le 12 août 2016.

Sa mort brutale va rendre toute la province du Kasaï Central et ses environs ingouvernables du fait du phénomène Kamuena Nsapu et ses miliciens.

Pour certains analystes, dont nous même, la lutte menée par Jean-Prince Mpandi est à situer dans la lutte de libération du pouvoir coutumier en RD. Congo qui était inféodée et à la merci des détenteurs du pouvoir politique et sa mort a libéré ce pouvoir de l'emprise du politique. Toutefois, une question peut se poser ; comment une insurrection a pu surgir dans une zone enclavée, sans base arrière pour son approvisionnement en armes et vivres, sans armes modernes, résister aux troupes gouvernementales lourdement équipées et réussir à répandre en dehors de son terroir de Kamuena Nsapu sans moyens de locomotion ni de communication moderne ? C'est cela qui rend peut-être le phénomène Kamuena Nsapu unique en son genre et digne d'intérêt.

CONCLUSION

La mauvaise gestion des conflits coutumiers par le pouvoir politique, en l'occurrence le conflit coutumier qui a opposé deux chefs coutumiers Kamuena et Ntenda d'une part, et le manque de collaboration entre le pouvoir politique et le pouvoir traditionnel par le système d'inféodation du pouvoir traditionnel d'autre part, sont à l'origine de l'insécurité qui occasionné des pertes en vies humaines, la destruction méchante des infrastructures de base et du tissu économique, l'insécurité alimentaire et la crise humanitaire, la violation massive des droits humains et surtout le déplacement massif des populations civiles vers d'autres cieux. Ce conflit n'est-il pas révélateur des frustrations dues à l'abandon des territoires entiers par le pouvoir politique préoccupé de sa longévité et ignorant les problèmes cruciaux qui se posent à la base ?

Il faudrait penser d'autres paradigmes de cohabitation pacifique entre les deux pouvoirs et de leurs animateurs en privilégiant les voies pacifiques de résolution des conflits malgré la suprématie du pouvoir politique sur les autres pouvoirs.

Bibliographie

1. Bernard Obotela Lingule, *Le concept de pouvoir en sociologie politique,* Lubumbashi, Presses Universitaires de Lubumbashi, 2009.
2. Boniface Beya Ngindu, *Perception du phénomène social de crise. Cas de la révolte du Chef Kamuena Nsapu, Kananga, Centre de Recherche sur le Kasaï*, 2016.
3. Bruno Ntumba Muipatayi, *Kasaï : guerre contre les terroristes de Kamuina Nsapu ou massacre d'un peuple*, Amazon, USA, 2023.
4. Grégoire Ngalamulume Tshiebue, *Reconstruire après la crise. Regard sur le conflit Kamuina Nsapu et la dynamique de relèvement du Kasaï post-conflit,* Louvain-la-Neuve, Académia, 2021.
5. Héritier Mambi Tunga-Bau, *Pouvoir traditionnel et pouvoir d'État en RD. Congo contemporaine. Esquisse d'une théorie d'hybridation des pouvoirs politiques*, Kinshasa, MEDIASPAUL, 2010.
6. Kabwe Muela, *Le conflit Kamuena Nsapo dans le Kasaï en République Démocratique du Congo,* Tome I, Belgique, 2020.

7. Max Weber, Économie et société. *Les catégories de la sociologie*, Tome1, Paris, Pocket, 1995.
8. Organisation Internationale du Travail, *Programme de promotion du travail décent (PPTD) pour la RD.Congo*, Kinshasa, Novembre 2021.
9. République Démocratique du Congo, *Loi n° 15/015 du 25 Août 2015 fixant le statut des Chefs coutumiers,* Août 2015.

LES CAUSES ET LES FACTEURS DE L'INSURRECTION DU CHEF COUTUMIER KAMUINA NSAPU CONTRE LE POUVOIR CENTRAL DE KINSHASA

Bruno NTUMBA
Professeur

Introduction

Notre sujet aux Journées scientifiques sur Kamuena Nsapu organisées par l'Association « Intelligentsia sociologique de Kananga » porte sur « les causes et les facteurs de l'insurrection du chef coutumier Kamuena Nsapu contre le pouvoir central de Kinshasa. Le thème général de ces Journées est le suivant : « Phénomène Kamuena Nsapu : le courage d'un chef et le combat pour le rétablissement de la paix durable, de l'ordre étatique et de la revalorisation du pouvoir coutumier en RD Congo ».

Nous tenons à remercier de tout cœur les organisateurs des « Journées scientifiques Kamuena Nsapu » dans le cadre de l' « Intelligentsia sociologique de Kananga ». L'intelligence sociologique nous semble une grande machine qui a pour mission d'« expliquer les mécanismes de la société kasayenne » et par ce biais, créer, rénover le Kasayi ou encore selon les mots de Saintes Ecritures, créer un ciel nouveau et une nouvelle terre au Kasayi. En effet, étant observateur du conflit à titre de scientifique, acteur dans la tentative de l'atténuer en dénonçant les massacres des populations à la Nganza sur Radio Okapi et RFI[56] et victime comme fugitif cherchant à échapper à l'arrestation préparée par les agents du pouvoir, il est de notre devoir d'affirmer que la guerre dite de Kamuena Nsapu a mis cruellement fin au mythe de la ville de Kananga comme oasis de paix. La guerre a surgi à Kananga pour s'étendre dans tout l'espace du Grand Kasayi en emportant des milliers de vies et en détruisant des édifices publics et des villages entiers[57]. Qu'est-ce qui a pu pousser le chef de Groupement Bajila Kasanga à affronter les policiers et militaires du gouvernement de la république ? Peut-il être célébré comme héros de la république et à quel titre ?

Une pensée luba nous conforte dans le traitement de la causalité multiple du conflit qui oppose Kamuena Nsapu au régime de Kinshasa : « Londeshila, londshila ; londeshila pa kapasu, ne kanyi ka tutele, nanga kele katue mu nyama » (Va tout droit jusqu'à l'endroit où se trouve la sauterelle ; ainsi le couteau pourrait mieux dépecer l'animal). Notre sujet peut être subdivisé en

[56] Cf.Notre *communiqué de presse* à la Radio Okapi (30/3/2016) et Notre interview sur RFI (31/3/2016).
[57] Cf.*Projet de promotion de la justice équitable en faveur des victimes du phénomène Kamuina Nsapu et protection des défenseurs de droits de l'homme au Kasai Central* (inédit : Synergie des ONG : REFEDEF, LIZADEEL, OCDHO, AJUDHO et BCG), septembre 2018.

trois points suivants : l'édification d'un monde historique par Kamuena Nsapu, l'insertion de Kamuena Nsapu dans l'histoire générale de la RDC, les causes de la guerre de Kamuena Nsapu.

1. L'édification d'un monde historique par Kamuena Nsapu

Nous l'avons fait remarquer dans notre introduction que la guerre de Kamuena Nsapu a détruit des vies humaines et des villages. C'est plus de quatre mille personnes qui ont été tuées dans cette guerre sans compter des dégâts matériels, le recrutement des enfants dans des milices, des déplacements massifs de populations et des traumatismes liés à cette situation inédite au Kasayi après celle de guerres fratricides de 1960. Le chef Kamuena Nsapu peut-il être honoré pour ces abominations ? Les crimes de guerre au Kasayi ne peuvent être imputés au seul Kamuena Nsapu d'autant que la guerre implique des acteurs qui sont en belligérance, ici Kamuena Nsapu et les forces de sécurité de la République. Cet illuminé va-t-il cependant pousser tant soit peu dans une bonne direction vers l'atteinte des valeurs républicaines ? C'est ce que suggère le thème général de ces « Journées scientifiques » qui sont dans l'investigation d'une petite lueur dans le déclenchement de l'insurrection par Kamuena Nsapu. Le courage étant une vertu cardinale, on ne saurait l'attribuer sans raison à une personne tout simplement puisqu'il est revêtu de la dignité de chef coutumier. Réfléchissons *à contrario* : Napoléon Bonaparte, Mao Tsé Toung, Toussaint Louverture ou Hamilcar Cabral et la liste n'est qu'illustrative ; sont-ils des héros ou des criminels ? Voilà pourquoi il n'est pas aisé d'écrire l'histoire d'un peuple puisqu'il y a des choses qu'un historien ne voudra pas peut-être révéler afin de montrer que l'histoire de son peuple est une épopée sans des choses encombrantes qui peuvent attirer des ennuis judiciaires plus tard.

Notre préoccupation n'est pas ici d'entrée dans des querelles de métarécits d'un Hegel, Kant, Lévy-Bruhl selon lesquels les Noirs n'ont pas d'histoire ou encore que l'esprit du monde qui est l'esprit de liberté ou d'autodétermination s'est levé en Orient pour trouver sa demeure en Occident, l'Afrique étant restée dans les ténèbres. En antihégelien, nous estimons que tout homme est capable d'édifier ou construire son histoire étant donné que tout homme est déterminé par sa nature psychosomatique. Aimé Césaire enjoint les intellectuels noirs de toutes tendances de créer une nouvelle culture, un nouvel esprit de liberté et de responsabilité qui se donne l'initiative de gouverner son histoire par rapport à la culture impérialiste incarnée par la colonisation. L'initiative historique doit nous revenir non par rapport à la colonisation qui est derrière nous, mais par rapport à toutes forces intérieures et extérieures qui empêchent notre province, notre pays ou notre continent de décoller politiquement, économiquement et culturellement. A. Césaire nous réveille en ces termes : « Et voilà pourquoi il faut créer…Oui en définitive, c'est aux poètes, aux artistes, aux écrivains, aux hommes de culture, qu'il appartient, brassant dans la quotidienneté des souffrances et des dénis de justice, les souvenirs comme les espérances, de constituer ces grandes réserves de foi, ces grands silos de forces où les peuples dans les moments critiques puisent le courage de s'assumer eux-mêmes et de forcer l'avenir. Certains ont pu dire que l'écrivain est un ingénieur des âmes ».[58]

[58] A.CESAIRE*, L'homme de culture et ses responsabilités,* dans *Philosophie africaine. Textes choisis II,* Kinshasa, Presses Universitaires du Zaire, 1975, p.43.

Arracher l'initiative historique pour désormais se gouverner soi-même, être authentique selon la philosophie idéologique de Mobutu Sese Seko, redorer la tradition des ancêtres selon Kamuena Nsapu, c'est la voie royale de la réalisation de soi-même et de la culture collective. Tshiamalenga Ntumba commentant la philosophie de l'authenticité y voit la volonté d'être soi-même, de se défaire de l'aliénation issue de la colonisation et de ses maîtres : « Dans la mesure où cette Authenticité se définit comme volonté d'être soi-même, elle repose sur la philosophie traditionnelle de l'homme. Dans la mesure où elle se définit comme une volonté d'agir par soi-même, elle repose sur la philosophie politique traditionnelle. Dès lors, l'homme authentique est celui qui est et qui agit par soi-même conformément à la philosophie anthropologique et politique traditionnelle telle que définie par le Manifeste de la N'Sele ».[59] Autrement dit, l'histoire des hommes ne tombe pas du ciel. Elle s'enracine dans leur nature biologique et terrienne, dans leurs expériences, bref dans leur vie. L'homme qui fait l'histoire s'arrache du monde physique afin de revenir à lui-même et à la vie réelle. Dilthey fait remarquer que l'homme, en retournant à l'expérience vécue, est capable de faire surgir des significations à partir des faits et des valeurs. En outre, tout ce que l'humanité rencontre, peut créer ou ce qu'elle élabore comme des systèmes de valeurs ou de types d'organisations sociales, elle le subsume sous la catégorie de l'unité[60] ou de concept. Elle unifie donc le divers sous un concept. Quelles sont alors les significations que le chef Kamuena Nsapu tire du vécu congolais sous le régime issu de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la libération du Congo) ?

L'histoire selon R.Aron implique la prise de conscience par laquelle le passé est reconnu comme étant devenu un moment présent.[61] C'est effectivement en se servant de cette présentification du passé douloureux et d'une reprise du présent par la réflexion que le chef coutumier Kamuena a entrepris de faire bouger les lignes de la société congolaise et kasayenne empêtrée dans l'oppression et le déni de l'humanité. Il est conscient comme l'affirme A. Césaire de ravir l'initiative de l'histoire en menant une juste lutte avec comme obsession, la réappropriation de la RDC. Il s'agit notamment de la libération de la terre congolaise de l'occupation des étrangers ruandais ou simplement de la jouissance d'une souveraineté réelle, de la restauration du pouvoir coutumier dans le respect strict de la tradition ancestrale, de l'amélioration du social des Congolais privés, de leur dignité de personnes humaines à cause de la pauvreté, etc. Kamuena Nsapu, c'est son nom dynastique ; mais eu égard à la mission qu'il s'est donné par rapport aux valeurs qui sont pour lui des objectifs à atteindre, il s'appelait l'homme qui ébranle le ciel « mbukula diulu ». Effectivement la guerre qu'il a déclenché a ébranlé le ciel du Congo jusqu'à secouer les Nations Unies qui étaient obligées de se rendre au Kasayi soit pour y mener des enquêtes, ou pour y apporter de l'aide humanitaire d'urgence aux vulnérables et déplacés de guerre de toutes sortes à travers ses agences PNUD, PAM, VISION

[59] TSHIAMALENGA Ntumba, *La vision Ntu de l'homme*. *Essai de philosophie linguistique et anthropologique*, dans Philosophie africaine. Textes choisis, Kinshasa, Presses Universitaires du Zaire, 1975, p.176.
[60] W.DILTHEY, *L'édification du monde historique dans les sciences de l'esprit, trad.S.Mesure, Paris, Cerf, 188, p.34.*
[61] R.ARON, *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, Gallimard, 1948, p.85.

MONDIALE, HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX RÉFUGIÉS[62], Commission des Nations pour les droits de l'homme, etc.

En un mot, Kamuena Nsapu n'est pas un écervelé (mupale) que l'on pourrait qualifier aujourd'hui de délinquant « Kuluna ». Il puise sa force dans la tradition de ses ancêtres du Kasayi afin de justifier son agir, en découdre avec les représentants d'un État déliquescent et de matérialiser le rêve d'un état de droit. Faire de nos traditions une des sources de notre pensée et de notre agir, c'est même le vœu de tous les penseurs africains en quête d'une alternative au colonialisme et à l'impérialisme néocolonial au Deuxième Congrès des écrivains et artistes noirs en 1959, juste à la veille des indépendances africaines.[63]

2. L'insertion de Kamuena Nsapu dans l'histoire générale de la RDC

En tentant d'insérer ce chef de groupement dans l'histoire du Congo-Kinshasa, nous voulons sortir de l'illusion d'enfermement dans le local comme si le monde entier se réduisait aux dimensions de notre village ou de notre province. Avec la mondialisation-globalisation, le local, le national, le régional et le mondial s'imbriquent l'un dans l'autre. Tout historien qui se respecte sait avec pertinence que qu'un fait n'est jamais un atome d'autant qu'il est relié à tout un passé avec un réseau de relations humaines.

Peut-on comprendre le chef Kamuena Nsapu en l'enfermant dans la chefferie qui porte son nom et en l'isolant du reste du Congo? Sinon comment comprendre l'enthousiasme populaire qu'ont soulevé son mouvement et l'adhésion spectaculaire des jeunes à sa milice ? Nous ne pensons pas qu'il s'agissait des aveugles qui suivaient un autre aveugle, mais bien plutôt des citoyens en quête d'un messie, le Congo étant à la dérive. Lorsque la guerre se déroulait ici à Kananga et que l'on posait brutalement la question à un jeune milicien : « Pourquoi tu te bats contre les forces de sécurité de la république alors que ta place est à la maison ou à l'école » ?

En général, la réponse était sans détour : « Je me bats pour défendre la RDC de l'occupation ruandaise ou étrangère » ou encore « Je me bats afin de préserver la terre de mes ancêtres de l'occupation étrangère ». D'où toute la pertinence d'un vers du poème de la guerre (Kasala ka mu mvita) : Buloba ebu buikala buenu, c'est-à-dire cette terre ne vous appartient pas à vous les étrangers. Dans le vers « Buloba ebu buikala buenu », gît la relation émotionnelle entre les partisans de Kamuena Nsapu et la terre du Kasayi ou de la RDC. Ce n'est ni plus ni moins du patriotisme et du nationalisme que nous pouvons traduire en « amour de la patrie » et « conscience de la nation ». Il s'en suit dès lors que ce libérateur a créé chez les miliciens la conscience historique de la souveraineté réelle de la RD Congo, de son unité et de son indivisibilité. Autrement dit, sa guerre n'avait pas pour but de créer un chaos au Kasayi ou en RDC, (sinon il l'aurait fait dans son territoire natal de Dibaya), mais plutôt d'arracher le Congo des mains des étrangers présents au sein de notre police et de notre armée. Sa guerre portait

[62] *Ibidem,* p.104.

[63] *Résolution de la sous-commission de philosophie,* dans *Philosophie africaine. Textes choisis*, Kinshasa, Presses Universitaires du Zaire, 1975, p

une idéologie de libération et ainsi il incarnait le messianisme comme nous le voyons dans tous les mouvements de libération. Ses miliciens priaient déjà en son nom pour retrouver la force d'aller de l'avant et ils recevaient de ses mains ou de leurs leaders le baptême ou rite d'adhésion au mouvement. R.Aron n'écrivait-il pas que l'homme est par essence l'être qui crée des dieux, parce qu'il est celui qui, en tant qu'être fini, ne se satisfait pas de sa finitude ?[64] Bien sûr, il est important de distinguer deux moments dans l'insurrection de Kamuena Nsapu : avant sa mort et après sa mort. Avant sa mort, le chef a essayé » tant bien que mal à unifier sa milice. Après sa mort, plusieurs leaders ont chacun revendiqué leur autonomie, ce qui a créé un désordre et des violations graves de droit de l'homme.

Lorsqu'on se situe strictement sur le plan de son discours de la légitimation de son insurrection, Kamuena Nsapu semble s'élever de sa particularité d'un chef du village au rang de leader nationaliste qui revendique la souveraineté de la République Démocratique du Congo, la lutte contre la corruption (majanyi), l'amélioration du social du Congolais et de son niveau de vie, la reconnaissance des chefs coutumiers et du principe simple de la subsidiarité dans l'exercice du pouvoir. Étant donné que selon lui, les malheurs de la RDC viennent aussi bien de la dictature comme système politique personnifié par Joseph Kabila que de l'occupation étrangère, il apparaît clairement que la crise que traverse notre pays implique tout autant la responsabilité de nos dirigeants que celle des États étrangers notamment le Ruanda et l'Ouganda. Dans ce sens, la question congolaise n'est pas que nationale ; elle est géopolitique et implique des acteurs nationaux, régionaux et internationaux.

Qu'y a-t-il d'intéressant dans l'enracinement de Kamuena Nsapu dans son terroir congolais ? Ce leader est le fruit de l'histoire politique congolaise qui par connexion du dedans (politique domestique ou intérieure) et du dehors (politique extérieure ou étrangère) a produit l'oppression, la pauvreté, la corruption, et au sommet de l'impensable, le génocide de plus de dix millions de Congolais.[65]

Épris de la liberté du Congolais et de la souveraineté du Congo, Kamuena Nsapu n'est donc pas un esclave heureux comme tant d'autres que nous voyons aussi bien dans notre pays qu'en Afrique. C'est au nom de la liberté et de la terre congolaise qu'il se soulève et appelle ses frères et sœurs à le rejoindre dans la lutte contre la fin de l'esclavage. Se soulever contre le déni de la liberté et de l'humanité, négation érigée en système politique appuyé par les voisins envieux des richesses fabuleuses du pays où coule du lait et du miel, c'est entreprendre une œuvre titanesque de créer une conscience historique de pouvoir se libérer ensemble. Il essaie de rassurer les jeunes, de les former au courage afin de gagner en humanité et non seulement de devenir pleinement Congolais, mais de devenir maître de son histoire et de sa patrie. Cette lutte pour la réappropriation de notre terre congolaise va au-delà de la simple revendication de la reconnaissance du rang de chef coutumier de Bajila Kasanga. Le patriotisme qui se décline dans la lutte pour la nation démontre que la conscience historique des Congolais d'appartenir à une seule nation ne connaît pas d'interruption depuis Simon Kimbangu jusqu'à notre

[64] R.ARON, O.C, p.313.
[65] C.ONANA, *Holocauste au Congo. L'omerta de la communauté internationale. La France complice ?*

génération. Kamuena Nsapu a joué sa partition et n'a fait que raviver la flamme de l'amour du Congo et du Kasayi, l'amour de Kananga, Malandji wa kujinga. Il nous laisse une dette à payer tant que nous vivons et tant que des prédateurs féroces se liguent pour nous arracher notre terre.

3. Les causes de la guerre dite de Kamuena Nsapu

Pourquoi cet homme se lance-t-il dans des opérations d'attaque des forces de sécurité de la république ? Dans son discours du 4 juillet 2016, il détermine trois raisons majeures de son agir. Il s'agit de :

3.1. Le mépris du pouvoir coutumier par le pouvoir central et provincial. A ce sujet, le chef coutumier Kamuena Nsapu supporte très mal l'élévation de son rival Ntenda au rang du chef de groupement alors qu'il attend d'être reconnu par le même pouvoir pour le même poste. Il considère ce traitement asymétrique comme injuste et rappelle les notables égarés de Bajila Kasanga à revenir se rassembler autour de lui et de son foyer de feu appelé « Tshioto ».

3.2. Le harcèlement de Kamuena Nsapu par les agents de l'État et la perquisition de sa maison. En plus de la non-reconnaissance de son pouvoir, ce malheureux chef coutumier accuse l'État congolais d'avoir envoyé des policiers procéder à la perquisition de sa résidence. Dans l'exécution de leur mandat, ils auraient commis un sacrilège, celui de toucher aux choses sacrées lui léguées par ses ancêtres. Par cet acte, le pouvoir a été désacralisé, ce qui exige une réparation. Il prétend même que l'ex-gouverneur de province Alex Kande avait envoyé des policiers pour l'exterminer.

3.3. La libération du Congolais de l'oppression de la dictature du pouvoir de Kinshasa et de l'occupation étrangère. Selon Kamuena Nsapu, la souffrance du peuple Congolais et Kasayen a atteint ses limites. La vie de cent millions de Congolais est prise en otage par un groupuscule de politiciens congolais et des étrangers. Par conséquent, il faut refonder la politique en RDC en chassant Kabila et des étrangers. Il est nécessaire de fonder la politique congolaise sur les intérêts des Congolais, sur la souveraineté du Congo et sur la liberté des Congolais. Le Congo doit revenir aux Congolais.

Le décryptage du discours propre de Kamuena nous indique qu'il est déterminé à créer grâce à son mouvement un ordre politique nouveau en RDC. Ce discours comprend deux parties. Dans la première, il règle des comptes avec son rival NTENDA et annonce son projet de redorer la tradition des ancêtres ainsi que l'image du pouvoir coutumier terni par le pouvoir politique. Dans la deuxième, il galvanise les jeunes en vue de la lutte pour la vraie souveraineté du Congo ; il dépeint la pauvreté des Congolais, l'occupation du Congo par les étrangers, etc. Voici la traduction du discours où nous pouvons retrouver l'esprit de Kamuena Nsapu en personne :
« Les jours arrivent où notre ennemi sera calciné (sous-entendu son subalterne Ntenda élevé au rang de chef de groupement de Ntenda). Des jours de pleurs et de tristesse pour nous sont révolus. Kamuena Nsapu veut restaurer le pouvoir coutumier et la tradition ancestrale comme il se doit. Il ne supporte plus des chefs corrompus ou encore qui exercent le pouvoir coutumier

à leur manière. Le pouvoir décadent du régime de Kabila tout comme celui des chefs coutumiers acquis à sa cause ont pour point commun l'oppression des hommes, des femmes et des enfants. Nous avons longtemps supporté (Ntenda en occurrence) depuis Kamuena Nsapu Kabeya. Et c'est la même ritournelle au temps de Kamuena Nsapu Ntumba tout comme à cette époque-ci de Kamuena Nsapu Mpandi. Cependant, ce que je suis en train de faire, je le fais en m'appuyant sur le « lusanzu » ou parole d'accusation (complainte).

J'avais déjà entamé le processus de pardonner à cet individu (Ntenda), parce que nous partageons lui et moi, le même sang. J'exige que lui et tous ses sujets reviennent au feu rassembleur (tshioto) de Kamuena Nsapu. Ntenda n'est pas un chef coutumier normal ; c'est un drogué et un alcoolique. Il ne respecte personne, pas même les autres chefs coutumiers. Tout le monde se plaint de sa conduite, notamment les chefs coutumiers ci-après : Mubikayi, Tshimpanga, Ntambue Kayembe. Désormais, Kamuena Nsapu a pris de graves décisions contre cet homme.

J'affirme qu'il n'y a aucune arme qui puisse tenir devant Kamuena Nsapu. Que Ntenda se cache à Kananga où ailleurs, le ciel se changera en sang pour lui. Il ne saura regarder ni à gauche ni à droite. Sa fin approche. Quiconque sera son disciple subira le même sort. Je veux purifier la terre une fois pour toutes. Il n'y aura plus de tels désordres sur notre terre (sous-entendu la terre de Bajila Kasanga). Fin de la première partie.

Début de la seconde partie du discours : « J'ai reçu une délégation des agents de l'État. Je leur ai exposé ma vision de choses. Je leur ai dit que Kamuena Nsapu ne tolère pas de désordre. Il n'est pas un chef corrompu. Il ne veut pas faire la guerre. Cependant il n'a pas créé une idéologie pour s'en prendre aux chefs coutumiers ; il veut simplement la libération du pays. Je sais que des militaires ont été envoyés dans ma maison. Parmi eux se trouvaient des Ruandais qui étaient au nombre de deux. Leur but était d'assassiner Kamuena Nsapu le 3/4/2016. Leur ordre de mission était signé par le gouverneur de province Alex Kande. Je ne suis pas agent de l'État. Je n'interfère pas dans les affaires de l'État. Je ne me rends pas au Bâtiment administratif afin que Kande me donne 20000 FC. Je n'entre pas dans leur conseil. J'ai fait tout ce qui était dans mon pouvoir pour obtenir le décret de reconnaissance de mon statut de chef de groupement de Bajila Kasanga. J'ai trouvé des blocages partout. J'ai donné comme tout le monde des chèvres, des poules et même de l'argent. Malgré tout cela, je n'ai rencontré que des hostilités. Alors dégoûté, j'ai tout abandonné. Même alors, ils s'autorisent à entrer dans ma maison et à toucher à mes costumes de pouvoir coutumier. Ils ont décidé de me forcer à l'exil en se disant : que j'aille vivre en Afrique du Sud à tout jamais. S'il ose fouler le sol congolais, il sera arrêté. Peut-on vraiment arrêter Kamuena Nsapu ? C'est la raison pour laquelle je suis revenu ici. J'ai pris un vol à partir de l'Afrique du Sud et je suis arrivé à Kananga. Je veux qu'on m'arrête. J'ai quitté Kananga pour me rendre au village de Kamuena Nsapu. J'ai fondé le Mouvement Kabukulu (tradition). J'ai des préoccupations et je veux qu'on me réponde. Je veux savoir pourquoi Kande a envoyé des gens pour me tuer. J'ai ouï dire qu'il y a d'autres gens qui se cachent derrière Kande. Ils ne veulent pas voir une étoile briller où que ce soit.

Je me suis donné le nom de celui qui ébranle le ciel. C'est la raison pour laquelle je leur ai dit que le Mouvement Kabukulu (tradition) ne laissera pas pierre sur pierre (Kakuena kushala mutshi ne dianyi). Soyez suffisamment forts pour éteindre le feu que vous avez-vous-mêmes allumé. Tout véhicule qui passe par notre village sera minutieusement contrôlé pour savoir s'il n'y a pas à bord un militaire ruandais. Qu'il soit en tenue civil ou militaire ou encore tout agent de l'État membre des services de sécurité ou de l'Assemblée Nationale sera arrêté.

Nous voulons que les investisseurs viennent dans notre pays. Depuis que ce pays est créé par Dieu, il n'a pas connu d'alternance politique du pouvoir tel que nous le voyons dans les pays limitrophes qui nous entourent. Ces pays connaissent des changements qualitatifs et le développement subséquent. On te met au monde au village, tu grandis au village. Tu vas à la chasse ; tu vas couper du bois ; tu mets à ton tour au monde des enfants et tu demeures charbonnier. Tu vas puiser de l'eau à la source à une distance considérable par rapport au village. C'est très dur pour se procurer du sel, de l'huile, des bougies, des allumettes. Tu dors sur une moustiquaire fabriquée avec une matière qui détruit le cerveau dans soixante secondes, ce qui cause des maux de tête violents. Tu transportes sur un vélo des charges très lourdes que tu pousses sur mille kilomètres à pieds. Et c'est depuis que tu es né que tu fais cela. Tu ne t'es jamais bien nourri depuis ta naissance ; tu n'as jamais couché sur un lit confortable ; jamais tu ne t'es senti heureux. Tu te réveilles du sommeil omnibulé de soucis et tu es sujet à des maladies qui précipitent ta mort. C'est quel genre de vie ? Est-ce que vous m'écoutez bien ?

Voilà pourquoi Kamuena Nsapu se préoccupe de cette situation devenue insupportable. Tous ceux qui font souffrir notre peuple, c'en est fini pour eux. La vie de cent millions de citoyens Congolais est prise en otage par un groupuscule de deux cent mille personnes. Les Ruandais, les Ougandais, les Burundais et les Tanzaniens vous ont confisqué votre vie. Toutes nos richesses affluent dans ces pays par voie de pillage. Et nous sommes fragilisés ainsi depuis de nombreuses années.

Nous avons espéré que nos politiciens changeraient leur gouvernance pour y inclure le bien. Rien n'a été fait dans ce sens. Nous avons espéré que nos députés, sénateurs, militaires et policiers nous donneraient une réponse adéquate. Notre très longue attente a été déçue. L'unique réponse valable doit venir de la Tradition « Kabukulu » ou précisément du pouvoir coutumier. Nous avons noté que tous les services de sécurité oppriment notre peuple et le font souffrir. Ils ne travaillent pas en sa faveur. Tous les services publics font la guerre à la population. Les policiers pénètrent dans des marchés pour ravir les biens des paisibles citoyens. Des chefs coutumiers corrompus agitent des billets de cent dollars américains. Arrachez cela, car de tels chefs coutumiers sont des traitres de la cause de notre peuple.

Mon objectif prioritaire demeure celui-ci : que vous mangiez la liberté. Que vous buviez la liberté et que vous vous rassasiez de la liberté. Je veux vous voir faire la diarrhée de la liberté. Sachez que la guerre qu'on nous mène est destructrice. N'oubliez pas que les armes avec lesquelles on nous menace ont été achetées avec l'argent de cette terre de nos ancêtres. Puisqu'elles ont été achetées de cette manière, il n'y a aucune arme qui pourra détonner ; aucune balle ne pourra tuer un enfant de Kamuena Nsapu. Même si la guerre venait de quelque côté

que ce soit, du ciel ou de la terre, qu'elle surgisse à l'improviste, les ennemis ne verront pas la terre de Kamuena Nsapu. Ceux qui collaborent avec ceux qui tuent notre peuple sont des traitres. Pour mener notre lutte contre tous ces corrompus et tous ces traitres, nous avons décidé de vous donner un baptême afin que vous receviez un esprit (mundidimbi). Cet esprit, vous l'avalerez ; vous sauterez le feu de Kamuena Nsapu et vous passerez entre mes jambes comme initiation et rite de passage à la nouvelle vie conforme au temps de la guerre.

Les chefs coutumiers sont traînés dans la boue et infantilisés. On les maltraite et on les rend esclaves. Il faut que celui qui agit ainsi, voit sa fin arrivée. Effectivement son temps est compté. Que la lance des fantômes « bakishi » tirée par Kamuena Nsapu prouve sa force. Les blancs ont trouvé sur cette terre la tradition « Kabukulu ».

CONCLUSION

Kamuena Nsapu décide de mener une guerre défensive en vue d'arracher le Congo des mains hostiles des étrangers en comptant sur l'appui des Congolais eux-mêmes et sur la tradition des ancêtres. Il reproche à l'État déliquescent de manquer à sa mission régalienne, celle de sécuriser le peuple et ses biens et de lui apporter le bonheur par le développement. Il conjugue sa frustration à celle du peuple et l'invite à se libérer des corrompus et des traitres qui sont en sein, parmi les chefs coutumiers, les politiciens et au sein des forces de défense et de sécurité.

LES MILICES « KAMWENA NSAPU » : ORIGINE, MODE OPÉRATOIRE ET ORGANISATION DE LA GUERILLA URBAINE ET RURALE AU CENTRE DE LA RD CONGO

Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE
Professeur

Introduction

À partir du mois d'août 2016, le groupement « Bajila Kasanga », territoire de Dibaya dans la province du Kasaï Central située au Centre-Sud de la RD Congo, région qui n'avait pas connu de crise sécuritaire majeure depuis les tristes événements interethniques et politiques lors de l'accession du pays à l'indépendance et immédiatement après (1959-1965)[66], a été l'épicentre d'une crise qui a fait la Une de l'actualité locale, provinciale, nationale et mondiale. En effet, un conflit très violent d'origine coutumière y a éclaté et occasionné l'émergence des milices « Kamuena Nsapu » qui semèrent la terreur sur toute l'étendue de la province du Kasaï Central d'abord, puis dans l'ensemble des Cinq provinces de l'espace kasaïen couramment appelé « Grand Kasaï[67] »[68]. Cette crise marque un tournant et passe pour l'un des épisodes les plus dramatiques de l'histoire du Kasaï et une première dans le mode opératoire et le déroulement des guerres des dernières décennies en RD Congo.

Alors que tous les regards étaient tournés vers l'Est du pays où des milices locales et communautaires Maï Maï, nées dans la foulée ou en marge des guerres et de l'instabilité sécuritaire dans cette région depuis la fin des années 1990[69], s'affrontaient ou affrontaient l'État et les groupes armés d'origine étrangère pour des motivations politiques, économiques, sociales et identitaires[70], dont notamment des revendications d'autochtonie, de nationalité douteuse, de

[66] Lombe Tshibuabua K.V., Kangitsi K.M. 1994. « Evolution et rôle du pouvoir coutumier dans la ville de Kananga de 1959 à 1990 », *Annales de l'ISP-Kananga,* V, 1, p. 211-265. ou encore Mabika Kalanda. 1970. *Baluba et Lulua, une ethnie à la recherche d'un nouvel équilibre,* Nendeln/Liechtenstein, Kraus Reprint, 1970, no. 2. Collection « Études congolaises ».

[67] L'Espace Grand Kasaï comptait depuis la 2e république deux provinces : le Kasaï Occidental et le Kasaï Oriental jusqu'au découpage territorial de 2015 donnant lieu à 5 provinces : Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami et Sankuru, voir Kabata Kabamba. 2018. « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasaï (République démocratique du Congo) ». *Belgeo. Revue belge de géographie n°2/2018* disponible sur http://journals.openedition.org/belgeo/26916

[68] NGALAMULUME T.G., *Reconstruire après la crise. Regard sur le conflit Kamwina Nsapu et la dynamique de relèvement du Kasaï Central post-conflit*, Academia, Louvain-la-Neuve, 260 p.

[69] De Villers, G. 2016. « Régimes de violence dans l'histoire du Congo-Kinshasa ». *Conjonctures congolaises 2015 : Entre incertitudes politiques et transformation économique*, p. 67-86.

[70] Stearns, J., Mercier, C. & Nicolas Donner, N. 2018. « L'ancrage social des rébellions congolaises. Approche historique de la mobilisation des groupes armés en République démocratique du Congo ». *Afrique contemporaine*, N° 265, 2018/1, p. 11-37.

droit à la terre, de contrôle des ressources naturelles, d'exclusion[71], cette tension éclata au centre du pays où vivaient paisiblement de pauvres populations depuis des décennies, partageant largement une même origine et une identité culturelle.

Instrumentalisant les griefs liés à la crise du pouvoir coutumier et à la déliquescence de l'État ainsi qu'à la frustration relative à l'exclusion de la région des politiques publiques, ce conflit a auguré de ce que Gauthier de Villers[72] qualifie de régime de violence à cause de l'articulation et de la relative hiérarchisation des trois formes de violence : la violence physique, la violence symbolique et la violence économique dans le contexte historique du Grand Kasaï. Dans ce sens, ce conflit a engendré dans la région une crise humanitaire sans précédent et entraîné de nombreuses pertes en vies humaines, des pillages et des destructions méchantes des infrastructures de base ainsi que des déplacements massifs des populations[73], freinant ainsi le développement local, provincial et régional. Une crise de confiance a été exacerbée entre membres des communautés et entre populations et institutions étatiques, menaçant ainsi les efforts de réconciliation et de reconstruction, à cause des blessures qui demeurent encore ouvertes[74]. Des problématiques comme l'insécurité alimentaire, la malnutrition, la perte des moyens de subsistance, la destruction des récoltes et la perturbation des campagnes agricoles, sans oublier les multiples violations des droits humains, ont aggravé la situation humanitaire dans cet espace géographique et social. Plusieurs milliers d'enfants, garçons et filles furent incorporés dans les milices abandonnant ainsi les écoles et leurs parents et hypothéquant ainsi leur avenir[75].

Trop vite, les événements se sont précipités et la crise a atteint des proportions inquiétantes, dépassant largement le niveau d'une situation localisée au seul village Kamuena Nsapu et environs pour devenir un conflit territorial, provincial, puis régional, avec des répercussions aux niveaux local, régional sous-national, national, régional supranational et global.

Il y a lieu de noter que cette crise a fini par démontrer au grand jour les limites d'une gouvernance chaotique qui a confiné les territoires et les populations dans une misère insupportable, une pauvreté extrême, un chômage de masse et une marginalisation sociale très poussée ; une mauvaise gestion des affaires publiques, non respectueuse des textes, avec des interférences intempestives dans les affaires coutumières de même qu'une armée et une police à la gâchette facile, prêtes à tuer et à susciter la violence.

Au-delà de l'insurrection Kamuena Nsapu, la recherche d'un nouveau partenariat entre l'État et les diverses couches socioprofessionnelles, et donc, d'un nouveau contrat social devient impérieux pour renforcer la résilience de la province face aux menaces déstabilisatrices et insécurisantes qui pourraient venir de son environnement interne et/ou externe. Cela passe obligatoirement par la mise en place d'une dynamique systémique de restauration de l'autorité

---

[71] Stearns, J., Verweijen, J. & Eriksson Baaz, M. 2013. *Armée nationale et groupes armés dans l'Est du Congo. Trancher le nœud gordien de l'insécurité.* Londres/Nairobi : Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama.

[72] De Villers, Op.Cit. p. 69.

[73] UNOCHA RDC. 2017. *Plan de Réponse D'urgence 2017. Région du Kasai, Kwilu, Kwango et Lualaba*.

[74] Interpeace, APC, CDJP et TDH. 2020. *Défis et priorités pour la paix au Kasaï et Kasaï Central. Rapport des consultations menées par Interpeace et ses partenaires sur les territoires de Dibaya, Kamako, Kamonia, Mweka et Tshikapa, octobre 2020. 2020-Defis-et-priorites-Kasai-Report-.pdf* (interpeace.org).

[75] Selon l'UNICEF, des milliers d'enfants ont été enrôlés par les milices et plus de 1 700 enfants étaient déjà relâchés au premier trimestre 2018. UNICEF-SOS ENFANTS. 2018. Kasaï : *Les enfants, victimes de la crise. Faire face aux ravages du conflit en République démocratique du Congo Kinshasa*, UNICEF RDC, Kinshasa.

de l'État, de consolidation de la paix, de réconciliation et de prise en compte et de priorisation des demandes populaires de développement.

Dans le souci légitime de mettre en lumière la dynamique complexe de la crise du Kasaï non encore suffisamment documentée sur le plan scientifique, cet article se propose d'analyser les origines de la crise ainsi que le mode opératoire des milices, surtout la particulière cristallisation dans une guérilla urbaine.

Les données pour sa matérialisation sont issues de la littérature sur le conflit, des entretiens et contacts avec les personnes clés intervenues dans la province durant la crise (chefs coutumiers, anciens miliciens, leaders communautaires, victimes du conflit, Agences humanitaires ainsi que les autorités politico-administratives), mais aussi et surtout, de notre expérience personnelle en tant qu'observateur et victime de ce conflit d'une part, et comme enseignant-chercheur dans cette région, d'autre part.

Dans le cadre de ce travail, nous considérons la milice comme une organisation insurrectionnelle, un mouvement rebelle, illégal qui organise des actions de sape et s'attaque aux symboles de l'État et aux populations, pour des raisons qui lui sont propres. Il peut s'agir des revendications identitaires, coutumières, politiques, d'accès aux ressources ou de défense de territoire. Cette organisation procède à des recrutements des personnes sans emploi, particulièrement des jeunes et utilise diverses formes d'armes, notamment blanches et létales ; elle recourt au magico-religieux (fétiches, coutumes, traditions…). S'agissant de la guérilla, nous sous-entendons une forme de guerre dissymétrique, sans ligne de front, menée par des combattants irréguliers, très mobiles et flexibles, avec une capacité de concentration et de dispersion et surtout, de dissimulation dans les populations civiles. Cette guérilla peut être urbaine ou rurale et opère par des embuscades.

1. KAMUENA NSAPU, UN GRAND CHEF COUTUMIER DES BENA LULUA ET UN SYMBOLE DE LA RÉVOLTE CONTRE L'ÉTAT…

De nos jours, le nom « Kamuena Nsapu » a une triple signification.

1.1. Kamuena Nsapu comme village…

Il s'agit d'abord et avant tout du nom du village chef-lieu ou siège à la fois du groupement et du clan Bajila Kasanga, de l'ethnie Lulua. Ce village est localisé dans le secteur de Dibataie, territoire de Dibaya, province du Kasaï Central, à environ 40 Km de la Mission Catholique Tshikula, 45 Km de la Ville de Tshimbulu et à 120 Km à l'Est de la Ville de Kananga. Le Groupement Kamuena Nsapu est composé de sept villages à savoir, Tshimpanga, Kalunga, Ntambue Kayembe, Nsabanga, Kena Kalamba, Nanshakale et Kamuina Nsapu.

1.2. Kamuena Nsapu comme chef de groupement, de clan et Roi des Bajila Kasanga…

Il s'agit ensuite du nom du chef de ce Groupement et de ce clan et donc, d'une lignée royale.

Dans l'Espace Grand Kasaï, les Bajila Kasanga de Kamuena Nsapu se retrouvent en majorité dans le territoire de Dibaya, dans la Ville de Kananga (Communes de Nganza et de Kananga), dans le territoire de Demba (Secteur de Diofwa) et dans le territoire de Tshikapa (près de la Ville de Tshikapa).

Kamuena Nsapu est donc l'un des chefs respectés des Bena Lulua et un des piliers du pouvoir des Bashilange[76] dont il est l'un des principaux lieutenants du Roi. Il se rapporte d'ailleurs dans la région que Kamuena Nsapu était le gardien du « Nkwembe », un totem source du pouvoir mystique chez les Bena Lulua, lui confié par le Roi des Bashilange[77].

1.3. Kamuena Nsapu comme mouvement rebelle et politico-coutumier dans la région du Kasaï…

Ce mouvement a vu le jour au courant de l'année 2016 et est vite devenu célèbre par le recours aux forces occultes et aux coutumes renforçant sa force et sa marque de résistance aux assauts des forces de défense et de sécurité, par les attaques organisées contre les symboles de l'État et par des atrocités et exactions commises sur des personnes civiles, d'abord dans le territoire de Dibaya, puis dans l'ensemble du Kasaï Central; il s'est propagé enfin sur l'ensemble de l'Espace Grand Kasaï.

2. JEAN PRINCE MPANDI MPUMBULULA ET LA NAISSANCE DU MOUVEMENT POLITICO-COUTUMIER « KAMUENA NSAPU », UNE MILICE ORGANISANT UNE GUÉRILLA AU CŒUR DU KASAÏ ET DU CONGO

2.1. LES ORIGINES LOINTAINES ET IMMÉDIATES DE LA CRISE

Jean-Prince Mpandi, né en 1966 était un tradipraticien (guérisseur traditionnel) membre de la famille régnante du clan Bajila Kasanga dans le Territoire de Dibaya. Il fut intronisé le 20 septembre 2013 par la famille royale comme sixième chef de la lignée Kamuena Nsapu, en remplacement de son oncle paternel Kamuena Nsapu Anaclet Kabeya Mupala, mort le 25 mars 2012. Cette intronisation fait de lui Chef d'une entité administrative, le groupement Bashila Kasanga et Grand Chef (Roi) du même Clan. À partir de là, les chefs de localités ou Kapita Bashila Kasanga qui l'ont investi lui ont juré allégeance et promis totale soumission en tant que leur chef. Avant son intronisation, Jean-Prince Mpandi a passé beaucoup de temps à l'extérieur du Groupement, de la Province et du pays. Plusieurs témoignages avancent qu'il a vécu longtemps à Lubumbashi et en Afrique du Sud.

Traditionnellement au Kasaï, le pouvoir coutumier se transmet du père au fils, mais aussi, lorsque le titulaire n'a pas de fils capable d'hériter ou que celui-ci est encore mineur, du frère au frère, de l'oncle paternel au neveu ou même entre cousins. Cette situation est source de conflits de succession dans la mesure où elle génère une base de plus en plus large de prétendants au trône. Dans ces conditions, l'accession au trône se fait par consensus et le prétendant doit être accepté et désigné par les chefs des familles membres de la lignée royale.

En dehors de tout testament reconnu et non contesté, le prétendant est censé réunir l'unanimité autour de sa personne. C'est ce que Jean-Prince Mpandi avait compris en visitant à travers la région, beaucoup de Chefs et personnalités Bajila Kasanga devant participer à son intronisation et même certains grands chefs coutumiers d'autres clans pour élargir sa légitimité et sa considération.

[76] Bashilange est l'autre appellation des Bena Lulua.

[77] Muena Kapangi wa Lukunyi. 1985. *Bajila Kasanga et autres descendants de Kole*, s.l., s.e.

Bien que régulièrement investi en 2013 et largement reconnu par la famille régnante, le nouveau Kamuena Nsapu aura pourtant du mal à obtenir son arrêté de reconnaissance, jusqu'à sa mort le 12 août 2016.

Les divers témoignages renseignent qu'il aurait été victime de la stratégie de dédoublement, largement utilisée par le pouvoir congolais de l'époque pour réprimer ceux des chefs coutumiers jugés peu soumis et donc, proches de l'opposition.

En effet, le dédoublement « est destiné à affaiblir un chef coutumier considéré comme favorable à l'opposition politique, soit en refusant de lui donner un arrêté, soit en reconnaissant un prétendant rival à son titre[78] ».

Couplé à la pratique d'« affranchissement[79] », le dédoublement est courant au Kasaï et particulièrement au Kasaï Central et est considéré à la base de multiples conflits de pouvoir coutumier. La Loi n° 15/015 du 25 août 2015 fixant le statut des chefs coutumiers qui, selon certains experts, dépouille les chefs traditionnels d'une partie de leur pouvoir en les soumettant aux ordres des autorités politico-administratives par l'institution d'un salaire avec le statut de fonctionnaire, n'est même jamais respectée en ce qui concerne les procédures de reconnaissance.

Ainsi à titre d'exemple, en février 2018, 74 conflits de pouvoir coutumier avaient été recensés sur la totalité de 492 Groupements que comptait la Province du Kasaï Central, dont la majorité était le fait des dédoublements et affranchissements[80].

En ce qui concerne Jean-Prince Mpandi, il aurait été en disgrâce auprès du Gouvernement provincial de l'époque, qui ne lui aurait pas facilité d'obtenir son arrêté. Le Gouvernement provincial pour sa part estimait que le chef coutumier n'aurait pas régulièrement entamé ses démarches administratives en vue de sa reconnaissance.

Les différents recoupements suggèrent que Jean-Prince Mpandi était davantage proche de l'opposition. Dès le départ, il n'a jamais supporté la mort dans des circonstances floues de son oncle paternel et prédécesseur, Kamuena Nsapu Anaclet Kabeya Mupala, et de deux autres grands chefs coutumiers du Kasaï, Kalamba Wafuana de Bena Lulua et Nimy Lukengu de Bakuba, qu'il attribuerait au pouvoir en place. Aussi, le nouveau Kamuena Nsapu est très critique envers le pouvoir, fustigeant sa faible attention aux investissements et au développement de l'Espace Grand Kasaï depuis des décennies.

---

[78] Groupe d'étude sur le Congo (GEC). 2018. *Mettre le feu à sa propre maison La crise au Kasaï: La manipulation du pouvoir coutumier et l'instrumentalisation du désordre*, Centre de Coopération Internationale, New-York, 9.

[79] Processus par lequel un chef de groupement s'entend, moyennant des cadeaux, avec un de ces subalternes (Kapita) pour le laisser évoluer seul comme chef de sa lignée qui devient du coup un groupement de fait, ou un nouveau regroupement à reconnaître. Dans certains cas, cela est justifié par la croissance démographique et que le Groupement comprend une population importante. Dans d'autres cas et surtout ces dernières années, cela est favorisé par la pauvreté que vivent certains chefs de groupement qui vont se faire payer par les Kapita pour les « affranchir ». Toutefois, cela est à la base des conflits dans la mesure où certains successeurs remettent ces accords en question. Aussi, dans le contexte où l'instrumentalisation politique est en train de prendre le pas, on peut inventer des documents et des signatures des chefs de groupements pour justifier la reconnaissance des chefs non désignés par les familles régnantes, mais, soutenus par les hommes politiques en quête de soutien à la base et de positionnement. Cela ne fait qu'amplifier les conflits.

[80] Kasaï Central. 2018. *Plan de Développement de la Province (PDP) 2019-2023*, Kananga.

Tout compte fait, le Gouvernement provincial aurait recouru à la stratégie de dédoublement pour soutenir Monsieur Jacques Ntenda Tshiambi (chef du groupement voisin, mais issu de la même famille régnante) dans la bataille pour le leadership des Bajila Kasanga alors que Mpandi considérait celui-ci comme un de ses sujets. Il faut signaler que Monsieur Ntenda venait d'adhérer à un parti politique proche du pouvoir, ce qui tend à accréditer la thèse de l'instrumentalisation du pouvoir coutumier par les hommes politiques.

Alors que Jean-Prince Mpandi se trouvait à l'extérieur de la Province, probablement en Afrique du Sud selon plusieurs sources à l'insu des autorités, son domicile officiel au siège de Kamuena Nsapu recevra la visite improvisée d'une délégation comprenant à la fois des éléments des Forces Armées de la RDC (FARDC), de la Police Nationale Congolaise (PNC) et de l'Agence Nationale des Renseignements (ANR), détentrice d'un mandat de perquisition sur ordre du Gouvernement Provincial. Certains éléments FARDC de la délégation (02 sur cinq) auraient été assimilés aux « rwandais » à cause de leur morphologie. Probablement, ils feraient partis du 821e bataillon en provenance de l'Est et basé au Camp Bobozo depuis quelques années (entre 2012-2013).

Cette perquisition aura été ordonnée sur la base d'un renseignement d'un soldat démobilisé, Dieu merci Ngalamulume[81] qui se trouve être cousin de Jean-Prince Mpandi, prétendant que ce dernier organiserait une cache d'armes à son domicile en vue de créer une milice dans son Groupement[82].

Bien que n'ayant pas abouti aux résultats escomptés et donc, n'ayant pas trouvé d'armes, la perquisition va donner lieu à des actes qui vont être considérés comme des éléments déclencheurs du conflit. D'abord, l'épouse du chef aurait été violée ou agressée (suivant les sources) et ensuite, les attributs ou objets sacrés[83] associés au pouvoir coutumier de Kamuena Nsapu ont été profanés, car manipulés par les éléments perquisitionnistes sans titre ni qualité, pillés et détruits ; ce qui constitue vis-à-vis de la coutume un pur sacrilège en violant ainsi un important tabou.

2.2. ORGANISATION DE LA MILICE ET LANCEMENT DES ACTIONS PAR KAMUENA NSAPU LUI-MÊME

Considérés ainsi comme de véritables affronts pour le Roi des Bajila Kasanga, Kamuena Nsapu, ulcéré, et au summum de sa colère va désormais passer à l'offensive en organisant des actions punitives et de vengeance à son retour à son fief de Kamuena Nsapu le 23 avril 2016. La marmite commence à bouillir et le conflit Kamuena Nsapu éclate au cœur du Congo.

Très vite, il ravive un « Tshiota » (foyer initiatique) dans sa cour et réunit les jeunes et quelques enfants de son groupement pour procéder à une initiation. Cette initiation couramment connue sous le nom de « baptême » consiste en des rituels et sacrifices aux ancêtres autour du

[81] Selon Dieumerci Ngalamulume, Mpandi l'aurait contacté pour prendre la tête d'une milice qu'il était en train de créer en mars 2016 et lui aurait présenté des armes à distribuer aux miliciens et même donné deux armes à titre d'échantillons que ce dernier aurait présentées au conseil provincial de sécurité (témoignages).
[82] Kabata Kabamba, Op.Cit.
[83] « Tenues traditionnelles et objets associés ». Certaines sources avancent que le conflit a été déclenché par la révolte des ancêtres/esprits contre les militaires et l'État qui avaient brisé le tabou (GEC, 2018).

« Tshiota[84] » et en la boisson d'une potion magique « Tshizaba[85] » dans un pot d'argile sacré au cours de cérémonies spéciales. Ces Tshizaba, sorte de fétiches, comprenaient souvent l'alcool traditionnel (Tshitshiampa), du chanvre et autres stupéfiants ainsi que certains insectes comme « mankenene a moyo[86] », et autres ingrédients. Ce baptême a pour objectifs de conditionner les « initiés » dans la conduite à tenir et de les protéger lors des batailles et combats par des moyens occultes en les rendant invulnérables aux balles, baillonnettes et autres armes. Ne peut devenir milicien que celui qui a été baptisé autour de Tshiota et qui y a pris le Tshizaba.

L'invocation des ancêtres par Kamuena Nsapu était donc une sorte d'appel à la revanche justifiée par la « provocation » des militaires et policiers ayant violé leurs règles, en touchant sans qualité et en pillant les symboles du pouvoir. D'où, le recours aux pratiques coutumières et ancestrales lors des combats pour être en harmonie avec les ancêtres et bénéficier de leur protection. Aussi, la délégation à la base du forfait ayant contenu des « rwandais[87] » parmi ses membres, donc des « étrangers », leur chasse devenait légitime ; ce qui explique le recours au slogan : « Buloba ebu bwikala bwenu[88] ». Ce slogan insinue que Kamuena Nsapu et ses combattants se battent pour une cause noble, juste : la défense de la terre de leurs ancêtres et de leur dignité contre les usurpateurs étrangers. Cela suggère aussi un fort lien à la terre des ancêtres et donc aux traditions. Kamuena Nsapu aura eu ainsi le mérite de raviver certaines traditions en perte de vitesse et tombées en désuétude chez les peuples Lulua, notamment le Tshiota et le Tshizaba.

En effet, chez les Lulua, les chefs coutumiers sont censés recourir aux coutumes, à la tradition et aux pouvoirs magiques sous le label de la sorcellerie (« mupongo », « buloji » ou « tshianda »). Si généralement, la sorcellerie a une connotation négative dans la mesure où elle peut être utilisée pour nuire aux individus ou aux groupes, elle est recommandée aux chefs coutumiers qui utilisent son versant positif pour protéger leurs populations et leurs villages des forces surnaturelles maléfiques ennemies. D'où, la présence des pratiques magico-religieuses sujettes à la controverse dans le combat de Kamuena Nsapu. Toutefois, le recours généralisé aux pratiques magiques et fétichistes contribue à la banalisation du fétichisme qui tend à s'incruster dans la société, surtout auprès des jeunes. Certains acteurs y voient également un mauvais usage dans la mesure où le feu du « Tshiota » a pour vocation de sauver, résoudre les problèmes, ramener la paix dans la communauté et jamais pour tuer comme cela a été le cas avec Jean Prince Mpandi.

---

[84] Dans la coutume Lulua, « Tshiota » est un foyer ancestral tenu dans la cour spécifiquement par un aîné d'un lignage, un chef de famille, de clan, de tribu avec un feu permanent ou temporaire Symbole de l'unité, le chef y réunit ses collaborateurs et sujets, généralement le soir, pour y discuter de tous les problèmes importants touchant la survie de la famille ou du clan et tenter de les résoudre, par la négociation ou par l'invocation et l'intervention des ancêtres si ceux-ci dépassent la sphère d'action du chef. C'est autour de ce feu traditionnel que toutes les cérémonies sont célébrées, notamment la communion et l'invocation des ancêtres qui y viennent régulièrement et répondent. Tshiota désigne également la famille élargie. Dans le cadre de Kamuena Nsapu, il a été un site d'initiation et de rituels autour d'un feu, symbolisant l'unité et les liens créés par les nouveaux membres. Ne peut devenir milicien que celui qui est passé par le baptême autour du Tshiota.

[85] Substance utilisée dans le cadre de l'initiation et consommée par les nouveaux membres. Généralement, c'est un pot en argile.

[86] Fourmis rouges vivantes.

[87] Militaires tutsis congolais en provenance de l'Est de la RDC, assimilables aux rwandais de par leur morphologie.

[88] Que cette terre soit vôtre.

Aussi, le Grand Kasaï est un espace fondamentalement chrétien. En effet, certaines communautés protestantes au Congo ont été fondées au Kasaï où l'on retrouve des paroisses disséminées dans de nombreux villages ; même chose pour l'église catholique qui est solidement implantée dans les différents groupements et villages. Il a été toutefois incompréhensible de voir le mouvement Kamuena Nsapu développer une sorte d'inimitié contre l'église en détruisant paroisses, couvents, écoles et centres de santé et en s'attaquant aux prêtres et religieuses alors que l'on assistait jusque-là à une sorte de cohabitation pacifique entre la religion des « blancs » et les croyances traditionnelles auxquelles recourait Kamuena Nsapu.

Notons que le recours aux pratiques « mystiques » est un élément caractéristique des milices et mouvements rebelles en RDC. Cela a été mis en exergue dans les enquêtes d'Hélène Morvan[89] sur les milices Maï-Maï du territoire de Bunyakiri au Sud-Kivu ou de Benoît Verhaegen[90] sur les rébellions des années 1960.

En réponse à l'agression des forces de l'ordre et à leur violation de son domicile, Kamuena Nsapu Jean-Prince Mpandi procède, dès début mai 2016, à l'érection des barrières routières pour empêcher l'accès à son village en vue de le protéger et se protéger lui-même, s'estimant être en danger après l'incursion des forces de l'ordre dans son village et son domicile. Ces barricades étaient essentiellement tenues par de jeunes initiés au Tshiota par Kamwina Nsapu lui-même.

Dans un élément audio[91] qui a circulé dans les réseaux sociaux à cette période, le chef Jean-Prince Mpandi explicite sa pensée. Ainsi pour lui, il est temps que l'oppression, la répression, la trahison interne et le manque de justice distributive prennent fin au Kasaï et au Congo. L'absence de développement dans sa province ainsi que la confiscation des richesses kasaïennes et congolaises par une minorité de compatriotes comprenant certains chefs coutumiers et des étrangers l'incitent à se tenir debout et à agir ; ils font partie des objectifs de sa lutte. Il soulève l'épineuse question de la non-considération des chefs traditionnels, avec en exemple le refus de lui accorder l'arrêté de reconnaissance, de même que le faible accès aux services sociaux de base et au minimum vital par les populations (alimentation, énergie, eau potable, produits manufacturés de base…) alors que tout l'argent que produit le pays va selon lui, au Rwanda, en Ouganda, en Tanzanie et au Burundi pendant que les filles et les fils du pays manquent de minimum requis.

Kamuena Nsapu note que depuis que le Congo-Kinshasa existe, la classe dirigeante n'a pas réussi à répondre aux préoccupations majeures des communautés. D'où, l'idée de mettre en place un « mouvement politico-coutumier » pour se prendre en charge en assurant la sécurité de la population à partir de la base comme l'État a failli et pour « effacer tout le mal » de ses terres. Il invite dès lors les adhérents à ce mouvement à la réconciliation, à la justice et à la restitution des biens d'autrui.

Pour matérialiser son projet, Kamuena Nsapu a poursuivi et même accru le rythme de recrutement à son mouvement et d'initiation des jeunes, garçons comme filles. Les combattants initiés qui seront appelés « éléments » formaient un groupe relativement organisé et hiérarchisé. Son cercle rapproché comprenait les premiers disciples formant le conseil de gouvernement

[89] Morvan, H. 2005. *Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu*. Uppsala : Life and Peace Institute.

[90] Cité par De Villers, 2016, Op.Cit.

[91] Il s'agit d'un audio de quelques dizaines de minutes dans lequel il s'adresse à ses éléments pour les mobiliser.

baptisé « les 12 apôtres »[92]. Certains membres survivants du groupe ont été responsables de l'expansion du mouvement au-delà du village Kamuena Nsapu et l'ont porté après sa mort.

Kamuena Nsapu commence dès lors à prêcher et à appeler aux attaques de tous les symboles de l'État et invite ses partisans à punir sévèrement Ntenda, son ennemi, qu'il considère comme un traître[93]. Plusieurs audios et vidéos souvent virulents ont été diffusés pendant ce temps avec des messages incendiaires de Jean-Prince Mpandi,

La mobilisation des populations commençait à prendre de l'ampleur et à faire peur aux autorités provinciales. Les initiatives et actions sur terrain furent mal perçues par le pouvoir provincial qui lancera l'alerte à plusieurs reprises. Jean-Pierre Mpandi apparaîtra désormais aux yeux du pouvoir politique et de l'armée comme une menace à l'ordre public et à la paix. Sa neutralisation commence à être envisagée, mais quand et comment ?

Début juillet 2016, le Gouverneur de province enverra au pouvoir central à Kinshasa un mémorandum sur la question Kamuena Nsapu au Kasaï Central. Tout en reconnaissant que la perquisition d'avril n'avait pas trouvé d'armes au domicile de Kamuena Nsapu, il ajoute que ce dernier est très hostile au Gouvernement et qu'il cherchait à imposer contre leur gré, son leadership sur les neuf (9) autres chefs de groupements entourant le sien. Le document rapporte des exactions et attaques des milices Kamuena Nsapu contre les représentants de l'État et sollicite l'aide du Gouvernement central pour arrêter Jean-Prince Mpandi[94]. Estimant à son tour avoir de nouvelles informations compromettantes contre Jean-Prince Mpandi, le Commandant de la 21e région militaire demande au Gouverneur de l'autoriser à arrêter le chef rebelle devenu trop dangereux pour l'ordre public[95].

Au lendemain d'une visite du ministre de l'Intérieur Evariste Boshab et du Président Joseph Kabila à Kananga en juillet 2016, visite au cours de laquelle l'affaire Kamuena Nsapu avait été abordée par le président congolais avec le conseil provincial de sécurité, le ministre provincial de l'Intérieur, Simon Pierre Tshibuyi Kayembe est dépêché par le Gouvernement provincial pour entamer une négociation. Il est accompagné par un député provincial, Daniel Mbayi, fils Mujila Kasanga de Kamuena Nsapu. Ils arrivent dans la cour de Kamuena Nsapu le 25 juillet 2016[96]. Son rapport du 28 juillet 2018 présente néanmoins une face de la situation, en porte-à-faux avec l'image de rebelle collée à Jean-Prince Mpandi par le mémorandum du Gouverneur du début du mois. Cette fois, le rapport remonte les frustrations et mécontentements du chef coutumier à la suite du refus des autorités provinciales de lui faciliter l'obtention de son arrêté de reconnaissance, rejetant l'idée de la formation des milices.

Une lueur d'espoir jaillit dans ce feuilleton, mais sera vite intempestivement arrêtée, lorsque le 30 juillet, les jeunes des villages Kamuena Nsapu et Mubukayi attaquent le village de Ntenda, ennemi juré de Jean-Prince Mpandi et incendient une centaine de maisons alors que l'on était en pleine négociation. Six personnes auraient péri dans cette attaque. Un cycle de violence et de vengeance voit le jour dans la région.

---

[92] GEC, 2018, Op.Cit.

[93] Dans le mouvement Kamuena Nsapu, les ennemis sont les militaires, les policiers, les agents de renseignements ainsi que les étrangers, généralement les rwandais qui ont profané sa maison alors que les traîtres sont les chefs coutumiers ou les populations qui refusent d'adhérer au mouvement ou qui s'attachent aux autorités politico-militaires.

[94] GEC, 2018, Op. cit.

[95] *Ibid.*

[96] GEC, 2018, Op.Cit.

Les observateurs notent que l'inimitié entre les chefs Kamuena Nsapu et Ntenda qui date d'avant l'avènement de Mpandi au trône, a été amplifiée par sa proximité avec le pouvoir alors que Jean-Prince Mpandi y est foncièrement opposé et est même réprimé, d'une part, et d'autre part, par des tensions présumées sur le contrôle des gisements diamantifères dans le village de Ntenda[97].

L'attaque du village de Ntenda sera suivie d'une autre plus vaste menée contre la Ville de Tshimbulu (deuxième ville de la province) le 08 août 2016. Les éléments Kamuena Nsapu ont ciblé cette fois les bâtiments publics (Commissariat de la PNC Tshimbulu, bureaux de la Commission Electorale Nationale Indépendante CENI, certaines résidences : Maire, Procureur…) qu'ils ont incendiés et réduits en moules. Neuf personnes au moins ont trouvé la mort. Les revendications des miliciens glissent ainsi davantage sur le terrain politique.

2.3. ÉLIMINATION DE KAMUENA NSAPU COMME FACTEUR AMPLIFICATEUR DE LA CRISE

Comme on le voit, l'ampleur de dégâts conduit le gouvernement à recourir à la force. La voie politique, le dialogue et la négociation pourtant préconisés par le ministre Provincial de l'Intérieur en juillet ont été abandonnés pour privilégier le recours à la force militaire tant face à Kamuena Nsapu lui-même de son vivant que face à ses disciples et miliciens, considérés comme des terroristes par le Gouvernement.

Le 08 août 2016, les avions militaires font plusieurs rotations à l'aéroport de Kananga et débarquent plusieurs centaines des militaires FARDC, venus en renfort aux troupes locales, apparemment débordées et pas en mesure de contenir les incursions des insurgés.

Parallèlement aux hommes des troupes, de hauts responsables politiques et militaires sont également annoncés dans la Ville de Kananga avec en tête Evariste Boshab, Vice-Premier Ministre et ministre de l'Intérieur. Dans sa suite, l'état-major des FARDC (chef d'État-major, chef des renseignements militaires, commandant de la 2e zone de défense), ainsi que les autres responsables nationaux des services de sécurité (PNC, ANR, DGM). Un conseil national de sécurité se tient à Kananga autour de la situation de Kamuena Nsapu.

Alors qu'une aussi importante délégation de hauts gradés politiques et militaires n'avait jamais foulé le sol de Beni où près d'un millier de personnes civiles avaient été tuées dans le conflit depuis 2014, la qualité de ces mandataires arrivés très rapidement à Kananga conforte les analystes à penser que le gouvernement venait de prendre au sérieux l'affaire Kamuena Nsapu en gestation et qu'il serait profondément préoccupé par la perspective de l'ouverture d'un nouveau front et l'émergence d'une zone de conflit au centre du pays[98]. Cette délégation sera suivie le lendemain par des chefs coutumiers, membres de l'Alliance Nationale des Autorités Traditionnelles du Congo (ANATC) dont leur chef Mwami Godefroid Munongo. Quelques députés nationaux originaires du Kasaï, sept au total[99], sont également aperçus à Luluabourg au cours de cette période. Des réunions marathon se multiplièrent dans la capitale provinciale pour trouver une certaine issue à cette crise.

[97] Il semble que le Gouverneur du Kasaï Oriental, Ngoyi Kasanji demandait à Ntenda dont le village est frontalier d'exploiter les gisements situés de son côté. Ayant appris cela, Kamuena Nsapu s'y est opposé alors que Ntenda se serait appuyé sur son partenaire, le Gouverneur Kande pour donner son accord et poursuivre ce projet.

[98] GEC, 2018, Op.Cit.

[99] Les sept députés présents sont : Clément Kanku, Rombaut Kalombo, Kapongo, Martin Kabuya, Ambroise Kamukuny, et Manshimba.

Usant de la brutalité qu'on lui connaît et écartant toutes les voies pacifiques de règlement de conflit, Évariste Boshab va donner un ultimatum de 24h à Jean-Prince Mpandi pour se rendre ou faire face à une attaque foudroyante des FARDC. Il aurait même déclaré : « j'en ai marre de vos bêtises. Je suis venu avec toutes les autorisations[100] ». La délégation gouvernementale à Kananga aurait déclaré à un groupe de députés nationaux du Kasaï que Mpandi avait 24h pour se rendre ou se faire tuer[101] ; ce qui laisse supposer que l'élimination physique de Jean-Prince Mpandi faisait effectivement partie de leur plan et qu'il s'agissait même d'une priorité. Dès lors, il n'y avait pas de temps à perdre pour les négociations et qu'il fallait vite faire le boulot.

Ils ont toutefois oublié que Jean-Prince Mpandi était déjà un esprit et que son élimination physique, loin de calmer la situation et résoudre le problème, allait davantage l'amplifier et augurer d'une ère d'instabilité, voire d'instabilisation non seulement de la situation sécuritaire au Kasaï Central, mais aussi des institutions socio-politiques et communautaires de manière générale dans l'ensemble de la région du Grand Kasaï et du pays. C'est ce que l'on vivra quelques semaines plus tard.

Un audio qui a été largement diffusé sur les réseaux sociaux et même dans certains médias retrace la discussion entre un groupe de députés nationaux[102] et chefs traditionnels et Jean-Prince Mpandi la veille de son assassinat, soit le 11 août 2016. Contrairement à ce que le Gouvernement avait avancé jusque-là, on découvre à travers cet audio un Kamuena Nsapu conciliant, disposé au dialogue, mais craintif pour sa sécurité. Il propose alors à ses interlocuteurs que la médiation se fasse par la MONUSCO, ce qui lui est refusé ; il propose que cela se fasse en terrain neutre et que la MONUSCO assure son déplacement, sans succès. Curieusement, son village et son domicile sont attaqués quelques heures après cet entretien et Kamwina Nsapu est tué au cours de cette foudroyante attaque lui brandie par Évariste Boshab deux jours plus tôt.

Certains analystes estiment que les députés et chefs coutumiers en discussion au téléphone avec Kamuena Nsapu avant sa mort ont été pris de court par les velléités guerrières et de vengeance d'Evariste Boshab qui tenait coûte que coûte à en découdre avec Kamuena Nsapu qui le suspectait d'ailleurs d'avoir tué son prédécesseur, pour prouver à tous sa toute puissance et son caractère intouchable dans la région du Kasaï. Cela lui permettrait une réelle soumission, dépendance et allégeance des acteurs politiques et coutumiers au Kasaï. D'autres par contre croient que cet appel faisait partie d'un vaste plan de localisation avec exactitude de Jean-Prince Mpandi à l'aide de nouvelles technologies, notamment des coordonnées de l'appel, en vue de lancer leur assaut final sans trop d'hésitations.

Ce vendredi 12 août 2016, l'assaut final est lancé et les militaires venus de Kinshasa, essentiellement de la 5e Brigade intégrée de l'armée congolaise envahissent la cour de Kamuena Nsapu aux environs de 16h, juste avant l'expiration de l'ultimatum ! Le chef est achevé ! Le déroulement des combats à cette étape n'est pas trop commenté, mais beaucoup de sources avancent que Kamuena Nsapu n'aurait pas opposé assez de résistance. Aurait-il été surpris par la tournure des événements alors qu'il s'inscrivait déjà dans la logique de la négociation pour ne pas opposer de résistance et être ainsi très rapidement et très facilement neutralisé ? Ses ancêtres, esprits et fétiches lui auraient-ils communiqué sa fin imminente ? L'évolution rapide

[100] GEC, 2018, Op. Cit, p. 13.

[101] Ibid, p.13.

[102] On y entend particulièrement le Professeur Ambroise Kamukuny Mukinay, Député national élu de Kazumba et qui avait été quelques jours avant Commissaire Spécial Adjoint responsable des questions politiques et administratives de la Province.

des événements aurait même surpris et les militaires au front, et leurs commanditaires qui ne s'attendaient pas à un tel scénario de « dénouement » très aisé.

Ce qui est sûr est que l'emblématique et charismatique, voire sulfureux et controversé Roi des Bajila Kasanga et digne notable des Bashilange venait d'être écrasé, atteint d'une ou de plusieurs balles, avec certains de ses disciples les plus proches. Son corps est mutilé et emporté. Dans une vidéo, un militaire accuse le chef Kamuena Nsapu d'avoir défié Joseph Kabila et débat avec ses compagnons d'armes de l'idée de l'émasculer[103]. Tout au moins, le chef aura eu le temps d'épargner certains membres du mouvement du carnage, notamment son épouse et quelques-uns des douze apôtres qui, contre toute attente, vont perpétuer le combat de leur maître contre le pouvoir dictatorial et d'occupation et même le porter plus loin et plus haut, à la surprise générale de tous, déjouant tout pronostic triomphaliste des pouvoirs publics lors de l'élimination de Jean-Prince Mpandi.

Le corps de Jean-Prince Mpandi va être ramené à Kananga avec ceux de sept disciples et de douze policiers tués lors des affrontements. Le gouvernement provincial va tenter d'exposer le corps du chef Kamuena Nsapu nu, tuméfié et émasculé selon certaines sources, au stadium de l'Espoir aux côtés de ceux de ses miliciens et des policiers, oubliant que Kamuena Nsapu était malgré tout un grand chef coutumier et qu'en conséquence, il méritait d'être enterré conformément à sa coutume, dans la dignité due à son rang. Même s'ils se sont ravisés par la suite sur conseils ou protestation des autres membres, pour retourner selon certains et garder selon d'autres son corps dans un cercueil aux vestiaires, le mal était déjà fait et il était profond. Les images affreuses et effroyables du corps de Kamuena Nsapu ont fait le tour des réseaux sociaux et les choux gras des journaux. Son corps sera finalement enterré sur ordre du gouvernement provincial en un endroit tenu secret jusqu'à sa remise à la famille plus tard pour son enterrement selon la coutume.

Le ministère central de l'intérieur s'est même fendu d'une déclaration monstrueuse annonçant pompeusement et de manière arrogante la fin officielle de la rébellion Kamuena Nsapu. Mais, en réalité, il n'avait jamais vu venir ce qui allait arriver à la région et au pays. En effet, la mort de Mpandi dans ces circonstances a plongé le Kasaï Central dans un engrenage de violence inouïe et une intensification non maîtrisée du conflit, ce que regrettera l'ensemble des acteurs, mais déjà beaucoup trop tard.

Considérant que le sixième Kamuena Nsapu n'a pas bénéficié d'une sépulture et d'un enterrement conforme à la tradition et aux coutumes alors qu'il en était le gardien, ses sujets, ses nombreux partisans et des chefs coutumiers Bajila Kasanga assimilèrent cela à un outrage et un affront qu'il va falloir laver. Cela accentuera leur frustration et leur colère et sera à la base du nouveau cycle de violence qui démarrera déjà en septembre 2016, juste quelques semaines après la mort de Kamuena Nsapu, lequel cycle s'enlisera[104].

En effet dans la région, la mort d'un chef coutumier n'est pas directement annoncée, jusqu'à près d'un mois après, le moment de lancer les obsèques officielles. Il est traditionnellement enterré à l'insu du public, la nuit, dans un lieu tenu secret, souvent dans le lit d'une rivière ou d'un ruisseau et en présence seulement de quelques dignitaires de la famille et de certains chefs

[103] RFI. 2017a. *Chronologie. La crise aux Kasaïs en 30 dates*, http://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chronologie/index.html.
[104] Kasonga Ndunga Mule, B. 2018. *Le Phénomène Kamuina Nsapu, une rébellion ou manipulations d'un État terroriste ? Un prétexte de Joseph Kabila pour massacrer le peuple Luba !* Edilivre, Paris.

coutumiers proches. Cela n'a pas été le cas pour le sixième Kamuena Nsapu, Jean-Prince Mpandi.

N'ayant pas été inhumé conformément aux rites, traditions et coutumes Bajila Kasanga, ses partisans le considèrent toujours vivant. Seul son corps est mort et jusqu'à ce jour, les plus endurcis ont la ferme croyance que son esprit les accompagne et qu'il continue à diriger le mouvement, à donner des instructions à travers le monde des esprits.

3. RÉORGANISATION DES MILICES ET LANCEMENT DES OPÉRATIONS DE GUÉRILLA URBAINE ET RURALE : ANALYSE DU MODE OPÉRATOIRE

3.1. RÉORGANISATION DES MILICES ET LANCEMENT DES OPÉRATIONS DE GUÉRILLA URBAINE ET RURALE

La mauvaise gestion du feuilleton Kamuena Nsapu va précipiter la région du Kasaï dans l'horreur. Ainsi, immédiatement après la mort du chef, certains survivants des 12 apôtres entreprirent de réorganiser le mouvement et décidèrent de venger leur chef, vu l'humiliation subie par son clan. Parmi les fidèles retrouvés dans la cour royale du chef Kamuena Nsapu après sa mort, on cite principalement André Kabumbu dit « Kadhafi » et François Muamba, tous deux parents éloignés, mais qui joueront un rôle de premier plan dans cette insurrection et plus tard, dans sa capitulation.

Comme ils étaient déjà suffisamment initiés, ils rassemblèrent les éléments restés et procédèrent au réarmement moral et initiatique des troupes. Les recrutements se multiplièrent à travers les baptêmes. Les nouveaux baptisés sont majoritairement des jeunes mineurs et pour la plupart des enfants qui adhèrent au mouvement et s'y lient par les rituels et par la coutume. L'endoctrinement est tellement fort que même les jeunes enfants obtiennent le courage de manipuler les corps humains : cranes, têtes, organes sexuels, etc., ou même d'en manger.

Ces pratiques corroborent celle, effective ou symbolique, de l' « anthropophagie » liée à des croyances magiques chez les Mai-Mai du Sud-Kivu, documentée par Hélène Morvan[105] ou même du « cannibalisme » dans les mouvements rebelles chez Benoît Verhaegen[106]. Les miliciens se dotent des armes, notamment des frondes et des bâtons de bois, taillés en forme des fusils calibres 12 ou AK-47. Selon les éléments, leurs armes se transforment au combat en véritables fusils, très puissants que les armes des militaires et policiers.

Une certaine organisation et une division du travail sont mises en place. Les garçons vont être au front comme combattants et comme espions. Ils sont également chargés de l'initiation des recrues au « Tshiota » sous la supervision d'adultes, chefs de campement. Chaque Tshiota a son responsable, généralement un initié, un gardien de la coutume, voire un féticheur qui procède à l'initiation des autres grâce à son expérience de cérémonies coutumières et magiques. Chaque groupe de miliciens a également son chef.

Les filles sont par contre des *Ya Mamas* : de jeunes femmes/filles placées en première ligne au front, car disposant des pouvoirs surnaturels pour arrêter les balles ennemies en les balayant dans leurs jupes ou robes rouges. Les *Ya mamas* sont soit des filles vierges, soit de jeunes femmes utilisées pendant leurs périodes de règles. Au cours de leurs menstrues, les femmes

[105] MORVAN, H., 2005, Op. Cit, p. 77-86.
[106] Cité par De Villers, 2016, Op. Cit,

disposent, selon les miliciens, d'un certain pouvoir mystique capitalisable par eux. Elles sont baptisées et initiées.

Notons que le rouge est la couleur de Kamuena Nsapu. Tous les membres du mouvement portent des bandeaux rouges à la tête auxquels on associe parfois quelques gris-gris (plantes, insectes…). Les apôtres portent de longues tuniques rouges et les autres membres portent des t-shirts ou des pantalons rouges. À cette époque, tous ceux qui s'hasardaient à porter un vêtement rouge étaient assimilés aux Kamuena Nsapu et couraient le risque d'être attaqués par les forces de l'ordre ou d'être suspectés par la population.

Il faut mentionner que ce groupe originel des miliciens, à l'instar des groupes Maï Maï à l'Est du Congo, était caractérisé par une certaine discipline : interdiction de s'adonner à des activités sexuelles, de manger de la viande, du poisson, de voler ou de toucher aux biens d'autrui, de céder à la panique, de manger à des moments non prescrits, reculer ou regarder derrière pendant les combats, etc., soit un ensemble de règles à observer au risque de périr au premier coup de balle. La non-observance de ces règles entraînait la faillite des éléments concernés et donc, leur vulnérabilité aux attaques ennemies. Selon plusieurs témoignages sur terrain, certains éléments tombés au front se recrutaient parmi les indisciplinés alors que certains respectueux de la discipline qui parvenaient quand même à succomber suite aux balles ennemies pouvaient être rappelés à la vie après invocation des ancêtres au niveau du « Tshiota ». La dimension culturelle a donc été très présente dans ce conflit.

Aussi, les cibles de ce premier groupe étaient bien claires : les symboles de l'État : autorités, forces de défense et de sécurité (militaires, policiers, agents des renseignements…), bâtiments et édifices publics, ils s'attaquaient rarement aux populations civiles, sauf celles considérées comme des traîtres, et lançaient souvent leurs attaques les jeudis et vendredis en mémoire de la trahison et de l'assassinat de leur chef les jeudi 11 et vendredi 12 août 2016.

Très vite, le feu s'allume d'abord à Dibaya et début septembre 2016, un rapport interne d'une mission humanitaire menée par l'Unicef, daté du 2 septembre, évoque déjà au moins 51 morts, 21 localités affectées par le conflit, 806 cases brûlées, des bâtiments de l'État détruits et près de 12 000 déplacés dans le seul territoire de Dibaya. L'un des cousins du chef assure l'intérim de Jean-Prince Mpandi et arbore, selon des témoins, les mêmes tenues, laissant croire aux populations environnantes que le chef est toujours vivant[107].

3.2. LES OPÉRATIONS DE GUÉRILLA S'AMPLIFIENT ET S'EXPORTENT DANS D'AUTRES TERRITOIRES ET PROVINCES

Dans la foulée, l'insurrection sort des limites de Dibaya et atteint la ville de Kananga où une première action d'envergure est menée les 22 et 23 septembre 2016. Les miliciens entrent dans la ville et attaquent l'aéroport qu'ils ont réussi à occuper pendant quelques heures. Les tout premiers affrontements ont lieu en ville qui compte ses premiers morts. Les éléments ont pris d'assaut l'aéroport de Kananga, brûlant au moins un camion anti-incendie. Le bilan officiel est de 28 morts, dont 8 policiers, 14 miliciens, 3 élèves tués dans une bousculade et 3 femmes mutilées. Le bilan de l'ONU est par contre plus élevé : au moins 49 morts, dont huit officiers de police, 30 blessés et des dizaines de personnes arrêtées[108].

[107] RFI, 2017a, Op.Cit.

[108] *Ibid.*

Le mode opératoire des miliciens, avec juste des chants et cris aux ancêtres, le « lusanzu » (parole justificatrice) de « Buloba ebu buikala buenu », avec de simples bâtons de bois sculptés sous forme d'armes, de longs couteaux, etc., de même que leur efficacité en réussissant à faire fuir tous les éléments des forces de sécurité qui tenaient l'aéroport et en l'occupant pendant quelques heures va engendrer la panique au sein des éléments armés.

Il faut ici reconnaître que les fétiches des miliciens ont révélé une certaine efficacité avec leur relative invulnérabilité aux balles ennemies ; d'où, certains éléments des forces armées battaient carrément en retraite, abandonnant leurs tenues.

Selon plusieurs témoignages et même les enregistrements sonores des affrontements, les militaires pouvaient dégainer leurs chargeurs sans vraiment faire de dégâts en face ; toutes les balles tombant quelle que soit la direction sur la jupe ou la robe de *Ya mama*. Une fois que celle-ci soulève sa jupe ou sa robe et renvoie ces douilles vers l'ennemi, les militaires en face tombaient et les miliciens progressaient. Seuls quelques éléments indisciplinés tombaient sur le champ de bataille, selon leurs témoignages.

Au cours de cette attaque, plusieurs morts militaires et civiles sont déplorées comme annoncé ci-haut. J'y ai personnellement perdu mon Assistante, Nathalie Bira Katia (paix à son âme) qui travaillait également pour Congo Airways à l'aéroport de Kananga. Alors que tout le personnel ainsi que les clients et visiteurs libéraient l'aéroport et se retiraient à l'arrivée des miliciens, elle aurait fait demi-tour pour récupérer quelques objets. Assimilée aux forces de l'ordre à cause de sa tenue de sécurité, elle aurait reçu un coup fatal de machette magique à la tête et succomba subitement.

Cette première bande de miliciens « originels » a fait beaucoup d'exploits qui ont attiré la « sympathie » de la communauté. Dans une terre hostile au pouvoir et bastion de l'opposition, les premières actions des miliciens contre l'État à travers ses symboles ont suscité et obtenu une adhésion tacite de la population et un certain soutien populaire. Et comme les civils n'étaient pas encore la cible des insurgés, cette complicité était dans une large mesure perceptible. Plusieurs couches socioprofessionnelles vont alors rallier le mouvement : chefs coutumiers, chefs de localités, fonctionnaires et diplômés, policiers et militaires.

Étant déjà entrés sur la ville, quelques groupes des miliciens s'y installèrent. Ceux qui avaient été baptisés et initiés par Kamuena Nsapu lui-même commencèrent à s'installer dans certains quartiers et à ouvrir un *Tshiota* pour recruter et baptiser les gens, sans réelle concertation avec le noyau dur tenu par les rescapés des 12 apôtres et sans coordination. Très vite, les milices commencent à se fragmenter en groupes relativement autonomes et prolifèrent dans plusieurs quartiers. On en compte à Nganza, au quartier de l'aéroport, à Malole, à Kambote, à Katoka 3, etc. mais la faction la plus importante et la plus farouche va être celle basée à Nganza, qui comptait les disciples de Kamuena Nsapu dont certains membres des 12 apôtres. Notons en passant que la Commune de Nganza regorge plusieurs ressortissants du Territoire de Dibaya, particulièrement les Bajila Kasanga de Kamuena Nsapu, ce qui justifie cette forte proximité à la fois géographique et ethnique.

Avant l'installation dans chaque nouveau quartier ou village, les miliciens sollicitent l'autorisation des chefs traditionnels pour installer leur « Tshiota » en vue de démarrer les baptêmes et se ressourcer à chaque instant. Le chef de village qui s'y oppose est assimilé aux traîtres et doit subir son châtiment, la décapitation. Il faut noter que tout se passe autour du Tshiota, on part du Tshiota pour le combat et l'on rentre immédiatement après alors que le campement est tenu en permanence par des éléments bien initiés. Pendant que certains sont au

combat, au niveau du Tshiota, on continue à renforcer les capacités de ceux qui sont partis avec des rituels et des cérémonies en vue de leur victoire.

Au fur et à mesure que les affrontements s'amplifiaient et que les victoires se « multipliaient », les groupes commenceront à recevoir, hormis les jeunes et enfants, des personnes ayant une certaine expérience d'activités violentes et/ou illégales, notamment, les anciens soldats démobilisés, les ex-prisonniers, les bandits de grand chemin, les catcheurs[109]. Très vite, les milices deviennent aussi armées avec des armes parfois sophistiquées récupérées sur le champ de bataille.

Les baptêmes s'intensifient et les pratiques « coutumières » et rituels « magiques » deviennent trop importantes, avec le maniement des têtes et crânes humains retirés sur des personnes décapitées et ramenés au Tshiota. Le Tshizaba commençait à contenir des os humains moulus et les recrues étaient invitées à manger de la chair humaine et des insectes vivants (*mankenene*).

L'expansion de la milice va conduire rapidement à sa fragmentation. Les règles disciplinaires de départ vont être abandonnées progressivement, voire méconnues par des groupes hétérogènes et divers qui vont intégrer le mouvement. Ainsi, la violence et la barbarie envers les populations civiles vont s'amplifier à travers les mutilations et décapitations, de même que les vols, les extorsions ainsi que les violences sexuelles. Les *Ya mamas* autrefois protégées et utilisées pour leur force surnaturelle car encore vierges, vont être vite transformées par certains groupes en partenaires sexuels des responsables et les viols vont être commis sur plusieurs femmes et filles.

3.3. PROPAGATION DU MOUVEMENT DANS L'ESPACE GRAND KASAÏ

Le mouvement Kamuena Nsapu se développe alors très vite, dépassant les limites de la ville et atteignant désormais les territoires et villages du Kasaï Central ; il s'oriente même vers d'autres provinces, devenant de plus en plus fragmenté et autonome, faute de coordination et de vision commune, mais surtout d'intégration des éléments indépendants en quête de leadership et positionnement politique et/ou économique (chefs coutumiers en conflit, militaires démobilisés, bandits de grand chemin, jeunes désœuvrés, anciens fonctionnaires) ; ce qui va compliquer davantage les initiatives de négociations avec les autorités publiques, les milices n'ayant pas de répondant reconnu par tous et donc de centre de décision opposable à tous. En effet, certains miliciens Kamuena Nsapu qui étaient pourchassés dans la ville seront refoulés vers le territoire voisin de Dimbelenge et de là, ils vont gagner le Kasaï-Oriental.

Ce qui est intéressant à signaler dans ce développement est que la propagation du mouvement à travers l'Espace Grand Kasaï est le fait de deux dynamiques complémentaires : locale/endogène et extérieure.

La dynamique locale/endogène est le fait des chefs et/ou jeunes locaux qui vont eux-mêmes solliciter les apôtres de Kamuena Nsapu pour se faire baptiser et emmener le mouvement chez eux, dans leur propre village, installer un Tshiota, recruter et initier les autres avant de commencer les actions. Mécontents de la situation socio-économique précaire, notamment le chômage de masse et la pauvreté généralisés et inspirés par des révoltes d'autres contrées dans le pays, ces dirigeants locaux et les jeunes se mobilisent de leur propre initiative pour se lancer dans la protestation contre le régime en place à leur manière. Les conflits locaux, notamment

[109] GEC, 2018, Op. Cit.

ceux coutumiers, vont également être à la base de la propagation du mouvement comme annoncé au chapitre précédent. Pour se faire respecter, les concurrents dans les villages recourent à Kamuena Nsapu pour obtenir des forces surnaturelles et écraser la partie adverse.

Il faut aussi rappeler dans ce contexte que l'intégration des milices au titre de responsable procurait certains avantages, notamment une certaine estime auprès des autres dans le village ainsi que des ressources qui allaient avec, particulièrement lors de l'occupation et de l'exploitation des carrés miniers, les perceptions à des barrières routières érigées, les amendes en cas d'accusation, etc. Dans ces conditions, une course au lancement des milices dans les villages était observée pour bénéficier des avantages de cette situation. Cette dynamique endogène s'est poursuivie et même amplifiée après les premières tentatives de réconciliation, où certains chefs miliciens ont gagné des biens auprès des autorités. Créer une milice devenait dans ces conditions un moyen d'attirer l'attention des autorités vers soi.

C'est le cas dans le territoire de Kazumba, de Maurice Kashinde du secteur de Tshitadi qui est allé se faire baptiser à Mfuamba dans le territoire de Dibaya. Il est rentré installer un Tshiota à Kabudimbu non loin de la Mission Catholique Kalomba. Maurice a été l'auteur de plusieurs attaques et exactions non seulement dans le sud du territoire de Kazumba, mais même au-delà de la rivière Kasaï dans le territoire de Kamonia, province du Kasaï.

L'autre cas est celui du chef milicien Kabwe Ditunga, célèbre dans le secteur de Kafuba, territoire de Kazumba pour avoir mené plusieurs attaques dont celle consistant à l'embuscade, et l'assassinat de quatre inspecteurs de l'Enseignement Primaire et Secondaire en route pour la supervision de l'épreuve de dissertation dans le territoire en mai 2017.

Plusieurs autres exemples sont à prendre en compte dont celui de Mbawu Nkanka, chef coutumier du Groupement de Bajila Kasanga dans le territoire de Tshikapa, donc parent à Jean-Prince Mpandi, allé se faire baptiser par Kamuena Nsapu encore vivant en juin 2016 pour combattre son frère Mbawu Mutela qui usurpait son pouvoir avec l'aide des politiciens. Mbawu est responsable du front des milices qui lanceront des attaques dans la ville de Tshikapa à partir de novembre 2016 et dans une bonne partie du Kasaï. Il est également cité dans l'assassinat de 39 policiers aux environs de Kamwesha en mars 2017.

L'autre cas local est celui de Mubiayi Dewayi, installé dans le territoire de Luebo, mais qui serait allé se faire baptiser par Kamina Nsapu lui-même de son vivant. Mubiayi est responsable de l'incendie de l'évêché de Luebo, de la décapitation publique de la femme de l'Administrateur de Territoire de Luebo et est impliqué dans l'assassinat de 39 policiers près de Kamuesha en mars 2017, avec d'autres comme Mbawu Nkanka, Mwamba Musolo, Lokondo Luakatebua, etc., dans la Province du Kasaï.

La dynamique extérieure est relative quant à elle à l'expansion du mouvement antérieur ; les éléments se déplacent vers d'autres villages, y installent un Tshiota, baptisent et initient d'autres personnes pour intégrer le mouvement et lancer des attaques. Dès lors, les attaques se sont multipliées et le Kasaï s'est embrasé, devenant le bastion de la violence, de la terreur et de l'horreur. La ville de Tshimbulu et certains villages de Dibaya vont être attaqués à plusieurs reprises.

Depuis la fin du mois de novembre, des informations font état d'affrontements sur l'axe Kananga-Tshikapa. Les 4 et 5 décembre, des éléments Kamuena Nsapu parviennent à entrer dans Tshikapa, la capitale provinciale du Kasaï. Selon un rapport de l'ONU, daté du mois de décembre, 154 villages ont été affectés par ces combats. Le bilan avancé est considérable : au

moins 95 morts confirmés et plus d'une centaine de décès supplémentaires rapportés, ainsi que plus de 150 000 personnes déplacées[110]. Dans le territoire de Luebo, les miliciens sont signalés, incendiant les locaux de la CENI le 16 décembre 2016. En février 2017, les bâtiments publics à Ngwema, à la frontière entre les territoires de Kazumba et Luiza sont détruits. Fin mars 2017, les affrontements sont signalés à Bilomba et plusieurs barrières des miliciens sont signalées sur la route Matamba-Tshibala.

Désormais, tous les territoires du Kasaï Central sont touchés, et les milices progressent vers la province du Kasaï à l'Ouest, au Kasaï Oriental ainsi qu'au Lomami, de même que dans le Sankuru. Tout le Grand Kasaï est terrifié.Le nouveau régime de conflictualité qui se manifeste au Kasaï entraînant les mobilisations miliciennes qui instrumentalisent les griefs liés aux conflits fonciers et à la crise des pouvoirs coutumiers conforte les résultats des études de cas des conflits des dernières décennies au Congo[111].

Les attaques les plus médiatisées et avec des implications nationales et internationales vont être celles ayant touché les deux experts de l'ONU ainsi que le carnage de 36 policiers en provenance de Kinshasa. En effet, le 12 mars 2017, deux expatriés, l'Américain Michaël Sharp et la Suédo-chilienne Zaida Catalan, membres du Groupe des Experts des Nations Unies pour la RDC se rendaient dans le territoire de Dibaya pour enquêter sur les violations des sanctions. Ils ont été enlevés avec leurs accompagnateurs congolais (trois conducteurs de taxis-motos et un interprète) dans le village Moyo Musuile non loin de la Mission Catholique Bunkonde.

La vidéo macabre de six minutes et dix-sept secondes qui circulera quelques jours plus tard va lever le mystère sur le sort réservé à ces deux enquêteurs. Après les avoir conduits dans la brousse et fait asseoir par terre près d'un bosquet, ils seront abattus froidement et à bout portant par balle d'une arme traditionnelle. Zaida Catalan sera par la suite décapitée après lui avoir coupé les cheveux par un enfant apparemment mineur.

Leurs corps ne seront retrouvés que le 28 mars dans une fosse dans le même village. La tête de Zaida restera introuvable. Toutefois, ses cheveux et sa tête auront été utilisés par les miliciens pour renforcer leurs capacités surnaturelles. Les cadavres des accompagnateurs congolais vont être retrouvés dans une fosse commune dans le même village le lundi 7 mai par la justice militaire qui enquêtait sur ce dossier.

Cette double exécution sommaire filmée des enquêteurs de l'ONU est une première en RDC et met en exergue les ambiguïtés entourant la violence au Kasaï. Elle soulève plusieurs interrogations qui sont restées sans réponse. Toutefois, le procès qui s'est déroulé à Kananga n'a pas apporté des éléments probants. Beaucoup d'experts et analystes s'efforcent de conclure que les experts seraient tombés entre les mains de miliciens cupides qui les auraient volés et exécutés. Michael Sharp et Zaida Catalan auraient ainsi juste été au mauvais endroit au mauvais

[110] RFI, 2017, Op. Cit.

[111] Lire à ce sujet : USAID & International Alert. 2015 (février). *Au-delà de la stabilisation : comprendre les dynamiques de conflit dans le Nord et le Sud-Kivu en République démocratique du Congo. Rapport rédigé par Alexis Bouvy à partir d'enquêtes réalisées dans le cadre du projet Tufaidike Wote. ;* Stearns, J., Verweijen, J. & Eriksson Baaz, M. 2013. *Armée nationale et groupes armés dans l'Est du Congo. Trancher le nœud gordien de l'insécurité.* Londres/Nairobi : Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama. ; Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. 2004. *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo. Gent* : Academia Press.

moment[112]. Cette thèse semble de plus en plus crédible et l'hypothèse d'un crime d'État, commandité par le gouvernement semble ne pas tenir la route, au vu des éléments du dossier et du mode opératoire des miliciens. Comment pouvait-il en être autrement lorsque l'on sait que les miliciens étaient hostiles au pouvoir ?

L'autre exécution sanglante est celle des policiers en provenance de Kinshasa pour Kananga en vue d'appuyer les unités de la police en province, à bord de deux camions de police de transport de troupes, mais, tombés en embuscade dans la localité de Malenge, secteur de Kabambaie, territoire de Tshikapa. Alors que l'un des camions était tombé en panne et qu'ils faisaient les pieds pour alerter les villageois en vue de leur venir au secours, ils seront tous cueillis à froid par les miliciens et conduits au Tshiota où ils seront exécutés. Seuls six policiers échappèrent parce que parlant Tshiluba, la langue du milieu. Cette attaque est attribuée à Mubiayi Dewayi et Lokondo Luakatebua.

Au cours de cette période, la violence se répandit et s'intensifia au Kasaï. Les victimes commencèrent à se compter davantage dans les familles. Désormais, plus personne n'est à l'abri et tout peut arriver à tout moment. Toutes les activités socio-économiques sont quasi paralysées.

Présent sur le campus de l'Université Notre-Dame du Kasayi (UKA) en mars 2017, j'y ai personnellement fait face à ces miliciens. Au cours d'une pause et assis sous la paillote entourée de quelques assistants, l'ambiance sur le site soudain se métamorphosa. Pour la première fois, je verrai une colonne de miliciens, une dizaine à peu près, avec *Ya mama* en tête, deux apôtres en soutane rouge après elle, et d'autres avec des bandeaux rouges sur la tête avec de longs couteaux pendus. L'un des apôtres tenait une arme (calibre 12) et tira en l'air, c'est la panique totale sur le site universitaire. Je décidai de ne pas bouger avec mes assistants. Le tout dernier milicien de la file abandonna le groupe et se dirigea vers nous ; nous étions là à quelques centimètres de la mort. À l'approche de la paillote où nous étions, il ôta son long couteau et le tint dans sa main droite, il entre sous la paillote et se dirige vers moi, je le fixe et l'on se fixe pendant plus d'une minute, puis il se dirige vers mes assistants ; arrivé en face de Madame Thérèse Bomatshiela, appariteur à la faculté d'Informatique, celle-ci tomba évanouie. Elle se relèvera plus tard. Puis, le milicien s'adresse aux étudiants courageux dans la cour : ouvrez cette maison (la cafétéria), vous avez caché les *tungulube* (petits cochons, entendez les militaires). Ils répondirent, il n'y en a pas ici. Il s'en alla.

Alors que nous cherchions à dégager le site, une deuxième colonne entra, cette fois plus coopératrice. Elle nous demandera de ne pas paniquer et de rester, contrairement au terroriste que nous avions en face de nous quelques minutes plus tôt. Le chef de la bande nous fera une démonstration de ses fétiches. Il prit un morceau de bois en sa main et commença à l'utiliser comme téléphone pour appeler son district en vue de leur envoyer dix éléments en renfort. Nous apprendrons quelques minutes plus tard que le Professeur Luaba avait été agressé par la première colonne terroriste à l'entrée de l'université, ses téléphones ravis et son ordinateur alors que la voiture avait été vandalisée. Cela montre la barbarie et le déviationnisme des bandes suivantes des milices Kamuena Nsapu, à la base de la fin de l'idylle avec la population.

Le 04 avril 2017 va sonner le glas pour mon pauvre papa et rester pour moi une date inoubliable dans ce conflit. Directeur de l'EP Mubabinge à Muamono, dans le secteur de Mboie, territoire de Kazumba, Léon-Claude Tshiebue wa Ntambue vient comme certains de ses collègues,

[112] RFI. 2017b. *RDC : violences au Kasaï*, https://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/

chercher son salaire à la banque TMB à Kananga. Empêché de retourner par deux fois à cause des troubles sur les routes, il finira par partir. Arrivé à Bilomba, il est contraint de se cacher en forêt pendant plus de 3 jours à cause des affrontements entre les miliciens et les forces de l'ordre. En nationaliste et patriote, à peine sorti de sa cachette, il décida de retourner à son poste, malgré la situation difficile. Au village Kambamba, à une dizaine de kilomètres de son école, il tombe sur une barrière de miliciens drogués qui verront d'un mauvais œil son retour comme ils avaient interdit les activités scolaires. Fouillant son sac, ils trouveront un livre d'éducation civique reprenant les photos des anciens et du président de la République en fonction sur la couverture. Ils trouvèrent un alibi pour l'exécuter, estimant que détenir une image du président détesté faisait de lui un défenseur du régime. Ils l'ont copieusement tabassé et le prirent avec son vélo et son sac pour l'emmener au Tshiota situé à Kabudimbu. Quelques km après la Mission Catholique Tshibala, il rendit l'âme, du haut de ses 77 ans. Son corps aurait été enterré le long de la route ou apporté au Tshiota de Kabudimbu, nous privant de lui offrir une sépulture digne du travail et de ses mérites sur cette terre. Nous continuons à porter son deuil comme nous n'avons jamais eu accès à son corps pour l'enterrer dignement. Ces différentes attaques montrent le niveau de cruauté et de terreur atteint par les milices Kamuena Nsapu. Plus le temps passait, plus le conflit s'enlisait et plus les dégâts étaient importants.

Il faut également signaler qu'avec l'arrivée des milices sur le territoire de la province du Kasaï, le conflit a pris une dimension communautaire et interethnique. En effet, contrairement au territoire de Dibaya, bastion de la crise qui est homogène, comprenant majoritairement et presqu'exclusivement les populations Lulua, la province du Kasaï est par contre, hétérogène, comprenant divers groupes ethniques dont aucun n'est majoritaire (Tshokwe, Pende, Lulua, Luba, Tetela). Ainsi, les Tchokwe et les Pende ont pour leur part associé le mouvement Kamuena Nsapu aux populations lubaphones (Lulua et Luba) non sans raison. En effet, une bonne partie des attaques dans le territoire de Tshikapa-Kamonia sont attribués à Mbawu Nkanka, proche parent de Kamuena Nsapu et d'autres ressortissants lubaphones.

Selon des rapports des Nations Unies[113], des hommes politiques[114] sont cités comme ayant été à l'initiative de la milice « Bana Mura » accusée de pires exactions sur les populations d'expression Lubaphone indexées comme proches des Kamuena Nsapu. Sous leur instigation, les communautés Tshokwe, Pende et leurs alliés Tetela se sont ligués pour former cette milice en vue de résister aux miliciens Kamuena Nsapu ou s'attaquer aux communautés lubaphones, qu'elles ont accusées de véhiculer l'idéologie et les violences Kamuena Nsapu dans leurs entités. L'identité ethnique est dès à présent instrumentalisée à des fins politiques. Cela corrobore la thèse des conflits locaux, mais ayant des ramifications, bénéficiant d'appuis et complicités dans des « réseaux d'élite » qui « au sein de l'armée et de la scène politique » rivalisent pour le partage des pouvoirs[115].

Les Bana Mura, constitués essentiellement des Tchokwe et des Pende et dans une moindre mesure des Tetela, avaient pour objectif de protéger les ethnies locales des attaques des Kamuena Nsapu, tout en s'attaquant à leur tour aux lubaphones. Il se rapporte d'ailleurs que la réaction des chefs coutumiers à l'origine de ce groupe d'autodéfense était consécutive à l'envoi tardif des forces de défense et de sécurité dans le territoire de Kamonia et aux informations sur les exactions macabres commises par les Kamuena Nsapu, dont les décapitations des

[113] GEC, 2018, Op. Cit.

[114] Ces rapports citent notamment les députés nationaux Maker Muangu Famba, Hubert Mbingho ou même l'ancien chef de secteur Lovua Loangatshimu et actuellement député provincial, Kabuya Shamasanza Muyej.

[115] Stearns, J. 2013. *Les Maï-Maï Yakutumba. Résistance et racket à Fizi, Sud-Kivu*. Londres/Nairobi : Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama.

populations civiles et même des chefs coutumiers. Les Bana Mura passeront à l'offensive et se rendront à leur tour, responsables des règlements de compte en tuant sans raison valable et de manière sélective des centaines de personnes lubaphones. Des barrières vont être érigées où l'on va trier les lubaphones pour les exécuter. Ces soi-disant groupes d'autodéfense vont bénéficier du soutien sans faille des politiciens Tchokwe et Pende basés à Kinshasa et même des transferts en armes[116]. Le soutien des politiciens se concrétisera par la complicité entre les forces de l'ordre et la milice Bana Mura jusqu'à mener parfois des opérations conjointes, même avec la garde républicaine.

Notons toutefois le caractère déstructuré de l'insurrection, la faiblesse de l'organisation ainsi que le manque de coordination au niveau de différents groupes de milices. Chaque *Tshiota* peut engendrer plusieurs groupes de miliciens qui, depuis la mort de Jean-Prince Mpandi, ne répondent plus à un seul chef. Chaque groupe a une relative autonomie et liberté et ne répond que de son initiateur. La famille royale de Kamuena Nsapu conserve de l'influence, presque uniquement dans quelques coins du Dibaya. Ne pouvant parler d'un vrai mouvement structuré et organisé, le Kamuena Nsapu a davantage proliféré comme un phénomène dans la région du Kasaï. Reconnaissons enfin que ce phénomène engendré par les miliciens qui ont conduit l'insurrection au Kasaï est totalement inédit, jamais vécu dans une région qui n'a pas connu de conflit violent à grande échelle depuis plusieurs décennies.

CONCLUSION

La crise que la région du Kasaï a connue entre août 2016 et fin 2017 est une première dans cette partie du pays ; elle a laissé des stigmates qui tourmenteront de nombreuses générations et constitue pour les survivants une opportunité sérieuse de remise en question en vue d'une refondation de nouveaux mécanismes du vivre-ensemble collectif et de résolution pacifique des conflits. Elle devrait interpeller les dirigeants sur les modes efficaces et efficients de gestion de la chose publique et de mise en œuvre des politiques publiques.

L'analyse approfondie de la crise du Kasaï permet d'identifier des éléments qui lui sont spécifiques et de tirer quelques enseignements permettant sa bonne gestion ainsi que la prévention d'autres conflits de même nature au pays et en Afrique. Il s'agit là de l'analyse de principales dynamiques politiques et sociales qui ont constitué les sources vitales du déclenchement du conflit et de sa rapide propagation.

D'abord, contrairement à certaines rébellions de l'Est du Congo, la crise Kamuena Nsapu a été essentiellement et globalement l'œuvre des enfants de la province et du pays, qui se sont soulevés contre l'État et ses institutions. Aucun contact ni implication étrangère en termes d'appui technique ou logistique, en termes de base arrière, d'intervention directe des troupes étrangères ou de soutien quelconque n'ont été signalés, comme il en est de coutume pour le Rwanda, l'Ouganda ou le Burundi à l'Est. Dans ce sens, le mouvement Kamuena Nsapu, dans son émergence et son mode opératoire, est à mettre en relief avec les Bundu dia Kongo, essentiellement constitués des adeptes d'un mouvement politico-religieux au Kongo central, ou des Raïa Mutomboki (citoyens en colère) dans leur émergence au Sud-Kivu sous la forme d'une force d'autodéfense spontanée contre les exactions perpétrées par les rebelles des FDLR.

Cette crise révèle par ailleurs la rapidité avec laquelle une lutte bien localisée dans un village pour le pouvoir coutumier peut se propager dans un contexte très instable comme il en a été avec Kamuena Nsapu. En quelques semaines seulement, des heurts entre partisans d'un chef

[116] GEC, 2018, Op.Cit.

coutumier et les forces de l'ordre se sont mus en violences généralisées opposant communautés, chefs coutumiers, autorités et forces de l'ordre. Ces éléments laissent supposer l'existence d'un terrain fertile dans lequel la crise est née et s'est engouffrée. Ce terrain fertile réfère à l'instrumentalisation du pouvoir coutumier à des fins politiques, aux rivalités communautaires, claniques et tribales, ethniques et intercommunautaires, à l'accès disputé au foncier et aux ressources naturelles ainsi qu'à la crise de confiance de la population envers l'État et ses institutions.

Il faut reconnaître que la situation politique du pays à l'époque, notamment le climat d'incertitude générée par la fin du mandat et donc du règne du président Joseph Kabila et les mobilisations citoyennes et politiques contre sa succession ont sensiblement contribué à l'éclosion et au renforcement de cette dynamique. Les frustrations accumulées ont engendré une sorte de défiance vis-à-vis des élites politiques et des institutions de sécurité et de justice, dont l'intégrité et l'efficacité sont remises en question.

Aussi, le rôle joué par la croyance à la tradition et aux coutumes, à la magie, aux fétiches a été déterminant dans ce conflit. La médiatisation des aspects sensationnels, notamment l'efficacité supposée et prouvée à certains égards de ces pratiques a contribué à fasciner et à attirer bon nombre de jeunes en quête de pouvoirs surnaturels.

Par ailleurs, en lien avec les pouvoirs surnaturels et les pratiques traditionnelles, ce conflit a permis de mettre en exergue, au-delà du Kasaï, le rôle des autorités traditionnelles et la problématique de la gestion de leur pouvoir en RD Congo.

Notons en passant que de manière générale, les ramifications politiques ont été expérimentées dans le conflit du Kasaï, à l'instar de ce qui se passe dans les Kivus. En effet, certains politiciens du Kasaï et du Kasaï Central, ont essayé de manœuvrer pour des positions d'intermédiation entre conflits « locaux » et pouvoir politique « national ». L'on a assisté ainsi à des manipulations des luttes locales pour le pouvoir coutumier.

Un autre élément de taille, spécifique à la crise du Kasaï, est le choix problématique de la réponse militaire par le Gouvernement sans avoir réellement et de façon sincère tenté de résoudre le différend par des voies pacifiques et politiques.

Bien que les principaux facteurs à l'origine de la crise soient plus ou moins communs aux nombreux villages et provinces du pays, mais à des degrés divers, le conflit Kamuena Nsapu permet de remettre en cause une hypothèse tacite au sujet du Kasaï : cette colère généralisée suscitée par la marginalisation politique et économique ne pourrait conduire à un conflit armé. Dans ce sens, la propagation rapide de la rébellion de Kamuena Nsapu et ses attaques sanglantes contre les institutions étatiques devraient amener les décideurs à réexaminer la façon dont ils évaluent les dynamiques politiques et sociales en RD Congo de manière plus générale.

BIBLIOGRAPHIE

1. Banque Mondiale. 2017. *Riche en Eau, Pauvre en Accès. Diagnostic de la Pauvreté et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène en République Démocratique du Congo, Résumé Exécutif*, Groupe de la Banque Mondiale, Washington.
2. De Villers, G. 2016. « Régimes de violence dans l'histoire du Congo-Kinshasa ». *Conjonctures congolaises 2015 : Entre incertitudes politiques et transformation économique,* p. 67-86.

3. Eriksson Baaz, M. & Stern, M. 2007. *Making Sense of Violence: Voices of Soldiers in the Congo (DRC)*. Göteborg University (Sweden) : School of Global Studies.
4. Groupe d'étude sur le Congo (GEC). 2018. *Mettre le feu à sa propre maison La crise au Kasaï: La manipulation du pouvoir coutumier et l'instrumentalisation du désordre*, Centre de Coopération Internationale, New-York.
5. Interpeace, APC, CDJP et TDH. 2020. *Défis et priorités pour la paix au Kasaï et Kasaï Central. Rapport des consultations menées par Interpeace et ses partenaires sur les territoires de Dibaya, Kamako, Kamonia, Mweka et Tshikapa*, octobre 2020. 2020-Defis-et-priorites-Kasai-Report-.pdf (interpeace.org).
6. Kabata Kabamba. 2018. « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasaï (République démocratique du Congo) ». *Belgeo. Revue belge de géographie n°2/2018* disponible sur http://journals.openedition.org/belgeo/26916
7. Kasaï Central. 2018. *Plan de Développement de la Province (PDP) 2019-2023*, Kananga.
8. Kasonga Ndunga Mule, B. 2018. *Le Phénomène Kamuina Nsapu, une rébellion ou manipulations d'un État terroriste ? Un prétexte de Joseph Kabila pour massacrer le peuple Luba !* Edilivre, Paris.
9. Lombe Tshibuabua K.V., Kangitsi K.M. 1994. « Evolution et rôle du pouvoir coutumier dans la ville de Kananga de 1959 à 1990 », *Annales de l'ISP-Kananga, V, 1*, p. 211-265.
10. Mabika Kalanda. 1970. *Baluba et Lulua, une ethnie à la recherche d'un nouvel équilibre*, Nendeln/Liechtenstein, Kraus Reprint, 1970, no. 2. Collection « Études congolaises ».
11. Morvan, H. 2005. *Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu*. Uppsala : Life and Peace Institute.
12. Muena Kapangi wa Lukunyi. 1985. *Bajila Kasanga et autres descendants de Kole*, s.l., s.e.
13. Ngalamulume Tshiebue, G. 2021a, *Reconstruire après la crise. Regard sur le conflit Kamwina Nsapu et la dynamique de relèvement du Kasaï Central post-conflit*, Academia, Louvain-la-Neuve, 260 p.
14. Ngalamulume Tshiebue, G., 2021b, « Le phénomène Kamwina Nsapu et la défiance envers l'État au centre de la RD Congo », *Conjonctures de l'Afrique centrale 2021*, p. 413-437.
15. RFI. 2017a. *Chronologie. La crise aux Kasaïs en 30 dates*, http://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chronologie/index.html
16. RFI. 2017b. *RDC : violences au Kasaï*, https://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/
17. Stearns, J., Mercier, C. & Nicolas Donner, N. 2018. « L'ancrage social des rébellions congolaises. Approche historique de la mobilisation des groupes armés en République démocratique du Congo ». *Afrique contemporaine*, N° 265, 2018/1, p. 11-37.
18. Stearns, J. 2013. *Les Maï-Maï Yakutumba. Résistance et racket à Fizi, Sud-Kivu*. Londres/Nairobi : Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama.

19. Stearns, J., Verweijen, J. & Eriksson Baaz, M. 2013. *Armée nationale et groupes armés dans l'Est du Congo. Trancher le nœud gordien de l'insécurité.* Londres/Nairobi : Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama.
20. Stearns, J. 2013. *Les Raïa Mutomboki. Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée*. Londres/Nairobi : Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama.
21. UNICEF-SOS ENFANTS. 2018. Kasaï : *Les enfants, victimes de la crise. Faire face aux ravages du conflit en République démocratique du Congo Kinshasa*, UNICEF RDC, Kinshasa.
22. UNOCHA RDC. 2017. *Plan de Réponse D'urgence 2017*. Région du Kasai, Kwilu, Kwango et Lualaba.
23. USAID & International Alert. 2015 (février). *Au-delà de la stabilisation : comprendre les dynamiques de conflit dans le Nord et le Sud-Kivu en République démocratique du Congo. Rapport rédigé par Alexis Bouvy à partir d'enquêtes réalisées dans le cadre du projet Tufaidike Wote.*
24. Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. 2004. *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo. Gent* : Academia Press.

STRATÉGIES DE RÉINSERTION ET RÉTABLISSEMENT DE LA DIGNITÉ DE LA FEMME ET DE LA JEUNE FILLE HUIT ANS APRÈS LES VIOLENCES KAMUINA NSAPU. EXPÉRIENCE DE FMMDI

Nathalie KAMBALA LUSE
Directrice générale de FMMDI

INTRODUCTION

Entre 2016 et 2018, la région du Kasaï, en République Démocratique du Congo, a été le théâtre d'un conflit armé particulièrement violent, opposant les forces de l'ordre congolaises à la milice insurrectionnelle *Kamuena Nsapu*. Ce mouvement, d'abord porté par des revendications politico-coutumières, s'est rapidement transformé en une crise humanitaire majeure, marquée par des violations massives des droits humains. Parmi les plus grandes victimes de ces violences, les femmes et les jeunes filles ont payé un lourd tribut, subissant viols, esclavage sexuel, déplacements forcés, marginalisation sociale et destruction de leurs repères identitaires et culturels.

Huit ans après les événements, les séquelles physiques, psychologiques et sociales restent profondément ancrées dans les communautés affectées. Face à cette réalité, plusieurs organisations locales et internationales se sont engagées dans des initiatives de réinsertion sociale et de restauration de la dignité des survivantes. L'une des expériences les plus significatives dans ce domaine est celle menée par l'ONG *Femmes Main dans la Main pour le développement Intégral* (FMMDI), qui œuvre en faveur de l'autonomisation, du soutien psychosocial et de la réhabilitation socioéconomique des femmes et jeunes filles victimes des conflits.

La présente étude se propose d'analyser les stratégies de réinsertion mises en œuvre par la FMMDI, tout en évaluant leur impact sur le rétablissement de la dignité des survivantes, huit ans après les violences. À travers une approche qualitative, fondée sur des témoignages, des données de terrain et une lecture critique des dispositifs institutionnels, il s'agira de mettre en lumière les enjeux, les réussites, les limites et les perspectives d'une action communautaire centrée sur la résilience féminine dans un contexte post-conflit.

I. CONTEXTE DU CONFLIT KAMUINA NSAPU

a) Brève description du conflit Kamuena Nsapu :

Le conflit Kamuena Nsapu, qui a éclaté en 2016 dans la région du Grand Kasaï en République Démocratique du Congo (RDC), s'enracine dans une crise politico-coutumière. Au départ, le différend portait sur la reconnaissance officielle du chef coutumier Jean-Pierre Mpandi, connu sous le nom de Kamuena Nsapu. Le refus de l'État de le reconnaître selon les usages locaux a cristallisé une profonde frustration au sein des communautés, débouchant sur un soulèvement à la fois politique et identitaire.

Après la mort brutale de Mpandi lors d'une opération militaire, le mouvement a pris une tournure insurrectionnelle. Des groupes armés, majoritairement composés de jeunes, se sont formés et ont utilisé des croyances traditionnelles comme outils de mobilisation et de résistance. Ces milices ont adopté des pratiques mystiques, notamment l'usage de talismans censés les rendre invincibles, illustrant un recours aux symboles culturels comme stratégie de guerre face à une autorité perçue comme étrangère ou oppressive.[117]

En réaction, l'armée congolaise a lancé des opérations de répression souvent marquées par une violence aveugle. Les populations civiles ont été prises en étau, victimes de massacres, de déplacements massifs et de destructions de villages. Selon les estimations des Nations Unies, plus d'1,4 million de personnes ont été déplacées dans la région, et des dizaines de fosses communes ont été mises au jour. L'équipe d'experts a publié son rapport à la trente-huitième session du Conseil des droits de l'homme en juillet 2018, concluant notamment que les milices Kamuena Nsapu et Bana Mura ainsi que les FARDC avaient commis des crimes de guerre ainsi que des crimes contre l'humanité. [118]

Les femmes et les jeunes filles ont été particulièrement ciblées pendant le conflit. Elles ont subi des violences sexuelles à grande échelle, utilisées non seulement comme méthode d'humiliation individuelle, mais aussi comme stratégie d'anéantissement de la structure sociale communautaire. Ces survivantes, souvent rejetées par leur entourage, se retrouvent à la marge de la société, exclues des dynamiques économiques, culturelles et familiales.

Nos arguments sont confirmés par le Rapport sur le Défis et priorités pour la paix au Kasaï et Kasaï Central, où on démontre que les violences sexuelles liées aux conflits ont trouvé un terrain fertile dans le climat de terreur, avec 31% des sondés déclarant avoir été témoins de violences sexuelles sur le territoire de Dibaya au Kasaï central, et 11% en avoir été personnellement victimes. Il est néanmoins probable que ces chiffres dissimulent une réalité plus importante en raison de la sensibilité et la stigmatisation attachées à ce sujet.

Les consultations faites par l'ONG Interphase et ses partenaires, ont ainsi fait émerger de nombreux témoignages de violences sexuelles subies par des femmes, de la part de miliciens et force de l'ordre, et des conséquences sur leur santé physique et psychologique. Selon une représentante du Kasaï central basée à Kinshasa, *« Pendant le conflit on prend la femme en esclave sexuel, et très souvent le corps de la femme est transformé en champ de bataille. »* Une femme victime de violences sexuelles interrogée à Kakenge témoigne : *« il y avait des femmes qui avortaient par ces émotions. Les gens n'étaient pas tranquilles, n'avaient pas de sommeil. Dans nos maisons, même les grossesses de trois mois on avortait. »* Au sein du mouvement Kamuena Nsapu, les femmes et jeunes filles pouvaient occuper une diversité de rôles, allant du combat aux tâches ménagères et à l'exploitation sexuelle. D'après le chef de secteur de Kamuandu : *« les femmes et jeunes filles enrôlées dans la milice étaient placées au début de la ligne et elles ont succombé pendant le conflit. » elles étaient communément appelées '' Ya Mama''.*[119]

---

[117]Crisis Group Commentary, *L'insurrection du Kamuina Nsapu, un danger de plus en RDC, Consulté le 13/04/2025 à 10h25' sur* https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/21Mar2017%20Dangers%20in%20DRC.pdf

[118] Conseil des droits de l'homme de l'ONU. *Rapport de l'Équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasaï* : Note du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, 3 juillet 2018. Consulté le 13/04/2025 à 12h15' sur https://undocs.org/fr/A/HRC/38/31

[119]*MONUSCO.* « Le Kasaï, une région meurtrière en plein relèvement. » *Echos de la MONUSCO*, vol. 84, août 2018, p. 26. Mentionné dans *Rapport Défis et priorités pour la paix au Kasaï et Kasaï central*, Octobre 2020, p. 61.

Aujourd'hui encore, les cicatrices du conflit demeurent profondes. La stabilité reste fragile, les tensions communautaires persistent, et les survivantes des violences continuent de lutter pour retrouver leur place dans la société. Dans ce contexte post-conflit, des initiatives locales comme celles de **Femmes main dans la main pour le Développement Intégral (FMMDI)** visent à reconstruire les vies brisées, en travaillant à la réinsertion sociale, au soutien psychologique et à la restauration de la dignité des femmes et jeunes filles affectées.

b) Impact du conflit Kamuena Nsapu :

Les conséquences du conflit Kamuena Nsapu ont été catastrophiques pour la population locale, affectant profondément tant les structures sociales que les conditions de vie des habitants de la région du Kasaï. Voici quelques-uns des impacts majeurs de cette crise :

- *Déplacements forcés et destruction de l'habitat*

Plus de 2,1 millions de personnes ont été contraintes de fuir leurs foyers, cherchant désespérément un refuge face aux violences militaires et des milices. Ces déplacements massifs ont non seulement causé des souffrances immédiates, mais ont aussi contribué à la création de camps de réfugiés surpeuplés et de zones à haut risque humanitaire, où les conditions de vie étaient particulièrement précaires. Pour OCHA, environ un million et demi des personnes se sont déplacées pour fuir les combats dont 35.000 ont traversé la frontière pour trouver refuge en Angola. À la fin de 2017 plus de six cent mille personnes sont retournées dans leurs, mais vivent dans des conditions socioéconomiques précaires.[120]

- *Crise alimentaire et insécurité nutritionnelle*

Le conflit a entraîné une grave pénurie alimentaire, car les infrastructures agricoles ont été dévastées, et de nombreuses familles ont perdu leur accès aux ressources alimentaires de base. L'insécurité alimentaire est devenue une menace constante pour la population, aggravée par les déplacements et les perturbations économiques locales.

Au cours du conflit, les violences extrêmes commises ont causé une grave crise humaine et humanitaire. La compilation de différents rapports faite en 2018 dénombre « entre 3000 et 5000 morts ; 80 fosses communes découvertes ; 1,5 million de personnes affectées par la crise, dont près de 600.000 déplacés internes ; plus de 30.000 réfugiés en Angola ; plus de 3 000 000 de personnes souffrant d'insécurité alimentaire, dont plus de 770 000 enfants souffrant de malnutrition ; 4 000 enfants souffrant de malnutrition ; 4000 enfants utilisés dans les mouvements armés ; 300 blessés dans les violences ; 416 écoles et 224 structures de santé attaquées. »[121]

- *Désagrégation du tissu communautaire*

L'accès aux soins médicaux a été sérieusement limité par la destruction des infrastructures sanitaires et la fuite des professionnels de santé. L'éloignement des zones de conflit a entraîné un effondrement des services de santé de base, aggravant ainsi la situation sanitaire déjà fragile, particulièrement en ce qui concerne les femmes et les enfants.

---

[120] OCHA. *Plan de Réponses d'urgence, Région du Kasaï, Kwilu et Lualaba, RD Congo, Nov-Décembre 2017*. Cité dans *Projet PBF, ONU*, p. 8. Consulté le 14/04/2025 à 09h05' sur https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/30000/181030_drc_kasai_prf_project_prodoc_gateway.pdf.

[121] Kabamba, K. « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasaï (République Démocratique du Congo). » *Belgeo, Revue Belge de géographie*, vol. 2, 2018, p. 24.

Les massacres du conflit Kamuena Nsapu ont bouleversé la vie des populations en générale et des femmes et jeunes filles en créant les affres sur les ex-combattants dont un représentant de jeunes à Tshikula, au Kasaï Central déplore sur la non-réinsertion des ex-militant, *« La non-réinsertion des ex-militants constitue une vraie menace pour l'ensemble de la communauté, car ils sont toujours tentés à se livrer au banditisme pour la survie. »*[122]

II. SITUATION DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES DANS LA POST-CRISE

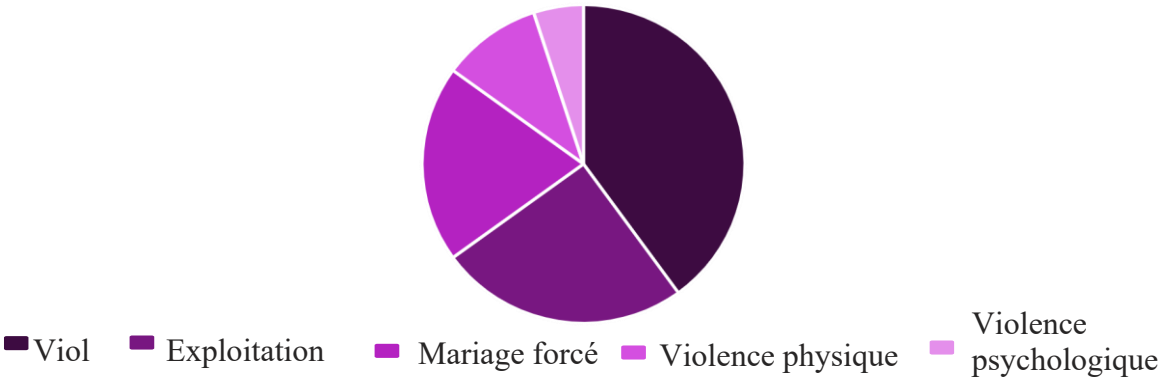
Au-delà des conséquences néfastes sur les femmes, la violence sexuelle est devenue une menace sur la sécurité humaine. Des familles et des communautés entières ont été déshumanisées et d'inceste prennent des dimensions inquiétantes. D'autres formes de violence sexuelle se sont aussi développées, rassure le ministère du Genre, de la famille et de l'enfant.[123]

a) Typologie des violences subies

Les femmes du Kasaï, en particulier celles directement affectées par le conflit Kamuena Nsapu, ont enduré une diversité de violences qui ont laissé des traces indélébiles sur leurs vies. Parmi les formes les plus répandues, on retrouve le viol, l'exploitation sexuelle, les mariages forcés, ainsi que d'autres formes de violences physiques et psychologiques. Ces actes ont eu des répercussions non seulement sur la santé physique des victimes, mais aussi sur leur bien-être mental, social et économique.

- *Violences basées sexuelles*

Entre 2016 et 2018, la région du Kasaï central a été le théâtre de violences sexuelles massives. On estime que plus de 3 000 femmes ont été victimes de violences basées sur le genre (VBG), dont le viol, l'exploitation sexuelle, les mariages forcés, ainsi que d'autres formes de violence physique et psychologique. Ces actes ont été utilisés non seulement pour briser la résistance des populations, mais aussi pour marquer et humilier les victimes de manière systématique.



[122] Propos d'un représentant de jeunes à Tshikula, 29 nov. 2019. Décrits dans *Rapport des consultations menées par Interpeace et ses partenaires sur les territoires de Dibaya, Kamako, Kamonia, Mwzka et Tshikapa*, « Défis et priorités pour la paix au Kasaï et Kasaï central », octobre 2020. Consulté le 16 avril 2025, sur https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2020/10/2020-Defis-et-priorites-Kasai-Report-.pdf.

[123] Ministère du Genre, Famille et Enfant. *Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (SNVBG)*, 9 juin 2009, p. 16. Consulté le 16 avril 2025 à 12h29, sur https://genre.gouv.cd/.

b) Brève interprétation des données sur les formes de violences subies

L'analyse des données recueillies auprès des femmes victimes du conflit Kamuena Nsapu révèle une **prévalence alarmante des violences sexuelles**, avec le **viol** apparaissant comme la forme de violence la plus répandue. Cette surreprésentation du viol témoigne non seulement de l'utilisation stratégique de la violence sexuelle comme **arme de guerre,** mais aussi de la vulnérabilité particulière des femmes dans les zones de conflit prolongé. Le viol, dans ce contexte, est employé comme un outil de terreur et de domination, souvent accompagné d'une volonté de destruction symbolique de l'identité féminine et du tissu social communautaire.

En deuxième position, les **cas d'exploitation sexuelle** souvent liés à la précarité économique et à l'absence de protection sociale montrent que de nombreuses femmes ont été contraintes à des relations transactionnelles pour survivre. Cette forme d'abus est insidieuse et prolongée, aggravant la souffrance psychologique des victimes.

Les **mariages forcés**, en troisième position, illustrent un autre aspect de la violence structurelle, souvent perpétré avec la complicité de l'entourage familial ou communautaire, dans le but de masquer une grossesse issue d'un viol, ou encore comme une forme de compensation coutumière. Ces pratiques, bien que souvent tolérées socialement, constituent une **violation grave des droits humains.** Ce qui est nécessaire de faire appliquer la loi de 2009 sur la Protection de l'enfance (article 48)15 qui fixe l'âge légal du mariage à 18 ans pour les hommes et les femmes dans toutes les régions de la RD Congo et étendre les mesures visant à atténuer les dommages causés par les mariages précoces, notamment en intensifiant les efforts visant à encourager et à soutenir la poursuite de l'éducation après le mariage ou, lorsque cela n'est pas possible, les programmes d'autonomisation économique et les initiatives d'acquisition de compétences. Appliquer la directive ministérielle garantissant que les jeunes mères peuvent poursuivre leurs études après l'accouchement ;[124]

Les **violences physiques**, en quatrième position, incluent les coups, les mutilations et les autres traitements dégradants. Bien qu'elles soient parfois considérées comme « visibles », elles sont souvent **banalisées** dans les zones de conflit, réduites à des « conséquences collatérales » de la guerre.

Enfin, les **violences psychosociales** souvent silencieuses, mais dévastatrices comprennent l'isolement, l'humiliation, la stigmatisation sociale et la culpabilisation des survivantes. Bien que moins visibles dans les statistiques, ces violences affectent profondément le **bien-être mental** des victimes, compromettant leur capacité à se reconstruire.

c) Conséquences multidimensionnelles

- *Impact psychosocial*

L'impact psychologique des violences subies est majeur. De nombreuses femmes souffrent de dépression, d'anxiété et de stress post-traumatique (PTSD). Ces symptômes sont souvent exacerbés par la stigmatisation sociale qui accompagne les survivantes de violences sexuelles dans de nombreuses communautés. Le rejet par leurs proches, les accusations de sorcellerie ou

[124] Loi portant protection de l'enfant, 2009 (art. 48). *Journal officiel* du 1er octobre 2009, http://www.leganet.cd/Legislation/JO/2009/L.09.001.10.01.09.htm.

de "mauvais esprit", et le sentiment de honte que génère la violence, sont des barrières supplémentaires à la réintégration des victimes dans leurs communautés. La guérison de ces traumatismes est un processus long et complexe, nécessitant une prise en charge spécialisée et un soutien communautaire fort.

- *Impact économique*

Les conséquences économiques des violences sont également dramatiques. Les femmes victimes ont souvent perdu non seulement leur foyer, mais aussi leurs moyens de subsistance. Beaucoup se retrouvent sans terres, sans emploi et sans le soutien familial habituel. Cette situation les plonge dans une précarité extrême, les forçant à vivre dans des conditions de vulnérabilité accrue. Le manque de ressources économiques constitue un obstacle majeur à leur réinsertion et à leur autonomie. Sans aide extérieure, ces femmes sont condamnées à dépendre des aides humanitaires, lorsqu'elles sont disponibles, ou à vivre dans une pauvreté sévère.

- *Impact social*

Socialement, l'impact est tout aussi profond. Nombre de ces femmes ont été rejetées par leurs familles, leurs communautés, et parfois même par leur propre entourage immédiat. Ce rejet social, souvent alimenté par des croyances culturelles ou religieuses sur la pureté et l'honneur, rend leur réinsertion encore plus difficile. Non seulement elles doivent faire face aux cicatrices visibles et invisibles de leurs traumatismes, mais elles doivent aussi lutter contre une exclusion sociale systématique, qui les empêche de retrouver leur place dans le tissu communautaire. Cela génère un cercle vicieux où la stigmatisation et la marginalisation exacerbent les effets du traumatisme et réduisent les chances de rétablissement complet. Cependant, les efforts de réhabilitation, comme ceux menés par des organisations telles que *Femmes Main dans la Main pour le Développement Intégral* (FMMDI), montrent qu'il est possible de restaurer la dignité et l'autonomie des survivantes, malgré les traumatismes persistants.

- *Situation des enfants des victimes*

Les enfants des victimes du conflit Kamuena Nsapu ont également été durement affectés, tant sur le plan psychologique que social. Au-delà des violences physiques et sexuelles subies par leurs mères, beaucoup d'enfants ont été témoins de scènes de violence extrême, ont perdu un ou plusieurs membres de leur famille, ou ont été séparés de leurs parents.[125]

III. OBJECTIFS DES STRATÉGIES DE RÉINSERTION

Les stratégies de réinsertion des femmes victimes de violences dans le contexte du conflit Kamuena Nsapu visent à restaurer non seulement leur dignité, mais aussi à les soutenir dans leur chemin vers une pleine autonomie. Ces stratégies s'articulent autour de plusieurs objectifs spécifiques, chacun visant à répondre à un aspect crucial de la réintégration des femmes dans la société.

[125] Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA), « TOUT CE QUE J'AI PERDU : Impact des attaques contre l'éducation pour les femmes et les filles dans la province du Kasaï central, République Démocratique du Congo. » Rapport 2017. Consulté le 15 avril 2025 à 13h50, sur https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/tout-ce-que-j-ai-perdu-impact-des-attaques-contre-l-ducation-pour.

- *Objectif principal : Rétablissement de la dignité et réinsertion des femmes*

L'objectif principal de toute stratégie de réinsertion est de permettre aux femmes de retrouver leur dignité, fortement mise à mal par les violences physiques et psychologiques qu'elles ont subies. Il s'agit de leur offrir les moyens de réintégrer la société dans des conditions qui les respectent, en s'assurant qu'elles puissent bénéficier d'un environnement sécurisant, solidaire et accueillant. Cela passe par des actions visant à restaurer leur estime de soi, à rétablir leur place dans leurs familles et communautés, et à garantir un accès égal aux ressources sociales et économiques.

- *Objectifs secondaires*

Pour soutenir cette réinsertion dans la société, plusieurs objectifs secondaires ont été identifiés. Ces objectifs visent à adresser les différents défis auxquels les femmes doivent faire face après le conflit, en tenant compte des dimensions économiques, psychologiques et sociales.

IV. STRATÉGIES DE RÉINSERTION ADOPTÉES

a) Stratégies économiques :

Pour beaucoup d'entre les femmes victimes, la violence a non seulement détruit leur sécurité personnelle, mais a également mis en péril leur indépendance financière. L'un des enjeux majeurs de leur réinsertion consiste donc à leur offrir des opportunités de gagner leur vie de manière durable. Cela peut inclure la formation professionnelle, l'accès à des microcrédits ou à des programmes d'entrepreneuriat, ainsi que le soutien à la création de petites entreprises. L'autonomisation économique permet aux femmes non seulement de subvenir à leurs besoins, mais aussi de reprendre leur place dans la société en tant qu'actrices économiques à part entière. Les quelques actions à réaliser sont :

- ***Permettre l'accès à des microcrédits pour initiatives économiques :*** L'un des leviers essentiels de la réinsertion économique des femmes réside dans l'accès à des **microcrédits**, qui leur permettent de financer des projets économiques viables.

- **Créer des coopératives et Activités génératrices de revenus :** le développement des Activités génératrices de Revenus (AGR) constitue un levier majeur pour l'autonomisation des femmes dans le cadre post-conflit. Ces activités peuvent être menées dans divers secteurs tels que l'agriculture, l'artisanat ou le commerce de détail. La création de **coopératives** s'avère être une stratégie essentielle. Ces structures permettent aux femmes de se regrouper pour mutualiser leurs ressources et entreprendre des projets collectifs, souvent plus rentables et durables. Elles favorisent également la solidarité et le soutien mutuel, permettant aux femmes de surmonter ensemble les défis économiques. Ces coopératives servent de cadre d'apprentissage, offrant des formations en gestion d'entreprise, comptabilité, et marketing, pour garantir la réussite et la pérennité de leurs projets. Ainsi, au-delà de l'autonomisation économique, ces coopératives renforcent aussi le pouvoir et la reconnaissance des femmes au sein de leurs communautés.

b) Stratégies psychosociales

L'un des objectifs secondaires les plus importants est le soutien psycho-social. Les femmes ayant survécu à des violences massives ont souvent besoin d'une prise en charge psychologique spécialisée pour surmonter les traumatismes laissés par le conflit. Ce soutien passe par des thérapies individuelles ou collectives, des groupes de parole et des activités de réadaptation

mentale qui permettent aux survivantes de reconstruire leur identité et de gérer les effets du stress post-traumatique, de la dépression et de l'anxiété. Ce soutien psychosocial est essentiel pour que les femmes retrouvent un sentiment de contrôle sur leur vie et leur avenir. Les actions susceptibles d'être réalisées sont, entre autres :

- **Soutien psychologique :** Les programmes de counseling et thérapie de groupe sont mis en place pour aider les femmes à surmonter les traumatismes vécus et à reconstruire leur estime de soi.
- **Sensibilisation et Plaidoyer :** Des campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes et l'égalité des genres sont organisées. De plus, on encourage l'implication des leaders communautaires dans le processus de réinsertion pour faciliter l'acceptation sociale.
- **Formation :** Des programmes de formation professionnelle et entrepreneuriale sont proposés pour permettre aux femmes de développer des compétences et de gagner en autonomie économique.

c) Stratégies sociales et communautaires

Ce processus de réinsertion sociale vise à permettre aux femmes de renouer des liens sociaux et familiaux, souvent brisés par les violences et les déplacements. Cela implique de travailler avec les communautés pour promouvoir l'acceptation des survivantes et les soutenir dans leur réintégration en tant que membres à part entière. Les actions peuvent inclure des sensibilisations communautaires sur la lutte contre la stigmatisation, des programmes de soutien familial, et des initiatives visant à renforcer la cohésion sociale. Plusieurs actions peuvent être mises en place, entre autres :

- **Mise en place des Programmes de réinsertion dans les communautés locales :** Ces programmes visent à faciliter leur retour en renforçant les liens sociaux et en encourageant la cohésion communautaire. Cela inclut des rencontres avec les leaders locaux, des sessions de sensibilisation pour lutter contre la stigmatisation et des activités collectives pour créer un environnement accueillant. Le soutien des communautés locales est fondamental pour que les femmes retrouvent une place digne et active dans la société après les traumatismes qu'elles ont subis.

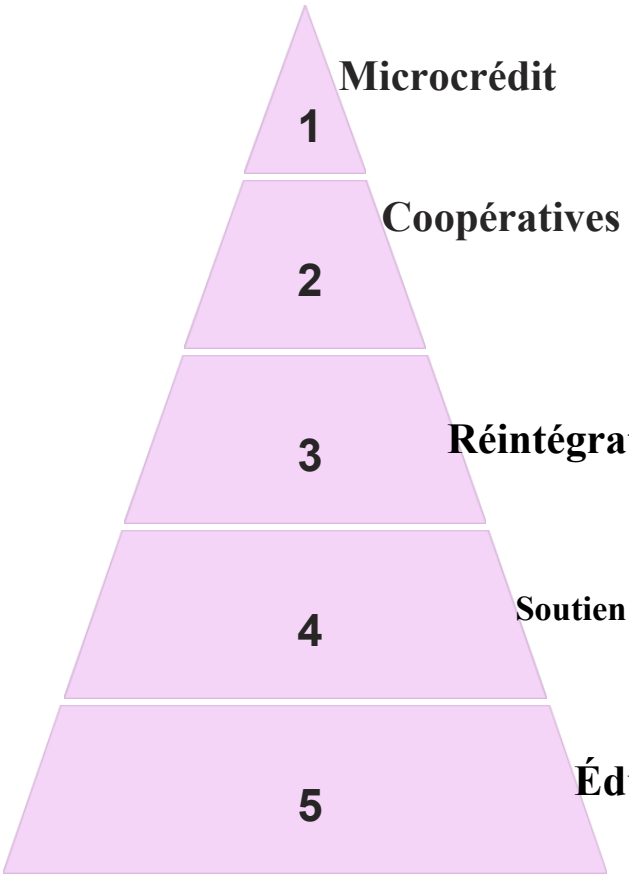
- **Disponibiliser les aides matérielles et psychologiques aux familles pour faciliter la réintégration :** Le processus de réinsertion des femmes ne peut être complet sans une attention particulière portée aux **familles** des victimes. Dans de nombreux cas, les femmes ont été séparées de leurs proches pendant la guerre, et la réconciliation familiale représente un défi supplémentaire. Pour faciliter leur réintégration, il est crucial de fournir un soutien aux familles, notamment à travers des médiations familiales et des programmes de réadaptation psychologique collective. Aider les familles à comprendre et à accepter le vécu des femmes victimes permet non seulement de restaurer les liens affectifs, mais aussi de prévenir les rejets et les conflits familiaux qui peuvent entraver la réintégration.

- **Permettre l'accès à l'éducation pour les enfants des victimes *:*** un autre aspect fondamental de la réinsertion sociale des femmes est l'**éducation des enfants** des victimes de violences. En effet, l'accès à l'éducation est un droit fondamental pour tous les enfants, mais il revêt une importance particulière pour ceux qui ont grandi dans un contexte de conflit. De nombreux enfants ont été privés d'école à cause des déplacements ou de la violence. Offrir des opportunités d'éducation à ces enfants est essentiel pour leur développement, mais aussi pour briser le cycle de la violence. Les femmes qui bénéficient

de soutien pour leurs enfants ont davantage de chances de réussir leur réinsertion sociale, car elles sont rassurées par le fait que leurs enfants ont un avenir prometteur. De plus, l'éducation des enfants contribue à la stabilisation sociale et à la construction d'une nouvelle génération, libérée des traumatismes du passé.

De ce fait, les stratégies de réinsertion sociale sont essentielles pour garantir une réintégration durable des femmes victimes du conflit Kamuina Nsapu. Elles visent à restaurer la dignité des femmes et leur place au sein de la société.

Modélisation des actions susceptibles aux stratégies sociales :



Accès à des microcrédits pour initiatives économiques.

Création pour soutenir les activités génératrices de revenus.

Programmes dans les communautés locales.

Aide aux familles pour faciliter la réintégration.

Accès pour les enfants des victimes.

Les stratégies de réinsertion des femmes victimes du conflit Kamuena Nsapu visent à restaurer leur place dans la société tout en répondant à leurs besoins immédiats et à long terme. Ces stratégies sont conçues pour être globales et intégrées, en tenant compte des dimensions économiques, sociales et psychologiques, afin d'assurer une réintégration durable.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Réinsertions socio-économique des survivantes des violences sexuelles et celles basées sur le genre et le renforcement des coexistences sociales des familles affectées par le conflit Kamuena Nsapu dans la province du Kasaï central, appuyé par UNHCR, l'ONG FMMDI a organisé une séance de sélection des survivantes bénéficiaires de ce programme sur base de l'enquête menée en 2020. Madame Nathalie Kambala, Directrice-pays de l'ONG FMMDI indique *« qu'il ressort de cette enquête plus de 4000 cas des violences basées sur le genre nécessitant une prise en charge hollistique. Elle a ajouté que 50 filles survivantes de violences basées sur le genre (SVGB) dont 20 à Kananga, 15 à Dibaya et 15 à*

Luiza ont été scolarisées. Et que l'ONG était en train de payer les frais scolaires de ces enfants.»[126]

V. EXPÉRIENCE DE FMMDI (Femmes Main dans la Main pour le Développement Intégral)

a) Résultats obtenus par l'ONG FMMDI

L'ONG **Femmes Main dans la Main pour le Développement Intégral (FMMDI)** a joué un rôle crucial dans la réinsertion des femmes victimes du conflit Kamuena Nsapu. Grâce à ses stratégies ciblées, elle a permis à ces femmes de retrouver non seulement une stabilité économique, mais aussi de réintégrer leur communauté et d'améliorer leur bien-être psychosocial. Voici les principaux résultats obtenus par l'ONG dans ce cadre.

- *Renforcement des capacités et création d'emplois*

L'un des résultats les plus marquants des interventions de FMMDI est le **renforcement des capacités** des femmes, qui ont bénéficié de formations ciblées sur les compétences entrepreneuriales et les techniques de gestion financière. Ces formations ont permis aux femmes de développer des compétences pratiques, essentielles pour lancer et gérer leurs propres activités économiques.

En outre, FMMDI a facilité la mise en place de **projets générateurs de revenus (PGR)** qui ont non seulement renforcé l'autonomie économique des bénéficiaires, mais aussi créé des opportunités d'emploi au sein des communautés. Ces projets incluent des initiatives dans l'agriculture, l'artisanat, et le commerce de proximité, permettant aux femmes de subvenir à leurs besoins tout en contribuant à la revitalisation économique de leurs régions. En donnant aux femmes les outils nécessaires pour prendre en main leur avenir économique, FMMDI a favorisé leur indépendance et contribué à la stabilité des communautés locales.

- *Soutien psychosocial et accès aux ressources*

Un autre aspect fondamental de l'accompagnement de FMMDI a été le **soutien psychosocial** apporté aux femmes victimes de violences. Le processus de réintégration dans la communauté étant souvent semé d'embûches, l'ONG a mis en place des programmes, incluant des séances de counseling et des espaces de parole collectifs. Ces actions ont permis aux femmes de surmonter les traumatismes du passé et de se reconstruire sur le plan mental et émotionnel.

L'accès aux **microcrédits** a été un autre pilier essentiel de la réinsertion, permettant aux femmes de lancer des petites entreprises. FMMDI a facilité l'accès à ces crédits pour que les femmes puissent démarrer des projets d'activité génératrice de revenus et restaurer ainsi leur indépendance financière.

- *Promotion de la santé et mobilisation communautaire*

FMMDI a également mis l'accent sur la **promotion de la santé**, en particulier en ce qui concerne la santé reproductive. Des campagnes de sensibilisation ont été menées pour informer les femmes sur les questions de santé sexuelle et reproductive, mais aussi sur l'importance d'un

[126] FMMDI. « Sélection et Remise de la réinsertion socio-économique aux bénéficiaires. » *Page Magazine*, 9 févr. 2022. Consulté le 16 avril 2025, sur https://www.fmmdi.org/activite-de-selection-et-de-remise-de-reinsertion-socio-economique-aux-survivantes-des-violences-sexuelles-et-celles-basees/

accès équitable aux soins de santé. Cela a permis d'améliorer l'accès aux services de santé pour les femmes et leurs enfants, un aspect essentiel pour leur bien-être et leur réinsertion sociale.

En outre, l'ONG a renforcé les **réseaux de solidarité** au sein des communautés, en organisant des groupes de femmes qui s'entraident, partagent des ressources et mettent en place des projets communs. Ces réseaux de solidarité ont facilité la coopération et ont favorisé la résilience des communautés, permettant ainsi aux femmes de se soutenir mutuellement dans leurs efforts de reconstruction.

b) **Défis et Perspectives**

Malgré les résultats positifs obtenus, plusieurs défis demeurent, menaçant la durabilité des progrès réalisés. Toutefois, ces défis ouvrent aussi la voie à de nouvelles perspectives et opportunités pour renforcer l'impact des stratégies de réinsertion.

1. Défis rencontrés :

- **Stigmatisation** : L'un des défis majeurs rencontrés par FMMDI dans ses actions de réinsertion reste la **stigmatisation** des femmes victimes de violences. Beaucoup de ces femmes souffrent du rejet de la part de leurs familles, de leurs communautés et parfois même de leurs époux. Cette stigmatisation sociale constitue un obstacle considérable à leur réintégration, car elle renforce leur marginalisation et leur isolement. Les tabous liés aux violences sexuelles et le poids des préjugés culturels compliquent l'acceptation des victimes au sein de la société.

- **Manque de ressources** : Le manque de **ressources financières** et matérielles reste un défi persistant pour la mise en œuvre durable des projets de réinsertion. Bien que l'ONG ait fourni un soutien précieux, les besoins des femmes et des communautés touchées par le conflit sont vastes, et les fonds disponibles ne sont souvent pas suffisants pour répondre à toutes les demandes. Le manque d'infrastructures adéquates dans les zones rurales et reculées aggrave également la situation.

- **Infrastructure insuffisante** : Les **infrastructures** de base, telles que les routes, les centres de santé, et les écoles, sont gravement insuffisantes dans de nombreuses régions du grand Kasaï. Ces lacunes rendent l'accès aux services essentiels, difficile et ralentissent le processus de réinsertion. Par ailleurs, la reconstruction des infrastructures de base est essentielle pour garantir l'efficacité des programmes de réinsertion à long terme.

2. Perspectives :

- **Collaboration État-pouvoir coutumier** : Établir des cadres de coopération pour une gestion harmonieuse et non conflictuelle entre ces deux entités pourrait renforcer la légitimité des initiatives de réinsertion et assurer leur durabilité. Cette coopération permettrait également de lutter contre les résistances culturelles et de promouvoir une meilleure acceptation des femmes victimes dans leurs communautés.

- **Relance économique** : Mettre en place des programmes de soutien à l'agriculture et à l'entrepreneuriat permettrait non seulement de créer des emplois pour les femmes, mais aussi de redynamiser l'économie locale. L'appui à la formation et à l'accès aux marchés pour les produits locaux renforcerait l'autonomie économique des populations affectées et favoriserait la résilience des communautés.

- **Réparation et réconciliation** : L'instauration de **mécanismes de justice transitionnelle**, incluant la réintégration des jeunes ex-combattants et la mise en place de programmes de réparation pour les victimes, permettrait de garantir une paix durable. Ces processus de réconciliation seraient essentiels pour renforcer la cohésion sociale et éviter la résurgence de conflits à l'avenir.

De ce fait, un **suivi continu** des programmes de réinsertion, accompagné de partenariats avec le secteur privé pour le développement d'infrastructures locales, est essentiel pour garantir l'efficacité et la pérennité des actions entreprises. Ces mesures, associées à un changement des mentalités et une réduction de la stigmatisation, permettront d'assurer la paix, la cohésion sociale et la réintégration harmonieuse des femmes et des filles dans leurs communautés.

Ainsi, les résultats obtenus par FMMDI témoignent du succès des stratégies de réinsertion mises en place pour soutenir les femmes victimes du conflit Kamuena Nsapu. Toutefois, des défis importants demeurent, en particulier en ce qui concerne la stigmatisation, le manque de ressources et les infrastructures insuffisantes. Les perspectives pour l'avenir sont prometteuses, avec une attention particulière à la collaboration entre les différents acteurs locaux, la relance économique et les processus de réconciliation. Une approche globale et concertée sera essentielle pour assurer la pérennité des progrès réalisés et pour offrir aux femmes un avenir digne et autonome.

CONCLUSION

L'étude des stratégies de réinsertion des femmes et des jeunes filles après le conflit Kamuena Nsapu met en lumière l'importance capitale de la réhabilitation psychosociale, économique et sociale dans le processus de rétablissement post-conflit. Les violences massives et systématiques subies par les femmes dans ce contexte de guerre ont profondément bouleversé leur vie, non seulement en termes de traumatismes individuels, mais aussi en affectant leur place et leur rôle dans la société. Dès lors, les stratégies de réinsertion doivent se déployer à la croisée de l'urgence humanitaire, du développement durable et de la justice transitionnelle.

Les initiatives prises par des organisations telles que FMMDI pour la réintégration des femmes, notamment à travers l'accès au micro-crédit, la formation professionnelle et les programmes de soutien psychosocial, ont démontré une pertinence indiscutable. Cependant, la réussite de ces stratégies ne saurait être pleinement assurée sans l'intégration de mécanismes adaptés à la spécificité des contextes locaux et à la complexité des traumatismes sociaux vécus par les victimes. Il devient alors impératif de renforcer la collaboration interinstitutionnelle entre acteurs publics, privés et communautaires, tout en veillant à réduire la stigmatisation sociale des femmes victimes de violences.

Ainsi, la réinsertion des femmes victimes du conflit Kamuena Nsapu ne doit pas être vue comme une simple restitution de conditions matérielles de vie, mais comme un processus complexe et holistique visant leur dignité retrouvée, leur autonomie économique durable et leur réintégration sociale harmonieuse. En tant que partie intégrante de la paix durable, cette réinsertion devient un véritable levier pour la stabilité sociale et le renforcement de la résilience des communautés post-conflit. En définitive, ce travail met en exergue l'importance d'une approche transformatrice et inclusive pour la reconstruction des sociétés dévastées par la guerre, un modèle que d'autres régions touchées par des conflits peuvent également envisager d'adopter pour atteindre une véritable réconciliation sociale et une justice sociale durable.

BIBLIOGRAPHIE

1. Conseil des droits de l'homme de l'ONU. *Rapport de l'Équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasaï : Note du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*. 3 juillet 2018. https://undocs.org/fr/A/HRC/38/31.
2. Crisis Group. *L'insurrection du Kamuina Nsapu, un danger de plus en RDC*. 2017.https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/21Mar2017%20Dangers%20in%20DRC.pdf.
3. MONUSCO. « Le Kasaï, une région meurtrière en plein relèvement. » *Echos de la MONUSCO*, vol. 84, août 2018.
4. FMMDI. « Sélection et Remise de la réinsertion socio-économique aux bénéficiaires. » *Page Magazine*, 9 févr. 2022. https://www.fmmdi.org/activite-de-selection-et-de-remise-de-reinsertion-socio-economique-aux-survivantes-des-violences-sexuelles-et-celles-basees/.
5. Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA). *TOUT CE QUE J'AI PERDU : Impact des attaques contre l'éducation pour les femmes et les filles dans la province du Kasaï central, République Démocratique du Congo*. Rapport 2017. https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/tout-ce-que-j-ai-perdu-impact-des-attaques-contre-l-ducation-pour.
6. Kabamba, K. « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasaï (République Démocratique du Congo). » *Belgeo, Revue Belge de géographie*, vol. 2, 2018.
7. Loi portant protection de l'enfant, 2009 (art. 48). *Journal officiel* du 1er octobre 2009, http://www.leganet.cd/Legislation/JO/2009/L.09.001.10.01.09.htm.
8. Ministère du Genre, Famille et Enfant. *Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (SNVBG)*, 9 juin 2009. https://genre.gouv.cd/.
9. OCHA. *Plan de Réponses d'urgence, Région du Kasaï, Kwilu et Lualaba, RD Congo, Nov-Décembre 2017*. Cité dans *Projet PBF, ONU*. https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/30000/181030_drc_kasai_prf_project_prodoc_gateway.pdf.
10. Recherches Sans Frontières (RSF-RWB). *Lutter Contre les Violences Basées sur le Genre : Rapport d'Intervention 2022*.
11. *Rapport des consultations menées par Interpeace et ses partenaires sur les territoires de Dibaya, Kamako, Kamonia, Mwzka et Tshikapa, Défis et priorités pour la paix au Kasaï et Kasaï central*, octobre 2020. https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2020/10/2020-Defis-et-priorites-Kasai-Report-.pdf.
12. UNICEF Congo. *Enfants victimes de violences basées sur le genre (VBG)*. Rapport 2022.

LES MÉCANISMES D'ACTIVATION DU P-DDRCS POUR LA RÉGION DU KASAÏ

Anaclet TSHIMBALANGA
Expert en Gestion des Conflits et en Réformes de la Sécurité

Introduction

Dans le cadre des présentes journées scientifiques organisées par le GROUPE INTELLIGENTSIA SOCIOLOGIQUE DE KANANGA, il m'a été demandé de vous entretenir sur le sous-thème « Mécanismes d'activation du P-DDRCS pour la région du Kasaï ».

De prime abord, je voudrais dire toute ma reconnaissance et ma gratitude envers le comité qui a porté son dévolu sur ma modeste personne en vue de développer ce point. P-DDRCS, comment l'appliquer dans la région du Kasaï où nous avons un grand conflit dit « conflit Kamuena Nsapu » avec tout ce qu'il a apporté sur l'espace Kasaï, tel est le questionnement.

Pour bien cerner la question, nous allons commencer par définir le P-DDRCS et ensuite faire un survol historique de ce processus en RD Congo afin d'apporter une réponse sur quels peuvent être les mécanismes pour son activation au Kasaï Central.

2. Survol historique du processus DDR en RD Congo :

a. Définition des concepts clés et déclencheurs d'un processus DDR

- **P-DDRCS** : Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation en RDC, créé sur base de l'ordonnance présidentielle n°21/038 du 04 juillet 2021.[127]
- **DDR** : Programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
- **BUNADER** : Bureau National de Démobilisation et Réinsertion en charge du DDR (13/01/2001 - 18/12/2003)
- **CONADER** : Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (18/12/2003 - 14/07/2007)
- **PN-DDR** : Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (2004)
- **UE-PNDDR** : Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (14/07/2007)
- **ARED** : Appui à la Réintégration Économique Durable des Démobilisés
- **DDRC** : Désarmement, Démobilisation et Réintégration Communautaire
- **DDRRR** : Programme de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinstallation (2001)

[127] Ordonnance présidentielle n°21/038 du 04 juillet 2021 portant création, organisation et fonctionnement du programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, en sigle P-DDRCS.

- **STAREC** : Programme de Stabilisation et Reconstruction du Congo (29/06/2009)
- **Groupe armé** : Le Protocole additionnel II aux Conventions de Genève d'août 1949 (Protocole additionnel II) fait référence à ces groupes armés non étatiques dans son article 1.1 pour désigner les « forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés » qui se battent contre des forces armées régulières ou entre eux sur le territoire d'un ou plusieurs États.

Ne sont pas dans les structures formelles militaires des États ou des organisations intergouvernementales, iii) ne sont pas sous le contrôle de(s) État(s) dans le(s)quel(s) ils opèrent, iv) ont une identité de groupe, et v) sont soumis à une chaîne de commandement. Les forces armées sont les différentes organisations et moyens militaires qu'un État consacre à la mise en œuvre de sa politique de défense. Les armées régulières (émanant d'un gouvernement légitime) et permanentes sont organisées en armées professionnelles (leurs membres sont des militaires de carrière ou engagés sur contrat) ou en armées de conscription (une partie de leur effectif est composée de conscrits qui effectuent un service militaire). Elles peuvent être complétées par des réservistes.

- **Police nationale** : Ensemble des services de police de l'État placés sous l'autorité du ministre de l'Intérieur
- **Milice** : Désigne l'art, la pratique ou la lutte de la guerre, ainsi que les troupes levées parmi les citoyens
- **Groupe d'autodéfense** : Autodéfense (ou autodéfense) est la défense ou la réaction d'un individu ou d'un groupe réalisée par ses propres moyens face à une agression ou un danger
- **Mouvement politico-militaire** : Le terme « politico-militaire » fait référence à la combinaison des aspects politiques et militaires dans l'analyse, la planification et la mise en œuvre d'actions ou de stratégies
- **Désarmement** : Action d'enlever ses armes à quelqu'un, à un soldat, à une troupe, etc. Action concertée visant à limiter, supprimer ou interdire la fabrication ou l'emploi de certaines armes
- **Démobilisation :**
  ① Acte par lequel l'autorité militaire libère du service et renvoie dans leurs foyers les réservistes qui ont été mobilisés. Contraire : mobilisation.
  ② Relâchement de l'énergie, de la combativité, du militantisme : Démobilisation des militants
- **Réinsertion** : Démarche sociale ayant pour but de réintégrer une personne dans la société, notamment après un emprisonnement
- **Réintégration** : La réintégration est généralement comprise comme un processus pluridimensionnel permettant à une personne de rétablir les liens économiques, sociaux et psychosociaux nécessaires pour vivre, assurer ses moyens de subsistance, préserver sa dignité et s'intégrer dans la vie civique
- **Révolte** : Soulèvement, action collective et souvent violente que mène, contre une autorité établie, un groupe qui refuse un système politique ou social, des lois, des décisions jugées insupportables ou iniques

b. Phénomène Kamuena Nsapu : est-ce ?

- Un groupe armé ?
- Une milice ?

- Un groupe d'autodéfense ?
- Une révolte rurale et/ou urbaine avec débordements ?
- Un mouvement politique ou politico-militaire ?

c. Survol historique du processus DDR en RDC de 1999 à ce jour

Dans leurs démarches quotidiennes face à la prolifération des groupes armés en RDC, les gouvernements successifs sont constamment à la recherche d'une formule gagnante, et cela depuis bientôt 25 ans.

Le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) a officiellement commencé en RDC avec le volet « Enfants associés aux forces et groupes armés », communément appelés « enfants soldats ».

Entamé en juin 1999 à la suite des actions de plaidoyer des organisations de la société civile, appuyées par les partenaires techniques et financiers, principalement l'UNICEF, le DDR[128] en RDC a connu le tout premier aboutissement avec la sortie[129] de 300 enfants du centre d'instruction de Kibomango, dont 22 filles, le 18 décembre 2001.

Le BUNADER (Bureau National de Démobilisation et Réinsertion), par qui les 300 ex-enfants soldats étaient passés, s'est mué en CONADER[130] (Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion) en 2003, avec ces trois missions lui assignées :

- Élaborer les critères de désarmement, démobilisation et proposer les mécanismes de réinsertion
- Planifier les activités en rapport avec le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion
- Exécuter le PN-DDR

La CONADER a bénéficié d'un financement de 200 millions USD de la Banque mondiale pour mettre en œuvre le PN-DDR (Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion), adopté par le gouvernement et rendu fonctionnel en 2004, avec un volet/composante intitulé : *« Cadre opérationnel pour enfants associés aux forces et groupes armés »*.

[128] Boshoff, Henri. 2007."Demobilisation, Desarmement and Reintegration in the Democratic Republic of Congo:A Never-Ending Story." Africa Security Review 16, no.2: 59-64. https://doi.org/10.1080/10246029.2007.9627417

[129] Le terme démobilisation n'est pas approprié en ce qui concerne les personnes âgées de moins de 18 ans.La place des enfants étant en famille, à l'école et au sein de la communauté, il a été préféré leur sortie d'un milieu non favorable à leur développement et épanouissement.

[130] La CONADER a été créée par le Décret n°03/042 du 18 décembre 2003.

Les objectifs du PN-DDR étaient les suivants :

- Réduire les risques de participation des ex-combattants à des actions armées en facilitant leur réintégration socioéconomique dans la communauté d'accueil et leur assurer le recouvrement des ressources perdues
- Réintégrer les ex-combattants dans des activités économiques viables et des conditions sociales satisfaisantes et dans un contexte de prévention des conflits
- Contribuer au développement national par la création d'emplois ainsi qu'à la stratégie de lutte contre la pauvreté

Les bénéficiaires directs du PN-DDR étaient principalement les combattants issus des groupes armés et des forces d'autodéfense. Des résultats positifs furent enregistrés, parmi lesquels : le déploiement du programme dans les provinces en vue de la proximité avec les candidats au départ, quelques cas de réussite de la réinsertion socio-économique (tant pour les enfants que les combattants adultes), etc.
Malgré ces quelques signes encourageants, le PN-DDR a montré des limites, en l'occurrence l'absence de contrepartie gouvernementale pour faire face aux nombreux défis de réinsertion.

Un constat selon lequel la CONADER n'aurait pas répondu aux attentes des donateurs, ni à celles de nombreux ex-combattants démobilisés, a donné lieu à un audit de la Banque mondiale en juillet 2007, faisant état d'un « manque de capacité, d'inefficacité, de mauvaise gestion des fonds et de détournement de fonds ». Ceci a amené les bailleurs de fonds à contraindre la CONADER à fermer ses portes, consacrant ainsi la fin de la phase DDR I[131] (Clément 2009 ; Kölln 2011 ; Vogel et Musamba 2016)[132].

C'est en tenant compte de ces faiblesses identifiées que la Banque mondiale avait revu à la baisse son appui et plaidé pour un changement significatif du leadership et du mode de gestion. La RDC passa alors à la deuxième phase du processus DDR : de la CONADER à l'UE-PNDDR (Unité d'Exécution du PNDDR).

L'UE-PNDDR n'a pas engrangé les résultats tels que projetés. La démobilisation des combattants a connu d'énormes difficultés et se faisait en dents de scie, tandis que la réinsertion des ex-combattants était pratiquement un échec, au regard du faible nombre de démobilisés jouant un rôle[133] actif dans leurs communautés d'accueil.
De 2004 à 2008 puis de 2009 à 2010, le Gouvernement de la RDC, avec l'appui de la Banque mondiale, a mis sur pied une troisième phase du DDR : un sous-projet du PN-DDR dénommé

[131] La CONADER n'a pas répondu aux attentes des donateurs, ni à celles de nombreux ex-combattants démobilisés. En juillet 2007, après qu'un audit de la Banque Mondiale ait fait état d'un manque de capacité, d'inefficacité, de mauvaise gestion des fonds et de détournement de fonds, la CONADER a été contrainte de fermer ses portes, ce qui peut être considéré comme la fin du DDR I (Clément 2009 ; Kölln 2011 ; Vogel et Musamba 2016).

[132] Musamba, Josaphat. 2019."'Les combattants Mai Mai revendiquent une récompense à l'État'.Groupes armés, Champ et capital de sécurité: Analyse de la résistance au processus DDR dans l'Est de la RDC." Master's thesis, University of Louvain.

[133] Le rôle à jouer par les ex-combattants devait être en lien direct avec l'implémentation, au sein des communautés respectives, des filières de réinsertion choisies.

ARED (Appui à la Réintégration Économique Durable des Démobilisés)[134], comme alternative durable à la vie militaire pour subvenir aux besoins matériels et financiers de 10 000 ex-combattants additionnels.
ARED a eu le mérite de s'aligner à la stratégie nationale de développement ainsi qu'aux priorités sectorielles (DSCRP 1 et 2, PNDDR…). De même, le projet a pris en charge un ensemble de 6 799 démobilisés référencés, alloués au Bureau International du Travail (BIT). Ces démobilisés ont tous bénéficié de la formation professionnelle, du suivi/accompagnement, de l'installation, de la distribution de vélos et de kits professionnels, à quelques exceptions près pour les kits et les vélos.
Malheureusement, les évaluations réalisées ont laissé transparaître les points négatifs suivants :

- Le retard dans la prise en charge des ex-combattants a, entre autres, été à la base de l'échec constaté
- Les tracasseries administratives de la part de certains agents des services publics (taxes et autres services de contrôle pour les ex-combattants ayant développé des activités génératrices de recettes – AGR)

Une quatrième phase du processus DDR a vu le jour en juillet 2021 : le président Félix TSHISEKEDI a créé le **P-DDRCS** (Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation en RDC).

Ce programme est destiné à la réinsertion des ex-combattants des groupes armés. Un centre approprié a même été aménagé dans ce sens dans la province du Maniema. Mais, à l'instar des précédentes phases, un des défis majeurs demeure la contrepartie du Gouvernement congolais, qui, non seulement, doit prendre le devant, mais aussi rassurer qu'il s'approprie le processus DDR en RDC.

Qu'à cela ne tienne, le modèle le mieux adapté au processus DDR de la République Démocratique du Congo, c'est sans doute le « **Désarmement, Démobilisation et Réintégration Communautaire** ».

3. Le processus DDR est-il un besoin dans l'espace Kasaï Central ?

Mécanismes d'activation d'un processus DDR dans une région post-conflit armé[135]

- **Être ancré dans un processus politique.** Le DDR et la réintégration en particulier sont profondément politiques par nature. Il doit donc s'inscrire et s'enraciner dans un processus politique cohérent et coordonné de haut niveau.

[134] Edmonds, Martin, Greg Mills, and Terence McNamee. 2009. "Disarmament, Demobilization, and Reintegration and Local Ownership in the Great Lakes: The Experience of Rwanda, Burundi, and the Democratic Republic of Congo." African Security 2, no.1:29-58.https://doi.org/10.1080/19362200902766383.
[135] Conflit Prevention and Peace Forum : « A la recherche d'une formule gagnante : Leçons sur DDR et la réintégration communautaire en République du Congo »Revue de littérature, Michel Thill, 12 mai 2021.

- **S'aligner sur l'armée.** Une stratégie militaire coordonnée et cohérente, totalement alignée sur le programme de DDR, est essentielle à une démobilisation réussie ainsi qu'à une réintégration durable. Une mise en œuvre rigoureuse permet non seulement de dissuader les détracteurs et de punir les fauteurs de troubles, mais peut également contribuer à renforcer la confiance entre le gouvernement congolais, les groupes armés et les communautés, en montrant que les accords seront respectés, que les fauteurs de troubles seront maîtrisés et que les communautés vulnérables seront protégées.

- **Éviter de contribuer à une (re)mobilisation armée.** Le DDRC peut s'améliorer en assurant que ses projets n'alimentent pas activement les économies locales de remobilisation, et que ces projets ne nourrissent pas les agendas des hommes politiques.

- **Investir dans la réintégration associative.** Tandis que le DDRC devrait être ancré dans un cadre politique solide soutenu par la communauté internationale, il nécessite également une approche axée sur la communauté et capable d'établir et de maintenir la confiance pendant les phases de démobilisation et de réintégration. Une telle approche implique une réflexion créative – suivie d'un investissement conséquent – sur des projets de réintégration associatifs flexibles qui donnent aux ex-combattants la liberté de choisir leur propre chemin vers la vie civile. Elle exige en outre de consulter et d'inclure les communautés dans le processus, et d'encourager la diversité des relations, des réseaux et des associations comme base d'un nouveau sentiment d'appartenance pour tous.

- **Combler les lacunes dans les connaissances locales.** Le manque de connaissances au sein des programmes de DDR concernant les subtilités et les nuances de la démobilisation et de la réintégration, leurs aspects sociaux et psychologiques, ainsi que les capacités et les perceptions des combattants et des communautés, a conduit à des programmes de réintégration peu performants, à la frustration des ex-combattants et à des attentes des donateurs non satisfaites. Pourtant, l'étude de ces subtilités et nuances reste beaucoup trop rare. Par conséquent, la formulation d'une politique fondée sur des faits nécessiterait d'autres études sur la réintégration, le retour, le chez-soi et la mobilité.

- **Maintenir un engagement soutenu.** En fin de compte, la réintégration communautaire en particulier est un processus à long terme dont les progrès dépendent du contexte local, national, régional et même mondial dans lequel il se déroule. Un engagement soutenu et une patience durable de toutes les parties impliquées dans la conduite et le soutien du DDR en RDC sont donc essentiels.

En résumé, les meilleurs mécanismes d'activation du P-DDRCS au Kasaï seraient entre autres :

a. L'élaboration d'un programme cohérent d'engagements politiques soutenu par des moyens coercitifs ;
b. La mobilisation d'un investissement dans la réintégration associative qui donnerait aux bénéficiaires la latitude de prendre leurs propres décisions, qui promeuvent des relations ;
c. L'initiation de recherches supplémentaires sur la manière de façonner le monde des ex-combattants dans leur réintégration et leur retour dans leurs communautés.

CONCLUSION

Qu'à cela ne tienne, le modèle le mieux adapté au processus DDR de la République démocratique du Congo, c'est sans doute le **« Désarmement, la démobilisation et la réintégration communautaire »**.

HISTOIRE DE L'AMPLIFICATION DU PHÉNOMÈNE KAMWINA NSAPU DANS LA COMMUNE DE NGANZA EN 2017

Albert BALOWE MUANZA
Professeur

Introduction et méthodologie de la recherche

Phénomène, mouvement, conflit, milice, insurrection sont des vocables utilisés indistinctement pour désigner à la fois une réalité historico-sociologique et la révolte d'un chef coutumier, du village de Kamuena Nsapu, de la tribu de Bajila Kasanga dans le Territoire de Dibaya, au Kasaï Central. Ce phénomène débuta en 2016 et embrasa au courant de l'année 2017 sept Provinces de la RD Congo, y compris la ville de Kinshasa. Il atteignit des proportions proches de la démesure dans la commune de Nganza, où il prit une ampleur inédite. Cette ampleur et ses ramifications sont à l'origine du questionnement qui sous-tend la présente étude. Ainsi, sept ans après l'apparition du phénomène, sa vertigineuse propagation et les déviations qui en ont résulté, il est impérieux de mettre en évidence au travers d'un récit historique aussi bien les déterminants que les effets pervers.

Au demeurant, ce phénomène fut perçu a priori comme un fait sociologique mineur. Avec le recul, il devint une crise majeure à la fois sécuritaire et humanitaire. Selon l'analyse de Joan Tilouine, au mois de mars 2017, plus de 400 personnes avaient déjà perdu la vie depuis septembre 2016 y compris une multitude de déplacées[136]. Notons que c'est dans l'approche sociologique que les remarquables études de Beya Ngindu, Kasonga Ndungu Mule, Ngalamulume Tshiebue, Kabwe Muela et Kabamba Kabata ont minutieusement abordé cette problématique.

Cependant, de par son imprévisibilité, son retentissement, son intensité, son unité et sa chronologie, ce phénomène s'avère indubitablement un fait historique qui recommande une reconstruction du récit, à l'instar des guerres médiques narrées par Hérodote, dont il était l'un des témoins. À la suite d'Hérodote, il convient de mentionner que les résultats de recherche permettent de consigner les actions des hommes afin qu'elles ne soient pas effacées par le temps et ne tombent pas dans l'oubli[137]. Le contemporain doit apprendre du passé afin de retenir les leçons d'histoire comme le note Valery : « nous entrons dans l'avenir à reculons »[138].
D'une part, toute histoire qui n'est pas racontée tombe dans l'oblitération, comme si elle n'a jamais existé. Ainsi, pour échapper à la trappe de l'oubli, une démarche historique,

[136] Joan TILOUINE, « En RDC, la politique de la mort », en ligne sur https://www.lemonde.fr, consulté le 01/06/2023.
[137] P. GIGUET, *Histoires d'Hérodote*, Paris, Hachette et Cie, 1860, p.17.
[138] Valery cité par Léon –E. HALKIN, *Initiation à la critique historique*, Paris, Armand Colin, 1963, p.22.

essentiellement diachronique et critique, est indispensable pour conserver la mémoire collective. Cette démarche implique que soit écartée l'incertitude des témoignages afin de privilégier la certification de la réalité historique dans sa globalité.

D'autre part, l'histoire est fragile lorsqu'elle n'est pas assez documentée. Dans ce sens, elle donne lieu à la construction et à la propagation des mythes irrationnels, à la désinformation déroutante et aux spéculations mensongères, plus ou moins, déconcertantes, de nature à oblitérer les souvenirs. D'ailleurs, l'absence de culture de l'histoire et de mémoire contribue à la perpétuation de crises, non seulement au Kasaï Central, mais également dans l'ensemble de la RD Congo. D'où la nécessité de l'histoire de connaissance, qui est à même d'apporter d'utiles éclairages sur des zones d'ombres persistantes du phénomène Kamuena Nsapu.

Dans cette optique, de 2017 à 2019, sous l'égide de Tshijuke Kabongo, les étudiants de licence en histoire ont collecté des données de première main pour réaliser des travaux pratiques[139]. Vingt-deux documents ont été collectés dans un volume de 308 pages, pour le compte du Centre de Recherche en Sciences Humaines du Kasaï Central (CRESH). Nous avons enrichi ces données à la fois en interviewant 26 acteurs des différentes parties prenantes ayant opéré à la Nganza et en nous appuyant sur notre propre observation en tant qu'enfant du terroir. Ce qui nous a permis d'arpenter avec facilité le milieu et de sonder en profondeur les sources d'informations, rendant accessibles les données orales et matérielles fiables. Nous avons croisé ces données à une abondante littérature mise en ligne sur Internet et aux ouvrages et articles scientifiques remarquablement fouillés.

En réalité, le phénomène Kamuena Nsapu rentre dans la catégorie des faits historiques étudiés dans le cadre de l'histoire du temps présent. Celle-ci a pour objet la connaissance scientifique des sociétés contemporaines en crise[140]. Et comme Pierre Benetti[141], le fait bien remarquer, le Kasaï était en crise structurelle profonde à cette époque.

D'ailleurs, depuis plusieurs décennies en RD Congo, l'explosion de la colère de la population sur laquelle s'est greffé le phénomène Kamuena Nsapu, est diversement exprimée selon les contextes et les milieux. Généralement, elle prend le visage de nombreuses milices qui mettent en péril le fonctionnement de l'État et engendrent la désolation parmi la population civile. Ces milices se cachent derrière des revendications patrimoniales, politiques et socio-économiques, aux contours camouflés. L'expansion des milices est exacerbée dans une certaine mesure par la mondialisation, les effets de contagion et d'imitation qui la rende possible, complexe et incontrôlable.
Dans la commune de Nganza, le phénomène Kamuena Nsapu traduit à la fois le chaos du maldéveloppement et d'une urbanisation ratée. Il exprime en outre, on l'a dit, l'explosion de la

[139] Les travaux pratiques ont été réalisés par les étudiants sous ma direction, dans le cadre du cours des Questions Spéciales d'Histoire assuré par le Professeur Emérite Samuel Tshijuke Kabongo.
[140] MUTAMBA MAKOMBO, « Benoît Verhaegen, le père de l'histoire immédiate », in *Benoît Verhaegen et l'essor des sciences sociales au Congo-Kinshasa*, Kinshasa, Editions M.E.S., 2004, p.155.
[141] Pierre BENETTI, envoyé spécial du journal le Monde au Kasaï, en ligne sur https://www.lemonde.fr , consulté le 01/05/2023.

colère populaire d'une population longtemps paupérisée, meurtrie, marginalisée et muselée à travers une gestion calamiteuse des politiques publiques[142]. À ce propos, André Lagrange mentionne que Nganza comme l'ensemble des Provinces du Kasaï ne faisaient pas partie des zones d'attention de la communauté internationale, par analogie à l'Est du pays[143]. Le phénomène raviva cette attention d'autant plus qu'il prit une ampleur démesurée aussi bien à Nganza que dans tout le Kasaï, par des exactions incommensurables commises par les protagonistes.

Aux yeux de l'État congolais, de la communauté internationale, voire de la population que la milice prétendait défendre, les actes commis étaient répréhensibles et extrêmement sulfureux, dépassant largement, non seulement, les bornes de la raison, mais également, les perspectives basiques y imprimées par l'initiateur.

Comment peut-on débusquer la théorie du complot et/ou d'instrumentalisation qui sous-tendrait la destruction des valeurs d'une société ? Ou encore la remise en cause d'un système sociétal par des mécanismes incongrus et déviationnistes ? Si par hypothèses les prémisses des revendications n'avaient pas dépassé le cadre du pouvoir coutumier, les rapports de force ont été fondamentalement disproportionnés entre un chef qui ne réclamait que l'acte de reconnaissance de son pouvoir coutumier conformément aux lois du pays, et la réponse agressive, plus que robuste lui réservée par le pouvoir public. Ce qui a rendu ce chef célèbre et l'a fait rentrer dans l'histoire, à sa manière, par des expressions revendicatrices mi-coutumières, mi-politico-économiques et sociales faiblement planifiées. Parallèlement, la commune de Nganza a donc fait l'objet de l'histoire qui doit s'écrire.

1. Espace de prédilection de l'insurrection

La plupart des auteurs qui ont étudié le mouvement Kamuena Nsapu sont d'accord sur un point : l'espace Kasaï est marginalisé sur le plan de son développement socio-économique. De plus, le Kasaï Central est l'une des Provinces les plus pauvres du Grand Kasaï. En revanche, les indicateurs socio-économiques de la commune de Nganza, l'une des cinq communes de la ville de Kananga, tout comme le Territoire de Dibaya, dont est originaire le chef Kamuena Nsapu, traduisent la misère, la pauvreté et la précarité des conditions d'existence.

À Nganza, les infrastructures de base héritées de la colonisation sont nettement dégradées, d'autres ont disparues. Selon le Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCRP), 8 personnes sur 10 y vivent sous le seuil de la pauvreté, avec moins d'un dollar par jour et par personne et avec des disparités assez prononcées entre quartiers et groupes socioprofessionnelles[144]. Pareil contexte de vie favorise inéluctablement l'adhésion massive des populations aux idéologies extrémistes qualifiées à tort ou à raison des terroristes.

---

[142] Paul MAKALA NZENGU, *Politiques publiques et gestion du secteur agricole et rural en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Centre Agronomique et Vétérinaire Tropical, 2010, pp.40-41.

[143] Marc-André LAGRANGE, « Du désordre comme art de gouverner. La rébellion Kamwina Nsapu, un symbole de mal congolais », septembre 2017, p.5, en ligne sur https://www.ifri.org, consulté le 30/05/2023.

[144] RDC, *Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté*, 2006, pp.16-24.

En effet, au courant des années 1990, la deuxième République reconnut officiellement que son bilan était globalement négatif. Les Congolais se mirent à réagir de plusieurs manières : multiplications des recettes de survie, tentatives de réorganisation économique, guerres pour renverser le régime, pillages, etc.[145] L'entame de la démocratisation des institutions coïncida avec le discours du Président Mobutu le 24 avril 1990 consacrant l'entrée en scène de l'opposition politique incarnée par Etienne Tshisekedi. Ce dernier, des souches kasaïennes, est né au Kasaï Central, où il a grandi aux environs de la ville de Kananga, précisément à Ntambwe Saint Bernard, l'une des missions catholiques de la commune de Nganza, laquelle commune a des accointances géographiques et tribales avec le Territoire de Dibaya, reconnu comme l'épicentre de la milice Kamuena Nsapu.

Déjà au moment de l'expansion du mouvement des pillages des années 1991, la colère de la population de Nganza était perceptible. Les pillages traduisaient à la fois l'impuissance de l'État et le paradoxe d'une société profondément polarisée et en crise. C'était une société en quête de l'équilibre entre une minorité nationale et étrangère puissamment riche et une majorité de la population extrêmement pauvre. C'est dans ce contexte que Jean-Philippe Peemans alertait que l'avenir politique du Zaïre était imprévisible et une vague de troubles était inévitable. Cet auteur soulignait sans ambages que l'Afrique Centrale était une poudrière qui devait exploser à cause de la misère et de la pauvreté[146].

La description des scènes des pillages dans les principales villes de la RD Congo, était innommable. Pendant qu'ailleurs la principale cible était les entreprises industrielles, commerciales et de transport, la commune de Nganza était le parent pauvre de l'industrialisation et de la modernité. Par conséquent, elle n'offrait rien à piller en dehors des patrimoines, institutions et personnages publics sur lesquels les pilleurs déversèrent leur rage.

En 1991 par exemple, à l'issue des scènes des pillages des bureaux communaux, le bourgmestre Ilunga Tshiawu Mana Tshitu fut séquestré et mis au cachot, probablement par les militants de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), parti de l'opposition, dont Etienne Tshisekedi était le cofondateur depuis 1982. Les activités politiques de ce parti, en plein régime dictatorial violaient la constitution de la République. C'est avec raison que Ndaywel l'a surnommé : « parti hors la loi »[147]. Ses adhérents et sympathisants se comptaient parmi l'élite aux abois, les fonctionnaires de l'État, les étudiants et les jeunes désœuvrés, y compris les militaires et les policiers.

L'incident de Nganza traduit la radicalisation des sentiments hostiles au pouvoir de Kinshasa. Il rappelle, dans une certaine mesure, les origines lointaines de la crise Kamuena Nsapu. Au fond, cet incident reflétait la sévérité des sanctions du petit peuple à l'endroit des acteurs politiques. Parallèlement, il était l'expression de dénonciation d'une vaste duperie de l'État à

[145] Isidore NDAYWEL è NZIEM, *Nouvelle histoire du Congo. Des origines à la République Démocratique*, Bruxelles, Edition Le Cri, 2012, p.593.
[146] Jean-Philippe PEEMANS, *Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.40.
[147] Isidore NDAYWEL è NZIEM, *op.cit*., p.584.

l'endroit du Kasaï Central. À titre illustratif, on peut évoquer non seulement la désindustrialisation graduelle du Kasaï, mais aussi, la pauvreté énergétique consécutive au projet manqué de construction des barrages de Katende I et II. En réalité, le malaise social profond a cristallisé les frustrations qui ont été à la base d'une totale aversion envers l'État.

Aux dires des habitants du Kasaï, l'absence de l'énergie électrique est à l'origine de leur malheur. Ils sont victimes des politiques publiques discriminatoires qui ont mis aux dernières loges les questions de l'amélioration de leurs conditions de vie et d'existence. Pourtant, l'électricité conditionne le développement intégral des sociétés. Aussi, la plus grande souplesse des localisations des entreprises est liée à l'homogénéisation croissante de l'espace du point de vue de l'approvisionnement énergétique. Dans ce sens, la révolution industrielle est la résultante de la révolution énergétique[148]. Les deux participent à l'amélioration des conditions de vie.

Par ailleurs, le ras-le-bol du malaise social au Kasaï se manifesta également par son adhésion à la démonétisation de la nouvelle monnaie (Nouveau Zaïre) proclamée par Etienne Tshisekedi en 1993. Le Kasaï qui était déjà pressenti, fief de l'opposition, refusa de consommer la nouvelle monnaie. Ce qui consacra un état de sécession monétaire en face de l'hyperinflation constatée sur le marché depuis 1992[149]. Le tableau de cette situation est commenté dans les écrits de François Kabuya et Matata Mponyo, dans lesquels ils démontrent que la légitimité et de souveraineté de l'État congolais étaient largement en perte de vitesse[150], d'autant plus qu'il était difficile d'expliquer la coexistence de deux zones monétaires en temps de paix.

L'espace Kasaï venait de ce fait de défier l'état en l'ignorant complètement. Pour sa part, Kabamba Kabata analysant ce fait, considère que le Kasaï était la terre d'opposition politique[151]. Ce qui renforça la radicalisation de l'opposition dans cet espace y compris dans la commune de Nganza où vivaient certains mentors de l'UDPS, comme Tshimanga Nyembe[152].

Pendant cette période, le vivre-ensemble entre les partisans du parti au pouvoir et ceux de l'opposition était compromis. Au courant de la présidentielle de 2006 par exemple, un cadre du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), de surcroit fils de Nganza, se fit agresser par ses propres frères de sang, qui incendièrent sa moto. Il s'agit de Muamba Katu Ka Njila qui devint quelques années plus tard le maire de la ville de Kananga, avec comme mission de mater la milice Kamuena Nsapu[153].

---

[148] Bernadette Mérenne-SCHOUMAKER, *Géographie de l'énergie,* Paris, Nathan, 1997, p.5.
[149] Isidore NDAYWEL è NZIEM, *op.cit.,* p.593.
[150] François KABUYA KALALA et MATATA MPONYO MAPON, *L'espace monétaire kasaïen. Crise de légitimité et de souveraineté monétaire en période d'hyperinflation au Congo (1993-1997),* Paris, l'Harmattan, 1999.
[151] KABAMBA KABATA, « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasaï (République Démocratique du Congo) », in *Belgeo. Revue belge de géographie*, (2018), n°2, p. 17, en ligne sur https://journals.openedition.org, consulté le 19/05/2023.
[152] TSHIMANGA NYEMBWE avait exercé les hautes fonctions dans l'UDPS. Il fut président sectionnaire de la commune de Nganza (1990-1992), puis président fédéral du Kasaï Occidental (1992-1996).
[153] « Le Kasaï en crise », en ligne sur https://www.lemonde.fr., consulté le 01/05/2023.

Ces élections furent catastrophiques pour le PPRD, nonobstant le boycottage de l'UDPS. Au deuxième tour, au Kasaï Occidental, le candidat président de la République Joseph Kabila obtint 23,3% contre 76,7% pour Jean-Pierre Bemba[154]. En 2011, Etienne Tshisekedi s'engagea dans la course vers la présidence. Le jour du vote, le chaos électoral était visible au Kasaï Occidental. Plus ou moins 70% de bureaux de vote furent saccagés, les urnes incendiées, les bulletins de vote détruits. Dans l'imbroglio total, il était difficile de déterminer les responsabilités de l'UDPS et du PPRD. Ces actions de sabotage étaient une stratégie d'instrumentalisation et de manipulation des jeunes, pris au piège par les antagonistes, afin d'obtenir l'annulation des résultats du scrutin par la communauté internationale d'une part, et de l'autre de ternir l'image de l'opposition pour écarter la possibilité du recours à l'organisation du deuxième scrutin.

On assiste à une cacophonie où les militants déchainés, non autrement identifiés, saccageant tout sur le passage, s'en prennent aux fonctionnaires visiblement apolitiques. Ce fut le cas par exemple, à Nganza au niveau de Ntambwe Saint Bernard, où le préfet Tshipamba Mbantambela fut séquestré par des inconnus se revendiquant tantôt de l'UDPS tantôt du PPRD. Ils incendièrent le bureau de l'école où ils l'avaient enfermé, détruisant par la même occasion toutes les traces du vote. Bref, les piégeurs étaient piégés.

Bien plus, peu des jours avant le vote, le gouverneur de la Province du Kasaï Occidental fut publiquement humilié dans l'enceinte de la Brigade de Mobilisation des Recettes (BMR), par sa challenger à l'élection législative qui le gifla en présence d'un garde du corps impuissant. Elle le soupçonnait de bourrer des urnes. Pourtant, ce ne fut qu'une fausse rumeur qui ne résista pas à l'épreuve du temps. Les caisses incriminées ne contenaient que les imprimés de valeur de la BMR. Le même gouverneur fut attaqué et pourchassé à maintes reprises par certains combattants, qui l'avaient fiché comme étant à la solde d'un régime crapuleux. L'infortuné essuya des projectiles, à Nganza, à Lukonga et en ville non loin de sa résidence officielle.

Malgré toutes ces bavures : saccage des bureaux de vote, incendie des urnes, destruction des bulletins de vote qui reprenaient généralement le nom d'Etienne Tshisekedi, ce dernier, au deuxième tour, obtint au Kasaï Occidental, 75,6% contre 24,33% pour Joseph Kabila[155]. Ainsi, la défaite d'Etienne Tshisekedi à la présidentielle de 2011 n'a jamais été accepté dans son fief. D'où une résistance latente au régime en place dans un contexte de déclin socio-économique, avec une survenance de phases d'escalade des conflits et parfois de flambée de violence[156].
Il convient de rappeler que pendant la campagne électorale de 2011, le cortège du candidat président Joseph Kabila essuya des projectiles sur son chemin de retour vers l'aéroport de Kananga, au niveau du rond-point Kalus. Il semble que ces pierres sont conservées comme œuvres d'art dans un endroit sûr. Déjà en 2006, la même ville empêcha le président venu en campagne électorale d'y entrer. Il se contenta de faire une courte allocution à l'aéroport, où un podium circonstanciel fut installé. Il s'envola passer la nuit au Bandundu. Ce qu'il ne manquait pas aussi de ruminer, mijotant multiples stratagèmes de vengeance.

[154] Isidore NDAYWEL è NZIEM, *op. cit*. p.610.

[155] KABAMBA KABATA, *art.cit.,* p.18.

[156] *Ibidem*.

En réalité, le Kasaï Central exprimait son sentiment de désapprobation totale de la mauvaise gouvernance, en ignorant complètement, le principal responsable dans son imaginaire collectif. Par exemple, Kabasu Babu rapporte qu'en 2011, lors de ses tournées d'itinérance, à deux reprises, dans des endroits et contextes différents (Luiza et Dimbelenge), les écoliers, en présence de leurs enseignants, répondirent sans humour, peut-être par ironie, que c'était Etienne Tshisekedi qu'ils connaissaient comme président de la RD Congo en lieu et place de Joseph Kabila [157].

2. Origine et installation des foyers initiatiques

Le 20 septembre 2013 marque la date de l'intronisation de Jean-Prince Mpandi Mupangila qui succède à son oncle paternel Ntumba Mupala, décédé le 25 mars 2012[158]. En tant que nouveau chef, il sollicita, en vain, d'être reçu par les autorités provinciales, afin de présenter ses civilités et d'exposer son plan de développement des milieux ruraux. Ce qui attisa son courroux et cristallisa ses opinions contre le régime politique en place.

Pour cette cause, et bien d'autres sous-jacentes notamment la non-reconnaissance de son statut de chef coutumier par l'État et la misère dans laquelle pataugeait son peuple, il réunit les notables et toutes les couches sociales pour expliquer son projet de développement de leurs milieux par la résistance et la désobéissance civile à un État défaillant. Pour lui, l'État congolais était fantoche, largement manipulé par les étrangers, systématiquement infiltré par des personnes travaillant au détriment du peuple. Son discours aux allures populistes trouva des échos favorables d'endoctrinement dans tous les milieux défavorisés, particulièrement les milieux des jeunes. C'est dans ce contexte qu'un premier foyer initiatique fut implémenté pour implorer les ancêtres Lulua à la rescousse de leurs descendances.

Dans le jargon Luba-Lulua, le foyer initiatique est appelé Tshiota. Le Tshiota est un feu sacré allumé par un chef d'une famille autour duquel les membres se réunissent pour communier, discuter, palabrer sur la bonne marche de leurs milieux de vie. Ils y organisent des cérémonies rituelles, des incantations invoquant la présence et l'intervention des esprits des ancêtres dans leurs affaires. Dans ce cas de figure, on invoque l'esprit de « Nkuembe[159] » qui détiendrait des pouvoirs magiques extraordinaires et des réponses en face des situations inextricables.

Le premier Tshiota camouflant la mise au point d'un mouvement insurrectionnel est implantée par Jean-Prince Mpandi dans la cour royale de Kamuena Nsapu, dans le secteur de Dibataie, le 23 avril 2O16[160]. Il s'insurge contre la violence subie par la cour royale, la désacralisation des

[157]KABASU BABU KATULONDI, *Gouverner une province en RD Congo : Le Kasaï Occidental. Dans les griffes du régime Kabiliste,* Johannesburg, Global Ubundu, 2013, p. 131.
[158] Boniface BEYA NGINDU, *Perception du phénomène social de crise. Cas de la révolte du Chef Kamuena Nsapu, Kananga*, Cereka, 2016, p.16.
[159] Le Nkuembe est une créature fabuleuse que la tradition légendaire Lulua représente comme un monstre puissant et extraordinaire vivant partout et nulle part, détenteur des pouvoirs extrahumains.
[160] Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE, *Reconstruire après la crise. Regard sur le conflit Kamwina Nsapu et la dynamique de relèvement du Kasaï Central*, Bruxelles, Academia-L'Harmattan, 2021, p. 32.

symboles du pouvoir coutumier et les tentatives de viol de son épouse par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) pendant son absence. Opération au cours de laquelle aucune arme ni munitions prétendument cachées par le chef ne furent trouvées à son domicile[161]. À ses yeux, ce fut un affront qu'il fallait venger à tout prix.

On peut comprendre que la recherche de cache d'armes dans le village Kamuena Nsapu était un subterfuge auquel le pouvoir avait recouru pour légitimer son action. Il est fort probable que les vues politiques du chef Jean-Prince Mpandi étaient proches de l'opposition. Cela transparaissait dans ses prises publiques de parole dans lesquelles il avait des critiques acerbes à l'endroit du pouvoir qu'il qualifiait de négligent et dictatorial. Il aurait même publié en 2015, un pamphlet intitulé « non aux élections de 2016 »[162]. Document auquel les autorités se seraient référées pour légitimer l'assaut des militaires qui causa l'assassinat du chef le 12 août 2016. Il reste à en vérifier l'existence et l'authenticité.

Le premier foyer initiatique se fondait sur le baptême qui consistait à des pratiques ancestrales de consommation d'une potion magique et des nourritures à base des mélanges des ingrédients divers. Cette potion appelée « Tshizaba » est un fétiche composé de l'alcool traditionnel, du chanvre et les fourmis rouges vives. En réalité, personne ne sait ce que contenait réellement cette potion[163]. On a rapporté plus tard qu'on y mélangeait les restes des corps et du sang humains, avec pour objectifs de conditionner les éléments[164], dans la conduite à tenir et de les protéger lors des batailles. On raconte que grâce au pouvoir de Tshizaba, non seulement, les éléments devenaient invulnérables aux balles des ennemis, mais aussi, tout ce qu'ils pouvaient détenir à la main, même du sable ou un simple bâton, devenait une arme pour neutraliser l'ennemi[165].

Face à la répression de l'armée, les Kamuena Nsapu créèrent des Tshiota au-delà du groupement Bajila Kasanga du secteur de Dibataie. L'un des premiers et des plus actifs et célèbres fut celui de Ngombe, à Moyo Musuile, situé à une vingtaine de kilomètres de Bunkonde, dans le secteur de Dibanda.

Il y a lieu de noter que les gens parcouraient de longues distances pour accéder au baptême. Surtout au moment où le mouvement prit le caractère ethniciste, d'activité lucrative ou de règlement des comptes entre prétendants au pouvoir coutumier. On peut citer, entre autres, le cas de Mbawu Nkanka, chef de groupement de Bajila Kasanga à Tshikapa, qui parcourut plus

[161] Boniface BEYA NGINDU, *op.cit.*, p.18.
[162] « Défis et priorités pour la paix au Kasaï Central. Rapport des consultations menées par Interpeace et ses partenaires sur les territoires de Dibaya, Kamako, Kamonia, Mweka et Tshikapa », octobre 2020, en ligne sur https://www.interpeace.org, consulté le 18/05/2023.
[163] Sonia ROLLEY, « Le système Kamwina Nsapu », en ligne sur https://www.webdoc.rfi.fr, consulté le 30/05/2023.
[164] Nom donné aux initiés et adeptes de la milice Kamwina Nsapu.
[165] Entretien du 16/06/2023, avec BALANGANAYI KABAMBA, Infirmier et superviseur de la milice à Kananga.

de 350 kilomètres pour prendre le baptême à Dibaya afin de combattre son frère Mbawu Muteba qui usurpait son pouvoir avec l'aide des politiciens[166].

Ainsi commença l'épopée d'un chef qui traversa les frontières d'un village quasiment perdu, à plus de 80 kilomètres de la ville de Kananga. Les éléments convaincus de leur invulnérabilité, commencèrent à défier l'État en troublant pratiquement l'ordre public. Beya Ngindu donne une meilleure description de la détérioration de la situation, que malheureusement le pouvoir banalisa en le qualifiant de feu de paille qui allait s'éteindre sous peu[167].

La milice naissante expérimenta ses énergies d'invincibilité en dressant les barrières sur les principaux axes routiers afin de contrôler l'identité et la qualité des voyageurs et leurs biens. Les barrières étaient visibles sur le tronçon de la route Mbuji Mayi- Kananga via Miabi, Tshilundu, Tshintshianku, ainsi qu'à la croisée des routes à Mbondo, Tshikula, Kayaya Nsapi vers Kananga. Dans cette opération, ce sont les agents de l'ordre qui constituaient la principale cible visée, car c'est eux qui avaient vandalisé le domicile du chef Mpandi[168].

On recherchait également dans ces contrôles systématiques les traitres, c'est-à-dire les gens à la solde d'un pouvoir corrompu, défaillant, démissionnaire et illégitime. Ceux qui tombaient dans les embuscades des éléments étaient décapités et leurs armes récupérées par ces derniers. La milice s'équipa progressivement en carabine et armes létales.

La généralisation du mouvement obligea le gouvernement provincial à rappeler le chef à l'ordre, l'invitant du coup à la table de négociation. Les deux camps se cramponnèrent aux antipodes de leurs points de vue, si bien que les pourparlers capotèrent à maintes reprises, conduisant au finish, à l'assassinat le 12 août 2016 de Jean-Prince Mpandi, le 6e chef de la lignée Kamuena Nsapu.

Les failles sont perceptibles aussi bien du côté du chef Mpandi que de celui du pouvoir public. En réalité, les deux n'avaient pas pris la mesure de leurs responsabilités et des conséquences qui découleraient des actes posés dans une sorte de précipitation, quelque peu inconsidérée. On peut se demander si le chef avait les moyens de ses ambitions ? Autrement dit, le chef avait-il les ressources humaines, financières, matérielles et spirituelles nécessaires pour entreprendre et mener son entreprise à terme ? Ou bien, il comptait tout simplement sur les miracles des pouvoirs magico-religieux qui font appel à l'intervention légendaire des ancêtres Bajila Kasanga et du « Nkuembe », réputés dans l'assistance de leurs descendants dans des situations de galère.

Il apparaît que les incohérences dans la pensée du chef dénotaient d'une impréparation notoire. On peut le percevoir dans ses speechs et dans les multiples conversations qu'il a eues avec les députés et les autres délégations qui ont essayé d'entrer en contact avec lui ou qui l'ont

[166] Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE, *op.cit*., p.62.
[167] Boniface BEYA NGINDU, *op.cit.,* p.22.
[168] *Ibidem*.

personnellement rencontré pour tenter de désamorcer la crise. Ces différents moments de rencontre ou de négociations ont été largement documentés et véhiculés aussi bien dans les supports numériques que dans les multiples réseaux sociaux, dont Kabue Muela [169] fourmille d'amples détails.

Par ailleurs, l'assassinat du chef fut une grossière erreur de jugement de la part du gouvernement. Apparemment, la décision de le tuer relève tout simplement d'un règlement de compte, comme le souligne Ngalamulume Tshiebue, mentionnant la cruauté et la précipitation avec lesquelles cette opération fut menée[170]. Cet auteur évoque aussi la nature belliqueuse de l'imposante délégation venue de Kinshasa, dont l'objectif inavoué était l'élimination physique, à tout prix, du chef rebelle aux fins d'exacerber la crise au centre du Pays. Cette dernière appréhension corrobore l'hypothèse selon laquelle le conflit Kamuena Nsapu a été à la fois une rébellion et une manipulation et/ou instrumentalisation d'un État terroriste[171], qui cachait ses intentions de reporter les élections législatives et présidentielles qui pointaient à l'horizon en 2016.

Aux dires de nombreux observateurs, le conflit Kamuena Nsapu est une expression de la profonde fissure entre les gouvernants et les gouvernés dans un contexte de précarité et de la faillite de l'État, sur fond d'enjeux électoraux. Le décès du chef en constitua un tournant décisif d'autant plus qu'il rajouta la poudre au feu. L'insurrection embrasa les 4 coins du Kasaï, ravivée par la diffusion de messages audio du défunt[172] et le sentiment de vengeance de ses adeptes, altérant de plus en plus la vision originale du mouvement. L'absence totale de coordination et de leadership joua nettement en faveur de l'anarchie. Ainsi, la milice devint rapidement une bête qui échappa à son créateur.

Cependant la condition de passer par le baptême pour accéder aux pouvoirs mystiques d'invincibilité obligea des milliers des gens ordinaires, des aventuriers et des chefs coutumiers en mal de positionnement[173] à passer par le Tshiota pour cette cérémonie afin d'être immunisé. Chaque Tshiota avait son féticheur, comme chaque groupe de miliciens avait son chef. Bien plus, comme le baptême n'était pas gratuit, une spéculation s'installa en rapport avec son tarif, dont le prix s'élevait jusqu'à 5000 francs congolais dans certains Tshiota.

Les Tshiota entrèrent à Nganza par l'Est, à partir du village de Tshimpidinga. Ce fut dans cette localité que les 4 premiers meneurs reçurent leurs baptêmes, lesquels leur permirent d'initier le reste de la population dans la commune de Nganza. Mais, ils ne devinrent pas les chefs des

[169] Albert-Aimé KABUE MUELA, *Le conflit Kamuena Nsapo dans le Kasaï en République Démocratique du Congo. Dynamiques, acteurs, enjeux, pédagogie et perspectives*, Tome1, Bruxelles, Arno, 2021, pp. 57-88.
[170] Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE, *op.cit.,* 49-52.
[171] Bruno KASONGA NDUNGA MULE, *Le phénomène Kamuina Nsapu, une rébellion ou manipulations d'un État terroriste ? Un prétexte de Joseph Kabila pour massacrer le peuple Lulua*, 2018, en ligne sur https://www.edilivre.com, consulté le 29/06/2023.
[172] Marc-André LAGRANGE, *loc.cit.,* p.8.
[173] *Ibidem*, p.13.

Tshiota que l'on créa[174]. Dans cette logique, les Tshiota généralement déstructurés se disséminèrent dans cette commune. On en dénombra au total quatre. Il s'agit des Tshiota de Kapo, Mpoko, Tshinema, et Kadiamba. Ces quatre foyers d'initiation étaient localisés dans 4 quartiers différents (Nganza Kamakula, Salongo Mwimba, Nganza-N'sele et Nganza-Nord). Le chef de Tshiota le devenait par son courage, sa bravoure, la folie des grandeurs et sa capacité de s'imprégner des incantations et pratiques fétichistes. C'est ainsi que les cupides et les escrocs s'imposèrent[175]. La plupart des meneurs (Mpoko, Kapo, Kadiamba ou encore Kabumbu, Balanganayi, etc.), avaient des liens de parenté avec la famille royale de Kamuena Nsapu, à l'exception de Tshinema, qui était lui, de la lignée de Nkonko de l'hinterland de Kananga. Certains baptêmes consistaient à s'assurer de la protection individuelle devant un quelconque danger. Ce qui a expliqué l'engouement des motards et les bayanda à prendre le baptême en vue d'être capables de surmonter les embûches afin de poursuivre leurs activités de survie.

Le Tshiota devint le lieu d'expérimentation de multiples types des baptêmes et fétiches. Par exemple, les pratiques cannibalesques, la débauche et la dépravation des mœurs, devinrent récurrentes, quasiment permises et encouragées au grand désarroi des gardiens des traditions ancestrales. Ce qui sûrement n'a pas manqué d'énerver ces traditions et particulièrement le « Nkuembe » pour déboucher sur la fragilisation des pouvoirs magiques de la milice.

3. Les temps d'affrontements et d'exode de la population

Selon Sonia Rolley, les attaques des Kamuena Nsapu étaient mystiques et avaient un objet à la fois tactique et métaphysique. La plupart se déroulaient les jeudis et vendredis en commémoration de la trahison et de la mort de leur chef Jean-Pierre Mpandi, les jeudi 11 et vendredi 12 août 2016[176].

La première attaque des éléments Kamuena Nsapu contre les forces gouvernementales eut lieu dans la ville de Tshimbulu dans la nuit du 12 août 2016, au cours de laquelle on dénombra 19 pertes en vies humaines, dont 11 policiers et 8 miliciens. En plus, 40 miliciens furent capturés, dont l17 mineurs de moins de 12 ans[177]. Le même jour l'expédition militaire partie de Kananga abattit Jean-Prince Mpandi dans sa cour royale. Ce fut la fin tragique d'un héros qui avait osé dénoncer le mal congolais à partir du centre du pays, sans aucune base arrière.

L'accalmie observée après le décès du chef ne fut que de courte durée. Ses partisans, nous l'avons noté, ruminaient sa vengeance, d'autant plus que sa dépouille ne fut pas retrouvée et que le chef n'avait bénéficié des obsèques dignes de son rang. Ainsi, le 22 septembre 2016, à la surprise générale, la milice Kamuena Nsapu attaqua l'aéroport de la ville de Kananga. On dénombra 49 morts, 30 blessés et des dizaines d'arrestations. Dorénavant, les attaques se

[174] Entretien du 07/05/2023 à Nganza avec MUSUNGAYI MPINDA François, maraîcher, l'un des 4 premiers meneurs.
[175] Entretien du 24/04/2023 à Nganza avec TSHILUMBA TSHIKIS, inspecteur de l'enseignement primaire, observateur aguerri, qui n'avait fui les affrontements.
[176] Sonia ROLLEY, *loc.cit.* , p.2.
[177] Marc- André LAGRANGE, *loc.cit.,* p.8.

propagèrent à un rythme accéléré comme une trainée de poudre dans tout le Kasaï, embrigadant 4 provinces : Kasaï Central, Kasaï Oriental, Kasaï et Lomami.

À Tshikapa, par exemple, les affrontements éclatèrent les 3 et 4 décembre 2016, au cours desquels 13 militaires et 18 miliciens furent tués, occasionnant de nombreux dommages collatéraux dans 154 villages affectés, dans lesquels on confirma 95 morts et 150.000 personnes déplacées[178]. Les dégâts matériels étaient toujours considérables là où le passage de la milice était signalé. Tshimbulu, Luebo, Kazumba, Luiza, etc. Les bâtiments publics, les bureaux et les édifices de la Commission électorale Nationale Indépendante (CENI) et de l'église catholique étaient principalement ciblés, saccagés et détruits. Les archives, trésors et patrimoines culturels, argent liquide étaient considérés comme étant des biens de « majangi » c'est-à-dire des biens mal acquis, par des moyens frauduleux et malhonnêtes, entachés en plus de la traîtrise.

Ces affrontements appelés par la milice « Kange », qui veut dire « jeux »[179] étaient ordonnés sous l'initiative de l'une des parties antagonistes au conflit. La milice se préparait pour l'attaque programmée en faisant un réveillon au Tshiota afin de renforcer la concentration sur l'objectif, repenser les stratégies et remémorer les règles de conduite au front. Il était en plus nécessaire d'éviter la fuite des informations afin de capitaliser l'effet de surprise sur l'ennemi. Les miliciens généralement drogués, étaient confiants en la puissance des fétiches.

En revanche, les FARDC agissaient en représailles pour mater la rébellion dont l'État semblait graduellement perdre le contrôle. Le recours aux armes létales pour écraser une milice atypique, sans défense conventionnelle et qui se confondait dans la population civile, contribua largement au discrédit du régime en place.

À Nganza, rien qu'au courant de 5 mois, de novembre 2016 à mars 2017, on enregistra 10 affrontements entre la milice et les FARDC, soit une moyenne mensuelle de 2 affrontements. Ces affrontements paralysèrent considérablement les activités de la commune, engendrant l'exode de la population civile. En réalité, cette population fut prise en étau entre la milice et les FARDC. La milice qui avait excellé dans la tracasserie d'une population sans défense instaura un régime de terreur qui rappelait à la fois le recours à la guillotine du temps de la Révolution française et aux camps de concentration construits par les nazis pour exterminer les Juifs. Ce qui ne manqua pas de creuser le malaise social d'une population déjà profondément meurtrie, dont les conditions de vie, on l'a vu, étaient précaires. Le comble est que les FARC accusaient la même population de complicité avec la milice, à cause du fait que la milice vivait au milieu d'une population impuissante de la dénoncer, car il s'agissait généralement des fratries.

La commune devint une zone rouge. Elle fut décrétée zone opérationnelle par le gouvernement central. Le grand nombre des miliciens de la ville de Kananga se réfugiaient à Nganza. La commune abritait les Tshiota les plus actifs et les plus célèbres de par les capacités qu'ils avaient

[178] Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE, *op.cit.,* pp. 62-63.

[179] Entretien avec MUSUNGAYI MPINDA, *déjà cité*.

à mettre les forces gouvernementales en déroute. Notons que Nganza avait aussi la réputation d'héberger de grands féticheurs.

Ainsi, les gens accouraient de partout pour expérimenter des pouvoirs mystiques aux fronts à partir de Nganza[180], qui du reste, est relié à Dibaya par la route. Et où vivent la majorité des jeunes désœuvrés et déscolarisés de la ville de Kananga. C'est aussi, on l'a vu, une terre acquise à l'opposition politique, propice à l'insurrection et dont 7 habitants sur 10 sont des souches Kamuena Nsapu ou apparentés.

Il convient de rappeler que les miliciens de Nganza ont été recrutés forcément grâce à l'impopularité du régime dans cette région, qui s'estimait marginalisée depuis l'accession du pays à l'indépendance[181]. Ce qui explique l'amplification du mouvement avec ses corollaires, dont le déplacement des populations dans toutes les directions. En somme, le chantre catholique Simon Muwaya illustre ce propos dans son cantique intitulé : « bupole bua moyo wetu, badi mu Nganza baya mu Lukonga, badi mu Lukonga baya ku Tshibungu »[182].

Dans le même ordre d'idées, les affrontements entre la milice et les FARDC ayant provoqué la mort et le déplacement des populations ont été à l'origine d'une crise humanitaire sévère dans la commune de Nganza ainsi que dans toute la région du Kasaï. Ngalamulume Tshiebue y revient avec force détails. Il note par exemple qu'il y a eu près de 1,9 million de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire d'urgence, 1,4 million des personnes déplacées internes, 20.000 réfugiés en Angola, de multiples violations des droits humains et la destruction méchante des infrastructures de base[183].

4. Les représailles et l'effondrement des foyers initiatiques (Tshiota)

La situation s'étant considérablement dégradée à Nganza, la recherche des moyens de résolution de la crise s'imposait. La grande difficulté consista en l'absence de l'interlocuteur valable du côté de la milice après la mort de Jean Prince Mpandi, même si plusieurs descendants de Bajila Kasanga s'autoproclamaient héritiers de la pensée du chef. C'est le cas notamment de Kabumbu et Balanganayi[184]. Cependant, les milices se fragmentaient et s'autonomisaient au gré des circonstances, rendant encore plus compliquées les issues des négociations. L'option du recours à la force militaire devint inévitable.

---

[180] Entretien avec TSHILUMBA TSHIKIS, *déjà cité*.

[181] Pierre BENETTI, *loc.cit.*

[182] Le chantre catholique Simon Muwaya milite pour l'instauration de la paix, en appelant les miliciens et les FARDC à enterrer la hache des guerres. La guerre ayant exacerbé le déplacement à grande échelle de la, population, ceux qui habitent Nganza émigrent vers Lukonga, dans un mouvement discontinu.

[183] Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE, *op.cit.,* pp.81-101.

[184] Kabumbu wa Nsapu André, Balanganayi Kabamba et Kanku Nkata proches parents de Jean-Prince Mpandi étaient associés dans les consultations visant la résolution pacifique du conflit. Balanganayi devint même le chef de la mission de pacification et créa une ONG pour défendre les droits de la milice. Kanku Nkata alias Muena Sangu pour sa part participa à l'opération arme contre vélo relative à la reddition de la milice.

La commune de Nganza se transforma en un champ de bataille et une véritable boucherie où furent perpétrés apparemment des crimes exécrables. On assista aux massacres des populations jamais vécus ni connus auparavant. En effet, du 4 au 30 mars 2023, la commune bouillonnait, car elle était quasiment suspendue à la gâchette du fusil.

La nuit du 4 mars 2017, les Tshiota de Mpoko et de Kapo subirent deux attaques simultanées. Une cinquantaine des morts furent déplorées. Toutefois, le nombre exact des morts ne fut jamais connu, car les militaires tuaient et emportaient les corps. Du moins, on assista au démantèlement total de ces Tshiota de la première heure. C'est par exemple que Sabanga qui était actif dans le Tshiota de Kapo, se replia dans le Territoire de Dibaya où il devint très dangereux et continua des exactions jusqu'à son arrestation en 2022.

Ce fut dans ce contexte que la nuit du 14 au 15 mars 2017, les miliciens de Nganza ainsi que ceux venus de Dibaya, Luiza, Kazumba pour combattre dans la ville furent systématiquement massacrés au cours d'une opération militaire spéciale, tuant plus 500 personnes y compris les indigents et les sans-abris[185]. Ces derniers avaient pris l'habitude de rôder et de graviter autour de la permanence de Tshinema, où ils s'adonnaient à des soirées d'orgies. Toutefois, il s'agit du premier massacre de grande ampleur de Nganza, peu documenté, mais qui n'a pas résisté à l'épreuve de l'histoire.

Les miliciens étaient sûrement trahis par des infiltrés qui communiquaient aux officiers militaires leurs positions, mais également la plupart d'entre eux dormaient sous l'emprise de l'alcool et des stupéfiants qui les exposaient à enfreindre d'autres prescrits dans la débauche. Ce qui avait sensiblement diminué leurs forces de vigilance et de résistance face à l'adversaire. On n'a jamais connu ni diffusé le nombre des morts, des disparus et des arrestations de la permanence de Tshinema. Comment a-t-on pu occulter un pareil carnage ?[186] Ce massacre est un mystère qui a fait du phénomène Kamuena Nsapu un véritable serpent de mer. Néanmoins, le Tshiota de Tshinema fut complètement démantelé. Tous les rescapés prirent la fuite.
Dans la même perspective de la reddition des miliciens, la politique de diviser pour mieux régner fit apparaître des dissidences notables entre deux familles royales Bajila Kasanga. D'une part, celle de Kamuena Nsapu, assez radicale et de l'autre, celle du chef Ntenda relativement progressiste[187]. Leurs opinions politiques les opposaient diamétralement depuis le début du mouvement.

[185] Les statistiques avancées à ce sujet sont farfelues. Néanmoins, tous les habitants de Nganza s'accordent sur un point : il y a eu cette nuit-là une tuerie à grande échelle qui a duré plus de 6 heures. Les stigmates de cette boucherie sont visibles à ce jour à la permanence du Tshiota de Tshinema. En plus, il existe beaucoup de familles qui n'ont plus revu les leur. Cfr. Albert Aimé KABUE MUELA, *op.cit*., p. 110.
[186] Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE ne le mentionne pas parmi les 9 massacres et fosses communes répertoriés dans la région du Kasaï. pp. 83-84.
[187] Cette version est démentie par les caciques de Kamwina Nsapu. Pour eux, le chef Ntenda n'a jamais eu de milice. Pourtant, la réalité démontrait le contraire. Peut-être que le chef Ntenda instrumentalisait une frange de la milice en coulisse sous les directives du pouvoir public.

On rapporte que le 30 juin 2016, plus de 100 cases furent incendiées, les écoles et les lieux de cultes saccagés dans le village Ntenda par les éléments du chef Kamuena Nsapu, occasionnant le déplacement des milliers de personnes en brousse[188]. On admettait quasiment que le chef Ntenda Tshiambi, aspirant à un affranchissement vis-à-vis du Chef Kamuena Nsapu[189], était protégé par le régime en place d'autant plus qu'il avait adhéré au Congrès des Alliés pour l'Action au Congo (CAAC), parti politique du gouverneur de Province du Kasaï Central[190].

Les miliciens dissidents se rendirent et déposèrent les armes du 19 au 20 mars 2017. Pris en charge par le gouvernement provincial, ils furent installés au stadium de l'espoir de Kananga. Le 23 mars 2017, des heurts éclatèrent entre les deux groupes fissurés causant la désolation et pertes en vies humaines dans les deux camps, y compris parmi les forces de l'ordre venues en rescousse aux miliciens du chef Ntenda. Le même jour, le convoi du vice-gouverneur du Kasaï Central, Justin Milonga, membre du PPRD fut attaqué par les miliciens de Nganza et un militaire perdit la vie. À partir de ce moment, toute la population de Nganza fut assimilée aux miliciens. En plus, le quartier à proximité duquel ce fâcheux incident se produisit fut la principale cible des massacres qui s'en suivirent.

Néanmoins, le pouvoir public prenait déjà progressivement le contrôle de la situation sécuritaire en rapport avec la milice Kamuena Nsapu dans la mesure où les résultats escomptés pour la reddition des miliciens étaient palpables. Il ne restait à résoudre que l'équation du Tshiota de Kadiamba situé à Nganza Sud et supposé avoir attaqué le convoi du vice-gouverneur. Ce fut la cible du massacre du 28 au 29 mars 2017. Cette opération de ratissage dégénéra, car cette fois-ci, la population civile fut directement visée afin d'extirper les miliciens et leurs complices jusqu'à leurs derniers retranchements.

Il importe de noter que l'opération fut menée conjointement par un commando qui serait venu des régions lointaines et qui à peine balbutiait quelques mots des 4 langues nationales de la RD Congo. D'ailleurs, ce commando eut largement recours aux éclaireurs locaux, pour identifier les cibles. Cette opération fut tellement d'une extrême cruauté que n'eut été la dénonciation faite par l'Église catholique[191] la commune de Nganza eut été radiée de la carte du Congo. En réalité, l'objectif du massacre consistait à créer la panique et la peur au sein de la population afin de mettre fin une fois pour toute à l'insurrection Kamuena Nsapu. Il s'agit de massacre le plus documenté de la commune de Nganza qui a pris des connotations diverses selon les auteurs. Tantôt, on a affirmé que l'armée massacrait son peuple à huis clos. Tantôt, on a eu tendance à insinuer que c'était un crime contre l'humanité au service d'un chaos organisé, au travers des tueries de porte à porte, d'une atrocité à vaste échelle. L'on a évoqué encore l'illustration de l'usage excessif, abusif et disproportionné de la force militaire. Plus loin, on a parlé du sac de

[188] CRESH/ KASAÏ CENTRAL, Document n° 19, p. 10, Inédit.
[189] Groupe d'études sur le Congo, Gouverner le Kasai. État, coutume, territoire, identité, CIC, 2022 ; pp.15.
[190] Albert Aimé KABUE MUELA, *op.cit.,* pp. 116-119.
[191] Entretien du 07/03/ 2023 à Katoka avec NTUMBA MUIPATAYI, Monsieur l'abbé chargé de la cellule de communication de l'Archidiocèse de Kananga. Il publia un communiqué conjoint de presse le 30 mars 2017, simultanément à la Radio Okapi et la Radio France Internationale pour alerter l'opinion nationale et internationale sur les tueries de Nganza.

Nganza[192]. Toutefois, quelle que soit l'expression utilisée, il est vraisemblable que les tueries de Nganza fussent ciblées et de caractère ethniciste.

C'est le premier génocide du 21e siècle selon Kasonga Mule Ndungu qui justifie sa thèse par le fait que la tribu Bajila Kasanga était particulièrement visée[193]. La maire de la ville de Kananga en fonction à l'époque, originaire de cette tribu, perdit 5 membres de sa propre famille biologique. Selon la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), rien que pour la journée du 28 mars, 42 personnes étaient tuées dont les bébés, les vieillards et les personnes vivant avec handicap. La CNDH reprend les noms, adresses, sexes, âges et professions des victimes[194]. Ce chiffre est corroboré par d'autres sources indépendantes qui indiquent qu'il y a eu en ce jour, dans la commune de Nganza, une opération porte-à-porte menée par l'armée congolaise, faisant au moins 40 morts, dont plus de la moitié étaient des femmes et des enfants[195]. Les statistiques avancées demeurent toujours d'une approximation étonnante, au vu de la faiblesse de la mise à jour des registres de l'État civil, dans un pays où le dernier recensement de la population date de 1984[196].

Il importe de noter que dans cette escalade de violence, on assista une fois de plus non seulement à un véritable carnage, mais également aux enterrements de fortune et à l'inaccessibilité au cimetière de Nganza. Ainsi s'installa une véritable querelle de chiffrage et d'argumentation sur cette question. À Nganza, l'ONG « Je suis Nganza », multiplie par dix le chiffre de la CNDH, estimant à 400 le nombre des morts du 28 au 29 mars 2017[197]. En revanche, le rapport du Conseil Régional des organisations non gouvernementales de Développement du Grand Kasaï (CRONG) accuse pour sa part l'armée d'avoir tué 264 personnes innocentes en mars 2017 dans la commune de Nganza, 461 personnes détenues à la prison centrale de Kananga pour leur participation au mouvement Kamuena Nsapu dont les femmes, les enfants, les détraqués, les vulnérables et les pousseurs des vélos (Bayanda)[198], alors que les miliciens s'étaient déjà retranchés dans les cachettes depuis la veille. Un témoin, par exemple, fait état de 5 membres de sa famille tués au cours de l'opération des forces de l'ordre : sa nièce, deux femmes de son grand frère avec un bébé et sa petite sœur[199].

---

[192] Tous ces concepts sont utilisés par différents auteurs pour qualifier ce qui s'est passé à Nganza du 28 au 29 mars 2017.

[193]« Rébellion Kamwina Nsapu », en ligne sur https://fr.m.wikipedia.org, consulté le 05/06/2023.

[194] CNDH, L'armée a massacré son peuple dans la commune de Nganza, rapport circonstanciel et bimensuel des violations des Droits de l'homme dans la Province du Kasaï Central, mars-avril 2017, pp.4-5, Inédit.

[195] En ligne sur https://webdoc.rfi.com, consulté le 05/O6/2023.

[196] Léon de SAINT MOULIN, « La population congolaise : situation et perspectives », in *Congo-Afrique*, (avril 2010), n° 444, p.264.

[197] « RDC : les victimes des massacres de Nganza réclament justice », en ligne sur https://www.lemonde.fr, consulté le 05/06/2023.

[198] Kamwina Nsapu : l'armée accusée d'avoir tué 264 personnes en mars 2017 à Nganza (Kananga, en ligne sur https://actualité.cd, consulté le 05/06/2023.

[199] Kananga : des civils tués dans la traque contre la milice Kamwina Nsapu, en ligne sur https://www.radiookapi.net, consulté le 05/06/2023.

5. La question de la mémoire collective et du mémorial des massacres de Nganza

La mémoire collective est, selon Pierre Nora, le souvenir ou l'ensemble de souvenirs, conscients ou non, d'une expérience vécue et/ou mythifiée par une collectivité vivante de l'identité dans laquelle le sentiment du passé fait partie intégrante[200]. C'est donc l'ensemble de faits du passé qui reste dans le souvenir de tout un groupe, plus ou moins large, lié par ces événements[201]. Le souvenir est capital, car il donne du sens aux valeurs d'une cité et donne ainsi de l'espoir que l'histoire ne se répète pas, car, on l'a dit, un peuple qui ne connaît pas son passé se condamne à le revivre.

Le phénomène Kamuena Nsapu est un fait historique. En tant que tel, il est construit dans le cadre d'une opération de connaissance. Dans ce sens, Dagneau et Pelletier indiquent que le souvenir n'est pas une particule naturelle de savoir objectif, mais un élément sémantisé et interprété dans l'acte même de sa construction, puis, le cas échéant, réinterprété dans le cadre de sa circulation sociale[202]. Cet effort d'interprétation, a rendu le phénomène Kamwina Nsapu, 7 ans plus tard, largement compréhensibles en le dégarnissant des rumeurs ayant contribué à l'émergence des mythes ou mieux des légendes urbaines, et de mettre en évidence les non-dits des discours officiels.

Les récits qui exaltaient les miliciens morts et qui, plus tard, seraient revenus à la vie n'existaient que dans l'imaginaire de ceux qui les véhiculaient. Ces récits avaient pour objectifs de nourrir le moral des rescapés et de réconforter les familles éplorées. Les rumeurs concernant des individus métamorphosés en rochers ou en objets de nature extrahumaine n'étaient que des hallucinations. Les pertes en vies humaines dans les camps des protagonistes étaient évidentes, mais impartialement médiatisées en fonction des rapports de force en présence, l'objectif poursuivi, la nature, l'audience, la tendance du média utilisé et le public visé.

Les habitants de Nganza se sont forgé les mémoires individuelles et collectives autour des personnes tombées de suite du conflit Kamuena Nsapu y compris le mythe sur la personne de Jean-Prince Mpandi, qui à ce jour est inébranlable. Il suscite des passions, des émotions et oppose les gens au risque d'embraser une fois de plus la situation si le flou persiste. Pour le dire autrement, le mur de l'incertitude et de la sous-information a auguré la mise en circulation des versions contradictoires et superposées qui ont besoin d'un travail de regroupement pour proposer une histoire scrupuleusement pédagogique, dans laquelle une partie du passé est unanimement acceptée pour être retenue et enseignée objectivement.

Cependant, on ne peut pas parler de mémoire sans évoquer la notion de devoir de mémoire. À l'instar de ce qui se fait dans la plupart des pays d'outre-mer, le devoir de mémoire suppose le devoir moral qu'a un État d'entretenir le souvenir des souffrances, des désespoirs, des meurtres

[200] Pierre NORA, cité en ligne sur https://fr.m.wikipedia.org, consulté le 27/06/2023.
[201] Le devoir de mémoire : De l'importance de se souvenir, en ligne sur https://david-angers.paysdeloire.e.lyco.fr, consulté le 27/06/2023.
[202] Jacques DAGNEAU et Sylvie PELLETIER (dir.), *Mémoires et histoires dans les sociétés francophones*, Québec, Célat, 1992 ; pp.vi-vii.

et des massacres subis par une certaine catégorie de la population. L'État affirme sa responsabilité en s'accordant sur la réalité des faits historiques, l'état de victime et de la souffrance qu'a endurée une population particulière.

Les tueries à grande échelle de Nganza où les miliciens, les agents de force de l'ordre et les populations civiles sont tombés, pour une cause à la fois mal perçue et interprétée diversement, rappellent la notion de commémoration. Cette dernière permet de circonscrire de nouveau le contexte des événements, de faire le point et d'évaluer l'impact de la lutte qui a été menée.

Enfin, on doit se dire que ces gens ne sont pas morts pour rien. Parmi eux se trouvent les personnes bien identifiées et d'innombrables anonymes. Le devoir de mémoire est de témoigner et de garder vivace le souvenir d'événements vécus pour tirer les leçons du passé, comme le disait Elie Wiesel : « Le bourreau tue toujours deux fois, la seconde fois par oubli »[203].

Le devoir de mémoire est aussi cette obligation qu'ont les rescapés de témoigner sur les événements vécus. Ces témoignages peuvent être recueillis dans le cadre des recherches systématiques menées sur la question ou dans le cadre des manifestations commémoratives organisées à l'occasion des anniversaires. Ces commémorations requièrent une préparation matérielle qui peut s'étaler sur 6 ou 12 mois. En l'occurrence, on en parle dans les médias, on écrit des livres et des articles scientifiques, on organise des conférences et des colloques, pour éclairer les zones d'ombre et tirer les leçons. Enfin, le jour de la commémoration, on invite des sommités politiques, scientifiques, religieux, etc., et des témoins pour passer à l'étape de témoignages et de responsabilité.

Les témoignages consistent à donner la parole aux survivants afin de relater ce qu'ils ont vécu. Aujourd'hui, les récits de vie sont privilégiés. Notons que c'est un moment émouvant, chargé de beaucoup d'émotions. Comme le note Michel Hanus, parmi les très nombreux facteurs qui interviennent dans l'activité de la mémoire, deux semblent avoir une place de prévalence : d'un côté la charge effective, en plus de de la sensation qui se mémorise. De l'autre, la sélection de ce qui est utile[204]. Cet auteur mentionne ensuite que les morts dont on garde de grands souvenirs sont ceux qui ont eu beaucoup d'importance pour ceux qui s'en souviennent. Ils faisaient en quelque sorte partie d'eux-mêmes. Le souvenir des morts s'inscrit dans le passé, se manifeste dans le présent et entre dans l'avenir[205]. C'est pourquoi il existe dans les sociétés humaines des lieux des mémoires, comme les cimetières.

Cependant, à la Nganza, pour les différentes tueries qui ont été perpétrées aussi bien par les agents de l'ordre que par les miliciens, les cimetières n'ont pas existé pour presque l'ensemble de victimes. Il n'y a aucun endroit pour fixer les souvenirs et se remémorer ce qui s'est réellement passé et qui doit se forger de plus en plus dans la mémoire collective de la

[203] Le devoir de mémoire : De l'importance de se souvenir, en ligne sur https://david-angers.paysdelaloire, consulté le 16/06/2023.
[204] Michel HANUS, « Entre l'instant et la durée : la mort », en ligne sur https://www.cairn.info, consulté le 17/06/2023.
[205] *Ibidem.*

communauté de Nganza en particulier et de la RD Congo en général. D'où la nécessité de construire un mémorial au niveau du rond-point de Nganza, surplombant la maison communale. À ce propos, Daniel Weyssow indique que de nombreux mémoriaux ont été créés de par le monde, pour en rappeler les horreurs et en souvenir des victimes, mais aussi pour suppléer à l'absence des tombes de millions de disparus[206].

Ainsi justice sera faite en mémoire de tous ces anonymes, ces vaillants soldats, ces miliciens et ces paisibles citoyens qui ont perdu la vie et d'autres qui vivent aujourd'hui sans famille, orphelins, veufs ou veuves. Les uns et les autres méritent que leurs noms soient inscrits dans le registre des martyrs afin de rencontrer les vœux d'une ONG des victimes des massacres de Nganza dénommée : « Je suis Nganza, je réclame justice ».

CONCLUSION

L'amplification du phénomène Kamuena Nsapu dans la commune de Nganza a mis en évidence les profondes contradictions d'une société en crise structurelle, ses fissures internes et externes ainsi la fragilité des rapports fondés sur l'hypocrisie entre les gouvernants et les gouvernés. La transmission de l'histoire de ce phénomène a suscité beaucoup de passions et de versions à la fois convergentes et contradictoires de nature à oblitérer les souvenirs. Une étude véritablement critique s'est imposée pour apporter des éclairages sur certaines zones d'ombre.
Notre étude démontre à suffisance que l'amplification de ce phénomène à Nganza n'en finit pas de nourrir la controverse 7 ans après. Les réalités et les mythes illustrent la complexité des enjeux des questions de développement des peuples ainsi que les inégalités mal vécues qui les déchirent : faible accès aux services sociaux, absence et/ou dégradation des infrastructures de base, frustrations refoulées par une population marginalisée de longues années, incrimination à tort ou à raison des acteurs politiques, altération de l'histoire, etc.

Les événements de Nganza ont permis de regarder autrement le vécu quotidien de sa population, soulevant le questionnement sur le malaise social plus que structurel sur fond d'une dépravation des mœurs et d'une défaillance de l'État. Ainsi, des réformes susceptibles de repenser et/ou refonder l'autorité de l'État sont nécessaires afin de proscrire les violences, les injustices, les inégalités sociales et la mauvaise gouvernance. Aussi, les cérémonies commémoratives des événements de Nganza les graveront dans les annales de l'histoire.

Bibliographie

1. BEYA NGINDU, B., *Perception du phénomène social de crise. Cas de la révolte du Chef Kamuena Nsapu*, Kananga, CEREKA, 2016.
2. CNDH, L'armée a massacré son peuple dans la commune de Nganza. Rapport circonstanciel et bimensuel des violations des droits de l'homme dans la Province du Kasaï Central, mars-avril, 2017, inédit.

[206]Daniel WEYSSOW, « Le mémorial national aux Martyrs juifs de Belgique entre histoire, mémoire et avenir », décembre 2017, en ligne sur https://auschwitz.be, consulté le 28/06/2023.

3. CRESH/KASAÏ CENTRAL, Sources documentaires sur le phénomène Kamuina Nsapu : Mythes et réalités, Kananga, 2019, inédit.
4. DAGNEAU, J., et PELLETIER, S., (dir.), *Mémoires et Histoire dans les sociétés françaises*, Québec, Célat, 1992.
5. GIGUET, P., *Histoire d'Hérodote*, Paris, Hachette et Cie, 1860.
6. HALKIN, L.-E., *Initiation à la critique historique*, Paris, Armand Colin, 1963.
7. HANUS, M., « Entre l'instant et la durée : la mort », en ligne sur https://www.cairn.info, consulté le 17.06.2023.
8. https://actualité.cd, « Kamuina Nsapu : L'armée accusée d'avoir tué 264 personnes en mars 2017 à Nganza, consulté le 05.06.2023.
9. https://dadid-angers.paysdeloire.e.lyco.fr, « Le devoir de mémoire : De l'importance de se souvenir, consulté le 27.06.2023.
10. https://fr.m.wikipedia.org, « Rébellion Kamuina Nsapu », consulté le 05.06.2023.
11. https://lemonde.fr, « RDC : Les victimes des massacre de Nganza réclament justice », consulté le 05.06.2023.
12. https://www.radiookapi.net, « Kananga : des civils tués dans la traque contre la milice Kamwina Nsapu », consulté lé 05.06.2023.
13. INTERPEACE, « Défis et priorités pour la paix au Kasai Central. Rapport des consultations menées par Interpeace et ses parternaires sur les Territoires de Dibaya, Kmako, Kamonia, Mweka et Tshikapa », (octobre 2020), en ligne sur https://www.interpeace.org, consulté le 18.05.2023.
14. KABAMBA KABATA, « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasaï (République Démocratique du Congo », in Belgeo. *Revue belge de géographie*, (2018), n°2, en ligne sur https://journals.openedition.org, consulté le 19.05.2023.
15. KABASU BABU KATULONDI, *Gouverner une province en R.D. Congo : Le Kasaï Occidental. Dans les griffes du régime Kabiliste*, Johannesburg, Global Ubuntu, 2013.
16. KABUE MUELA, A-A., *Le conflit Kamuena Nsapo dans le Kasaï en République Démocratique du Congo. Tome 1, Dynamiques, acteurs, enjeux, pédagogie et perspectives*, Bruxelles, Arno, 2021.
17. KABUYA KALALA, F., et MATATA MPONYO, M., *L'espace monétaire kasaïen. Crise de légitimité et de souveraineté monétaire en période d'hyperinflation au Congo (1993-1997),* Paris, L'Harmattan, 1999.
18. KASONGA NDUNGA MULE, B., Le phénomène Kamuina Nsapu, une rébellion ou manipulations d'un État terroriste ? Un prétexte de Joseph Kabila pour massacrer le peuple Luba !, 2018, en ligne sur https://www/edilivre.com, consulté le 29.06.2023.
19. LAGRANGE, M-A., « Du désordre comme art de gouverner. La rébellion Kamuina Nsapu, un symbole de mal congolais », en ligne sur https://www.ifri.org, consulté le 30.05.2023.
20. MAKALA NZENGU, P., *Politiques publiques et gestion du secteur agricole et rural en République Démocratique du Congo,* Kinshasa, Centre Agronomique et Vétérinaire Tropicale, 2010.
21. MUTAMBA MAKOMBO, J.M., « Benoît Verhaegen, le père de l'histoire immédiate », in *Benoît Verhaegen et l'essor des Sciences Sociales au Congo-Kinshasa*, Kinshasa, Editions M.E.S., 2004, pp.153-166.

22. NDAYWEL è NZIEM, I., *Nouvelle histoire du Congo. Des origines à la République Démocratique*, Bruxelles, Edition LE CRI, 2012.
23. NGALAMULUME TSHIEBUE, G., *Reconstruire après la crise. Regard sur le conflit Kamwina Nsapu et la dynamique de relèvement du Kasaï Central*, Bruxelles, Academia, 2021.
24. PEEMANS, J-P., «*Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1997.
25. RDC, *Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté,* 2006.
26. SAINT MOULIN, L. (de), « La population congolaise : situation et perspectives », in *Congo-Afrique*, (avril 2020), n°444, pp.263-280.
27. SONIA ROLLEY, « Le système Kamwina Nsapu », en ligne sur https://www.rfi.fr, consulté le 30.05.2023.
28. SCHOUMAKER, B-M., *Géographie de l'énergie*, Paris, Nathan, 1997.
29. TILOUINE, J., « En RDC, la politique de la mort », en ligne sur https://www.lemonde.fr, consulté le 01.06.2023.
30. TSHIDINDA BUDI-MUKANA, Ph., Phénomène Kamuina Nsapu. Mythe ou réalité, Mémoire de Licence en Histoire/ISP-Kananga, 2017, inédit.
31. WEYSSON, D., « Le mémorial aux Martyrs juifs de Belgique, entre histoire, mémoire et avenir (décembre 2017), en ligne sur https://auschwitz.be, consulté le 28.06.2023.

LA PLACE ET LE RÔLE DE L'AUTORITÉ COUTUMIÈRE TRADITIONNELLE DANS L'APPAREIL INSTITUTIONNEL DE L'ÉTAT-NATION. CAS DE LA RDC.

Bertin BEYA
Professeur

La journée de réflexion dédiée au phénomène Kamuena Nsapu, nous donne une occasion rêvée pour amorcer une réflexion sur la place et le rôle des autorités coutumières en RDC, pays qui, après avoir subi septante-cinq ans de colonisation, vient de célébrer le soixante-quatrième anniversaire de son accession à l'indépendance. (Nous remercions à l'entame des organisateurs qui nous ont donné cette opportunité.)

N'ignorant pas la réduction de pouvoir des autorités coutumières[207] par les colonisateurs, puis l'État congolais, Zaïrois, enfin congolais, nous soulignons la résilience des autorités traditionnelles au fil du temps depuis leur rencontre avec le « Léviathan » moderne. Mieux que quiconque, les autorités coutumières ont su tirer leur épingle du jeu pour rebondir sur cette opportunité que la construction de l'État moderne implique.

Concrètement, les autorités coutumières ont su adopter une posture d'intermédiaire entre les populations impuissantes et les envahisseurs-colonisateurs puis les autorités étatiques qui se sont succédé. Cette intermédiation à donner aux autorités coutumières une place spécifique et un rôle particulier dans la modernisation du Congo au point où l'on parle de « pouvoir hybride ».

D'où notre thèse : repenser l'État congolais et républicaniser le pouvoir coutumier pour la survie des institutions coutumières et l'efficience du pouvoir étatique. C'est en fait à travers la théorie d'hybridation des pouvoirs qu'il convient de rendre compte de la place et du rôle de l'autorité coutumière aujourd'hui en RDC.
Pour ce faire, notre communication a trois points. Le premier est une approche conceptuelle. Le deuxième est un regard rétrospectif sur la place et le rôle qu'ont joué les autorités coutumières au fil de l'évolution politique de notre pays. Le troisième est un plaidoyer pour réformer aussi bien le pouvoir traditionnel qu'étatique.

[207] Nous utilisons comme synonymes et de façon interchangeable les termes chefs traditionnels, chefs coutumiers tout comme autorité traditionnelle, autorité coutumière de même que pouvoir coutumier et pouvoir traditionnel. Ces concepts reflètent la réalité de l'autorité coutumière dans son parcours sinueux en République du Congo.

I. Approche conceptuelle

1.1. Pouvoir coutumier : essai de définition

Le pouvoir coutumier est un concept complexe tenant du pouvoir et de coutumier. Essayons de les analyser l'un après l'autre.
En effet, le pouvoir est une « relation asymétrique par laquelle un acteur social (un individu, un groupe, une classe, une institution) obtient d'autres acteurs des comportements qu'ils n'auraient pas obtenus spontanément. Elle suppose la coercition[208]. »

Max Weber va dans le même sens lorsqu'il définit le pouvoir comme « toute chance de faire triompher au sein d'une relation sociale sa propre volonté ; peu importe sur quoi repose cette chance[209]. » Il propose ainsi une approche relationnelle et non substantialiste du pouvoir : le pouvoir est une relation, il n'est pas une substance, une chose que l'on possède. Enfin, malgré l'asymétrie, celui qui est pris dans la relation du pouvoir garde souvent une marge de manœuvre, d'adaptation et de négociation[210].

C'est dans ce contexte que l'on situe le pouvoir politique, celui-ci concerne précisément les relations coercitives s'exerçant au nom des affaires collectives (celles qui concernent la société dans son ensemble). Voilà pourquoi, Julien Freund n'hésite pas à le caractériser par le binôme commandement-obéissance qui appelle sanction[211].
Quant au pouvoir coutumier, il est un pouvoir (autorité) exercé par un chef et reposant sur des traditions, us et coutumes et dont l'exercice repose parfois sur la reconnaissance des autorités civiles. Pour le dire autrement, le pouvoir coutumier est celui exercé au sein des systèmes traditionnels. Est coutumier, ce qui est relatif à la coutume. Elle est une manière d'agir établie par l'usage chez un peuple ou dans le groupe social.

Dans ce contexte, est chef coutumier, toute personne désignée conformément à la coutume locale, reconnue par les pouvoirs publics et chargée de diriger une entité coutumière[212].
Que dire de l'État-nation, figure moderne de la politique ?

1.2. État-nation : concept et histoire

Avant de fusionner en État-nation, chacun de deux concepts a eu un parcours historique différent qui mérite d'être mis en exergue.

[208] O. NAY (dir), *Lexique de science politique*, 4e édition, Paris, Dalloz, 2017, p. 478.
[209] M. WEBER cité par O. NAY, *O. C*., p. 478.
[210] O. NAY, *O. C* ., p. 478.
[211] J. FREUND, *L'essence du politique,* Paris, Sirey, 1965.
[212] Cf. Loi n° 15/015 du 25 août 2015 fixant le statut des chefs coutumier

1.2.1. État : essai d'éclaircissement

Étymologiquement, ce concept renvoie au statuts du verbe latin stare désigne une posture, une attitude, action de se tenir dans la position du combattant. Le terme connote l'idée de fermeté avant celle de durabilité. Dès le Moyen-âge, le mot status est utilisé pour indiquer une position sociale éminente. Si la notion d'« estat » a précédé celle de l'État, elle désignait d'abord un groupe social détenant une position de pouvoir et se distinguant d'autres groupes sociaux. La réunion de ces groupes formait les « estats » d'une province ou d'un royaume[213].
Introduit officiellement par Machiavel à travers l'expression « lo stato », le mot status était d'usage courant dans la littérature politique du XVe siècle pour désigner le pouvoir d'un homme ou d'un groupe à la tête de la cité[214].

Très vite, le terme État est apparu comme l'équivalent du mot latin « civitas et republica » en philosophie politique et sociologie. Le mot même État fait écho à l'expression latine d'usage plus ancien : « statuts rei pulicae ». L'État est le fruit de l'aspiration des êtres humains à maîtriser eux-mêmes leur destin collectif. Il se présente comme l'une des réponses possibles aux problèmes que pose le vivre-ensemble.

Voilà pourquoi, l'État désigne, aux yeux de Raymond Carré de Malberg, « une communauté d'hommes fixée sur un territoire propre et possédant une organisation d'où résulte pour le groupe envisagé dans les rapports avec ses membres une puissance supérieure d'action, le commandement et la coercition[215] ». Cette définition a le mérite de renfermer les éléments constitutifs de l'État, à savoir les éléments matériels tels que la population, le territoire et un élément spirituel : la puissance de domination[216].

En outre, l'État est la physionomie que prend une communauté humaine lorsqu'elle se trouve unifiée par des lois juridiques. En effet, « l'État est d'une part, la consécration juridique du rassemblement de citoyen en société, d'autre part un ensemble d'institutions en charge de la décision politique et de son application par une administration. C'est par ces deux aspects qu'il dispose d'un attribut que nulle autre entité ne peut détenir de fait : la souveraineté[217]. » C'est là, insiste Guilhaudis, le critère de l'État. En ce sens, l'État n'a pas toujours existé et le Traité de Westphalie en 1648, en est son acte de naissance.

Penchons à présent sur la nation qui est le pendant moderne de l'État.

---

[213] A. CAMBIER, *Qu'est-ce que l'État*, Paris, PUF, 2004, p. 12.
[214] N. MACHIAVEL, *Le prince (de principatibus),* trad. de Jacques Godroy, Paris, Librairie générale, 1962, p. 15.
[215] R. CARRE DE MALBERG, « Etat » dans *l'Encyclopaedia universalis,* vol.7, Paris, l'Encyclopaedia universalis, 1968, p. 316.
[216] J. F. GUILHAUDIS, *Relations internationales contemporaines*, Paris, Juris-Classeur, 2001, p. 45.
[217] N. TENZER, *Le tombeau de Machiavel*, Paris, Flammarion, 1997, p.314.

1.2.2. Nation : approche définitionnelle

Le terme nation provient du verbe latin nasci : naître, natio est d'ailleurs une déesse de la naissance et de la provenance chez les Romains. Ce concept désigne « pour commencer un groupe de personnes originaires de la même terre. On l'a donc d'abord utilisé pour désigner les étudiants des universités médiévales, les guildes des marchands ou les corporations des métiers venant de la même région ou du même pays[218]. »

L'origine peut renvoyer, soit à une communauté d'ascendance (le même sang), soit au lieu d'où l'on vient (le même sol). Le noyau du sens de la nation, c'est la continuité historique et le rapport à l'origine. Ainsi pour qu'il ait nation, il faut que le groupe ait une conscience collective de sa propre existence, de son unité et de sa spécificité. Il est important de signaler l'opposition classique que les politologues établissent entre nation civique et nation-culture. Cette opposition traduit habituellement la nation en confrontant les thèses du Français Renan et celle des allemands Herder et Fichte.

Pour être précis, « la nation civique repose ainsi sur l'idée d'adhésion volontaire. Elle est suivant la célèbre formule de Renan un « plébiscite de tous les jours » quant à la nation-culture, elle se définit par une culture censée exprimer le caractère originel, l'esprit de cette nation[219]. » Toutefois cette opposition est schématisée à l'excès de sorte que la recherche historique tend de plus en plus à relativiser. On l'aura remarqué, le mot nation n'a pas toujours eu un sens politique. Ce sens s'est fixé au XVII et XVIIIe siècle avec la Révolution française. En clair, les citoyens dépassent leur loyauté à l'égard du village, de la région et de la dynastie pour développer une nouvelle forme d'identité : citoyen d'une communauté démocratique.

Pour tout dire, la nation est une forme spécifique de communauté. Elle n'est ni famille ni tribu. Elle est liée à l'État sans se confondre avec lui. L'État permet à la nation de s'instituer dans la durée en retour, la nation légitime l'action de l'État. D'ailleurs Jürgen Habermas va jusqu'à utiliser le terme « alliage » pour souligner leur interdépendance. Ainsi « depuis les Révolutions de la fin du XVIIe siècle (…) l'État et la nation se sont confondus pour constituer l'État-nation[220] ».

1.2.3. État-nation

L'expression État-nation désigne aussi bien les institutions que la conscience qu'ont les individus de leur vivre-ensemble sur un même territoire. « Notion forgée au début du XXe siècle pour désigner les systèmes politiques et sociaux dans lesquels l'État (le système institutionnel) coïncide avec la nation (la communauté d'adhésion)[221]. »

---

[218] A. DIECKOFF et C. JAFFRELOT, *Repenser le nationalisme. Théorie et pratique*, Paris, Science Po, 2006, p. 15.

[219] P. CANIVET, *Qu'est-ce que la nation ?* Paris, Vrin, 2004, p. 31.

[220] J. HABERMAS, *L'intégration républicaine. Essai de théorie politique,* trad. de l'allemand par Rainer Rochlitz, Paris, Fayard, 1996, p. 100.

[221] O. NAY (dir), *O. C*., p. 223.

Dans le modèle de l'État-nation, les institutions étatiques sont considérées comme l'incarnation politique et la personnification juridique de la nation.
Fruit d'un long processus historique, l'État-nation se présente aujourd'hui comme territorial, administratif, fiscal, démocratique, social et technique. Il affiche tous ces traits pour mieux répondre aux problèmes d'identité, de pénétration, de légitimation, de participation et de redistribution[222].

Voilà donc présentée, d'une manière ramassée, la physionomie de l'État-nation, figure moderne de la politique, qui a essaimé dans le monde entier. Et la RD Congo affiche, mutatis mutandis, tous ces traits sous un mode mineur. C'est pourquoi il mérite le qualificatif d'un « État fragile et failli[223] »

De toute façon, « la diffusion du modèle de l'État-nation rencontre toutefois de nombreuses limites. Il existe de nombreux États plurinationaux (Canada, Suisse, Belgique, Royaume-Uni). De même, des nations et des peuples sont divisés en plusieurs États (Kurdes, Albanais, Irlandais, Berbères, Hongrois) ou sont sans État (Palestiniens, Tibétains, Tchétchènes, Kabyles). Les États nationaux doivent également faire face à la montée de revendications régionalistes ou nationalistes (Catalans, Basques, Bretons, Corses, Alsaciens, Sardes, Lapons, Kurdes)[224]. »

En ce qui concerne la RDC, nul ne doute, notre État est fragile d'autant plus que nous sommes un pays en guerre et une anocratie c'est-dire un pays partiellement démocratique[225]. Il y règne le « clientélisme[226] », la « politique du ventre[227] » et le « néopatrimonialisme[228] ». Le secteur public est ici privatisé et géré, administré comme un bien privé. Georges Ngal parle carrément

[222] B. BEYA MALENGU, *L'État-nation à l'épreuve de la mondialisation : Edgar Morin et Jürgen Habermas : deux options de l'État postnational,* Louvain-la-Neuve, Academia/L'Harmattan, 2012, p. 119-127.
[223] L'expression courante utilisée depuis le début des années 2000 pour désigner des pays dont les structures publiques sont particulièrement faibles et donc incapables de fournir les services essentiels à leurs populations. Cf. O. NAY (dir*), O. C*., p. 222. Pour aller plus loin, Lire avec profit, T. BALZACQ et alii, *Fondements de science politique*, Bruxelles, De Boeck, 2014, p. 130.
[224] O. NAY (dir), *O. C*., p. 224.
[225] B. TERTRAIS, *La guerre*, Paris, PUF, 2010, p. 30.
[226] Est une pratique qui permet à une personne disposant des richesses d'obtenir moyennant des avantages financiers, la soumission et l'allégeance d'un ensemble de personnes formant sa clientèle. Il s'entend comme une faveur injustifiée accordée à une personne souvent en échange de son vote. Le clientélisme repose ainsi sur l'échange entre élus et électeurs. Les élus fournissent un certain nombre de biens et de services en échange du soutien politique. Cf. J. L. BRICQUET et F. SAWICKI, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1988.
[227] Pour J-F. BAYART qui a mené les recherches en ce domaine, l'accès au pouvoir d'État est également l'accès aux ressources matérielles et morales de cet État. Cette accumulation devient la « politique du ventre », car l'appareil d'État est en soi un morceau de ce gâteau national et un espace de coercition. Cf. *L'État en Afrique la politique du Ventre*, Paris, Fayard, 1988.
[228] Le néopatrimonialisme constitue le commun dénominateur des pratiques diverses si caractéristiques de la vie politique africaine, à savoir le népotisme, le clanisme, le tribalisme, le régionalisme, le clientélisme, le copinage, la corruption, la prédation, le fractionnisme, etc. Cf. J-F. MEDARD, *État en Afrique noire. Formation, mécanisme* et crise, Paris, Karthala, 1991.

d'« un État en complète faillite et sécrétant son autodisparition[229] ». Et George Ndongala-Ntalaja de préciser : « un État prédateur et défaillant » ou « le concept de politique n'a jamais dépassé une image de pillage.[230] »
C'est justement, cet État fragile et failli qui est en contact permanent avec l'autorité coutumière au point de la modeler.

II. L'autorité coutumière en RDC : émergence, évolution et enjeux.

2.1. Le pouvoir traditionnel au temps précolonial

2.1.1. L'émergence du pouvoir traditionnel

L'existence d'une organisation politique précoloniale des sociétés africaines ne fait plus aucun doute comme en témoignent les travaux empiriques et théoriques des anthropologues comme George Balandier[231], Clastres[232], Evans-Pritchard[233].
L'espace territorial de la RDC était jadis occupé par une multitude de pouvoirs et entités politiques autonomes les uns vis-à-vis des autres. Il se développait aisément sur cette contrée des villages, chefferies, royaumes et empires. Isidore Ndaywel è Nziem le note bien : « soulignons le fait que le clan était l'instance qui assurait la transition entre le champ de la parenté et celui de la politique dans le Zaïre ancien[234]. » Pour lui, la politique s'avérait être une excroissance du familial, car les clans pouvaient être hiérarchiques entre eux au sein de l'ethnie ou du groupe d'ethnies.

L'on distinguait d'ailleurs le clan « ainé » du clan « cadet », Et « toute la vie politique utilisa donc d'abord le vocabulaire familial avant de l'enrichir des termes spécifiquement politiques. Ainsi, les notables du village étaient des aînés des lignages en présence ; le chef du village était « l'aîné » des « aînés » des lignages du village.[235] » Il situe le vestige le plus ancien d'une structuration politique au Zaïre au début du IXe siècle près du Lac Kisale au Nord-Shaba.
Poursuivant ses investigations, Ndaywel est d'avis que « le premier moment de la pratique politique concernait le village. Il fallait promouvoir une hiérarchie pour trancher les conflits qui dépassaient les frontières du lignage, notamment ceux opposant précisément deux groupes familiaux différents. Cette organisation eut tôt fait de se généraliser[236]. »
Comme certains conflits portent sur la répartition, des terres opposaient des communautés villageoises « il se créa des associations des villages, c'est-à-dire des *chefferies.* Ceci était

[229] G. GAL, *Reconstruire la RD Congo*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 7.

[230] G. NZONGOLA-NTALAJA, *Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale. Une analyse des luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale,* Kinshasa-Montréal-Washington, Icredes, 2015, p. 44-45.
[231] G. BALANDIER, *Anthropologie politique*, 5e édition, Paris, PUF, 2007.
[232] P. CLASTRES, *La société contre l'État. Recherches d'Anthropologie politique*, Paris, Editions de Minuit, 1974.
[233] EVANS-PRITCHARD et M. FORTES (dir), *Systèmes politiques africains*, Paris, PUF, 1964.
[234] I. NDAYWEL E NZIEM, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique du Congo,* Bruxelles, Duculot, 1998, p. 60.
[235] *Ib*., p. 60.
[236] *Ib*., p. 60.

surtout le fait des populations de savane. Au sein de la chefferie, la préséance revenait à l'Aîné des chefs du village. Il devenait du coup anobli ; de même, tout son clan devenait aristocrate. Dans la suite, c'est au sein de ce clan exclusivement que se recrutaient les dignitaires devant exercer le pouvoir. Les aristocraties cheffales étaient nées. Le pouvoir revenait au clan aristocrate. L'individu en place ne faisait que le représenter. Si le clan en place était contesté et qu'il se faisait évincer par un autre, on assistait alors à un changement de dynastie au sein de la chefferie[237]. »

On l'aura remarqué, l'organisation cheffale fut la structure politique la plus généralisée du Congo précolonial. À ce titre, elle a préexisté à toutes les formations des royaumes ou empires et à l'État Congolais.

2.1.2. Les considérations sur la coutume du pouvoir

Nous entendons par coutume du pouvoir, l'ensemble de pratiques, croyances, usages, usages, langages, reconnus et consacrés par le temps et qui participent à la légitimation, à l'exercice et à la dévolution du pouvoir coutumier au sein d'une communauté déterminée.

Le pouvoir dit traditionnel ou coutumier s'exerce conformément à certaines coutumes qu'il convient de qualifier de coutume de pouvoir. Mambi Tungu-Bau cite, entre autres : mandat illimité du pouvoir des chefs, hérédité des charges politiques, absence d'alternative, culte de la personne, culture de l'oralité, système juridique[238].

2.2. Le pouvoir coutumier à l'époque coloniale

2.2.1. Situation coloniale et l'intégration des chefs coutumiers

De prime abord, il est important de parler, ne fût-ce que rapidement, de la situation coloniale**.** Car elle constitue un contexte obligé et incontournable à partir duquel il devient possible de saisir l'institution de pouvoir coutumier.

Avec l'arrivée des colons de tous bords sur le continent, la société africaine fut scindée en deux camps antagonistes, en deux parties inégales et irréductibles. Il s'agit précisément de la partie « dominante » que Balandier appelle « société coloniale » face à l'autre partie, la « société colonisée[239] »

En effet, la société coloniale comprend principalement les étrangers, les colons originaires du pays colonisateur et les colons non originaires de la Métropole. Bien que les premiers soient plus en vue que les seconds, les deux dominent les pauvres noirs. Ce qui est désolant, constate

[237] *Ib*., p. 60.
[238] H. MAMBI TUNGA-BAU, *Pouvoir traditionnel et pouvoir d'État en République Démocratique du Congo. Esquisse d'une théorie d'hybridation des pouvoirs politiques*, Kinshasa, Médiaspaul, 2010, p. 26-40.
[239] O. BIMWENYI-KWESHI, *Discours théologique négro-africain. Problème des fondements,* Paris, Présence africaine*,* 1981, p. 87.

le Père Bimwenyi, ce que « tous ces groupes pris ensemble ne sont qu'une minorité par rapport aux autochtones[240]. »

En plus, cette minorité domine politiquement, économiquement et spirituellement. Nous nous retrouvons face à ce qu'on a toujours appelé le « trinôme colonial » ou la « trinité coloniale ». À en croire, Ludo Martens, « dans la trinité coloniale, le rôle du Père était tenu par le pouvoir d'État. Le capital belge constituait la force centrale et dominante dans la trinité coloniale où il jouait le rôle du Christ conquérant. Enfin, l'Église incarnait le Saint-Esprit de cette entreprise coloniale[241]. » L'État colonial réprimait, le capital exploitait et l'Église bénissait. Tout était mis en ordre pour assujettir les autochtones.

Quant à la société colonisée, elle représente une majorité des autochtones sans-pouvoirs, sans voix. En plus, à l'aide des pseudo-justifications, les colons ont fait croire aux noirs qu'ils n'étaient pas des hommes et qu'ils n'avaient ni intelligence ni Dieu. C'est la fameuse triple réduction de l'homme que décrit avec pertinence Bimwenyi. Il s'agit de la réduction ontologique, épistémologique et théologique[242].

Pour ce faire, les colons ont dû procéder au découpage arbitraire des territoires, à l'humiliation des chefs des peuples et à la désorganisation d'autres institutions traditionnelles. En effet, ce découpage arbitraire a « conduit à fragmenter des ethnies importantes (…), à briser des unités politiques de quelque envergure ou à constituer des regroupements artificiels[243]. »

Pour les aider à avoir toujours la mainmise sur ces nouveaux territoires, les colons utilisèrent les souverains acquis à leur cause ou de nouveaux chefs favorables à leur présence. Ces lignes d'Edem Kodjo sont révélatrices de cette situation : « l'ensemble de l'organisation administrative du territoire colonial africain est imaginé par le conquérant pour faire prévaloir ses objectifs, et c'est dans cette organisation judicieusement conçue qu'est intégré le pouvoir des chefs africains. D'abord le chef ou le roi, dans l'Afrique coloniale, n'est ni souverain ni indépendant ; la souveraineté et l'indépendance africaines perdues étant exercées par les métropoles. La réalité du pouvoir est dévolue au représentant local du gouvernement métropolitain, et le roi ou le chef africain, même s'il continue à être choisi suivant les règles traditionnelles, détient son autorité du représentant local du gouvernement qui, en véritable proconsul, lui dicte ses responsabilités, ses devoirs et ses tâches[244]. »

On le voit, « la colonisation a entamé l'autorité établie dans l'Afrique précoloniale en vue de l'établissement de l'État du type occidental : l'État moderne. Les royaumes et les empires

[240] O. BIMWENYI-KWESHI, *O. C.*, p. 88.
[241] L. MARTENS, *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, Envers, Ed. Epo, 1985, p. 14.
[242] O. BIMWENYI-NKWESHI, *O. C.*, p. 94-104.
[243] G. BALANDIER cité Par O. BIMWENYI-KWESHI, *O. C.*, p. 90.
[244] EDEM KODJO, …*Et demain l'Afrique*, Paris, Ed. Stock, 1985, p. 188.

africains étaient des monarchies. Ils furent unifiés dans le but d'édification mécanique des États modernes. On peut y observer un double mouvement de destruction-reconstruction[245]. »
Face au défi d'administrer un pays-continent de plus 2, 3 millions de km2, le pouvoir colonial belge a mis en place un système de gouvernance du territoire basé sur la généralisation des chefferies encore en vigueur selon le principe « un territoire, une coutume, un chef ». C'est en 1891 que commence le processus d'intégration des structures politiques traditionnelles dans l'organisation politico-administrative du Congo contemporain. « Avec la circulaire du 18 avril 1904, le rôle du chef coutumier semble indiqué au sein de cette structure politico-administrative hybride[246]. »

Il sied de rappeler que si l'État colonial belge a inventé de nouvelles chefferies, il en a incorporé celles qui préexistaient dans le système de gouvernance bureaucratique moderne. À ce titre, les chefferies ne sont pas « l'opposé de la modernité politique, mais une de ses premières manifestations[247]. »

2.3. Les chefs coutumiers pendant la période postcoloniale

2.3.1. Entités coutumières comme structures politiques

La RDC présente une structure administrative ambivalente qui repose à la fois sur les entités dites modernes et celles traditionnelles. Ces entités sont subdivisées de la manière suivante :

- L'État en provinces et ville de Kinshasa ;
- La province en districts et villes ;
- Le district en territoires ;
- La ville en communes urbaines ;
- La commune en quartiers
- Le territoire en cités, en secteurs et en chefferies ;
- La cité en quartiers ;
- Le secteur et la chefferie en groupement ;
- Le groupement en villages.

Cette subdivision consacre l'hybridation de la structure politique et administrative de l'État en reprenant aussi bien les entités modernes que traditionnelles comme les chefferies, groupements et villages. La réforme de l'État initiée par la constitution du 18 février 2006 va confirmer cette tendance. Cette constitution va élever les districts en provinces sauf pour le Bas-Congo. Ainsi le pays compte désormais vingt-six provinces telles qu'énumérées à l'article 2 de ladite constitution.

Signalons que « les chefferies qui s'étendent sur les mêmes espaces géographiques que le territoire connaissent deux problèmes : d'abord, elles combattent l'érection des secteurs au sein

[245] H. MAMBI TUNGA-BAU, *O. C.,* p. 48.

[246] H. MAMBI TUNGA-BAU, *O. C.*, p. 57.

[247] J. BATTORY, T. VIRCOULON, « le pouvoir coutumier en RDC : institutionnalisation, politisation et résilience » dans *Notes d'Ifri*, Ifri, Mars 202O.

de leurs entités. Les secteurs sont présentés comme des entités d'émancipation des populations vis-à-vis du pouvoir coutumier. (…) Ensuite, le chef de la chefferie est souvent en conflit avec l'administrateur du territoire dont la superficie de l'entité se confond avec celle de la chefferie. Le problème qui se pose dans ces entités est celle du dédoublement de l'autorité et des fonctions, car l'administrateur du territoire fonctionne à côté du chef coutumier dans le même espace qui, pour l'un est territoire et pour l'autre une entité coutumière[248]. »

2.3.2. Fondement juridique du pouvoir coutumier

La chefferie, comme structure politico-administrative, est, depuis l'époque coloniale, avant elle, celle de l'État indépendant du Congo (EIC), reconnue comme structure organisée selon la coutume, le décret royal du 06 octobre 1891 reconnaît en son article 1 les chefferies indigènes comme telles. Bien que désigné selon la coutume, le chef doit être confirmé par le Gouverneur général. La circulaire du 18 avril 1904 et le décret du 3 juin 1906 apporte des précisions et modalités d'application. La première précise que la chefferie indigène est en réalité un « petit État dans un État. » tandis que le second élève la chefferie au statut d'entité administrative étatique.

En outre, le secteur comme regroupement de chefferies est consacré par l'article 20 du décret du 5 décembre 1933. Il paraît « comme l'instance politico-administrative locale qui soit véritablement une initiative de l'État[249]. ». Le pouvoir coutumier constitue donc le socle sur lequel l'administration dite moderne s'est appuyée des tous les temps pour asseoir son autorité. Depuis l'indépendance en 1960, les chefferies font officiellement partie de l'architecture institutionnelle. Déjà à l'indépendance, « la loi fondamentale de 1960 octroya aux chefs de chefferie le titre de chef coutumier, de notable aux chefs de groupements, et leur accorda d'être représentés par cooptation au sénat ainsi dans les assemblées provinciales. De plus, la loi fondamentale de 1960 entérina les pouvoirs judiciaires des chefs coutumiers en reconnaissant les tribunaux coutumiers[250]. »

Comme dans la loi fondamentale du 19 mai 1960, la constitution du 1er août 1964 dite constitution de Luluabourg consacre l'accession des chefs coutumiers au pouvoir d'État à l'échelon provincial et national en vertu de leur statut de chef traditionnel et de l'hérédité de leur charge sur base de la cooptation.

Chemin faisant, Mobutu conscient de l'importance du pouvoir coutumier se fit introniser chef coutumier dans plusieurs provinces tout en tentant de réduire le rôle des chefs coutumiers sans y parvenir vraiment. Les chefferies survécurent aux réformes mobutistes. C'est ainsi que les autorités coutumières constituèrent les instances des juridictions selon le prescrit de l'ordonnance-loi n°82-020 du 31 mars 1982 portant code de l'organisation et de la compétence judiciaire, toujours en vigueur.

[248] H. MAMBI TUNGA-BAU, *O. C.,* p. 62.
[249] H. MAMBI TUNGU-BAU, *O. C*., p. 66.
[250] J. BATTORY, T. VIRCOULON, *Art. Cit*.

Aujourd'hui plus qu'hier, le pouvoir traditionnel persiste et l'État continue à légiférer en la matière comme en témoignent la constitution du 18 février de 2006 dans son article 207 et la loi n°15/015 du 25 août 2015 fixant le statut de chef coutumier. Par ailleurs, la loi électorale du 9 mars 2006 prévoit la cooptation des chefs coutumiers dans les assemblées provinciales.
D'ailleurs, « on estime que le droit coutumier continue à régir 80% des litiges au Congo, autant en matière civile que pénale, et ce, malgré le fait qu'il soit subordonné au droit étatique. Dans la pratique, les règles de compétence, de procédures et de recours légalement prévues ne sont pas nécessairement respectées[251]. »

2.3.3. Fonctionnarisation des chefs coutumiers et institution de l'ANATC

Depuis l'époque léopoldienne, les chefs coutumiers sont des fonctionnaires de l'État congolais, rémunérés par ce dernier pour la tâche de gestion qu'ils accomplissent. Dans l'administration, ils sont revêtus du grade d'attaché d'administration de première classe (ATB1) pour le chef de chefferie et d'agent d'administration de première classe (AGB1) pour le chef de groupement, quel que soit leur niveau d'étude. En outre, ils ne peuvent pas monter de grade. Ils mènent ainsi une carrière plane. Et ils ne peuvent pas être appréciés à l'aune de mêmes textes et mesures que d'autres agents de la même administration publique. À ce titre, les chefs coutumiers constituent une classe sui generis au sein de l'administration publique.

Voilà pourquoi, en septembre 1995, les chefs coutumiers organisèrent la première assemblée extraordinaire des autorités coutumières au Congo (ANATC) afin de faire entendre leurs revendications.

« Réinventée sur les cendres de la délégation des chefs coutumiers à la Table Ronde de Bruxelles en 1960, l'ANATC oscille entre une Asbl non confessionnelle et une corporation[252]. »
Créée pour une durée indéterminée, l'ANATC a toujours cherché à faire valoir ses rôles sociopolitiques et économique. Joseph Indeka Nkoso en retient trois « relevant respectivement de la sphère socio-économique, politique et socioculturelle. Il s'agit de : 1° la gestion des ressources naturelles et le développement communautaire ; 2° la décentralisation et la médiation de conflits ; 3° la réinvention culturelle.[253] »

Toutefois, le rôle des chefferies coutumières soulève des questions démocratiques en RDC à double titre : en tant que pouvoir local non élu, mais aussi en tant que pouvoir local politisé et instrumentalisé politiquement. D'où l'urgence de réformer aussi bien l'État que le pouvoir coutumier.

---

[251] E. JEAN-BOUCHARD, « Une histoire de droits : jeu d'acteurs et pluralisme juridique en RDC » dans *Revue générale du droit*, vol. 44, n°1, 2014, p. 193.

[252] J. INDEKA NKOSO, « Une ethnographie des pratiques discursives des rois et chefs sur leur rôle contemporain » dans *Gouvernementalité, territorialité et statolité africaines en crise. Entre résilience, efficience et résistance*, Yaoundé, Monange, 2023, p. 223.

[253] J. INDEKA NKOSO, *Art. Cit*., p. 233.

III. Repenser l'État et républicaniser le pouvoir coutumier

3.1. L'État multinational et l'humanisme patriotique comme défis

Bon nombre d'intellectuels africains ne se contentent plus de dresser un diagnostic sombre sur l'Afrique, mais ils posent la question rarement posée d'un nouveau modèle d'État, inspiré des traditions africaines, condition impérieuse d'une sortie de crise de l'État-nation. C'est le cas de Mwayila Tshiyembe[254].

En effet, le penseur congolais réfléchit à un modèle d'État multinational fondé sur un pacte social et démocratique ancré dans les traditions du continent. Pour ce faire, il commence par dresser le bilan de la science politique au regard du statut théorique de l'État africain. Tshiyembe juge ce bilan négatif, car « le rare débat sur l'État en Afrique n'a porté que sur son épiphénomène, en l'occurrence l'État postcolonial, ignorant totalement la crise en amont qui touche le modèle importé dont ce dernier n'est que la caricature, à savoir la crise de l'État-nation libéral et la crise de l'État-nation totalitaire (populaire ou marxiste-léniniste). Si l'État-nation libéral est encore dans l'œil du cyclone, l'État-nation totalitaire a disparu corps et bien avec l'URSS et le communisme, la Chine exceptée[255]. »

Après ce bilan, Tshiyembe plante le décor de sa théorie de refondation de l'État multinational. Comme son nom l'indique, cette théorie intègre la diversité ethnique africaine et la considère comme une richesse, alors qu'elle fut longtemps sous-estimée dans l'organisation étatique sur le continent. En effet, cette dernière s'est révélée une machine homogénéisante et broyeuse des différences. Comme l'écrit Tshiyembe « à l'épreuve des faits, en effet, le modèle de l'État-nation s'est révélé inadapté tant aux logiques sociales, aux structures, aux acteurs des sociétés africaines plurales qu'à ceux de la mondialisation[256] »
Le penseur congolais préconise l'État post national, plaide pour la politique de l'homme et la refondation du pacte républicain.

3.1.1. La spécificité de l'État multinational

L'intellectuel congolais prône la réhabilitation des nations précoloniales dites ethnies. Car elles correspondent bien à la définition de la nation, à la fois comme communauté de caractères (lien de sang, langue, culture et souvenir partagés), de volonté de vivre ensemble historiquement attestée. À ce titre, elles sont, à ses yeux, des nations sociologiques par opposition aux États-nations, qui sont des nations juridiques.

---

[254] B. BEYA MALENGU, « Repenser l'État et préserver l'ethnicité. Perspectives pour forger une conscience nationale en RDC » dans *Cahiers des religions africaines, nouvelles séries*, volume 4, n°7-8, (Avril-Décembre 2023), p. 33-53.
[255]MWAYILA TSHIYEMBE, « La science politique africaniste et le statut théorique de l'État africain : un bilan négatif » dans *Politique africaine*, n°72, octobre 1998, p. 109-110.
[256] MWAYILA TSHIYEMBE, *Art. Cit*., p. 118.

Pour Tshiyembe, l'État multinational ou postnational « est fondé sur le principe d'une stricte séparation entre l'État et la nation d'une part, et entre la nationalité et la citoyenneté d'autre part, par opposition au modèle fusionnel de l'État-nation (…) Son principe de socialisation peut se libeller ainsi : « toutes les nations dites ethnies sont égales, elles jouissent de la même dignité et ont les mêmes droits[257]. » À ce titre, l'État multinational est un État fédérateur de toutes les nations, de toutes langues, de toutes les religions et de tous les terroirs.
Le fédéralisme intégral demeure un idéal-type d'organisation de l'État multinational. Toutefois, il peut s'accommoder d'autres combinaisons telles que la forme unitaire, la forme unitaire décentralisée ou encore la forme confédérale.

3.1.2. Un humanisme patriotique

Pour Tshiyembe, l'idéologie de l'État multinational est l'humanisme patriotique et non le nationalisme comme dans le cadre de l'État-nation. Comme humanisme, il est le lieu de la protection de l'homme et des peuples par-delà leur langue, leur nationalité, leur religion, leurs us et coutumes. En tant que patrie, « il représente l'union des nations et des citoyens (État fédéral) et des États (État confédéral) ancrée dans le sol par les terroirs, à la fois lieux des mémoires et d'activités unissant dans le même destin les morts et les vivants[258]. »

Ce schéma correspond à la nouvelle « républicanité » inspirée par la tradition africaine, que Tshiyembe appelle « bantoucratie ». En effet, selon la culture politique bantoue, « l'État est conçu comme stratège du progrès humain. À ce titre, il porte le nom de ditunga, du verbe kutungunuja qui signifie « faire progresser, faire avancer ». Ceci pour attester qu'il s'agit d'un pouvoir institué dont la mission principale est de conduire les hommes et les femmes (bantu), les peuples ou les nations (bisamba), vers le progrès moral (moyo), vers le progrès matériel (bubanji) et vers la fraternité, la solidarité (buena muntu)[259]. »

3.1.3. Fonder/refonder la république et républicaniser le pouvoir traditionnel

Tshiyembe plaide pour l'introduction du droit des ethnies dans une constitution républicaine. Car le vouloir-vivre ensemble ne peut être le socle du nouveau pacte républicain que si le double consentement des nations et des citoyens constitue le mode de légitimation de l'État postnational. Pour lui, il faut républicaniser le pouvoir traditionnel.

Concrètement, il faut réhabiliter la chefferie traditionnelle, c'est-à-dire son gouvernement et son assemblée tout en la dotant des compétences spécifiques en matière d'état civil, santé primaire, éducation de base, développement rural, etc. Consacrer le droit de vote des nations, afin qu'elles désignent leurs propres représentants dans les assemblées aussi bien de la

[257] MWAYILA TSHIYEMBE, *Art. Cit*., p. 122.
[258] MWAYILA TSHIYEMBE, « Des guerres à la crise sociale. L'Afrique face au défi de l'État multinational » dans *Le Monde diplomatique*, septembre 2000, p. 14.
[259]MWAYILA TSHIYEMBE, « la science politique africaniste et le statut théorique de l'État africain, p. 119.

commune, de la région que de l'État. Faire des droits économiques, sociaux et culturels, les droits de l'homme, les droits des peuples et les droits de l'État. Créer un partenariat tripartite entre États-nations-citoyens en vue d'une nouvelle politique de redistribution des richesses (biens matériels et symboliques, y compris les services)[260].

Ce partenariat ne pourra réussir que si l'on promeut concomitamment la renaissance du capitalisme africain, axé sur la liberté d'entreprendre, la responsabilité, la créativité et la solidarité.

Voilà pourquoi Tshiyembe parle de la refondation du pacte républicain afin d'agir ensemble pour faire face aux enjeux et défis qui pèsent sur le destin commun. En clair, « il faut trouver pour l'Afrique, estime Kisito Owona, des formes de démocratie où ni la tradition ni les droits de l'homme ne sont lésés[261]. » Cela dit, la constitution d'État multinational/pluriethnique gagnerait à être républicaine pour garantir la prospérité et la paix durable entre les ethnies.

Un autre son de cloche vient de Mambi Tangu-Bau. Il estime que « la modernisation de l'État en RDC passe par la désacralisation des absolus du pouvoir traditionnel. C'est pourquoi il nécessite de réformer :

- La structure du pouvoir coutumier ;
- La source du pouvoir du chef ;
- Repenser le mandat du chef ;
- Assurer la formation du chef ;
- S'assurer des capacités managériales du chef[262]. »

Une manière commode d'arriver à ce résultat est de relancer la culture politique de l'arbre à palabre.

3.2. Pour une culture politique de l'arbre à palabre

Pour maintenir la dynamique démocratique, il est important de valoriser le débat sur toutes les questions d'intérêt vital, comme préalable à la fonction de légiférer. C'est justement ce que relève ironiquement Bidima : « alors qu'en Afrique, les élites politiques et intellectuelles ont tendance à mépriser la palabre en lui préférant un juridisme superficiel directement greffé d'Occident, les pays occidentaux tout comme les entreprises japonaises la remettent paradoxalement à l'honneur chaque fois qu'il y a un conflit à régler ou qu'il faut interpréter le droit. Ceux qui ont trop magnifié le droit en reviennent à la médiation informelle tandis que ceux qui la pratiquaient spontanément dans leur propre tradition veulent tout codifier par un droit rigide d'importation : ainsi va le monde.[263] »

Les Congolais doivent utiliser leur intelligence sociale pour inventer les institutions qui vaillent pour le Congo. Il est temps de prendre en compte les critiques telles que Serge Latouche les

[260] B. BEYA MALENGU, *O. C*., p. 302.
[261] KISITO OWANA, *Kant et l'Afrique : la problématique de l'universel,* Paris, L'Harmattan, 2007, p. 325.
[262] H. MAMBI TUNGA-BAU, *O. C*., p. 217.
[263] J. G. BIDIMA, *La palabre. Une juridiction de la parole*, Paris, Michalon, 1997, p. 9.

formules : « le tragique et grotesque des situations postcoloniales ont souvent pour cause un mimétisme absurde et la destruction des identités culturelles[264]. »
Que conclure ?

Pour terminer et non pour conclure

Tout porte à croire que depuis l'État indépendant du Congo, le pouvoir de l'État moderne s'est appuyé sur le pouvoir coutumier. Ce dernier a été, à l'échelon des entités, associé à la gestion de l'État. Il constitue le socle sur lequel l'administration dite moderne s'est appuyée pour de tous les temps asseoir son autorité.

Ce pouvoir est souvent en conflit avec le pouvoir moderne qui le méprise et le courtise à la fois. D'où la création de l'ANATC. Elle répond à un besoin et apparaît en même temps comme une stratégie de lutte et de survie politique pour le pouvoir coutumier. Il est urgent de promouvoir un accord entre l'État et le pouvoir traditionnel. Voilà pourquoi il est impérieux d'envisager des réformes qui engagent l'État sur la voie de sa refondation.

[264] S. LATOUCHE, *L'occidentalisation du monde*,3e édition, Paris, La Découverte, 2005, p. 144.

INTERPRÉTATION DU PHÉNOMÈNE KAMWENA NSAPU ET INTERVENTION PAR LES ONG. L'EXPÉRIENCE DE LA KADIMA FOUNDATION

Elie MULOMBA
Professeur

Introduction

Je remercie de tout cœur les organisateurs pour m'avoir invité à cette deuxième édition de ces journées scientifiques et de cette opportunité qu'ils m'offrent pour présenter non seulement mes réflexions sur ce phénomène, mais aussi l'action en tant qu'humanitaire au sein de la Kadima Foundation.

Le thème qui m'a été attribué se rattache à la compréhension et à la réponse au phénomène Kamuena Nsapu par les humanitaires dans les provinces touchées par ce phénomène pour retrouver le bien-être et la normalité de la vie des communautés affectées.
Ainsi, nos questions principales s'articulent comme suit :

- Quelle compréhension les humanitaires ont eu du phénomène Kamuena Nsapu ?
- Comment s'organise la réponse aux défis posés par ce phénomène par les ONG en général et par la Kadima Foundation en particulier ?
- Quelles initiatives ont été mises en place pour l'accompagnement des auteurs, des témoins et des victimes de ce phénomène ?

En termes de pertinence, cette intervention pose le problème de la protection des droits et la promotion du bien-être psycho-social des personnes et des communautés impliquées dans le phénomène Kamuena Nsapu. Ma communication aura donc quatre points :

1) Les faits
2) Les conséquences du phénomène Kamuena Nsapu
3) La réponse de la Kadima Foundation au phénomène Kamuena Nsapu
4) Quelques repères pour un meilleur accompagnement psycho-éducatif

1. Les faits

Au mois de mai 2016, commença ce que Beya Ngindu a appelé la « *légende d'un chef sous les tropiques*. Ce chef coutumier « initie des hommes et des jeunes qu'il appelle **éléments** pour la lutte de libération. Le message formulé donne de l'espoir à cette jeunesse désœuvrée et toujours en proie à toutes les sollicitations. Après avoir endoctriné le noyau de son village, il reçoit aussi des groupes de gens des villages voisins pour l'initiation qu'il appelle *tshizaba tshya ka bukulu*.

Des curieux et des chercheurs des forces occultes font la queue pour le rencontrer. Il endoctrine ses partisans par des messages d'invulnérabilité à cause des pratiques fétichistes pour combattre et vaincre l'ennemi. Une idéologie prend racine. Une revendication personnelle du pouvoir non reconnu par le pouvoir politique et administratif symbolisé par la non-signature d'un *Arrêté Ministériel* de reconnaissance. Cette idéologie emballe les jeunes du groupement et file en aiguille, un mouvement se cristallise. Pour expérimenter leurs énergies d'invincibilité, ces jeunes gens commencent par des pratiques de sabotage. Ils dressent des barrières sur les routes principales afin de contrôler l'identité et la qualité des voyageurs et leurs biens. Les agents de l'ordre constituent la cible et peu à peu les éléments, miliciens et faux miliciens ont commencé à attaquer tout le monde.

Le sommet de ce mouvement sera atteint avec les événements vécus dans la ville de Kananga le 22 et 23 septembre 2016 : les affrontements entre les éléments du chef Kamuena Nsapu et les forces loyalistes, les activités habituelles ont été paralysées à travers la ville, des morts et des blessés, des destructions méchantes des infrastructures dans des quartiers et communes. La population s'est déplacée des habitations habituelles vers des familles d'accueil ailleurs, certaines personnes ont même laissé leur village jusqu'à ce jour. Les portes des classes ont été fermées. Ces initiés combattent sans arme à feu, mais toujours munis de bâtons pour faire face aux soldats armés. Ces jeunes observent des règles de conduite et une forme de discipline. Il leur est interdit de céder à la panique, de regarder derrière ou de prendre les biens d'autrui...alors là, les balles des adversaires touchent des corps immunisés, déterminés à libérer le pays (Beya *Ngindu, 2016 inédit*).

Le chef Kamuena Nsapu, « *bukula diulu* » comme il aimait bien s'appeler avait effectivement fait bouger le ciel : le ciel de notre normalité et de notre quotidien, le ciel de notre foi chrétienne, le ciel de nos lois et normes du vivre-ensemble, le ciel de nos rêves, le ciel de notre ardent désir de paix, le ciel de nos valeurs morales, éducatives et religieuses, le ciel de notre futur comme individus et comme communauté, le ciel de la cohésion des communautés, etc.
Personne jusqu'à ce jour ne sait ni expliquer ni justifier comment en cette époque de mondialisation caractérisée par une quête des solutions aux défis, notamment au défi de la paix, soit aussi la période où la violence au nom des identités particulières est choisie comme moyen pour résoudre les différends.

La commune de Nganza deviendra le fief de ce mouvement dans la ville de Kananga et le lieu mystique de l'endoctrinement des jeunes et du développement d'un monde alternatif à celui connu et prêché dans le processus de la mondialisation.
Nganza signifia dans la tête de beaucoup de Kanangais, le lieu mythique du phénomène. Nganza ne fut plus seulement une des cinq communes de la ville de Kananga, mais la commune la plus endeuillée par le phénomène Kamuena Nsapu.
Beaucoup de gens, d'abord condescendant avec le mouvement, vécurent ensuite des réalités difficiles à expliquer, affectés par la perte des proches, par les déplacements forcés, par les destructions et par les peurs éprouvées. Ces événements causèrent du malheur, provoquèrent des destructions matérielles et des victimes physiques et psychologiques (morts, blessés,

traumatisés) et en plus, augmentèrent la tension dans les individus comme aussi dans la communauté.

Chacun de nous fut atteint dans son moi individuel et communautaire. Ce phénomène a eu des effets non perçus dans leur ampleur quand on regarde plusieurs approches mises en œuvre pour affronter les conséquences de ce phénomène partout dans le Grand Kasai. Dans la commune de Nganza seulement, nous avons répertorié plus de dix organismes qui sont intervenus à Nganza en cette période notamment NRC, FAO, PAM, ACCELERE, CICR, FMDI, AIDES, KADIMA FOUNDATION, etc. En analysant leurs interventions, on peut voir que la compréhension et l'interprétation de ce phénomène bien que fondamentale pour toute réponse a posé quelques problèmes. C'est le cas aussi pour les écrits sur ce phénomène que j'ai pu lire. On n'a pas suffisamment pris en compte les effets psychiques, les enjeux moraux et éducatifs du phénomène. On a vu par exemple, les organisations non gouvernementales, internationales et nationales distribuer les denrées alimentaires, des ballons de football, des vareuses, des fournitures scolaires, des biscuits, des semences et la construction des hangars permettant aux jeunes de participer aux différents jeux et apprentissages. Cependant, une explication et un accompagnement psychopédagogique cohérent et conséquent n'ont jamais été conçus. (*Données relevées auprès des habitants de Nganza, septembre 2018 par nos envoyés*).
C'est l'occasion pour nous de présenter comment au niveau de notre Organisation Kadima Foundation nous avons compris et interprété ce phénomène.

2. L'impact du phénomène Kamuena Nsapu sur les personnes et les communautés

Nous entendons d'abord attirer l'attention sur les dimensions cachées de l'iceberg qu'est le phénomène Kamuena Nsapu, c'est-à-dire les conséquences possibles que ce phénomène pourrait entraîner chez les auteurs, les témoins, les victimes et les communautés : le malaise psychologique et social. Ce malaise individuel et collectif (vécu singulièrement ou en communauté) ainsi que les souffrances possibles en situation de conflits ou post conflit appellent des signes de reconnaissance et une prise en charge sérieuse (*Tancrez Patrick, 2010 : 27*).

D'abord, la violence qui a caractérisé ce phénomène, a provoqué le désordre de tous genres, social, mais aussi psychique, car après toute violence, il y a toujours des blessés psychiques et physiques (*Baddoura C – F, 1998 : 75*). La violence, dira Xavier Guigue, est une situation extrême qui nuit au développement physique et psychique harmonieux de l'être humain. Le conflit « *ne détruit pas uniquement des vies, il détruit aussi 'l'idée de vie, l'idée de l'homme, c'est le sacrifice du langage, du symbolique* » (*Guigue X., 1995, 65*). La violence implique cessation et rupture du pacte social, de la légalité, de la normalité et du sentiment de continuité. Lorsque les batailles sont terminées et que les armes se sont tues, la guerre laisse des milliers d'êtres humains gravement traumatisés, affectivement et psychologiquement (*Mansour S., 1995, 44*). La violence laisse des séquelles, tant visibles qu'invisibles, dans l'esprit et sur le corps (*Punamäki Raija-Leena, 64-65*).

Le phénomène Kamuena Nsapu a laissé à l'esprit l'idée d'une société brisée, fragmentée et sans loi. Il n'a pas été seulement une violence, mais aussi :

- Une affirmation du droit à l'expression pour certaines couches de la population, surtout les jeunes, qui avaient compris qu'ils avaient pleinement ce droit ; droit d'exprimer leur point de vue et de le faire respecter.
- *La rupture de la confiance sociale*
- *La rupture de la normalité de la vie*
- *La déshumanisation de l'ennemi* : la manière dont les êtres humains étaient égorgés.
- *La tolérance de la violence, la promotion de la haine et de la vengeance* peuvent devenir un moyen d'autosatisfaction pour ceux qui en sont victimes
- *Le déracinement du village d'origine ou de son milieu de vie* (déplacements forcés) avec comme conséquence la perte du sentiment de continuité.

Le conflit surtout violent est fréquemment source d'appauvrissement en termes de conditions de vie, de liens sociaux, accentuant la « vulnérabilité » des populations affectées, diminuant leur capacité à s'adapter aux chocs et aux risques ultérieurs.
Le Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux DSM (2015) explique qu' « *en cas d'exposition à la mort effective ou à une menace de mort, à une blessure grave, ... en étant directement exposé à un ou plusieurs événements traumatiques ; en étant témoin direct d'un ou de plusieurs événements traumatiques survenus à d'autres personnes. (...). En étant exposé de manière répétée ou extrême à des caractéristiques aversives du ou des événements traumatiques* », il y a **la probabilité de développer ce qu'on appelle le trouble de stress aigu**.

3. La réponse de la Kadima Foundation au phénomène Kamuena Nsapu

Tenant compte de toutes ces conséquences physiques et psychiques, la Kadima Foundation a préparé une réponse à trois volets :

1. Urgences

Dans un premier volet, la Kadima Foundation a cherché à répondre aux urgences du type matériel (manger, s'habiller, s'abriter, etc.) avec le concours surtout de notre bureau de Kinshasa. C'est le volet assistance de notre Organisation qui a impliqué toutes les cinq provinces de l'espace Kasaï. Nous avons créé un réseau comprenant tous les diocèses catholiques et tous les leaders religieux pour atteindre le plus possible toutes les victimes de ce phénomène. Ce volet a été assuré fondamentalement avec les fonds propres de la Kadima Foundation. Ce volet comprenait aussi le plaidoyer auprès des institutions étatiques afin d'assister les victimes. Après plusieurs années, on a eu gain de cause. C'est ainsi qu'en 2023, le gouvernement national a décaissé plus de 600 000 $ pour assister les victimes du phénomène Kamuena Nsapu.

2. Volet psychosocial et médical

Ce deuxième volet de notre réponse au phénomène était circonscrit dans 5 sites : Mulombodi, Nganza, Tshikula pour le Kasai Central et Kamonia et Kanzala pour le Kasai. Ce volet avait pour objectif de favoriser l'accès aux soins de santé pour les victimes du phénomène au moindre coût, notamment les déplacés internes (IDPs) et d'assurer un accompagnement psychosocial à plus de 500 femmes de la cité de Mulombodi victimes des violences sexuelles. Ce volet a consisté aussi à appuyer 4 centres de santé (kawele, kalemba Mulumba , Mont Carmel à Kanzala et Kamonia) des équipements médicaux, bâtiment là où il n'y avait pas, médicaments, plateau technique et primes pour les infirmiers. Les victimes du phénomène pouvaient ainsi y accéder à moindre coût. Ce projet a culminé avec la campagne d'opération de plus de 60 femmes souffrant de la fistule obstétricale ou fistule vésico-vaginale, réparation menée par des médecins spécialistes congolais venus de Goma de l'organisation Heal Africa à l'hôpital Général de référence de Lukonga. Ce volet a été réalisé essentiellement avec l'appui financier et technique du HCR.

3. Volet coexistence pacifique

Ce troisième volet visait la promotion de la cohésion sociale par le renforcement des mécanismes de dialogue intercommunautaire et de résolution pacifique de conflits ainsi que la sensibilisation des communautés à la culture de la paix. En effet, le phénomène Kamuena a attisé et laissé beaucoup de conflits intercommunautaires et coutumiers, un coup dur à la cohésion sociale ; et dans certains coins, des conflits de cohabitations entre les autochtones et les personnes déplacées. Aujourd'hui nous sommes présents dans le cadre de ce volet au Kasai Oriental, Kasai, Kasai central, Kwuilu, Kwango et Mai-ndombe pour prévenir et former à la gestion des conflits par des moyens alterntifs. Ce volet est aussi appuyé essentiellement par le HCR et a bénéficié aussi des appuis de OIM et de BCNUDH. Avec ce dernier, nous avons travaillé pour la réintégration sociale des miliciens dans la zone de Tshimbabula.

Avec l' UNHCR, nous consolidons la paix dans les sites de villagisation où les rapatriés de l'Angola vivent aux côtés de la population hôte à Kasampuila au Kasai Oriental, Tshilumba et Nkonko au Kasai Central et Kapinga Kundi et Sha Musanda dans le Kasai. La Kadima Foundation est dans ces sites pour construire la cohabitation entre la communauté hôte et les rapatriés.

Cela nous pousse à affirmer qu'au-delà de tout engagement pour la reconstruction matérielle, pour donner le travail à chacun des victimes et une maison pour dormir en guise d'intégration sociale, il faut aussi penser à un accompagnement qui puisse aider à passer du non-lieu à la création d'un lieu d'un nouveau début, lieu de la rencontre authentique et de reconnaissance réciproque.

4. Quelques repères pour un meilleur accompagnement

Comme vous le savez après le phénomène Kamuena Nsapu, il y a eu une démobilisation spontanée des miliciens. Et la plupart des victimes se sont arrangées par elles-mêmes. Rien de systématique n'a été préparé en matière d'accompagnement.

Et pourtant, l'accompagnement exige qu'on sache sur quels aspects et sur quelles dimensions de la vie des personnes, il faut intervenir pour leur bien-être individuel et social.
Les pistes d'accompagnement que je propose pour une meilleure réintégration sociale des blessés du phénomène Kamuena Nsapu se fondent sur le construit théorique de la résilience : la capacité de songer à la vie après le désastre, à la phase semée d'écueils de la réhabilitation psychique et sociale.

Sans nier les problèmes existants, cette approche permettra de concentrer l'attention sur les forces que nous pouvons exploiter. En d'autres mots, le véritable espoir n'est pas une fuite de la réalité : il nous ouvre les yeux sur un potentiel constructif, mais encore enseveli. Doter les personnes de capacités intellectuelles et sociales pour gérer dorénavant les crises de ce genre profitant des ressources individuelles et communautaires. Un accompagnement de ces sujets dans une approche « résiliente » considèrera la vie comme un processus d'évolution où plusieurs dénouements sont possibles et non comme un mécanisme déterministe, ce qui contribue à l'espoir réaliste.

Un camp de mauvais et un autre de bons ne saurait contribuer à la matérialisation de cette vision. La résilience, cette capacité de faire face à un malheur exige que le sujet construise un sens propre à partir de la prise de conscience qu'il fait lui-même des événements vécus.
Vu les problèmes et les difficultés en situation post-conflit, tout accompagnement des individus pour un retour à la normalité prendra en considération ces exigences :

1. **Libérer la parole des protagonistes, des victimes et des témoins pour dégager l'énergie négative accumulée** (*la narration*).
On doit parler et dire ce qui est arrivé en empruntant à toutes les expressions culturelles et langagières. Lemay dans ses écrits affirme que « *quand l'être humain se trouve confronté à des expériences adverses, il ne peut guère échapper à la mise en jeu transitoire ou durable des mécanismes qui l'autorisent à survivre au-dessus des flots tumultueux : les mécanismes salvateurs* » (*Lemay M., 1998, 27-44*). Ces mécanismes de défense, antécédents au processus de résilience, s'ils arrivent à réguler la tension interne et donc s'ils permettent à l'individu de s'adapter, de façon provisoire, à l'événement traumatique, il faut plutôt aider la personne à libérer l'énergie négative accumulée en lui.

À cet effet, notre culture nous offre beaucoup de moyens : poèmes, récits, chants, surtout le théâtre. Le théâtre, par exemple, c'est une des expressions artistiques les plus antiques et avec potentialités multiples. À en croire Castelli et Sbattella, *pour tout celui qui a été frappé par un désastre ou par un événement traumatique, le fait de mettre en scène, à travers langages opportuns et dans un cadre protégé, permet de transformer au niveau symbolique ces vécus, en*

les racontant à travers des codes communs, c'est-à-dire acceptables (*Castelli C. et Sbattella F, 2003 : 175*).

La mise en scène de ces événements dramatiques, même après plusieurs années, représente une importante occasion pour stimuler l'œuvre de la reconstruction personnelle et collective qui se poursuivra dans le temps ; une occasion de réconciliation avec la nature, d'élaboration collective du deuil, de rupture du pacte avec le silence qui bloquait, à travers refoulements multiples, le souvenir personnel et collectif.

Les expériences théâtrales permettent de transformer les situations de marginalisation, de souffrance et de déviance en lieux de nouveaux projets pour la vie. Toutefois, ce genre de mise en scène doit être réalisé avec grand respect et rigueur méthodologique pour éviter le risque d'instrumentalisation de la tragédie, de la douleur des autres, de la spectacularisation et de la commercialisation de la douleur. Cette pratique a été aujourd'hui rendue tellement évidente par une terminologie variée comme on peut le remarquer : "*théâtre des opprimés*", "*théâtre forum*" "*théâtre social*", "*dramatisation théâtrale*", "*théâtre de narration*", "*Théâtre éducation*".
Ainsi conçu, le théâtre ne se limite pas seulement à traiter les thèmes ou les problématiques sociales à travers les instruments dramaturgiques, mais il est fondamentalement occasion pour faire groupe, pour favoriser les processus de changement et d'*empowerment* des identités personnelles dans l'optique relationnelle avec l'autre (*Rossi Ghiglione, A. Pagliarino (dir), 2007 : 18*).

Par conséquent, le théâtre devient un atelier de traitement indirect des traumatismes et de reconstruction active des identités personnelles, des relations familiales, des groupes et des communautés locales. Raconter de manière explicite son propre vécu traumatique est déjà une façon de réagir et de ne pas risquer de développer des troubles psychologiques graves. La thérapie « *narrative* » est en mesure de réduire de manière significative l'apparition de ces troubles, comme cela a été prouvé par Neuner (*Neuner F. et al., 2008 : 641-664*) dans ses études dans les camps de réfugiés de Gaza, d'Uganda et de Roumanie.

2. RECONSTRUIRE L'IDENTITÉ, LE SENS ET LE SENTIMENT DE CONTINUITÉ

La situation de crise provoque des changements, une certaine fracture, c'est comme si le scénario changeait de fond. Il est opportun de créer des structures cognitives qui permettent de renouer les fils entre le passé, le présent et le futur (reconstruire le sentiment de la continuité).
De même, les contextes de violence et de crise tendent à interrompre le projet de l'existence des personnes, les enfermant dans le présent et dans la réalisation immédiate des besoins primaires, en perdant tout caractère de créativité, d'unicité … L'irruption d'un événement critique dans le quotidien représente une rupture de la continuité temporelle, de la normalité, susceptible de causer une modification dramatique des rythmes de vie. En outre, là où la vie a été bouleversée par des catastrophes naturelles, des guerres, des violences et la pauvreté, le sentiment de continuité peut être garanti par des relations humaines significatives, mais aussi par des activités symboliques.

Dans cette optique, je voudrais souligner l'importance de la célébration des récurrences rituelles et des traditions des communautés. Les rites culturels peuvent aider à ordonner l'agir social et à rétablir les rôles et les fonctions des victimes afin qu'elles sentent qu'elles continuent à être membres actifs de leurs communautés. Les rites deviennent une occasion collective pour la redéfinition créative de la relation et pour régénérer les interactions affectives frappées par les situations de discontinuité. La célébration des rites propres favorise l'harmonisation des rythmes individuels et communautaires. Le rite recrée ordre et séquence. Quelques fois, quand il y a blocage dans la perception temporelle, le rite a la possibilité d'introduire les séquences qui ont été oubliées (*Boscolo L., et Bertrando P., 1993 : 216-218*).

Le rite rythme le temps grâce à la certitude et à la répétition des gestes, et puis il est en mesure de définir et de rendre évidentes les échéances, les passages, les rendez-vous et les cyclicités.
Pour cette raison, il est important que dans les contextes post-conflit caractérisés par le sentiment de rupture et de discontinuité de l'existence surtout chez les jeunes, de célébrer les fêtes qui ont une certaine signification pour la communauté et les individus, de chercher à maintenir, à revitaliser et à réactualiser les rites et les traditions pour redonner le sens de la régularité, de la normalité, de la continuité, de la scansion du temps qui était devenu confus et fluide à cause de la crise. Le rite ordonne l'agir social en rétablissant les rôles et les procédures précises (*Boscolo L., et Bertrando P., 1993 : 199*).

Enfin, le sentiment de continuité contribue à la construction de l'identité personnelle de la personne. À cause de certaines expériences négatives, les familles et les communautés peuvent faire l'expérience de rupture et de discontinuité de l'existence. Vu les conséquences que cela peut entraîner pour la vie familiale et communautaire, l'approche psychopédagogique basée sur la résilience doit penser à recréer le sentiment de continuité en puisant dans le rôle symbolique des relations humaines significatives et des rites culturels locaux.

3. Réaffirmer clairement les valeurs de base de notre éducation

Cela signifie que la reprise des personnes dans ces circonstances comporte une dimension symbolique et sociale, que parfois est négligée dans les interventions en faveur d'une reconstruction purement matérielle. (*Tap, P. et Vasconcelos, M. de lourdes (dir.) : 12*).
Chaque individu construit sa perception de l'événement à partir de cadres de référence et de significations des pertes subies. Une même catastrophe peut donc se fragmenter en diverses interprétations, d'après l'expérience et l'identité de ceux qui la subissent, comme il existe aussi une différence dans les réponses aux catastrophes suivant qu'elles sont interprétées comme une volonté divine « c'est Dieu qui le veut ainsi » ou perçues comme conséquence d'une action humaine. Chacun est atteint dans son moi individuel et communautaire.
Seules les valeurs qu'on a pu s'approprier peuvent non seulement être une prévention et un rempart pour ne pas s'effondrer.

Notre intention dans ce travail n'est nullement d'offrir les moyens pour éliminer ce qui est arrivé, mais de proposer à retrouver les repères sociaux et reconstruire notre vivre ensemble.

4. Promouvoir et renforcer les capacités des personnes blessées par le conflit

Blessé, mais non vaincu, dirait-on**.** Il s'agit d'une intervention essentiellement basée sur la promotion et sur le renforcement des ressources internes et externes du sujet afin de pouvoir affronter les événements critiques de la vie ; il s'agit du développement et du renforcement des habilités ou des « life-skills » selon le terme de l'OMS.

Construire sur les dimensions restées intactes de la personne. Certains sujets, en s'appuyant sur leurs ressources, arrivent à développer une énergie qui leur permet de faire face à la menace de désorganisation psychique et de sortir renforcés par l'expérience traumatique.
Il s'agit de reconnaître que la capacité de surmonter l'adversité réside dans le sujet et le rendre porteur d'une vision positive et stimulante de lui-même aide à reprendre le chemin de la vie.

CONCLUSION

Je viens de proposer dans ces réflexions ci-haut non seulement ce que dans la Kadima Foundation nous sommes en train de réaliser, mais aussi ma manière de lire le phénomène pour une meilleure réponse à celui-ci. Mon intervention se veut un message d'encouragement, de réconfort et d'espoir pour surmonter les difficultés et les adversités en partant du sujet victime, un message de vie en dépit de pires conditions que nous pouvons traverser. Oui, c'est vrai il y a eu souffrance physique et psychologique, mais nous pouvons nous en sortir ; il suffit de le vouloir. Mon objectif est d'aider nos communautés frappées et touchées par les effets du phénomène Kamuena Nsapu à oser une guérison et à ouvrir les portes de leur prison intérieure pour construire la paix, construire les ponts entre elles et avec leur environnement.

Références bibliographiques

1) Baddoura C-F.(1998) "*Traverser la guerre*", in Cyrulnik B.(dir), *Ces enfants qui tiennent le coup*, 2e éd., Revigny-sur-Ornain : Hommes&Perspectives.
2) Guigue X., « *Crimes et désordres du monde* », in ***Damoclès***, 66, 3(1995)
3) Mansour S., "*Société en guerre. L'impact de la violence politique sur l'enfant*", in *L'enfant et la violence. Face aux conflits et à la violence, à quelle dynamique de paix préparons-nous nos enfants*. Actes du colloque du BICE tenu à Fatka/Liban du 5 au 7 octobre 1995, pp.
4) Borgogno F., "*La 'lunga onda' della catstrofe e le 'condizioni' del cambiamento psichico nel pensiero clinico di ferenczi*", in Bonomi C., Borgogno F. (a cura), *La catastrofe e i suoi simboli. Il contributo di Sandor ferenczi alla teoria psiconalitica del trauma*, Torino: UTET libreria, 2001, pp.171-185.
5) Lemay M., «*Résister : rôle des déterminants affectifs et familiaux* », in Cyrulnik B. et al, *Ces enfants qui tiennent le coup*, 1998, pp.27-44.
6) Boscolo L., et Bertrando P., *I tempi del tempo. Una nuova prospettiva per la consulenza e la terapia sistemica*, Torino: Bollati Boringhieri, 1993, pp. 216-218.

7) Boscolo L., et Bertrando P., *I tempi del tempo. Una nuova prospettiva per la consulenza e la terapia sistemica*, Torino: Bollati Boringhieri, 1993, p. 199.
8) Castelli C et Sbattella F, *Psicologia dei disastri. Interventi relazionali in contesti d'emergenza*, Roma: Ed. Carocci, 2003, p.175
9) Rossi Ghiglione A., Pagliarino A(a cura), *Fare teatro sociale. Esercizi e progetti*, Roma: Dino Audino, 2007.
10) Neuner F. et al., « *Narrative exposure therapy for the treatment of traumatized children and adolescents (Kid NET): From Neurocognitive theory to field intervention* », in *Child and adolescent psychiatric clinics of North America*, Vol.17, Issue 3, July 2008, pp. 641-664.
11) Tancrez P (2010), *Aider l'élève à construire sa vie. Approches plurielles de l'éducation*. Paris: Chronique sociale.
12) Punamaki Raija-Leena, "*War, military violence, and Aggressive Development. Child, Family, and Social Preconditions*" in Barber B. K., *Adolescent and war. How youth deal with political violence*, pp. 64-65.
13) Tap, P. et Vasconcelos, M. de Lourdes (dir.) 2004, *Précarité et vulnérabilité psychologique. Comparaison franco-portugaises*. Ramonville Saint-Agne: érès, 2004.

PHÉNOMÈNE DE RÉVOLTE DU CHEF KAMUENA NSAPU : HUIT ANS APRÈS (GENÈSE ET CAUSES D'UNE TRAGÉDIE SANS NOM)

Boniface BEYA NGINDU
Inspecteur général Adjoint de l'éducation

Introduction

Jusqu'à ces jours, les populations continuent de vivre les temps des dures épreuves. Une désolation inquiétante se lit sur les visages des victimes à la suite des souvenirs traumatisants causés par des attaques atypiques et asymétriques entre les forces loyalistes de la République et les *éléments* ou prétendus *miliciens* du chef Kamuena Nsapu, qualifiés aujourd'hui officiellement des *terroristes*.

Les conséquences sont telles que le cri de désespoir se clame sur toutes les lèvres des familles éprouvées sur tout l'espace du Grand Kasayi et cela même si les efforts d'accalmie sont perceptibles. Il s'agit tout simplement d'une paix des marécages, une paix de façade qui cache encore des récriminations sans nom et des plaies intérieures non encore cicatrisées. On a peut-être pardonné, mais on n'a pas oublié les fosses communes, les têtes décapitées ainsi que de nombreuses personnes criblées sauvagement à bout portant par des balles. On a peut-être pardonné, mais dans les esprits subsistent encore le douloureux souvenir des humiliations et autres traitements dégradants perpétrés sur d'innocentes personnes. Que dire des cases incendiées par les *éléments* ou le pillage des greniers par des personnes en uniforme sans solde ni ration alimentaire, mais circulant dans des villages désertés par des familles en fuite parce qu'elles ont peur des représailles.

Aujourd'hui nous devons à tout moment amorcer des actions positives pour intérioriser les valeurs de non-violence et de les vivre à tout instant dans l'espace du Grand Kasayi pour une véritable cohésion sociale. Ainsi devons-nous rechercher la paix véritable, celle à construire dans nos cœurs et dans nos esprits afin de donner la chance aux générations futures de vivre ensemble dans la paix retrouvée et de bâtir un monde d'espoir. Commençons par un conte afin de mieux comprendre la portée de notre message.

Dans le petit village Nkola, vivaient des familles préoccupées par leurs activités habituelles. Un jour, dans le feuillage d'un arbre, se trouvait un oiseau qui voyait comment, Mamu Kalanga déposait le vase pour sécher son maïs. Au départ de la ménagère pour s'affairer à la cuisine, voilà que l'oiseau descend de l'arbre pour commencer à picorer les graines de maïs. De passage à ce lieu, Kasonga, un garçon du village, aperçoit ce spectacle et s'en apitoie. C'est triste de voir le maïs picoré par l'oiseau. Il prend un bâton et chasse l'oiseau qui s'enfuit, mais

en même temps, le bâton a brisé le vase de Mamu Kalanga. Celle-ci sort précipitamment de sa case, furieuse, se met à donner des coups à Kasonga. Celui-ci rentre chez lui en pleurant. Dès qu'il relate son récit à ses parents, ces derniers s'emportent et se dirigent vers Mamu Kalanga et la ruent des coups. Le mari de cette dernière, avec un groupe d'amis, se mêlent à la bagarre. Le bilan est lourd : perte en vies humaines, blessures, frustrations, traumatismes psychologiques, cases incendiées, pillage...

Posons-nous alors ces questions pour comprendre ce conte :

- ***Qui est à la base de cette triste situation ?***
- ***Était-il possible d'éviter cette catastrophe ?***
- ***Comment ?***

Notre vie commune doit être celle qui se fonde sur les bases de la non-violence à tout instant de sorte que notre engagement soit un appel à la paix pour assurer le développement durable.

Contexte des conflits au Grand Kasayi

Il est important de noter que *quand on dit qu'il y a guerre dans un pays, ça signifie que les bandits de grand chemin se sont partagé le pays. Ils se sont partagé la richesse ; ils se sont partagé le territoire. Ils se sont partagé les hommes. Ils se sont partagés tout et tout et le monde entier laisse faire. Tout le monde les laisse tuer librement les innocents, les enfants et les femmes !* (Ahmadou Kourouma, **Allah n'est pas obligé.)**

Ces dernières années, beaucoup de conflits ont provoqué la désolation de nombreuses personnes de l'espace du Grand Kasayi. La cause principale se trouve être une faible capacité de gestion des préoccupations des populations par les autorités politiques et administratives de la République. À cet effet, il faut déplorer la marge entre les nouveaux riches des temps nouveaux de nos misères et leur train de vie qui défie les pauvretés situées dans des villes cruelles et les villages fantômes du pays où vivote la majorité silencieuse *par la grâce de Dieu.* Beaucoup de familles en détresse sont totalement abandonnées à leur triste sort et ces pauvres sont incapables de subvenir à leurs besoins quotidiens alors qu'entre temps, nos dirigeants mènent une vie luxueuse en pensant seulement à eux-mêmes.

Cette situation misérable est visible par ces indicateurs : manque d'eau potable, des routes en état de délabrement, des centres de santé et écoles ne répondant pas aux normes exigées... il y a aussi des familles mangeant au compte-goutte des aliments peu riches pour leur survie... Ces millions d'êtres humains survivent par miracle et de par leurs propres efforts, sans être enregistrés dans le fichier de l'État civil même si dans ce pays- là, le recensement est une notion vague où l'on se fie aux projections continuelles sur base des résultats récoltés depuis des années. Triste destin ! Depuis les indépendances cha-cha-cha jusqu'à ces jours des démocraties tralala, chacun s'occupe d'abord de son ventre, de sa survie, de sa famille et de son clan… *C'est l'article 15* synonyme de *débrouillez-vous* mot d'ordre lancé par les dirigeants de nos terres au lendemain du 30 juin 1960 !

Relire au quotidien ces pauvretés révoltantes, se rendre compte qu'il n'y a pas de vie heureuse aussi bien au village de nos ancêtres que dans nos villes cruelles, héritage des colonisateurs belges, pousse les membres de nos communautés au désespoir, au découragement. Ces populations se sentent marginalisées, abandonnées et même flouées à la suite des promesses non respectées depuis des décennies par les dirigeants de notre pays. *Les chefs ya mileléé* J'y suis, je reste…

Le marasme actuel se structure dans le décor de la faillite de l'État à cause de la mauvaise gouvernance. Le doigt pointe nos gouvernants qui ont succombé aux délices de l'argent facile et du pouvoir pour eux-mêmes et leurs dépendants qu'à la gestion rationnelle et performante. Oui, le pays va mal et dans tout ce qui se fait aujourd'hui, le peuple est oublié. La RDC va très mal. C'est un pays par terre où se propage le slogan *sauve qui peut* sur toutes les lèvres.

Dans cette situation confuse, la jeunesse est là sans espoir des lendemains radieux parce que désœuvrée et non encadrée, mais capable de se laisser facilement manipuler. Ainsi abandonnée à son triste sort, elle devient une bombe à la merci des faiseurs des légendes !

C'est dans cet environnement de précarité excessive que toutes les raisons se sont imposées pour des actes de destruction collective que nous sommes en train de regretter. Les promesses démagogiques lors des campagnes électorales sont loin de se concrétiser au cours des mandats prolongés de nos élus, qui pensent sans cesse à leur propre vie qu'au développement intégral. Ils sont à la mangeoire et vivent égoïstement sans penser un instant à améliorer le train de vie des citoyens condamnés à vivre avec moins d'un dollar par jour avec leurs nombreuses progénitures !

Dans son essai devenu classique ***les Damnés de la terre***, Frantz Fanon n'avait pas eu tort de s'en prendre à cette bourgeoisie nationale de pacotille qui a pris racine avec le départ des colons blancs. Cette bourgeoisie rapace qui se nourrit du travail du peuple.

Dans ce contexte, le phénomène d*es conflits a pris de l'ampleur depuis plusieurs années. Il apparait clairement que ce phénomène est la conséquence logique de l'existence des profondes divergences entre individus, groupes d'individus et communautés pour des intérêts divers. En effet, faute de maîtrise de leurs causes profondes, la réponse apportée çà et là laisse des frustrations qui ont fait que ceux-ci (*conflits*) deviennent source d'insécurité et obstacles majeurs au développement local. À cet effet, les conflits observés au Kasaï Occidental sont de plusieurs natures notamment : fonciers, miniers, politiques, coutumiers, identitaires avec effets néfastes tant sur les individus, la sécurité, la paix et la gouvernance locale*. (**Actes des travaux de l'Atelier sur l'élaboration de la stratégie provinciale en matière de prévention, gestion et transformation des conflits au Kasaï Occidental**, Kananga 5-7 janvier 2011).
La situation est préoccupante depuis plusieurs années. Les réponses adéquates n'ont pas été trouvées pour résorber ces crises latentes. Ce qui va éclater dans le Territoire de Dibaya, avec le chef Kamuena Nsapu n'est que le résultat d'une mauvaise gouvernance dans un *État honteux* comme dirait Sony Labou Tansi**.**

Revenons aux réalités pour appuyer cette situation de mal gouvernance. À cet effet, les Pères-Evêques du Kasayi insistent en ces termes : *La cause immédiate de cette crise est connue. Il s'agit de la mauvaise gestion d'une question administrative du pouvoir coutumier par sa manipulation et sa politisation. Cette cause initiale, conjuguée aux diverses frustrations d'une Région depuis longtemps marginalisée et d'une jeunesse désœuvrée, a intégré des revendications sociales et économiques, sur fond d'une désapprobation de la déstructuration du pouvoir coutumier et la désorganisation des entités culturelles avec leurs us et coutumes*. (**Appel des Evêques membres de l'ASSEPKA sur la tragédie en cours au Kasayi**, 25 février 2017).

Ce que nous déplorons aujourd'hui n'est qu'un cocktail d'incertitudes, d'improvisations et d'humeurs de ceux qui *malgouvernent* leur peuple. Ces apprentis sorciers nous dirigent ainsi comme dans une pirogue qui tangue de tout côté sans savoir où accoster !
Il nous faut ouvrir l'œil et le bon pour nous rendre compte que depuis de nombreuses années le pays va mal. Et que les dirigeants à la tête des institutions publiques, à tous les échelons de l'État, ont des préoccupations qui vont à l'encontre des aspirations profondes des populations de notre pays.

Le pouvoir coutumier

Dès le départ, il faut reconnaître que *l'autorité traditionnelle est une réalité sociale et demeure importante dans la vie des populations congolaises. La Constitution du 18 février 2006 reconnaît non seulement l'autorité traditionnelle.* (**Démocratie et participation à la vie politique, une évaluation des premiers pas dans la IIIe République**, 2010).
À cet effet, sur le plan juridique, les chefs coutumiers jouissent d'un statut constitutionnel. L'autorité traditionnelle ou coutumière d'après l'article 207 *est dévolue conformément à la coutume locale, pour autant que celle-ci ne soit pas contraire à la Constitution, à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Tout chef coutumier désireux d'exercer un mandat public électif doit se soumettre à l'élection, sauf application des dispositions de l'article 197 alinéa 3 de la présente Constitution. L'autorité coutumière a le devoir de promouvoir l'unité et la cohésion nationales.*

La coutume, qu'elle soit patriarcale ou matriarcale, prévoit deux modes d'accession au trône. Le mode héréditaire qui consacre une succession verticale, c.-à-d. du père au fils ou à défaut au frère dans le système patriarcal. Et du père au neveu ou à défaut, au frère dans le système matriarcal. Dans le mode rotatif où l'accession s'opère par une succession horizontale du pouvoir, le chef est désigné par rotation, entre deux ou plusieurs clans sur base d'une convention entre les communautés intéressées. Il sied de signaler le rôle important de la famille régnante qui a la lourde tâche de statuer sur la désignation du successeur attitré.

Par ailleurs, il faut retenir que *le bukalenge ou bumfumu bwa kabukulu, le pouvoir de la tradition, appelé aussi bukalenge bwa ba tatu ou bumfumu bwa nkashama, le pouvoir ancestral, le pouvoir du léopard, bukalenge bwa lupemba, le pouvoir de la terre blanche ; est un pouvoir héréditaire par succession patrilinéaire, son détenteur peut s'assoir sur la peau de léopard et*

*porter cette peau, néanmoins, faute de peau de léopard, la plume rouge de perroquet. En effet, s'asseoir sur le ciseba cya nkashama, peau de léopard, symbolise l'autorité ; se tracer le corps des motifs avec de la terre blanche (lupemba) est un symbole de pureté de cœur, d'intégrité et de justice. Aussi, porter une hachette (cilonda) ou une épée (mwele wa nkasa) signifie que le chef est le défenseur courageux de son groupe. (*Luntumbue Muenamuabo wa Mafuala : **Histoire de la Luluwa, de la résistance (1881) aux années soixante en Afrique Centrale,** 1973)

Le chef Kamuena Nsapu.

Dès le départ, il faut noter que les pages d'histoire du Kasayi, retiennent ce message élogieux du chef Kamuena Nsapu : *Mfuamba ku mutu, Mukenge ku manda pa nkatshi Kamuena Nsapu mbukula diulu*...(Muena Kapanga wa Lukunyi : **Bajila Kasanga et autres descendants de Kole,** 1985). Il s'agit d'un groupe ethnique qui veut *se donner du poids en se réservant une place sur l'échiquier régional plus précisément en se situant entre Kalamba des beena Kashiye et Mfwamba des beena Cilundu. Mfwamba en haut, Mukenge en bas, au milieu, l'Ebranleur de la voute céleste. (*Rik Ceyssens : **Bulungu, Constructeurs et Destructeurs de l'État en Afrique Centrale**, 1998). C'est dans cette lignée que va se retrouver aussi le personnage dont on parle tant actuellement.

Mr Jean-Pierre Pandi Mpumbulula (alias Prince), fils de Kayembe wa Mpumbulula (décédé) et de Kapinga Ngalamulume qui vit à Kinshasa depuis plus de dix ans, est né le 6 avril 1966 à la maternité de la Mission catholique St Gabriel de Tshikula dans le Territoire de Di baya. Il entame et termine ses études primaires à l'école de son coin natal avant de se rendre à Lubumbashi pour étudier l'agriculture à la cité des jeunes chez les Salésiens. Il travaille avec les Chinois et s'initie à leur médecine vers les années 1990, avant de s'installer en Afrique du Sud. État civil : Marié et père de trois enfants. Il exercera son métier médical là-bas et retournera sporadiquement au pays natal en visite familiale et pour ses activités personnelles en indépendant.

Surnommé *Prince* dès le bas âge parce qu'appartenant à la lignée du chef Kamuena Nsapu, Prince Pandi Mpumbulula va succéder à son oncle paternel Anaclet Ntumba Mupala décédé le 25 mars 2012. Celui-ci a été colonel des Forces Armées Zaïroises (FAZ). Il est mort dans des circonstances que ses proches ont toujours trouvé suspectes. N'oublions pas que ce militaire, formé, a été dans le périmètre du Marechal Mobutu. C'est suite à cette situation malheureuse que la famille régnante à la suite d'une réunion va constater la vacance et reconnaître ainsi officiellement Prince Pandi Mpumbulula pour succéder à son oncle paternel. C'est ainsi que Jean-Pierre Pandi Mpumbulula devint le 6e Kamuena Nsapu, c'est-à-dire l'un des principaux chefs coutumiers du territoire de Dibaya dans la Province du Kasaï Central.

C'est le vendredi 20 septembre 2013 que l'intronisation du 6e chef coutumier Kamuena Nsapu fut célébrée. Mr Jean-Pierre Pandi Mpumbulula devint ainsi chef coutumier à la suite des cérémonies traditionnelles dans son village natal qui porte le même nom. Lors de l'intronisation, étaient témoins de l'événement, un grand monde d'invités, les chefs coutumiers

du Secteur Dibatayi et du Territoire de Dibaya. On notait aussi la présence des chefs coutumiers venus de bien loin et en l'occurrence les Bajila Kasanga de Demba, Kazumba, Luebo, Tshikapa... pour manifester leur allégeance au nouveau chef.

Après la cérémonie coutumière ésotérique, le nouveau chef Kamuena Nsapu Jean-Pierre Pandi, fut présenté au public parce que venant de l'Afrique du Sud où il avait vécu plusieurs années avant de revenir au terroir pour occuper le trône. Lui-même à son tour, exposa sa vision de pouvoir coutumier comme un engagement pour le développement des communautés souvent abandonnées par le pouvoir public. *Les terres des ancêtres nourrissent les gens des villes, mais les dividendes en rétrocession ne viennent pas surcompenser les efforts des villageois eux-mêmes. Il n'y a qu'à considérer l'état des routes de desserte agricole, l'absence des infrastructures scolaires et sanitaires adéquates pour voir qu'il y a injustice. Le développement doit partir des villages et l'État doit appuyer les efforts des villages.* Tel fut le message-programme du nouveau chef.

Après cette fête, le nouveau chef retournera en Afrique du Sud en laissant son Gardien du Pouvoir, en la personne de Mr Léonard Mukendi, un catéchiste catholique resté pratiquement le chef de facto » jusqu'au mois de mai 2016. Lors d'une visite dans son fief en 2014, le chef Kamuena Nsapu épousera Alphonsine Ngalula Tshipamba, comme deuxième épouse, une infirmière accoucheuse travaillant au centre de santé du village de Kamuena Nsapu où elle était affectée par l'inspection médicale, des années avant.

La révolte d'un chef coutumier de la lignée Kamuena Nsapu

Après son intronisation et par courtoisie, le chef Kamuena Nsapu va solliciter une audience auprès du Gouverneur de Province pour une entrevue sur ses préoccupations : échanger sur les voies de développement des villages, les démarches de reconnaissance de son autorité traditionnelle par le pouvoir administratif... À ces nombreuses demandes, en sollicitant aussi l'appui des intermédiaires, il ne reçut pas de réponse pour sa cause ! Les jours passèrent, les mois aussi. Fatigué, il déchanta. Comme leurs sujets, les chefs coutumiers sont paupérisés. Certains, accusés d'être achetés par le régime en place, obtiennent la reconnaissance de leur statut sans difficulté. Mais d'autres, comme Kamuena Nsapu, doivent passer des heures d'attente sous l'arbre devant le gouvernorat. Jean-Prince Pandi avait longuement patienté, mais n'a jamais été reçu par le gouverneur de Province, Alex Kande Mupompa.

Replié dans son village, le chef Kamuena Nsapu a une vision de sa chefferie. Il a des idées derrière sa tête pour le développement de sa population, mais ne voit pas d'issue pour trouver les moyens financiers et matériels afin de réaliser ses projets et surtout mobiliser la main-d'œuvre locale, des jeunes à s'engager dans les efforts de l'auto-prise en charge. Un groupement est aussi une entité vouée au développement, comment s'y prendre ? Des réponses sont loin de se formuler dans ce cadre étriqué et villageois où l'État est absent. Où l'État a tourné le dos à son peuple.

Le chef Kamuena Nsapu est persuadé que l'État congolais est un poumon atrophié incapable d'impulser le développement des villages. Ce message, il le répète à ses collègues chefs coutumiers qui l'écoutent sans voir comment s'y prendre. L'information circule autrement. Négativement. On ose dire que le chef Kamuena Nsapu est contre le pouvoir en place ! Cette perception a été renforcée lors d'une rencontre des chefs coutumiers à Tshimbulu encore siège de District de Luluwa. Son intervention auprès de ses pairs était un message d'engagement pour le développement durable des villages sans l'État. *Celui-ci est incapable de subvenir aux besoins de nos populations. Nous devons nous mettre debout et nous prendre en charge...*

À la suite de ce discours révolutionnaire, il est fiché par les services de sécurité. On aurait tenté de l'appréhender, mais sans succès. Parti en Afrique du Sud, voilà qu'on vient perquisitionner son domicile dans son village, au motif qu'il détiendrait des armes. *Sur la base des informations reçues, au mois d'avril 2016, d'un correspondant des services, signalant la présence d'armes de guerre au groupement, dit Kamuena Nsapu. Le conseil provincial de sécurité avait dépêché sur place une mission conjointe ANR, FARDC, PNC en vue de procéder à la vérification des faits.*

À la suite du mandat signé par l'Auditeur Supérieur Militaire, la perquisition sera infructueuse. On ne trouvera point d'armes dans la maison ! On comprend bien comment *l'omniprésence de l'État se manifeste dans la vie quotidienne jusqu'au niveau des villages et les régions les plus éloignées à travers les appareils de contrôle de la société*. (Jean-Marc Ela : **Afrique, l'irruption des pauvres, société contre ingérence, pouvoir et argent**, 1994).

Ainsi *fiché,* pour utiliser un terme des services de renseignements, Jean-Prince Pandi s'est déjà lancé dans une aventure difficile à cerner de par son parcours et ses positions politiques. Il aurait des accointances avec des milieux contestataires du pays. C'est dans ses discours de mobilisation, qu'il va ouvertement fustiger *la négligence de l'État congolais depuis son accession à l'indépendance, la traitrise de tous les détenteurs civils, militaires et policiers de "mercenaires", et avec son "gouvernement d'occupation".*

Le 12 janvier 2017, le vice Premier et ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari, a été interpellé à l'Assemblée Nationale et cela pour répondre aux questions de l'honorable Martin Kabuya Kabitanga, élu du Territoire de Dibaya. Le ministre déclara devant les députés, que Jean-Prince Mpandi voulait restaurer les pouvoirs coutumiers, « émanations naturelles de la nationalité » en poussant « tous les jeunes » à ériger des barricades et à chasser les étrangers du Grand Kasaï, à l'exception des « diplomates ».

1. Pratiques magico-fétichistes

À son retour d'Afrique du Sud, en avril 2016 via Kinshasa, Kananga jusqu'à son village, le chef Kamuena Nsapu reçoit le compte-rendu des faits survenus aux membres de sa famille. Le récit provoque en lui remords et récriminations. Le chef Kamuena Nsapu clame alors : *Les agents commis à cette mission auraient tenté de violer ma femme et en fouillant mon domicile, ils*

auraient ouvert ma valise détenant les symboles du pouvoir coutumier ! Et ils n'ont pas trouvé les armes qu'ils cherchaient.

La colère est vite montée d'un cran et la révolte s'en est suivie contre le pouvoir politico-administratif. Le chef Kamuena Nsapu, se mettra ainsi en marge pour revendiquer : l'honneur souillé, son intimité bafouée, ses symboles de pouvoir désacralisés par des personnes sans qualité ni dignité...

L'histoire de sa lignée de chef coutumier lui donne des énergies pour se lancer dans une aventure. Il ne faut pas oublier *mbukula diulu* veut dire celui qui fait trembler le ciel par ses forces surnaturelles. Le chef Kamuena Nsapu a un cœur gonflé suite au temps passe sans trouver des solutions adéquates. Le tour est joué, mais la machine semble grippée par des incohérences tentaculaires.

Dans son village de plus de 300 habitants, il exprime ses revendications par rapport aux frustrations personnelles et collectives, invoque les esprits des ancêtres autour du *tshota ne lukunyi lwa lukwanga* en faisant des cérémonies rituelles de recherche de puissance pour vaincre l'ennemi. Les esprits des ancêtres lui répondent dans ses incantations et lui donnent les forces pour agir au nom de *Kabukulu ka ba kambwa, bena buloba bwabo*. Il initie de nombreuses personnes et surtout des jeunes qu'il appelle ***éléments*** pour combattre l'ennemi(!).

2. Les jeunes dans le mouvement du chef Kamuena Nsapu

Des jeunes viennent pour se constituer en *éléments* pour la lutte de libération. Le message formulé donne de l'espoir à cette jeunesse désœuvrée et toujours en proie à toutes les sollicitations.

Après avoir endoctriné le noyau de son village, il reçoit aussi des groupes de gens des villages voisins pour l'initiation qu'il appelle *tshizaba tshia ka bukulu*. Des curieux et des chercheurs des forces occultes font la queue pour le rencontrer. Il endoctrine ses partisans par des messages d'invulnérabilité à cause des pratiques fétichistes pour combattre et vaincre l'ennemi. Une *idéologie* prend racine. D'une revendication personnelle du pouvoir non reconnu par l'autorité politico- administrative symbolisée par la non-signature d'un Arrêté ministériel de reconnaissance, mais surtout de désacralisation du pouvoir coutumier, l'*idéologie* va prendre une dimension politique d'opposition. Cette *idéologie* emballe les jeunes du groupement Kamuena Nsapu et de fil en aiguille, d'autres jeunes venant d'autres horizons, se font encadrer par le grand Chef. Alors là, un mouvement se cristallise. De bouche à oreille, le message passe de village en village à travers les sentiers. Les bayanda vont colporter cette nouvelle aux quatre coins du Grand Kasayi. Dans ce décor, une légende commence à se propager de bouche à oreille. Les initiés, les *éléments* sont toujours munis de bâtons avec une banderole rouge autour de la tête. Ces *éléments,* jeunes d'âge pour la plupart, observent des règles de conduite et une forme de discipline. Il leur est interdit de céder à la panique, de ne pas regarder derrière ou de ne pas prendre les biens d'autrui. Ils doivent respecter les autres, surtout les personnes âgées... Les nouveaux membres doivent entrer dans le groupe des initiés à la suite des cérémonies

ésotériques et pratiques fétichistes. Ils consomment du chanvre mélangé à l'alcool ainsi que d'autres stupéfiants, les fourmis rouges afin d'être invulnérables. Les petites filles vierges sont en première ligne pour récupérer des balles. Alors là, le message va circuler auprès d'autres jeunes, même d'ailleurs, mais tous déterminés à libérer le pays (?). On est quelque peu du temps des Mulele mayi au cours des *Rebellions au Congo.*

L'engagement des jeunes dans le phénomène Kamuena Nsapu est le fruit d'un double mouvement de déception et d'enthousiasme. Leurs pratiques variées sur terrain sont des réponses à la frustration qu'éprouvent les jeunes devant la société bloquée dans *un pays qui va très mal*. Les jeunes s'interrogent sur ce que sera leur avenir, toujours incertain, et cela, matin et soir. Ils se posent des questions sans recevoir des réponses rassurantes pour les horizons de réussir leur vie demain.

Ces jeunes *éléments* qui se réclament du chef Kamuena Nsapu, se battent pour le changement, la libération. Ils estiment que ceux qui vont diriger demain vont changer...la vie des Congolais demain.

À voir l'état d'esprit de ces jeunes, on se rend bien compte qu'ils n'ont pas de repères auxquels ils se réfèrent dans la vie de chaque jour. Le message au cours de l'initiation consiste à combattre le pouvoir pourri, mais encore en place. Les jeunes des tropiques n'ont pas de symboles auxquels ils peuvent se modeler, mais ils reçoivent à tour de main, des idées dans les nuits des hallucinations ou des rêves. Ils veulent tout au moins se mesurer, s'affirmer, prendre leur place dans le monde, se sentir vivre comme chefs, donneurs des ordres que les autres doivent exécuter... et c'est la continuité des nuits tropicales.

Chasser le naturel, il vous revient au galop. On veut chasser les dictateurs, mais dans l'entre-temps, on agit comme eux. On tue, pille, on vole, on viole, on brûle, on humilie l'autre... Telles sont les pratiques de réincarnation de l'autre. Les faits et gestes comme le langage des *éléments*, appelés miliciens pour une cause de vocabulaire, aujourd'hui surnommés *terroristes* pour justifier la terminologie en vogue, concourent à l'anéantissement d'un système. L'ordre nouveau est un désordre qui s'impose pour remplacer le désordre ancien.

Il y avait lieu de s'interroger sur le plan d'action du chef Kamuena Nsapu, de la capacité de ses collaborateurs, de son discours pour déstabiliser un régime pourri... Rien de consistant ni de cohérent pour tracer un plan et des stratégies. Les jeunes fanatiques étaient entrés dans la danse sans trop savoir pourquoi et comment faire. On a vite constaté que le pas de danse était incohérent, chacun allait de son côté sans se référer à l'autre camp. On décapite à la suite d'un jugement sommaire. On brûle des cases et des infrastructures de l'État sans trop savoir pourquoi.

On va constater que dans ce mouvement, il n'y avait pas de cohérence. Pas de cohésion dans le langage comme dans les faits. Les personnes d'un grand âge sont malmenées du simple fait qu'elles ne comprennent pas le jeu macabre qui se jouait devant elles. Beaucoup ont perdu leur vie en essayant de comprendre. Pour les éléments, il fallait agir sans poser des questions.

3. Les débuts de l'action : les barrières

Pour expérimenter son programme de révolte, le chef Kamuena Nsapu va lancer les *éléments* à des actes et des pratiques inciviques. Les jeunes dressent des barrières sur les routes principales afin de contrôler l'identité et la qualité des voyageurs et leurs biens. Les agents de l'ordre constituent la cible visée car, des personnes en uniforme étaient envoyées par l'instance provinciale pour *m'arrêter, détruire ma maison et fragiliser mon pouvoir coutumier. Maintenant que je suis présent dans mon village, personne ne vient m'arrêter. Ils se croyaient forts sur nos terres, aujourd'hui qui peut dépasser la force de nos ancêtres.* Déclaration du chef Kamuena Nsapu.

Les barrières sont placées sur le tronçon de la route MbujiMayi-Kananga via Miabi, Tshilundu, Tshintshianku au Kasai Oriental et cela dans la partie du Kasaï Central, où les éléments sont visibles à partir de Mbondo, Tshikula, Kayaya Nsampi...vers Kananga. Le pouvoir public est informé, mais laisse faire. Pour illustrer, la délégation épiscopale de Kananga en partance pour Mbuji-Mayi aux manifestations du jubilé d'or du diocèse de Mbuji-Mayi, a été bloquée par les éléments aux barrières de Mbondo. Face à ces débordements, le pouvoir provincial fit la sourde oreille. Aucune anticipation. Aucune réaction. Les faits sont banalisés. Un feu de paille disait-on, qui va s'éteindre sous peu. À comprendre la situation, on se rend bien compte que l'autorité publique est absente parce que incapable de prendre en charge la situation en mains.

4. L'attaque du village de Ntenda

Ntenda est un village dont l'étymologie populaire a donné des résonnances sociohistoriques incontestables. En ciluba *lutende* signifie : flèche, balle de fusil. Ntenda, situé sur la rive gauche de la Lukula, affluent de la Lubi, fut un lieu d'un grand marché, un lieu de rencontre et d'échange entre Luluwa et Baluba. (Rik Ceyssens : **Balungu, constructeurs et destructeurs de l'État en Afrique centrale**, 1998). Mais Ntenda, c'est aussi un site historique. Le 20 octobre 1961 les chefs Mwanangana Kalamba Mangole Sylvestre représentant les Luluwa et Mutombo Katshi Kabengele Lutongo, du côté des Baluba y concluent le pacte de sang à la suite d'une longue et éprouvante guerre ethnicisée des années 1959-1961.

Le 23 juillet 2016, a lieu une expédition punitive initiée par les jeunes du Village Mubikayi, éléments pour punir les gens du village Ntenda. On doit savoir que le chef Ntenda Tshiambi n'obéit plus au chef Kamuena Nsapu, du fait qu'il voudrait avoir son propre groupement et qu'on le lui aurait accordé par les instances hiérarchiques contre la volonté de Kamuena Nsapu qui n'a pas accepté son affranchissement pour respecter le prescrit administratif.

Il ne faudrait pas oublier que depuis l'arrivée des premiers explorateurs européens sur nos terres, Curt von François en l'occurrence, partit du Poste de Luluabourg vers l'Est, arrivera dans le fief de Kamuena Nsapu où Ntenda n'était qu'un suzerain. Depuis lors, Ntenda a été de tout temps le capita du chef Kamuena Nsapu. Faire obstruction à l'organisation du pouvoir

coutumier va devenir aussi la cause profonde et la racine de l'éclatement d'une avalanche de sang et de feu dans la contrée et plus tard dans l'espace du Grand Kasayi.

Une autre piste est celle du sous-sol riche des terres de Ntenda. Une prospection a donné lieu à cette version. Les habitants de Tshintshianku dans le Kasaï Oriental, s'étaient attaqués, plus d'une décennie avant aux villageois de Ntenda. Il y avait eu mort d'hommes, cases incendiées, exode des populations...

En effet, depuis fin juillet 2016, la contrée de Ntenda est mise à sac, à sang et à feu. Les conséquences que nous sommes en train de déplorer aujourd'hui pouvaient être évitées. Plus d'une centaine de maisons brulées. Les mamans ainsi que leurs enfants en débandade ont fui vers les lieux retranchés des brousses et même au de-là de la rivière Lukula au Kasaï Oriental. Beaucoup de familles ont trouvé refuge aux villages Mpatu et Tshintshiaku. Tandis que d'autres vont se retrouver à la Mission catholique St Bernard à Ntambue- Kananga. Les morts ne sont pas à compter, car, tous sont restés sans sépulcre et le deuil n'a pas été organisé par des familles en fuite. La désolation a été totale, la consternation éprouvante à travers le triste spectacle du site de Ntenda. Les éléments avaient détruit et tué. Les villageois en brousse, ont laissé derrière eux des maisons pillées ou incendiées. Des écoles sont incendiées sans oublier des temples. Jusqu'à ce jour le pouvoir public n'a jamais fait la lumière sur cette catastrophe.

Face à cette première et éclatante alerte des éléments du chef Kamuena Nsapu, la population s'interroge du fait que le pouvoir provincial avait fait sourde oreille. Aucune enquête n'a été diligentée aussi bien par le Secteur de Dibatayi ou le Territoire de Dibaya. Le silence est resté total. Au niveau de la Province, point de réaction pour une population en détresse. À l'échelon national, on s'intéressait à autre chose qu'à des conflits au Kasayi. Cette situation d'impunité va réconforter la position radicale du chef Kamuena Nsapu pour continuer sa marche. Mais vers où ? Et pourquoi ? Comment ? Énigme.

5. La marche sur le Territoire de Dibaya

Le mois d'août 2016 sera celui de tous les rendez-vous pour faire connaître le mouvement du chef Kamuena Nsapu sur l'espace du Grand Kasayi. Les 3 et 4 août 2016, les *éléments* vont prendre la route allant du village Kamuena Nsapu en direction de Tshimbulu-ville. Ils font un test en passant les villages de Nsabanga, Kabundi, Mfuamba. Ils frappent les policiers et emportent des armes de guerre dont des Kalachnikov. Ils reprendront le chemin le 8 août 2016 en passant par Tshika, Tshienke et Ndumba-Tshimbulu en semant la pagaille. Les symboles de l'État sont détruits et incendiés : les bureaux de Sous Ciat PNC à Mfuamba, l'État-major de Tshimbulu, les bureaux de la CENI, la résidence de la mairie à Tshimbulu... les fonctionnaires de l'État sont visés. Il y a eu des pertes en vies humaines durant cette marche de destruction.

6. Les négociations

À la suite de cette situation préoccupante, les négociations sont alors tardivement lancées à partir de Kananga afin de rencontrer le chef Kamuena Nsapu. Les médiateurs sont reçus, mais les positions de leur interlocuteur Kamuena Nsapu ne sont pas prises en compte.

Le 18 juillet 2016, le président Joseph Kabila arrive à Kananga, officiellement, pour inaugurer une centrale solaire, mais il cherche aussi à s'enquérir du cas Kamuena Nsapu. Il s'informe et demande à son ministre responsable de l'Intérieur et Sécurité, Evariste Bushab de prendre le dossier en main. Malheureusement, l'issue sera désastreuse pour la suite des événements. En son temps, il avait demandé de privilégier la paix à travers des mécanismes de négociation pour mettre fin à l'insurrection.

Le ministre Evariste Boshab sera à Kananga avec tous les responsables des services de sécurité. (Administrateur de l'ANR, le Directeur Général de DGM, le Commissaire de la PNC, le Chef d'État-major chargé des renseignements militaires). Les politiciens du terroir sont mis à contribution pour la pacification. Députés nationaux Clément Kanku, Kapongo, Kalombo, Kankonde, Kamukuni, Kabuya, et Manshimb. Dans le cadre de l'ANATC, Mwami Godefroid Munongo, Difima, Mbueshi et Mwant Yav sont de la délégation. Malheureusement les discussions sont loin de faire fumer le calumet aux uns et aux autres. Un jeu sans vainqueur ni vaincu. On joue le ping-pong là où les larmes coulent. Les missions des bons offices ont échoué. Par manque d'entente, l'autorité va prendre l'option militaire et dans l'entre-temps, un mandat d'amener est signé par l'Auditeur Supérieur Militaire de Kananga exigeant d'amener le chef Kamuena Nsapu à Kananga !

7. La riposte militaire

Quand les militaires des FARDC et policiers de la PNC loyalistes vont effectivement entrer en danse, à la suite d'un ordre venant d'en haut, la hiérarchie donc, la répression sera totale. Le carnage est indescriptible dans des villages où la gâchette des armes est lâchée pour tuer tout ce qui bouge. Les escadrons de la mort sont lancés d'assaut pour prendre les villages du groupement de Dibatayi en tenaille en empruntant le tronçon de Tshintshanku-Ntenda. Une autre colonne à partir de Kananga-Kamuandu-KayayaNsampi-Tshikula et enfin la colonne de Kananga-Bunkonde-Tshimbulu-Mfuamba- Kabundi-Nsabanga-Kamuena Nsapu.

8. La mort du chef Kamuena Nsapu

Le 11 août 2016, le Conseil national de sécurité (CNS), mené par le vice-premier ministre de l'Intérieur, Évariste Boshab, est au Kasaï-Central. Tous les chefs des forces et des services de sécurité font partie de la mission. Une délégation de députés nationaux élus dans la province est également dépêchée à Kananga. Les autorités demandent aux députés de transmettre à Jean-Prince Mpandi un ultimatum. Il a 24h pour se rendre aux forces de sécurité. Sinon, il sera tué. *« Nous sommes en train de vivre vos dernières heures », l*ui dira même l'un d'eux. Interrogée

par RFI, la ministre congolaise des droits de l'homme assure que le gouvernement n'avait aucun intérêt à assassiner le chef Kamuina Nsapu.

« Quelle frange de la population a confiance en vos services de sécurité ? La police fait souffrir la population, les soldats font souffrir la population, l'ANR fait souffrir la population. Donc, je n'ai confiance en aucun de vos services de sécurité. Si vos autorités le veulent, qu'elles viennent me prendre de force. »
« Je ne peux arriver à Kananga pour me livrer ainsi de manière stupide. Si je venais, chez qui serais-je reçu ? Qui se chargerait de ma protection ? Alors, je vous demande de solliciter la Monusco pour qu'elle assure ma sécurité à Kananga. »
Extraits d'une conversation téléphonique de Jean-Prince Mpandi, chef Kamuena Nsapu, avec une délégation de députés, le 11 août 2016

Le chef Kamuena Nsapu propose aux députés de venir jusque chez lui pour parler. Il insiste pour que la Monusco intervienne. On lui rétorque qu'elle n'est plus au Kasaï-Central. Dans une seconde conversation avec le professeur Ambroise Kamukuny, député national, élu du territoire voisin de Kazumba, les propos sont clairs dans son échange avec le chef Kamuena Nsapu :
-C'est vrai, vous pouvez craindre pour votre sécurité ; mais les autorités de l'État ne peuvent pas nous mentir en nous disant à nous, vos enfants, que votre sécurité est garantie. Elles ne peuvent pas faire autre chose ensuite. Mais si ces gens venaient à envahir votre royaume pour tuer femmes et enfants, cela ne nous enchantera pas, et vous non plus...
Par quelle parole justificatrice les tueraient-ils ? » rétorque Jean-Prince Mpandi, le chef Kamuena Nsapu
-Non, mais lors des opérations militaires, les casses sont possibles. Parce que lorsqu'ils chercheront à vous arrêter, tous vos sujets n'accepteront pas. » Réplique Honorable Ambroise Kamukuny, député national.
Je veux écrire l'histoire, je vous laisse le Congo, faites-en ce que vous voulez. Mais vos messages d'intimidation tels que le compte à rebours a déjà commencé. Que les militaires m'encerclent, moi, je ne peux pas l'accepter. Que seule la Monusco vienne me prendre. Dans le cas contraire, envoyez vos troupes pour me tuer. » Déclare Jean-Prince Mpandi, chef Kamuena Nsapu.

Le 12 août 2016, selon ses proches, Jean-Prince Mpandi espère toujours l'arrivée de la délégation sous les auspices de la MONUSCO. Mais il n'est pas surpris quand il apprend que des militaires s'approchent de son village. Le chef Kamuena Nsapu l'avait annoncé aux députés. S'il doit mourir, il a décidé qu'il meurt chez lui, sur celui de ses ancêtres les terres. Aux environs de 16h, le 6e Kamuena Nsapu est tué d'une balle dans le ventre, juste derrière l'immense arbre qui abrite sa cour dans son village. Cet arbre est criblé de balles, signe de la violence de l'assaut. Les militaires célèbrent leur victoire et s'activent autour du corps du chef. Son visage tuméfié et le haut de sa chemise blanche inondée de sang. Sa main abîmée. Son corps sera emporté par les forces de l'ordre à Kananga. Jean-Prince Mpandi, chef Kamuena Nsapu a pu endurer une épreuve à la suite des mutilations. Comme paroles de bravoure, les gagnants vont clamer :
-Ça, c'est le chef Kamuena Nsapu qui s'est pris une balle dans le ventre. Le voilà dans sa résidence. (...) Nous lui avons démontré que la force reste à la loi.

-Toi, tu joues avec le président de la République. Alors que c'est lui qui, une fois installé, t'a fait. Et toi, tu le traites comme un nul.

Ce 12 août 2017, l'assaut militaire lancé sur le village de Kamuena Nsapu et cela par toutes les voies d'entrée, va tuer les populations civiles sur la route au motif d'avoir été de mèche avec les éléments. Les hommes en uniforme avaient la gâchette pour ouvrir le feu sur des personnes sans défense à Kabundi et Nsabanga, et principalement sur des personnes âgées, incapables de fuir. Beaucoup d'entre ces personnes ont été tuées au motif que ces vieilles femmes ou ces vieux hommes étaient eux les féticheurs, les gardiens des puissances ancestrales.

Le chef a été trouvé autour de tshiota avec ses proches. À la place d'une sommation pour l'arrêter, c'est une tuerie sauvage qui est faite. Le corps est déchiqueté et seuls les morceaux seront ramenés à Kananga pour montrer aux donneurs d'ordre que la mission était bel et bien accomplie. On aurait même eu l'intention de présenter la dépouille du défunt chef au stadium de l'espoir de Kananga, le lendemain, mais, n'eût été le refus catégorique des autres chefs coutumiers convoqués à cette occasion, la chose se serait passée ainsi.

À la mort du chef Kamuena Nsapu, tout le monde avait cru que la page se tournait sur la dépouille non vue de celui qui avait été tué par balles réelles dans son propre village par des militaires FARDC ! La légende devint prolixe à travers des commentaires divers sur toutes les lèvres. Alors, le mouvement va se propager dans d'autres sites de l'espace du Grand Kasayi avec des modes opératoires discordants.

Après la mort du chef Kamuena Nsapu, l'embrasement du Kasayi...
Voici les pages noires écrites avec les larmes et le sang des victimes innocentes au Kasayi...

Après la mort du chef Kamuena Nsapu, on avait pensé que tout s'arrêterait. Mais hélas ! La situation a fortement dégénéré. Les atrocités sont douloureusement endurées par des hommes et des femmes ainsi que leurs enfants à la suite des maisons incendiées et pillées, des vies humaines fauchées, des violences systématiques et massives. Le théâtre vécu dans ces conditions difficiles dénote d'un manque de cœur par des hommes armés des bâtons et ceux ayant des fusils modernes qui se croisent de façon disproportionnée.

Quelques clichés d'une tyrannie au Kasayi

22 septembre 2016 : Attaque de Kananga.
Le chef Kamuena Nsapu est mort le 12 août 2017 sur base d'une déclaration officielle radio-diffusée par le gouverneur de Province du Kasaï central Alex Kande. Cela sous-entendait la fin de l'insurrection. Mais comment comprendre que le mouvement va encore se poursuivre et avec d'autres allures en dehors du Territoire de Dibaya ?
Et alors, commence de bouche à oreille, une légende dans un environnement complexe. *Les initiés combattent sans arme à feu. Ils sont munis de leurs bâtons pour faire face aux soldats armés. Ces jeunes observent des règles de conduite et une forme de discipline. Il leur est interdit*

de céder à la panique, de ne pas regarder derrière ou de prendre les biens d'autrui...En observant ces consignes, les balles des adversaires touchent ainsi des corps immunisés.

De suite de ces rumeurs, les soldats des FARDC et les policiers de la PNC ont une peur bleue devant ces jeunes déterminés à libérer le pays(?). Parmi les forces loyalistes de la République, certaines d'entre elles, ont vécu des réalités difficiles à expliquer. Leurs témoignages ne relèvent pas de la fiction, mais des situations réelles d'une guerre asymétrique en s'attaquant aux jeunes munis des bâtons... Du jamais vu...

Après la mort du chef Kamuena Nsapu, le 12 août 2016, Kananga sera le premier lieu d'un théâtre macabre. Les témoins de ces jours de terreur décrivent le calvaire :
Du 22 au 24 septembre 2016 a eu lieu dans la ville de Kananga des troubles liés aux affrontements entre les éléments du Chef Kamuena Nsapu et les agents de l'ordre. La ville a été attaquée du côté de l'aéroport. À cause de ces désordres, les activités ont été paralysées et il y a eu mort d'hommes, des arrestations, des déplacements des résidents vers les familles d'accueil dans d'autres communes.

Lors de cette insurrection des miliciens du chef coutumier Kamuena Nsapu, des policiers et militaires avaient tiré des balles en l'air, mais aussi sur des cibles humaines. À cause de cette situation, il y a eu panique ayant causé la fuite des élèves dans les écoles, les magasins étaient fermés, les bureaux de l'administration n'avaient pas fonctionné, les familles étaient agitées parce que s'imaginant des conséquences fâcheuses.

Lors de ces journées folles, les informations circulaient dans tous les sens : la radio-trottoir avait gagné du terrain, il y avait plus de rumeurs que des précisions sur certains faits. Nous avons fui l'école sans savoir même pourquoi et où on allait. Il y a eu arrêt des cours pendant une semaine et on ne sait pas comment récupérer ces jours perdus. Certains élèves sont morts et d'autres sont blessés dans la bousculade et le désordre qui a prévalu le 22 septembre 2016 de façon surprenante. Les femmes et leurs enfants déménageaient de leurs habitations vers d'autres endroits de la ville.

Cette situation troublante, qui avait commencé avec un jeune homme dont on disait avoir perdu la tête et qui marchait sans parler sur la grande route en provenance de l'aéroport. Il y a eu des menaces de la part des militaires sur de paisibles familles dans quelques quartiers de Kananga 2, surtout à Oasis, à Kabanza et à Tshiamba Ndiba au motif qu'ils sont complices et cacheraient des miliciens dans leurs maisons. La régie des voies aériennes a connu une perte d'un camion anti-incendie, pillé. Une hôtesse a perdu la vie à l'aéroport.
Les militaires ont commencé à arrêter de jeunes garçons portant l'habit rouge ainsi que les membres de l'église de Mulombodi. Il y a eu débandade dans la partie Est de la ville. Les militaires circulaient en véhicules avec des armes brandies, semant la panique dans la population. La présence des miliciens du Chef Kamuena Nsapu se manifestait par des pratiques mystiques d'incantation des paroles et des gestes.

Les petits élèves de l'école d'application de Kele-Kele ont connu des chocs et l'un d'entre eux est mort parce qu'il était piétiné par d'autres qui fuyaient dans la précipitation. À cause des bruits des motards, dans le quartier de la commune de Lukonga à partir du 23 septembre, on avait commencé à accueillir les visiteurs fuyant la commune Kananga. (Boniface Beya Ngindu : **Perception du phénomène de crise. Cas de la révolte du chef Kamuena Nsapu**, Kananga, Centre de Recherches sur le Kasayi, 2016).
Le phénomène Kamuena Nsapu s'est étendu au point de toucher cinq provinces.

La mort de deux experts d l'ONU Michael Sharp et Zaida Catalán

Les deux experts de l'ONU disparus le 12 mars 2017 dans la Province du Kasaï Central, ont été retrouvés à Ngombe, près de la Mission catholique de Bunkonde. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, confirmant une information révélée plus tôt par la presse, déclarait : « *Je suis profondément attristée de confirmer que les dépouilles découvertes par les Casques bleus de la MONUSCO sont celles de Michael Sharp et Zaida Catalán* ». Par la même occasion, il dressa le portrait des victimes en ces termes : *dévoués entièrement à leur travail, souvent dans des conditions difficiles. Ils ont perdu la vie en essayant de comprendre les causes du conflit et de l'insécurité en RDC, afin d'aider à ramener la paix à ce pays*. Il a ensuite demandé aux autorités congolaises de diligenter une enquête sur cette disparition, assurant que l'ONU en fera de même, pour que justice leur soit rendue en cas d'actes criminels.

De son côté, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende cité par l'AFP (29 mars 2017), *la police scientifique accompagnée des éléments de la Monusco vient de déposer les deux corps à la morgue de la Monusco à l'aéroport de Kananga. Ces deux experts de l'ONU étaient accompagnés d'un interprète congolais, Betu Tshintela, un chauffeur de moto, Isaac Kabuayi, et deux autres chauffeurs de moto non identifiés*.

Pour la représentante des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, Michael Sharp « *travaillait en première ligne pour faire ce que nous essayons d'accomplir chaque jour aux Nations unies : identifier les problèmes et les résoudre* ». Le Premier ministre suédois Stefan Löfven avait de son côté salué la mémoire de sa compatriote, louant son travail « *sans relâche pour la paix et la justice* » au risque de sa propre vie. Michael Sharp, 34 ans, et Zaida Catalan, 36 ans, appartenaient à un groupe de six experts indépendants chargés de produire chaque année un rapport au Conseil de sécurité de l'ONU sur les groupes rebelles. Selon le *New York Times*, ils étaient dans la région du Kasaï pour étudier la rébellion relativement nouvelle de Kamuena Nsapu. Ils étaient entourés de quatre accompagnateurs, chauffeurs et interprètes.

Jusqu'à ce jour des mystères subsistent autour des motifs comme des meurtriers. De nombreuses questions restent toujours sans réponses sur cet assassinat. D'abord, qui sont les assassins ? C'est l'une des interrogations premières, sachant que le meurtre d'experts de l'ONU est inédit en République démocratique du Congo. Aucune réponse définitive n'est trouvée, l'enquête est toujours en cours.

Un guet-apens à Kamuesha

Un communiqué officiel confirme le massacre de policiers dans la province du Kasaï. Le colonel Mwanamputu Empung, porte-parole de la police, indique que 39 membres des forces de l'ordre ont été tués, le vendredi 24 mars 2017. Une embuscade tendue par les miliciens de Kamuena Nsapu : *les deux camions de la police se trouvaient au niveau du village de Kamuesha, à moins de 80 kilomètres de la ville de Tshikapa. Toutes les victimes ont été enterrées dans une fosse commune creusée sur le lieu même de l'embuscade*. Autre précision : les deux camions ont été volés avec leur « *importante cargaison de matériel et d'équipements de maintien de l'ordre* ». Et puis le communiqué promet également une réponse des autorités congolaises : « *Des dispositions urgentes et conséquentes ont été prises pour mettre définitivement un terme à l'insécurité* ». Le texte évoque aussi la « *mise hors d'état de nuire de ces inciviques* ».

Plus de six mois, que la région du Kasaï est en proie aux violences et cela, depuis la mort du chef coutumier Kamuena Nsapu. D'après le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU, les affrontements entre les miliciens et les forces de l'ordre, faisait au moins 400 morts. Un bilan probablement sous-évalué.

Des miliciens se réclamant du chef Kamuena Nsapu ont décapité des chefs traditionnels. (Samedi 6 mai, dans la localité de Maswika, en territoire de Luiza, chef Mbangu, tué devant une foule nombreuse sur la place publique et son collègue Shapula en territoire de Kazumba, ont été exécutés froidement vendredi 5 mai. Ces deux chefs ont été exécutés pour avoir refusé d'adhérer au mouvement de ces miliciens.

Plusieurs personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, dimanche 7 mai 2017, jour de marché dans le village Tshisuku, secteur de Mutefu, territoire de Kazumba, à 120 km au sud de Kananga dans la province du Kasaï Central : un *carnage* perpétré par les FARDC. *Selon le député Claudel André Lubaya accusait l'armée d'avoir tué des civils dans le Territoire de Kazumba. J*oint au téléphone par Radio Okapi le même dimanche dans la soirée, Claudel André Lubaya, a relaté les faits : *Il s'est produit un carnage dans le village de Tshisuku. D'après tous les témoins, il y avait trois camions qui transportaient des militaires en provenance de la frontière angolaise de Kalamba Mbuji. Et quand ils sont arrivés à Tshisuku, le jour du marché local, ils ont lancé des lacrymogènes et se sont livrés aux pillages. Les marchands ont voulu résister. Ils ont tiré sur eux. Combien il y a eu de morts ? Jusqu'à cette heure-ci, nous n'avons pas de bilan exact. Néanmoins, nous savons qu'il y a eu des morts [et] des blessés à Tshisuku.* Les Nations Unies ont documenté les graves atteintes aux droits humains commises par la milice *Kamuena Nsapu* ainsi que par les agents de l'État, y compris les militaires, qui ont entraîné la mort de milliers de victimes et la découverte de plus de 80 fosses communes. En juin 2017, l'Église catholique a publié des statistiques du nombre de victimes – parmi les rares qui soient crédibles – qui estimaient que près de 3 400 personnes avaient péri lors du conflit.

Depuis la province du Kasaï-Central, la violence s'est propagée à la région du Kasaï au sens large, gagnant du terrain notamment dans les provinces du Kasaï, du Kasaï-Oriental et du Lomami.

Une enquête de l'ONU a noté l'émergence d'une « *dimension ethnique plus marquée* », surtout suite à la création d'une nouvelle milice, la *Bana Mura*, constituée d'individus appartenant aux ethnies Pende et Tshokwe. Cette milice, soutenue par des dirigeants locaux et des officiers de l'armée, avait entamé une campagne militaire dont l'objectif était d'éliminer les membres de la communauté Luluwa-Luba, accusés de soutenir la milice *Kamuena Nsapu.* Aussi bien les *Bana Mura* que les *Kamuena Nsapu* sont accusés de ciblage ethnique, mais selon les Nations Unies, les actions des *Bana Mura* constituent des crimes contre l'humanité.

En mars 2017, le gouvernement a conclu un accord avec la famille de Mpandi, acceptant notamment la restitution de son corps, une procédure de nomination d'un nouveau chef coutumier et la libération des détenus anciens miliciens.

Au-delà de l'impact direct de la violence, la crise au Grand Kasayi, une des régions les plus pauvres de la RDC, a eu aussi de graves répercussions humanitaires. Environ 3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, soit une augmentation de 600 % de 2016 à 2017. Environ 400 000 enfants risquaient la malnutrition et en octobre 2017, les Nations Unies avaient déclaré que la RDC avait atteint le plus haut degré d'urgence humanitaire.

Le député national Delly Sessanga avait formulé que la crise du Kasaï est d'abord un scandale de l'État congolais. *L'honorable Delly Sesanga dans une conférence de presse du jeudi 25 mai 2017, à l'Hôtel Africana Palace avait donc mis les points sur les « i ». Pour lui, le Congo se meurt. Car, la situation devient de plus en plus préoccupante. Surtout que la sécurité des personnes et de leurs biens n'est pas du tout garantie. Pour mettre fin à ce qu'il convient de qualifier de drame dans l'espace du Kasaï, ce parlementaire, dans sa casquette du Président National de l'ENVOL déclarait : Au Kasaï, depuis le mois d'août 2016, on mutile, on décapite, on égoutte le sang des corps sans vie des enfants, des femmes, des jeunes et vieux. Au Kasaï, on incendie, on massacre, on tue les populations innocentes ainsi que les agents de l'État… mais les gouvernants laissent faire.*

Le député Dely Sesanga avait dénoncé la banalisation du drame kasaien par le Gouvernement, qui, relativise la portée de cette crise, la réduisant, dans un compte rendu du Conseil des ministres, à un élément presqu'accessoire et quantitatif du nombre des territoires affectés par l'insécurité, sans jamais relever l'intensité de la violence ainsi que les violations massives de droit de l'homme qui s'y déroulaient. À cette fin le député demandait de **récolter et diffuser l'information sur ce qui se passe réellement sur terrain dans notre province du Kasaï Central afin que plus tard nul ne l'ignore et personne ne dise : *je ne le savais pas.***
Les foyers des tensions : le secteur de Tshishilu en territoire de Dibaya, notamment le village de Lubi, situé à la limite de la province de la Lomami et le village Tshinkenke du groupement Bashila Nyoka. (pertes en vies humaines et des dégâts matériels).

Des miliciens se réclamant du chef traditionnel Kamuena Nsapu avaient installé plusieurs permanences dans des villages où ils faisaient la loi au *Tshiota*.
En ce temps-là, la députée Angélique Milemba Bukasa livrait l'information selon laquelle : *ces miliciens tuent et « font la loi dans cette partie du pays. Cette milice s'est déployée dans la province de Lomami et précisément à Kayind et à Wikong et à Mbaya Musenga et Lubunza. Ils sont en train de semer les désolations »*, *« Ces miliciens tuent froidement et dans l'indifférence totale du gouvernement. Ce n'est pas normal. Qu'une mission d'assistance humanitaire soit organisée »,* plaide-t-elle. Mme Angélique Milemba.

28 mars 2017 la vie s'était arrêtée ce matin-là à partir de 09h à Kananga. Une rumeur on ne peut plus sordide a plongé tout Kananga dans la pagaille. L'alarmiste nouvelle qui s'est répandue comme une trainée de poudre alertait les Kanangais sur une attaque de la Commune de la Nganza, identifiée comme le bastion des présumés miliciens du chef Kamuena Nsapu. Un calvaire ! Les militaires, venus par avion, ont été acheminés directement à Nganza pour tuer de sorte que jusqu'à présent des maisons portent les souvenirs de ce carnage ; des trous sont encore visibles sur le mur des maisons.

Une autre question concernait la libération des détenus liés au phénomène Kamuena Nsapu. Selon lui, il y aura libération, mais conformément aux principes de la justice. *Pour décrisper [la situation], nous avons travaillé avec le Parquet général. Nous avons créé une commission avec la famille, qui va nous identifier les vrais [miliciens] Kamuena Nsapu, qui seront libérés. Ces gens seront libérés, mais en suivant la procédure*, a assuré Emmanuel Ramazani Shadary. Cependant, le vice premier et ministre de l'Intérieur redoute la persistance des poches de résistance qui, selon lui, seront entretenues par ceux qui s'opposent à la cohésion sociale. C'est pourquoi il a appelé tout le monde à cultiver la paix, tout en avertissant que la justice ferait son travail.

Soixante-sept policiers et plusieurs militaires de l'armée congolaise ont été tués depuis que les miliciens Kamuena Nsapu affrontaient les forces de l'ordre dans les provinces du Kasaï, Kasaï-Central, Kasaï-Oriental et Lomami. Le communiqué de la réunion interinstitutionnelle tenue mardi 21 mars et présidée par Joseph Kabila ne précise pas le nombre de militaires tués. La réunion interinstitutionnelle, qui réunit les responsables de plusieurs institutions du pays, recommande à la justice de poursuivre les auteurs des crimes. *Le conseil appelle à la vigilance et recommande à la justice de poursuivre systématiquement les auteurs de différents crimes commis sur toute l'étendue de la République, aussi bien à l'endroit des civils innocents que des forces de police et de l'armée qui ont perdu, pour les seules provinces du Kasaï, respectivement soixante-sept policiers et plusieurs militaires des FARDC depuis le début du phénomène Kamuena Nsapu* », lit-on dans le communiqué publié après la réunion interinstitutionnelle. Ils ont également plaidé pour la désignation de nouveaux animateurs à la tête des entités décentralisées en remplacement de ceux jugés inefficaces et démissionnaires.

Les fosses communes... Les fosses communes

Il faut noter les records des charniers et des fosses communes. Il a été révélé plus de 80 ! Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) disait avoir communiqué au gouvernement des allégations sur la présence de dix fosses communes dans le Kasaï Central entre septembre 2016 et mars 2017. La coordinatrice de l'unité rapport et enquête de ce Bureau, Barbara Matasconi, l'a affirmé mercredi 22 mars, lors de la conférence de presse hebdomadaire de l'ONU.
« Nous avons transmis aux autorités au mois de décembre des allégations sur la présence de sept fosses communes qui remontaient d'après nos recherches à des faits qui s'étaient passés en fin septembre 2016 à Nkoto dans le territoire de Demba », a révélé Barbara Matasconi.
Selon elle, un autre rapport « assez précis » a été envoyé au gouvernement au mois de mars de l'année en cours « avec des lieux et des précisions des dates faisant état de trois fosses communes aux alentours de Tshimbulu ».

Barbara Matasconi note que ces découvertes ont été réalisées sur base d'une descente sur les lieux et des témoignages recueillis sur place.
« Nous nous sommes rendus sur les lieux et nous avons vu des restes humains et nous avons des indications assez précises à travers des témoignages et des familles des victimes », a précisé la coordinatrice de l'unité rapport et enquête du BCNUDH.

Madeleine Kalala, membre de la société civile, a regretté les violences qui secouent plusieurs régions de la RDC. Intervenant, mardi 21 mars, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, elle a également déploré la crise occasionnée par la non-organisation des élections en 2016.
Les efforts de recherche de la cohésion nationale sont presqu'anéantis. Le phénomène enfant-soldat s'invite à nouveau à l'ordre du jour. Depuis l'élection présidentielle de 2011 et, à sa suite, la non-organisation des élections devant conduire à l'alternance politique en 2016, une crise profonde liée à la légitimité des institutions s'est installée, a fait savoir Madeleine Kalala.
Elle a notamment noté que le pays fait face *à l'éclosion de nouveaux mouvements insurrectionnels* comme la milice Kamuena Nsapu au Kasaï, le mouvement politico-religieux Bundu Dia Kongo dans le Kongo-Central ainsi que les affrontements entre pygmées et bantou dans le Tanganyika.

Précarité de la vie

Sur le plan social, Madeleine Kalala a relevé les difficultés d'accès des populations aux services sociaux de base et les violations des droits de l'homme :
Le pays fait face à l'inanition du secteur économique et son corolaire le chômage, à la dépréciation monétaire galopante entraînant une diminution du pouvoir d'achat et renforçant la précarité de la vie, à la corruption, à la violation des droits humains, à la restriction des libertés fondamentales telles que le droit de manifester pacifiquement. Les jeunes sont interpellés alors qu'ils plaident pour l'assainissement de l'environnement.
Elle a par ailleurs souligné que les principales victimes de cette situation sont les femmes et les enfants.

Le gouverneur de la province mis en cause

À la demande du gouvernement central, une enquête administrative, visant le gouverneur du Kasaï central, Alex Kande, a également été ouverte. Ce dernier a été fortement critiqué pour sa gestion de la crise dans cette province du centre de la RDC, en proie à des violences, impliquant des affrontements entre les rebelles Kamuena Nsapu et les forces de sécurité congolaises. Certains élus lui reprochent d'avoir envenimé la situation en refusant de rencontrer personnellement un chef coutumier local, alors que celui-ci en faisait la demande. Il conditionnait sa reconnaissance comme chef coutumier au fait qu'Alex Kande adhère à son parti.

Alex Kande dément ces allégations et affirme à l'*AFP* par le biais d'un de ses avocats que Kamuena Nsapu n'a jamais « fait le déplacement [de son] bureau » pour le rencontrer, que la reconnaissance des chefs coutumiers n'est pas du ressort des gouverneurs de province, mais du gouvernement central, et que Kamuena Nsapu « n'a jamais fourni la moindre preuve attestant qu'il a initié [la] procédure légale » de reconnaissance. C'est plus tard que Alex Kande Mupompa va publier : Ma part de vérité sur la motion de censure de l'Assemblée provinciale du Kasai Cetral qui fait triomphé le mal le 04 octobre 2017, Edition Malandji, 2018,447 pages.

Le livre blanc

Alors qu'une bataille d'arguments se poursuit à la 35e session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève, un document de l'Église catholique de la RDC rendu public évalue à près de 3 400 le nombre de personnes tuées depuis le début de la crise dans le Kasaï. Le même jour, Kinshasa présentait sa version des faits sur le phénomène Kamuena Nsapu dans un "Livre blanc", sans chiffrer le nombre des victimes. Selon une « note technique » signée lundi 19 juin par la nonciature apostolique de Kinshasa, sur la base des informations rapportées par les paroissiens des zones touchées, il y aurait : 30 fosses communes et de nombreux dégâts matériels. Près de 3 700 « habitations privées » ont été détruites, ainsi que « 20 villages », dont « 10 par l'armée congolaise et 4 par les miliciens [de Kamuena Nsapu, NDLR], 6 par (des) auteurs inconnus ». Il est noté 60 paroisses endommagées ou fermées.

En effet, le tome 1 de ce Livre blanc daté du 12 juin a été présenté par la délégation de Kinshasa au Bureau des droits de l'homme de l'ONU, à Genève, mardi 20 juin. Il compte 18 pages signées conjointement par le vice-premier ministre chargé de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary, et ses collègues de la Justice, Alexis Thambwe Muamba, et des Droits humains, Marie-Ange Mushobekwa Likulia. « L'objectif du livre est de donner la vraie version de l'affaire Kamuena Nsapu, car il y a trop de manipulations dans les médias », a expliqué cette dernière à *Jeune Afrique*.

De fait, ce tome 1 du Livre blanc est censé, comme l'indique sa préface, « rétablir la vérité sur les événements malheureux qui ont endeuillé la République démocratique du Congo et les provinces du Kasaï en particulier ». Mais le gouvernement congolais n'y donne aucune précision sur le nombre de victimes, même pas dans le chapitre consacré aux différentes

conséquences sur les plans humain, économique et socio-culturel de la crise. Le document signale néanmoins que plus de 10 000 personnes déplacées ont fui le Kasaï pour les provinces environnantes, et plus de 30 000 se sont réfugiées en Angola ». Pour autant, dans le même document, Kinshasa n'ignore pas qu'il y a effectivement eu de nombreux décès, mais il reste volontairement vague sur un quelconque bilan. Dans le même registre, le Gouvernement congolais, tout en appréciant la collaboration avec les Nations unies dans la lutte contre les violations graves des droits de l'homme dans les provinces du Kasaï, n'est pas disposé à accueillir l'idée de dépêcher sur son territoire une commission d'enquête internationale.

Crise humanitaire

Les affrontements entre forces de défense et sécurité congolaises et les miliciens du chef Kamuena Nsapu ont donné lieu à plus de trois millions de déplacés dans l'espace du Grand Kasayi, payant lourdement, et cela depuis août 2016. Dans ce triste décor, que des pertes en vies humaines, des destructions des habitations privées ou d'intérêt public, des écoles et dispensaires... Il faut alors assister efficacement ces populations devenues invulnérables en l'espace d'un temps, mais qui sont abandonnées à leur triste sort par des dirigeants congolais qui boycottent le forum d'appel des fonds à la communauté pour faire face à cette catastrophe humanitaire.

Les villages entiers ont été vidés de leurs habitants, condamnés à l'errance, avec une recrudescence de la mortalité parmi les femmes et les enfants. Dans ce contexte beaucoup d'enfants sont exposés au risque d'une malnutrition sévère, privés des soins de santé et d'une saine alimentation.

Aux centaines des milliers des déplacés internes, il faut ajouter plus de 300.000 personnes qui étaient réfugiées en Angola. L'afflux des réfugiés a été alimenté, en dépit de la fermeture de la frontière, par des arrivées quotidiennes évaluées entre 300 et 500 personnes fuyant les affrontements violents en RDC.

Les violences meurtrières dans la région des Kasaï entre la rébellion **Kamuena Nsapu** et les forces de sécurité avaient fait un million de déplacés en huit mois, avait estimé **le bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies.** « *Nous avons recensé plus d'un million de personnes à travers cinq provinces : Kasaï, Kasaï-Oriental, Kasaï-Central, Sankuru et Lomani,* indiquait en son temps, Yvon Edoumou, porte-parole d'Ocha en RDC. *Parmi ces personnes déplacées, comme toujours malheureusement, on compte beaucoup de femmes et d'enfants, dont certains ne vont plus à l'école, des familles qui ont perdu leurs champs, qui ont perdu leurs maisons. C'est une situation assez inquiétante. Jusqu'à cette crise dans les Kasaï, la RDC comptait un peu plus de deux millions de déplacés. Mathématiquement, on se retrouve aujourd'hui dans une situation où l'on estime qu'il y a un peu plus de trois millions de personnes déplacées en RDC. Ce qui est énorme.* »
Ce qui pose d'importants problèmes logistiques, souligne le porte-parole d'Ocha en RDC. « *Il y a deux choses qu'il faut noter : d'abord, c'est qu'il y a quand même une forte solidarité entre Congolais*. *Les populations congolaises, les ménages congolais, qu'ils soient des parents*

proches ou qu'ils soient juste des compatriotes, ouvrent leur cœur et leur maison à ces compatriotes en détresse, représentent une première ligne de refuge pour ces personnes en détresse. Malheureusement, la grande majorité des personnes déplacées trouvent refuge où elles peuvent. C'est souvent aussi dans la forêt, dans la brousse. Et elles survivent du mieux qu'elles peuvent et donc ça pose un problème de logistique pour nous en tant qu'acteurs humanitaires parce que c'est tout un travail d'aller retrouver ces personnes, d'aller faire l'état de leurs besoins. C'est un gros défi logistique que ce soit du côté des Nations unies ou des ONG nationales et internationales qui opèrent dans la zone. »
Face à la crise il faut mettre sur pied un Fonds de solidarité pour le Kasaï pour canaliser les contributions humanitaires volontaires et de les faire parvenir au milieu des sinistrés et de récolter et diffuser l'information sur ce qui se passe réellement sur terrain dans les Provinces du Grand Kasayi.

Kasayi wetu au

Les activités quotidiennes de vie communautaire ont été paralysées : les écoles fermées, les activités commerciales et agricoles paralysées comme aussi l'administration publique, cible visée par les miliciens. Le ressentiment entre personnes comme aussi des sentiments de frustration vont ainsi se manifester un peu partout dans le vécu quotidien de ceux et celles qui vivaient encore sous peu en bonne harmonie.

Bilan lourd et même très lourd. Le Kasayi est devenu alors une terre de deuil à cause de perte en vies humaines dans ces tristes événements. Le décompte est toujours différent entre les sources officielles et les autres témoins et il n'y a que la terre de nos ancêtres qui nous dira combien sont morts entassés dans des fosses communes ou laissés à la portée des chiens ou des porcs. Combien sont-ils ces morts sans sépulcre, tués par balles ou décapités à la machette ? Personne ne le dira tant que dans les cœurs des uns et des autres se trouvent des blessures béantes difficiles à se cicatriser.

Un fait important à signaler concerne le mode d'identification des forces en présence dans la Province du Kasai. Depuis janvier 2017, l'insurrection s'est doublée de conflits interethniques, le plus souvent instrumentalisés à des fins politiques. Il y a eu des militaires congolais (?) face aux prétendus *éléments* du chef Kamuena Nsapu, qui réagissaient au déploiement des FARDC ainsi qu'aux groupes d'autodéfense des Pende et Tchokwe. Il a été dénoncé par les miliciens, ces militaires *envahisseurs*, à la gâchette facile pour exterminer les Kasaiens souvent taxés d'opposants.

Le gâchis, c'est le tableau de catastrophe humanitaire : de nombreuses populations des villages en fuite vers des terres d'accueil. Des familles déplacées. La catastrophe alimentaire est là. Les militaires et policiers tuent, violent, pillent et se nourrissent sur le dos des villages sans vie. Les bêtes sont abattues et les cases dépouillées de ce qui peut être emporté. Comment survivent-elles ces nombreuses personnes sans ressources rassurantes? Comment survivent-ils ces enfants dont les parents ont été tués par les miliciens ou les soldats de la République ? Comment font-elles ces femmes en ceinte sans assistance médicale pour mettre au monde des bébés non

protégés contre les piqures des moustiques ou d'autres bestioles de la brousse ? Les soins de santé, qui peut les pourvoir dans cette situation de dénuement total ? Sans doute qu'il faut signaler aussi des personnes disparues dont on n'a pas des nouvelles.

Déstructuration du système éducatif

Une situation de révolte basée sur des pratiques magiques, devient toujours un cadre de remise en cause de l'identité de la personnalité de base d'un groupe social forgée à travers les structures éducatives de la communauté. Les *éléments* du chef Kamuena Nsapu ont été initiés au *tshizaba* avec un rituel approprié avec un code de conduite à observer. Dans la croyance du nouvel initié, un pacte est scellé. Pour *vivre autrement* dans le monde. Le langage change. Les faits et gestes aussi. Les croyances mêmement. À ce point, les initiés répondent au registre de commandement imposé par les initiateurs. Ainsi les éléments vont-ils répondre à d'autres logiques, à d'autres appels que ceux proposés par la société ambiante.

Exemples :

- Un garçon de 13 ans qui est passé par le *tshizaba* voit les non-initiés comme des bintu et non comme des bantus. Ainsi, décapiter un chef coutumier de son village, participe à un acte de bravoure qui participe à un autre monde, celui des initiés.
- Boire le sang d'une personne qu'on vient d'égorger, permet de forces supérieures
- Rabrouer, humilier et même molester un adulte, une personne qui a un statut social supérieur, marque habituellement un renversement de l'échelle de valeurs sociales. Chez les initiés, cela montre une accession à une supériorité sociale. Il y a un an, j'ai été ridiculisé par de jeunes gens dans le Territoire de Dimbelenge. Dieu est grand, je témoigne de mon expérience et les membres de ma délégation à l'Examen d'État hors session avril 2017, peuvent mieux épiloguer ! nous aurions connu le triste sort que nos collègues frères et sœurs morts, en mission de service dans le secteur de Kafuba.

Ce renversement des schèmes de composition est aujourd'hui difficile à réorganiser. Il implique pardon, exorcisme et accompagnement psychosocial. Posons-nous la question à l'instar de l'apôtre Paul aux Galates : Qui nous a ensorcelés ? (Ga 3,1). À cet effet, il faudra avec profit lire cette 5e Lettre pastorale de Mgr Félicien Mwanama, Evêque de Luiza.

Combien d'enseignants ou chefs d'établissement n'ont-ils pas été objet de moquerie de leurs élèves ? Les miliciens ne cessaient de renvoyer de leurs classes élèves enseignants au motif d'attendre l'ordre nouveau ! Pour le Kasaï Central, il a été identifié plus de 400 écoles pillées, incendiées ou attaquées aussi bien par les *éléments* que les forces de sécurité.

L'année scolaire 2016-2017 a été fortement perturbée de sorte que l'avancement des apprentissages n'avait pas respecté le calendrier scolaire. Les écoles de la Sous Division EPSP de Luiza II, ont connu une *année blanche.* Et à deux reprises le calendrier scolaire a été revu pour sauver les meubles. Même ceux qui ont terminé l'année, ne peuvent affirmer avoir achevé les programmes. **L**e réaménagement du calendrier scolaire chaque fois lancé, était réalisé compte tenu des réalités locales d'un coin à l'autre de la Province. Les portes des classes s'ouvraient et se fermaient au gré des vagues. À la suite des affrontements, les enfants ont été traumatisés. Que faire de ce manque à gagner sur le capital de nos enfants incapables de suivre les enseignements dans la quiétude ?

Des infrastructures scolaires ont été pillées, détruites ou attaquées dans tous les territoires de sorte que le décor des écoles reste celui des lieux abandonnés. Plus 400 écoles ont été soit incendiées, détruites, pillées ou attaquées sur l'ensemble de notre Province du Kasaï Central.
La déperdition scolaire a été forte et inquiétante. Aux épreuves de hors session de l'Examen d'État, édition 2017, on avait enregistré 12.000 candidats au lieu de 17.000 inscrits. Avec l'accalmie, on a pu récupérer 1520 candidats sont revenus dans les rangs. Si à ce niveau, 5000 élèves ont décroché, quel a été le sort des élèves des classes montantes aux cycles primaire et secondaire ?

Les élèves avaient vécu et vivent encore dans un environnement de traumatisme permanent. De jour comme de nuit, c'est la peur d'être attaqué et on doit s'habituer à ce rythme. Ce climat de tension ne peut pas permettre une concentration intellectuelle pour l'étude personnelle à la maison pour les élèves comme aussi la préparation des leçons pour les enseignants.

Il est reconnu une diminution des capacités managériales dans un environnement conflictuel de tension et de traumatismes. Le secteur de l'enseignement est fortement touché par cette situation d'insécurité. Le pillage ou l'incendie des données documentaires scolaires (archives) et des manuels, sans oublier les bancs utilisés comme bois de chauffage constituent une perte énorme pour ne pas assurer un enseignement de qualité chez nous. Il faut ajouter à cela la faible motivation des intervenants et clients de l'école, comme un véritable frein dans la réalisation des missions de l'enseignement. Les membres de la délégation, pour le centre de Kafuba, ont été portés disparus. Combien d'élèves, d'enseignants et de chefs d'établissement, sont morts dans ce temps de crise ? Personne ne sait donner des chiffres exacts.

Oui, l'espace du Grand Kasayi a été fortement ravagé par les affrontements atypiques entre ceux qui avaient des armes et ceux munis des bâtons avec une banderole rouge autour de la tête. Oui l'espace du Grand Kasayi regorge aujourd'hui des gens abattus dans leurs esprits, déchirés dans leurs cœurs et torturés dans leurs corps. Même si les populations vivent de l'espoir qu'un jour la lune brillera pour effacer les ténèbres, mais dans l'entretemps, c'est la désolation partout. Les conditions de vie mieux de survie ces derniers mois sont mauvaises. Nombreuses personnes sont dans des familles d'accueil et vivent dans un environnement de dénuement total et malsain. Un enseignant raconte : *J'ai dans ma classe un garçon de 12 ans qui n'est pas celui que je connaissais il y a quelque temps. Ces condisciples ont peur de lui parce qu'il a trempé dans le tshizaba et je ne sais comment se comporter avec lui*.

Le tissu social est déchiré par des vagues de violence sans précédent. Des récits qui circulent inquiètent. Les références morales et les systèmes de valeurs communément acceptés ont été foulés au pied. Les forces loyalistes de la République sont sur terrain pour une mission. Les *miliciens* aussi se donnaient la même ambition. Ils s'entretuèrent de façon atypique et les populations subirent le contrecoup de ces agendas croisés.

Dans le village de Mubikayi dans le Territoire de Dibaya, Louis est âgé de 15 ans. Il étudiait au Collège de son village. Avec l'arrivée des militaires de la FARDC, tous les habitants s'étaient réfugiés dans la brousse. Sa grand-mère, sa mère et sa petite sœur restées sur le lieu

de leurs terres séculaires ont été abattues sans pitié par les militaires FARDC. À son retour de la forêt, Louis sera informé de la mort des membres de sa famille, par la bouche des bourreaux qui avaient tué sauvagement des personnes aux mains nues et sans défense. Louis est là, je le connais personnellement parce que je partage ma vie d'avec lui. Mais il y a d'autres petits Louis, d'autres petites Louises, mais aussi des grands Louis et Louise qui errent sur nos terres sans trop savoir où ils sont et que vont-ils faire dans la vie et de leur vie.

Beaucoup de jeunes filles et garçons ont été dans les rangs des prétendus miliciens du Chef Kamuena Nsapu. Depuis lors, ces jeunes gens ont aujourd'hui acquis des expériences contraires aux règles de la vie communautaire. Que deviendront-ils demain ? Que feront-ils alors ? Comment vont-ils vivre dans la société sur nos terres ? Une psychose générale a envahi la population et cause des traumatismes qui brisent la vie intime à la base de l'accentuation des maladies psychologiques et cardiaques. L'effritement du décor socioéconomique du fait que les activités de production sont au ralenti et par endroits impraticables à cause de l'insécurité
Le délabrement du cadre sanitaire et de l'environnement à cause des effets liés à l'incendie et au ratissage des milieux de vie communautaire. L'accentuation des violations massives et systématiques des droits des personnes à la suite des atrocités indescriptibles et des violences incessantes.

Que faire ? Les pistes de sortie de crise

La tâche est énorme pour panser les nombreuses plaies béantes, réconforter les cœurs brisés et les esprits troublés, mais surtout assurer la cohésion sociale entre des personnes qui ont peut-être pardonné, mais qui ne vont pas oublier les souffrances de suite des atrocités sans nom.
La route qui mène à la paix durable est longue. Pour l'heure, les réunions à tenir doivent rechercher la participation active des personnes concernées aux négociations pour la paix dans leurs milieux. Esprit d'écoute, attention à autrui, pardon, humilité afin de réconcilier les cœurs et panser les plaies ouvertes à cause des affrontements des uns contre les autres sur un espace de vie commune.

En septembre 2017, un forum de la paix a été organisé à Kananga, auquel ont assisté des chefs coutumiers de la région du Kasaï et des politiciens de premier plan, dont le président Kabila. Cependant plusieurs figures de l'opposition ont refusé de prendre part à ce forum, préférant insister sur la nécessité de traduire en justice les responsables des violences.
Une fois passé le paroxysme de la violence, un calme relatif règne dans la région, mais des tensions persistent entre les différents groupes ethniques. Les FARDC continuent de mener des opérations militaires dans la région, qui peuvent s'accompagner de graves violations des droits humains à l'encontre des civils, étant donné leurs antécédents.

Il s'agit de mettre en place des plans d'action communautaire, des moyens d'échange, de réflexion pour :

- Dédramatiser les conflits vécus par les esprits des victimes ;
- Écouter des récits pour ouvrir les cœurs ;
- Négocier entre victimes et bourreaux, dirigeants et population.

Il faut des discussions fructueuses comme cadre d'étude des causes et des dynamiques des conflits, des traumatismes, mais surtout des techniques nécessaires pour aider autrui à se mobiliser dans la voie de la recherche de la paix et de la réconciliation. Il ne faut pas oublier que les rencontres politiques sont toujours loin de rechercher les possibilités d'une vie réussie au quotidien dans nos villages et quartiers. Comment sont perçus les jeunes qui ont tué, incendié ? Que dire des soldats qui ont manœuvré leur gâchette pour tirer des balles de la mort ?

À la vue des militaires et policiers en tenue et munis des armes, les civils au lieu de se rassurer de leur sécurité, se lancent dans la panique.
Il est temps d'amplifier à l'exemple de l'approche de la **Caravane pour la paix au Kasayi** d'organiser des rencontres avec les relais communautaires sur des sujets spécifiques.

Les temps sont durs, mais les gens du village ont l'espoir de vivre. Ces gens-là doivent être les véritables responsables de leur destin. Au cours des réunions, ces rescapés des affrontements atypiques devront apprendre maintenant à :

- Préparer des interventions avec leurs propres paroles de vie, ce qu'ils pensent, ce qu'ils vivent, ce qu'ils revendiquent ;
- Établir le profil des communautés, leurs chefs et les modes de leur désignation ;
- Développer la conscience communautaire pour le bien-être de tous afin de préparer les lendemains pour les générations à venir.

Beaucoup de personnes souffrent dans leurs corps, leurs cœurs et leurs esprits à cause des affres endurées. Beaucoup sont continuellement arrachées de leur environnement social et physique aujourd'hui déstructuré. Nous devons nous mobiliser pour bâtir les communautés dévastées : donner espoir aux personnes concernées en leur donnant des moyens de se prendre en charge et de s'aider à se relever des images de la détresse, de la peur et de l'angoisse dont les effets sont de longue durée.

Nous estimons que l'intervention humanitaire d'urgence est nécessaire pour parer au plus pressé, mais c'est à court terme. Il faut en même temps passer à l'examen des effets multiples de la violence et des liens qui existent entre eux. Il est nécessaire de comprendre qu'en plus de la prévention et du traitement des maladies, d'appui en intrants de subsistance, il est tout aussi important d'offrir de services de conseiling, de former des gens à la résolution de « micro-conflits », à la promotion des droits de la personne humaine, à la réintégration sociale pour le développement durable de l'entité.

De plus en plus, devons-nous prendre en compte l'approche basée sur la communauté, une entité humaine bien ciblée afin d'une analyse devant répondre aux besoins des personnes concernées et devant être des acteurs, sujets de leur propre histoire. Ce sont eux qui doivent se lever et combattre les maux vécus dans les milieux.

- Promouvoir la culture de la paix durable auprès des communautés de l'espace du Grand Kasayi et d'en faire *un projet éducatif qui concerne toute la vie et qui dure toute la vie*

- Engager le dialogue franc en toute circonstance entre parties prenantes pour exprimer les revendications de tout ordre
- Refuser résolument tout ce qui conduit aux conflits et rechercher ardemment tout ce qui contribue à la paix durable facteur important pour le développement
- Organiser des structures de prise en charge psychologique pour détraumatiser les victimes des violences liées aux conflits
- La réhabilitation et/ou la reconstruction des infrastructures pillées, incendiées, détruites ou attaquées au cours des tristes événements
- La prise en charge par le Gouvernement des communautés pour la réinsertion sociale et le développement durable.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Théodore MWAMBA BAKATUBENGA
Professeur

Voilà huit ans déjà depuis que le chef traditionnel Kamuena Nsapu a quitté la terre des mortels, donnant ainsi lieu à ce qui est désormais connu comme **le phénomène Kamuena Nsapu**. Adule par les uns qui voient en lui un patriote résistant à un pouvoir qui semble ne pas prendre en compte les besoins de la population et contesté par ceux qui trouvent en lui un homme dont la frustration a engendré tant de misère dans l'espace Kasaï et même ailleurs. Le moins que l'on puisse dire est que cette figure controversée a marqué la vie au Kasaï et même bien au-delà, suscitant admiration et rejet.

Le phénomène Kamuena Nsapu qui a vu le jour au Kasaï hante bien des esprits et suscitent bien des interrogations à la fois, et de nombreux défis à relever sur le plan sécuritaire, sur le plan de droits humains surtout ceux des personnes vulnérables qui attendent encore réparation. Au-delà des hommes, l'environnement a été affecté, les infrastructures détruites dans une zone où la présence de l'État se fait à peine sentir. C'est dire que Kamuena Nsapu a été un révélateur d'un malaise profond d'un peuple que le pouvoir central avait totalement oublié. C'est ce qui expliquerait l'adhésion des jeunes désœuvrés et drogués pour exprimer leur frustration contre le Gouvernement de la République.

Les chercheurs et même parmi eux certains chefs coutumiers du Kasaï ont déploré les interférences du pouvoir politique dans la reconnaissance des autorités coutumières. Aussi faudra-t-il qu'une réflexion collective et approfondie soit menée sur ce phénomène Kamuena Nsapu afin d'établir les limités et les pouvoirs de chacun et en évitant tout empiètement, ce qui a engendré cette crise dont l'impact ne cessera de sitôt de marquer tout l'espace Kasaï, une zone longtemps considérée comme un havre de paix et où ce phénomène est apparu comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Le vœu de tous est que pareil phénomène ne se reproduise plus jamais afin que le développement soit possible.

RAPPORT SYNTHÈSE

RECOMMANDATIONS

À l'issue des Journées scientifiques organisées sur le thème « Le courage d'un chef et le combat pour le rétablissement de la paix durable et de l'ordre étatique ainsi que pour la revalorisation du pouvoir coutumier en RD Congo », il ressort de l'ensemble des communications et échanges que la prévention des crises comme celle du phénomène Kamuina Nsapu exige une responsabilité partagée entre l'État, les autorités coutumières et la société civile. Les recommandations ci-après visent à orienter l'action collective en faveur de la consolidation de la paix, de la restauration de l'autorité coutumière et du développement harmonieux des communautés.

1. À l'État congolais de :

- Renforcer l'État de droit en protégeant et en reconnaissant effectivement le pouvoir coutumier dans le cadre légal et institutionnel afin d'éviter les vides de légitimité qui favoriseraient l'émergence des rébellions.
- Mettre en place une justice transitionnelle efficace garantissant la lutte contre l'impunité des crimes graves commis, tout en accompagnant les victimes dans leur réparation et réinsertion.
- Améliorer la gouvernance sécuritaire en développant des stratégies de prévention et d'alerte rapide dans les zones à risques, en privilégiant la collaboration entre forces de l'ordre, autorités locales et communautés.
- Soutenir le développement socio-économique par des politiques publiques orientées vers l'emploi des jeunes, la réinsertion des ex-combattants et l'accès aux services sociaux de base tels que la santé, l'éducation, l'eau et les infrastructures.
- Renforcer le DDRCS (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion communautaire et Stabilisation) en allouant des moyens suffisants pour garantir un suivi rigoureux et durable de la réintégration des ex-miliciens.
- Éviter la politisation du pouvoir coutumier afin de préserver son indépendance et son rôle impartial au service des communautés.
- Prévoir un deuil rituel en collaboration avec les chefs coutumiers locaux en vue de la réparation des morts.
- Eviter les interférences du pouvoir politique dans la reconnaissance des autorités coutumières.

2. Aux autorités coutumières de :

- Préserver l'unité communautaire en jouant un rôle de médiation, de prévention et de résolution pacifique des conflits locaux, tout en privilégiant la cohésion et la réconciliation.
- Revaloriser la légitimité coutumière à travers un leadership basé sur l'exemplarité, la transparence et le respect des valeurs culturelles afin d'éviter la manipulation politique.

- Collaborer avec l'État et la société civile en créant des cadres de dialogue réguliers permettant d'harmoniser les prises de décisions au service du développement.
- Promouvoir les droits humains en veillant à la protection des femmes, des jeunes filles et des enfants particulièrement touchés par les violences, et en encourageant leur participation à la vie communautaire.
- Rester dans les villages pour gérer au quotidien les conflits et autres différends locaux, plutôt que de résider en ville où la proximité avec les communautés se perd.
- Refuser toute ingérence politique dans le pouvoir coutumier, notamment les flatteries et manipulations des politiciens en quête de voix durant les campagnes électorales.

3. À la société civile de :

- Renforcer la sensibilisation communautaire par des campagnes d'éducation citoyenne sur la paix, la non-violence et la résolution pacifique des différends.
- Accompagner les victimes et les personnes vulnérables en assurant un suivi psychosocial, médical et économique des survivants des violences liées aux conflits, avec une attention particulière aux femmes et aux enfants.
- Encourager la participation citoyenne en favorisant l'engagement des jeunes et des femmes dans la gouvernance locale et le développement communautaire afin de réduire leur vulnérabilité à la manipulation des groupes armés.
- Développer un partenariat constructif avec les pouvoirs publics en contribuant au suivi indépendant des mécanismes de justice transitionnelle, du DDRCS et des programmes de développement local.